

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ



COMPOSITION DU JURY

- M. Daniel NOIN, *Président, Université de Paris I*
M. Pierre FLATRES, *Rapporteur, Université de Rennes II*
M. Yves - Marie HILAIRE, *Université de Lille III*
M. Jean - Pierre LARIVIERE, *Université de Rennes II*
M. Firmin LENTACKER, *Université de Lille I.*

Digitized by the Internet Archive
in 2026

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE GEOGRAPHIQUE

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 30 MARS 1979 —

- 1982 -

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
I.D.E.A.D.
UNIVERSITE LILLE I
VILLENEUVE D'ASCQ

PIERRE - JEAN THUMERELLE

LA POPULATION DE LA REGION NORD - PAS DE CALAIS

ETUDE DEMOGRAPHIQUE

TOME I

© Pierre - Jean THUMERELLE

I.S.B.N. : 2 - 7295 - 0000 - 6

PRESENTATION DE LA THESE

Cette étude n'est ni celle de toute la géographie humaine, ni celle de la géographie sociale de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a pour unique objet la population de cette région, appréhendé sous l'éclairage de la géographie. L'auteur s'est efforcé d'une part d'analyser dans leur extension spatiale, la plus fine permise par les sources statistiques disponibles, la répartition des hommes et son évolution, et les variations dans l'espace des comportements et des structures démographiques, d'autre part de dégager dans l'explication des phénomènes de population ce qui pouvait être attribué à des facteurs d'ordre démographique (comportements et structures hérités) de ce qui pouvait être attribué à des réactions aux modifications du milieu (notamment migrations et modifications des structures socio-économiques).

Dans l'introduction l'auteur rappelle combien la région Nord-Pas-de-Calais se distingue du reste de la France par son évolution démographique et ses densités et combien elle est plus proche par ces aspects de la Belgique et des autres états industrialisés voisins.

La 1ère partie de l'ouvrage rend compte de cette évolution originale et de l'origine des fortes densités, apparues précocement, dès le Moyen-Âge et amplifiées au XVIIIème siècle (chapitre 1), renforcées par la vigoureuse expansion démographique, reposant presque exclusivement sur le croît naturel et contrastant avec l'évolution démographique générale de la France, qui a accompagné au XIXème siècle la révolution industrielle (chapitre 2). Discontinue et ralentie par les crises de la période 1914-1945, l'expansion reprit avec plus de vigueur que dans le reste de la France au lendemain de la dernière guerre (chapitre 3). Mais l'aggravation des difficultés économiques a provoqué récemment un renforcement de l'émigration qui pourrait remettre en cause une évolution pluri-séculaire (chapitre 4).

Dans la 2ème partie l'auteur analyse comment la transformation de la région a modifié la répartition du peuplement, en dressant un tableau de l'évolution démographique à l'échelon des communes et des agglomérations (chapitre 1), tente de donner une vue d'ensemble de l'évolution récente de cette répartition, d'en dégager les principales tendances (chapitre 2) et

de les expliquer par les rôles respectifs du mouvement naturel et des migrations (chapitre 3).

Dans la 3ème partie, le chapitre 1 est consacré à ces migrations : analyse des flux migratoires, rôle des migrations dans la réorganisation de l'espace régional et dans l'évolution des structures. Structures auxquelles sont consacrées les chapitre 2 (structures socio-économiques) et 3 (structures par âge).

Dans la conclusion, l'auteur essaie, en s'appuyant sur les relations qu'établissent les migrations entre les grandes masses de population, d'établir une approche synthétique de la situation géo-démographique régionale, avant de s'interroger sur les possibilités de survie des caractères originaux de la population de la région Nord-Pas-de-Calais.

TABLE DES MATIÈRES

Avant propos	5
Introduction	9
PREMIERE PARTIE : LE PEUPLEMENT DE LA REGION DU NORD	15
<u>CHAPITRE 1 : LES ORIGINES DU PEUPLEMENT ET L'APPARITION PRECOCE DES FORTES DENSITES.</u>	17
I - Les origines du peuplement	18
a) Les premiers établissements humains	18
b) Le peuplement gallo-romain	21
c) Les grandes invasions et l'origine de la frontière linguistique	22
II - La grande expansion démographique du XI ^e s. au XIII ^e s.	24
a) Les grandes mutations du XI ^e s.	26
1) La naissance des états flamand et hennuyer	26
2) Les grands défrichements et la colonisation de la plaine maritime	27
3) L'essor urbain et les débuts de la prospérité commerciale et industrielle	30
b) La mesure de la croissance démographique, les den- sités supposées.	32
III - La dépression démographique de la fin du Moyen-Age.	35
a) Les grandes "mortalités".	35
b) La crise politique et sociale du XIV ^e s.	40
IV - Les débuts du redressement démographique.	42
a) Les difficultés du retour à la paix.	42
b) Les incertitudes de la reprise démographique au XV ^e s.	43
c) L'affirmation de la reprise au XVI ^e s. et au dé- but du XVII ^e s.	46

V - La conquête française et l'expansion démographique du XVIII° s.	49
a) Les conséquences immédiates du rattachement à la France	50
b) La grande expansion démographique du XVIII° s.	51
VI - Un nouveau ralentissement de l'expansion démographique pendant la période révolutionnaire.	57
VII - La région du Nord dans l'ensemble français vers 1800.	60
Orientation bibliographique et notes additives	65
Résumé et conclusion du chapitre	76
<u>CHAPITRE 2 : LES GRANDES MUTATIONS DU XIX° s. : REVOLUTION INDUSTRIELLE ET EXPLOSION DEMOGRAPHIQUE. 1801-1913.</u>	78
I - La plus forte croissance démographique de la province française.	78
a) La mesure de la croissance.	78
b) L'évolution de la croissance démographique des départements du Nord et du Pas-de-Calais de 1801 à 1911.	80
c) Une croissance remarquable dans le contexte français.	89
1) La plus forte croissance démographique régionale après celle de la région parisienne	89
2) La région du Nord parmi les régions françaises	94
3) Le Nord et le Pas-de-Calais parmi les départements français	98
d) Départements du Nord et du Pas-de-Calais : les plus fortes densités départementales après celle du département de la Seine.	99
1) de 1801 à 1851	102
2) de 1851 à 1881	104
3) de 1881 à 1911	107
e) La polarisation de la croissance entre 1801 et 1911.	113
f) Une croissance banale dans le contexte de l'Europe du Nord-Ouest.	114
II - Le développement industriel et agricole.	118
a) Les origines de l'industrie moderne.	118
b) La puissance industrielle du Nord au XIX° s. : le triomphe de la grande industrie.	125

c) La puissance agricole de la région du Nord : 10 % de la production agricole française sur 2,2 % du ter- ritoire à la veille de la première guerre mondiale.	142
d) Une population à dominante ouvrière.	145
III - Les origines de la croissance démographique : Excé- dent naturel et solde migratoire.	147
a) L'excédent naturel.	153
1) Une natalité exceptionnelle	180
2) Une importante mortalité	197
b) Le solde migratoire.	215
1) Une population très fermée	216
2) L'immigration : tentative d'évaluation	218
3) La population belge dans le Nord au XIX ^e s.	222
IV - Le dépeuplement des campagnes.	229
Orientation bibliographique et notes additives	239
Résumé et conclusion du chapitre	248
<u>CHAPITRE 3 : DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE AU LENDEMAIN DE</u> <u>LA SECONDE : L'IRREGULARITE DE LA CROISSANCE</u> <u>DEMOGRAPHIQUE. 1914-1954.</u>	250
I - Les conséquences démographiques de la première guerre mondiale.	250
a) Les pertes de guerre directes et indirectes.	251
b) Caractère tardif de la reprise démographique.	255
c) Le bilan démographique. 1911-1921.	256
II - L'entre-deux-guerres.	257
a) La reconstruction et l'appel à la main d'oeuvre étrangère.	257
1) L'immigration polonaise dans la région du Nord	260
2) Les autres étrangers	271
b) Le ralentissement de la croissance démographique.	275
1) La permanence d'une natalité élevée	275
2) L'influence de la grande crise économique sur	

III - La population de la région du Nord et la seconde guerre mondiale.	304
IV - L'après-guerre : 1946-1954.	309
a) Le baby-boom.	309
b) Lent recul de la mortalité et permanence d'une forte mortalité infantile.	312
c) Excédent naturel et solde migratoire.	314
V - La région du Nord parmi les régions françaises.	318
Orientation bibliographique et notes additives.	329
Résumé et conclusion du chapitre.	330
<u>CHAPITRE 4 : LA FIN DE L'EXPANSION DEMOGRAPHIQUE ET LES INCERTITUDES DU PRESENT. 1954-1975.</u>	333
I - Le renversement de l'évolution démographique.	333
a) L'évolution des effectifs de population de 1954 à 1975.	333
b) Le maintien d'un excédent naturel important.	340
1) Une natalité demeurée plus forte que la natalité française	341
2) La permanence d'une forte mortalité	348
3) La mesure de l'excédent naturel	352
c) La détérioration du solde migratoire.	357
II - Aux origines de la stabilisation des effectifs de population : les difficultés de l'emploi.	362
a) Un chômage déjà important avant la crise actuelle.	364
1) L'accroissement régulier du chômage	364
2) Les nouveaux demandeurs d'emploi : les femmes et les jeunes	367
3) Un chômage supérieur à celui de la moyenne française	370
b) L'origine du chômage.	371
1) Une économie encore dominée par l'industrie	373
2) Une reconversion difficile	377
3) La montée des jeunes	380
4) Un potentiel de main d'oeuvre féminine inemployé	382
c) La crise de 1974-1976.	383
1) La dégradation rapide du marché de l'emploi	384
2) Aucun redressement en vue dans l'immédiat	388

3) Horizon 1981 : des perspectives peu brillantes en matière d'emploi	389
4) La corrélation entre chômage et émigration : la région du Nord, un important réservoir de main d'oeuvre	393
d) Les aspects régionaux de la crise.	394
1) L'accentuation des déséquilibres régionaux	394
2) La zone de Lille menacée par le chômage	397
3) Poursuite de l'exode des actifs du pays minier	397
4) L'expansion de Saint-Omer et de Dunkerque	399
5) Difficultés en matière d'emploi du reste de la région	400
Notes additives	404
Résumé et conclusion du chapitre	407
DEUXIEME PARTIE : LES HOMMES DANS L'ESPACE REGIONAL	411
<u>CHAPITRE 1 : LA MISE EN PLACE DU PEUPLEMENT DANS LA REGION DU NORD.</u>	413
I - Tableau du peuplement au début du XIX ^e s.	413
a) La répartition du peuplement dans la région du Nord.	413
1) Une population encore largement rurale	413
2) Des densités partout élevées	416
b) Les contrastes régionaux du peuplement.	418
1) Les zones de densités faibles	418
2) Les zones de fortes densités	428
3) Les zones de densités moyennes	439
II - Les modifications dans la répartition de la population.	446
a) Les zones à forte concentration de population.	447
b) Modération et lenteur du dépeuplement des zones à dominante rurale.	462
c) La diversité de l'évolution récente.	462
III - Les zones à dominante rurale et les petits centres urbains.	463
a) Les facteurs de l'évolution démographique.	464
b) Identité et diversité des évolutions démographiques.	466
c) Les oppositions régionales.	466

III - 1. Le Bas-Pays.	468
a) La plaine maritime.	468
1) Les communes rurales	468
2) Les petits centres : Audruicq, Bourbourg, Bergues.	476
b) La Flandre intérieure.	480
1) La diminution précoce de la population rurale	480
2) Petites villes et villes moyennes	494
c) La plaine de la Lys.	497
1) Le chapelet des petites villes	498
2) Les communes rurales de la plaine	503
d) Les communes rurales du nord du Mélandois et du Pays de Weppes.	507
1) Une relative stabilité des effectifs	508
2) Le Pays de Weppes	508
3) Le Mélandois, au Sud de Lille	511
4) Le Mélandois, à l'Est de Lille	512
e) Le sud du Mélandois et le Pévèle.	513
1) Un peuplement assez dense	513
2) Le nord du Pévèle : la présence de l'industrie	515
3) Le sud du Pévèle : la faiblesse de l'industrialisation	517
III - 2. Les pays ruraux du Sud.	526
a) L'Avesnois.	526
1) Le pays d'Avesnes au sens strict	528
2) L'Avesnois oriental	537
3) Le secteur industriel de Fourmies	545
b) Le Cambrésis oriental et ses bordures.	546
1) La grande diffusion de l'industrie rurale et son déclin	546
2) La disparition des genres de vie traditionnels à la fin du XIX ^e s. et au début du XX ^e s.	549
3) Le rôle de l'agriculture dans l'évolution du peuplement	553
4) La survivance de l'industrie rurale	554
5) L'évolution démographique d'ensemble	557
6) L'évolution par secteurs	558
c) Le Hainaut rural.	576
d) Le Cambrésis occidental et l'Artois oriental.	585
1) L'évolution récente	591
2) Les types communaux d'évolution	597
3) Les petits centres	609

e) Le plateau d'Artois.	611
1) Evolution démographique d'ensemble	615
2) Le plateau	620
3) les vallées	648
III - 3. La zone de contact entre Haut et Bas-Pays.	666
IV - Les zones industrielles et urbaines.	687
a) La conurbation de Lille/Roubaix/Tourcoing/Armentières.	687
1) Une croissance fabuleuse au XIX ^e s.	688
2) 1914-1945 : la période de crise et de stagnation démographique	718
3) L'après-guerre : la croissance retrouvée	723
b) Le pays minier.	735
1) La densification du peuplement a suivi les étapes de la découverte du charbon.	736
2) La population du pays minier au XIX ^e s.	744
3) De 1914 à 1945 : une croissance plus irrégulière	752
4) L'après-guerre : 1945-1975	756
5) Les principales villes du bassin	762
6) Les multiples aspects de l'évolution démographique de l'Est à l'Ouest du bassin minier	767
c) Les agglomérations côtières.	795
1) Le littoral dunkerquois	796
2) Le littoral calaisien	807
3) Le littoral du Boulonnais	813
d) Les agglomérations moyennes de l'intérieur.	824
1) Le bassin industriel de la Sambre	824
2) L'agglomération d'Arras	834
3) L'agglomération de Saint-Omer	838
4) L'agglomération de Cambrai	841
Notes additives	844
Résumé et conclusion du chapitre	862
<u>CHAPITRE 2 : LES NOUVELLES TENDANCES DE LA REPARTITION DES HOMMES DANS L'ESPACE REGIONAL.</u>	879
I - Remarques préliminaires.	880
a) Rappel de l'évolution d'ensemble.	880
b) Méthodes d'étude.	881

c) Observations générales.	883
II - L'approche statistique.	885
a) La mesure des variations.	885
1) Les variations pendant la période 1954-1975	886
1) 1. Mesures en valeurs absolues	886
1) 2. Mesures en valeur relative	892
2) Les variations durant la période 1968-1975	894
2) 1. Mesures en valeurs absolues	895
2) 2. Mesures en valeur relative	898
b) Absence de relation entre la taille des communes et leur évolution démographique.	902
1) Evolution par catégories de communes	902
2) Absence de corrélation entre la taille des communes et leur évolution démographique et stabilité de la concentration de la population urbaine	908
2) 1. Examen des coefficients de corrélation	909
2) 2. Examen des courbes de concentration	909
2) 3. Le phénomène général de l'accroissement de la taille des agglomérations	911
c) Les variations selon les agglomérations	913
1) Les enseignements des graphiques de dispersion	913
1) 1. Les unités urbaines de moins de 5 000 h.	913
1) 2. Les unités urbaines de 5 000 à 20 000 h.	917
1) 3. Les unités urbaines de plus de 20 000 h.	920
2) Conclusion de l'étude statistique	923
III - La répartition géographique des variations de population.	923
a) Le bouleversement des schémas.	923
1) Les deux visages contradictoires de l'évolution récente	923
2) La micropolarisation	926
b) Les secteurs dont la population diminue.	927
1) La poursuite du dépeuplement des campagnes	927
2) Le dépeuplement du pays minier	934
3) Les autres formes de dépeuplement urbain	940
c) Les secteurs dont la population augmente.	945
1) La métropole lilloise : ralentissement de la croissance	945
1) 1. La répartition de la croissance	947
1) 2. Le bilan de la période 1954-1975 : les modifications de la répartition du peuplement dans l'aire métropolitaine Nord	952
1) 3. Les satellites de l'agglomération lilloise	953

2) La zone littorale : une croissance généralement forte, mais inégalement répartie	955
2) 1. Dunkerque et la plaine maritime	956
2) 2. Calais et le Calaisis	957
2) 3. Boulogne et le littoral du Boulonnais	958
2) 4. Le sud du littoral : Etaples, Le Touquet, Berck	959
3) La croissance continue des moyennes agglomérations de l'intérieur	960
3) 1. Arras	960
3) 2. Les agglomérations du bassin de la Sambre	962
3) 3. Cambrai	963
3) 4. Saint-Omer et les agglomérations de la moyenne vallée de l'Aa	964
4) La survivance des pôles de croissance dans le pays minier	965
5) Les autres supports de la croissance démographique : quelques petites agglomérations ou villes isolées, quelques communes rurales	967
5) 1. Petites villes et petites agglomérations en croissance	967
5) 2. Les communes rurales en croissance	969
Notes additives	973
Résumé et conclusion du chapitre	974

CHAPITRE 3 : LES COMPOSANTES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE RECENTE.

	976
I - La décomposition en composantes : l'importance décisive des soldes migratoires négatifs.	976
a) La dissymétrie inverse des deux composantes.	978
b) Le bilan du mouvement naturel.	979
1) La diminution de la natalité	979
2) Les grands traits de la répartition	980
2) 1. La localisation des communes dont le solde du mouvement naturel est négatif	980
2) 2. La localisation des communes dont le solde du mouvement naturel est fortement positif	999
c) Le bilan du mouvement migratoire.	1010
1) La généralisation du déficit migratoire	1010
2) Les zones de concentration des communes à solde migratoire positif	1021
2) 1. La région lilloise	1021
2) 2. Les autres pôles d'immigration	1028



3) Les zones de concentration des communes dont le solde migratoire est fortement déficitaire	1038
3) 1. Les centres des grandes agglomérations	1038
3) 2. La principale zone d'exode : le pays minier	1038
3) 3. Les zones rurales à déficit migratoire accentué : Ternois et seuil de Bapaume	1040
II - La combinaison des composantes.	1041
a) Typologie élémentaire des combinaisons à l'échelon communal. 1968-1975.	1042
1) Type I : solde du mouvement naturel et solde migratoire positifs	1043
2) Type II : Solde du mouvement naturel et solde migratoire négatifs	1044
3) Type III : Solde migratoire négatif et solde du mouvement naturel positif	1045
b) Typologie à l'échelon des grands groupements : unités urbaines, ensembles des communes rurales.	1046
1) Les principales unités urbaines	1049
2) Les autres unités urbaines de plus de 10 000 h.	1053
3) Les petites unités urbaines (moins de 10 000 h.)	1057
4) Les communes rurales regroupées par cantons	1063
Notes additives	1066
Résumé et conclusion du chapitre	1067
TROISIEME PARTIE : FLUX ET STRUCTURES DE POPULATION	1069
<u>CHAPITRE 1 : LES FLUX MIGRATOIRES.</u>	1071
I - Définitions, sources, méthodes.	1071
a) Les effets des migrations.	1071
1) Les effets sur les structures	1071
2) Les effets sur les nombres	1073
b) Définitions.	1075
c) Sources.	1076
d) Méthodes	1078
1) Taux de mobilité	1078
2) Etude des flux proprement dits	1079
3) Etude des soldes migratoires	1079

II - Migrations externes et migrations interrégionales.	1080
a) Les migrations externes.	1080
1) Immigration	1080
2) Emigration et solde migratoire externe	1080
3) Les origines des immigrés externes	1081
3) 1. Nationalité des immigrants	1081
3) 2. Origine géographique des immigrants ex- ternes	1081
3) 3. Les régions de fixation des immigrants ex- ternes	1085
b) Les migrations interrégionales.	1088
1) La faible mobilité de la population de la ré- gion Nord/Pas-de-Calais et le grave déficit mi- gratoire de cette région	1088
2) Des échanges déficitaires avec chacune des ré- gions françaises	1092
2) 1. Les principaux courants migratoires depuis et vers la région du Nord paraissent rela- tivement stables.	1097
2) 2. La mesure de l'aggravation du déséquilibre des échanges entre le Nord/Pas-de-Calais et les autres régions françaises	1102
3) L'inégalité des échanges avec les régions fran- çaises selon les secteurs géographiques de la région du Nord.	1108
III - Les migrations intra-régionales entre 1962 et 1968.	1109
a) Analyse des flux zone par zone.	1109
1) Le P.M.E. de Lille	1109
2) Les P.M.E. du littoral	1121
2) 1. Le P.M.E. de Dunkerque	1121
2) 2. Le P.M.E. de Calais	1127
2) 3. Le P.M.E. de Boulogne	1132
2) 4. Le P.M.E. de Berck-Le Touquet	1135
3) Les P.M.E. miniers	1138
3) 1. Le P.M.E. de Valenciennes	1138
3) 2. Le P.M.E. de Somain-Aniche	1143
3) 3. Le P.M.E. de Douai	1147
3) 4. Le P.M.E. de Lens	1151
3) 5. Le P.M.E. de Béthune	1155
4) Les P.M.E. isolés	1159
4) 1. Le P.M.E. de la Sambre	1159
4) 2. Le P.M.E. d'Arras	1163
4) 3. Le P.M.E. de Cambrai	1167
4) 4. Le P.M.E. de Saint-Omer	1171
5) Les zones à dominante rurale	1175
5) 1. Les zones flamandes	1176
5) 2. Les zones médianes à forte population in- dustrielle	1182

5) 3. La zone de l'Avesnois	1191
5) 4. L'Artois	1196
5) 5. La partie occidentale du Pas-de-Calais (Montreuillois, Calaisais, Boulonnais)	1203
5) 6. La zone de Béthune rural	1214
b) Essai de synthèse des flux migratoires.	1215
1) Le rayonnement de la métropole lilloise sur sa région	1227
2) L'exode du pays minier	1229
3) L'exode rural	1230
4) L'attraction forte, mais géographiquement limitée des agglomérations moyennes	1232
5) La hiérarchisation des mouvements migratoires	1233
IV - Les migrants.	1234
a) La structure par sexe des populations migrantes.	1234
1) Sources et méthode	1234
2) La répartition des migrants selon le sexe	1235
3) Les modifications du rapport des sexes	1235
b) La structure par âge des migrants.	1237
1) Sources et méthode	1237
2) Mobilité de la population selon l'âge	1237
3) Les effets des migrations sur la structure par âge	1244
c) La composition socio-professionnelle des migrants.	1244
1) Méthodes utilisées	1247
2) Zones d'immigration	1248
3) Les zones de faible émigration : P.M.E. de la Sambre et de Calais	1261
4) Le pays minier	1262
5) Le P.M.E. de Boulogne	1266
6) Les zones d'émigration à dominante rurale	1266
V - Les premiers enseignements du recensement de 1975.	1271
a) La région demeure très fermée.	1272
b) La mobilité à l'intérieur des agglomérations.	1275
1) L'exemple de l'agglomération lilloise	1275
2) Les autres grandes agglomérations	1279
c) Typologie des migrations à l'échelon des principales agglomérations.	1279
d) La permanence des types de migrations.	1281
Notes additives	1283
Résumé et conclusion du chapitre	1284

<u>CHAPITRE 2 : LES STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET SOCIO-</u> <u>CULTURELLES.</u>	1293
I - La population active.	1293
a) La sous-activité.	1293
1) Le nombre des actifs	1293
1) 1. Les actifs sont relativement moins nombreux dans la région du Nord que dans les autres régions françaises.	1293
1) 2. La sous-activité est ancienne et permanen- te.	1296
2) Insuffisance des emplois offerts, chômage et émigration.	1301
b) Les taux d'activité par sexe et par âge.	1304
1) Sexe masculin	1304
1) 1. Réduction de l'activité aux jeunes âges	1304
1) 2. Réduction de l'activité aux âges avancés	1306
2) Sexe féminin	1310
2) 1. L'activité féminine s'est considérablement renforcée.	1310
2) 2. Mais l'activité demeure inférieure à celle de la moyenne française.	1311
c) La composition de la population active.	1312
1) Structure par âge	1312
1) 1. La comparaison Nord/France : l'importance des jeunes actifs dans la région du Nord	1312
1) 2. L'évolution de la structure par âge de la population active régionale : les jeunes actifs sont de plus en plus nombreux.	1317
2) La population active agricole : 7,5 % de la po- pulation active totale	1320
2) 1. L'évolution des effectifs	1321
2) 2. Les structures de la population agricole	1324
2) 3. Conclusion : les caractéristiques de la population active agricole de la région Nord/Pas-de-Calais	1328
3) La population active féminine non agricole	1331
3) 1. Vie professionnelle et vie familiale	1331
3) 2. Qualification et vie professionnelle	1334
3) 3. Les emplois féminins	1337
4) La population active masculine	1344
4) 1. La profonde mutation des activités indus- trielles et ses conséquences	1344
4) 2. La population active masculine se tertia- rise.	1353
5) La composition socio-professionnelle de la po- pulation active non agricole	1358
5) 1. Le poids écrasant de la classe ouvrière	1358

5) 2. La faible représentation des classes les plus favorisées	1360
5) 3. Les conséquences de la prédominance ouvrière : les bas revenus, la relative faiblesse de la consommation	1361
6) La population active disponible à la recherche d'un emploi (cf. 1 ^o partie, ch. 4)	1362
II - Les inactifs.	1362
1) Les différentes catégories d'inactifs	1363
2) Les enfants, scolaires, étudiants et appelés du contingent	1363
3) Les retraités	1366
3) 1. La structure par âge et la sous-activité sont responsables de la faiblesse du nombre des retraités.	1366
3) 2. Peu de femmes retraitées	1367
4) Les autres inactifs : 1/4 de la population de 17 à 64 ans	1367
III - Les grandes variations des taux et des types d'activité à travers la région.	1368
a) Sources et méthodes.	1368
1) La méthode comparative	1369
2) La confrontation des sources diverses	1369
b) Les grandes variations des taux d'activité (actifs au lieu de résidence).	1370
1) Les zones de forte activité masculine et féminine	1375
1) 1. La région lilloise	1375
1) 2. Cambrésis et Sud de l'Avesnois	1385
1) 3. Les agglomérations d'Arras et Saint-Omer et leurs périphéries	1388
2) Les zones de forte activité masculine et de faible activité féminine	1390
2) 1. Le secteur de Dunkerque	1390
2) 2. Le bassin industriel de la Sambre	1392
3) Les zones de faible activité masculine et féminine	1393
3) 1. L'Ouest du bassin minier	1397
3) 2. La zone de Lens	1404
3) 3. Le Douaisis	1406
3) 4. L'Est du bassin minier	1408
4) Les zones intermédiaires	1410
c) La population selon l'activité économique et la composition socio-professionnelle.	1413

IV - L'insertion des jeunes dans la vie active et dans la vie sociale.	1420
a) La formation des jeunes.	1420
1) Les taux de scolarisation	1422
2) Les types de scolarisation	1429
b) L'insertion dans la vie professionnelle.	1432
c) L'insertion précoce dans la vie sociale.	1440
V - Le sous-développement culturel et social.	1440
1) Faible proportion de diplômés, faiblesse de la vie culturelle	1441
2) Le sous-équipement socio-culturel et social	1448
VI - Les étrangers.	1452
a) La structure par nationalité.	1453
1) La situation en 1975	1453
2) L'évolution	1457
b) La structure par âge et par sexe.	1458
1) La population étrangère du département du Pas-de-Calais : une population vieillie	1458
2) La population étrangère du département du Nord : une population très jeune	1461
c) La composition socio-professionnelle de la population étrangère.	1463
d) La concentration géographique des étrangers.	1467
1) Les étrangers dans le bassin de la Sambre	1469
2) Les étrangers dans le pays minier	1469
3) Les étrangers dans l'agglomération de Lille/Roubaix/Tourcoing	1473
e) L'acquisition de la nationalité française et les problèmes d'assimilation des étrangers.	1476
Notes additives.	1480
Résumé et conclusion du chapitre.	1483
<u>CHAPITRE 3 : LES STRUCTURES PAR AGE ET PAR SEXE.</u>	1488
I - Evolution et caractéristiques d'ensemble.	1489
a) La population de la région du Nord : une population traditionnellement jeune.	1489
1) Le visage démographique de la France à la fin du siècle dernier	1492

1) 1. Les régions à population jeune	1493
1) 2. Les régions à population déjà vieillie	1495
1) 3. Le cas particulier de la région du Nord	1496
2) Les bouleversements des structures par âge à travers la France au début de ce siècle	1497
2) 1. La généralisation du vieillissement	1497
2) 2. Le maintien de la jeunesse des populations de la Bretagne et de la région du Nord	1503
3) Vers la mise en place d'une nouvelle géographie démographique de la France entre les deux guerres.	1504
3) 1. La France vieillie	1505
3) 2. La France jeune	1507
4) Les renforcements des nouvelles oppositions démographiques régionales depuis la dernière guerre	1509
4) 1. Le maintien des contrastes	1512
4) 2. La jeunesse de la France septentrionale	1513
5) La jeunesse permanente de la population de la région du Nord	1517
b) La structure par âge actuelle des régions françaises : la jeunesse conservée de la population de la région du Nord.	1520
1) Les régions à structure par âge à dominante d'adultes	1524
2) Les régions où la structure par âge présente une dominante de personnes âgées	1530
3) Les régions à structures intermédiaires	1535
4) Les régions jeunes	1538
c) L'évolution de la structure par âge de la population de la région du Nord depuis le début de ce siècle.	1545
1) L'évolution des effectifs des grands groupes d'âges depuis le début du siècle	1547
1) 1. Evolution des effectifs du groupe d'âges 0-19 ans	1547
1) 2. Evolution des effectifs du groupe 20-39 ans	1552
1) 3. Evolution des effectifs du groupe 40-59 ans	1556
1) 4. Evolution des effectifs du groupe des personnes âgées de 60 ans ou plus	1557
1) 5. Essai de synthèse sur l'évolution des groupes d'âges	1558
2) La mutation des structures par âge depuis le début du siècle	1561
2) 1. Une population très jeune au début du siècle	1561
2) 2. Les structures par âge au lendemain de la première guerre mondiale	1569

2) 3. La complexité de l'évolution des structures par âge entre les deux guerres mondiales	1572
2) 4. Le rajeunissement des structures	1579
d) Les fondements des caractères originaux de la structure par âge de la population de la région du Nord.	1588
1) Les rôles respectifs de la fécondité et de la structure par âge dans la natalité régionale	1591
1) 1. Rappel de l'évolution du nombre des naissances	1591
1) 2. Méthodes d'appréciation	1594
1) 3. L'influence de la structure par âge a été limitée.	1596
2) Les fondements de la forte fécondité	1597
2) 1. L'évolution de la fécondité	1597
2) 2. Nuptialité et fécondité	1608
2) 3. L'influence de l'inactivité féminine et des structures socio-économiques sur la fécondité	1615
3) La structure des familles	1618
3) 1. Le nombre des familles est proportionnellement plus élevé dans la région du Nord que dans l'ensemble de la France.	1620
3) 2. Les familles nombreuses ont toujours été relativement abondantes dans la région du Nord.	1620
3) 3. La taille des familles selon l'âge des chefs de famille	1624
3) 4. La taille des familles selon l'appartenance sociale	1625
4) Mortalité et structure par âge	1634
5) Les effets des mouvements migratoires sur la structure par âge	1649
II - La diversité des structures à l'échelon local.	1654
a) Les facteurs de différenciation.	1654
1) Les taux de natalité demeurent différenciés.	1654
1) 1. Les zones de faible natalité	1657
1) 2. La natalité contrastée du pays minier	1666
1) 3. La stabilité d'ensemble de la région lilloise	1672
1) 4. Les autres secteurs de forte et moyenne natalité	1675
2) Natalité, fécondité et structure par âge	1681
2) 1. Evolution de la fécondité	1682
2) 2. La fécondité de 1970 à 1975, d'après l'indicateur pondéré de fécondité	1683
2) 3. Natalité et structure par âge	1692

3) Les effets des migrations sur la structure par âge : l'exemple de la période 1962-1968	1693
3) 1. Méthodes	1698
3) 2. Typologie des modifications de la structure par âge apportées par les migrations internes	1706
3) 3. Répartition géographique des types et mesure des modifications de la structure par âge	1709
b) L'évolution des structures par âge de 1954 à 1975.	1730
1) Situation en 1954	1730
1) 1. Les régions jeunes en 1954	1732
1) 2. Les régions vieilles	1734
1) 3. Les régions intermédiaires	1736
2) L'évolution des structures par âge entre les recensements de 1954 et de 1962	1737
2) 1. Le rajeunissement des structures par âge	1737
2) 2. La structure par âge en 1962	1748
3) L'évolution des structures par âge de 1962 à 1975	1754
3) 1. L'évolution des structures par âge de 1962 à 1968	1755
3) 2. Comparaison des structures par âge de 1962 et de 1968	1763
3) 3. L'évolution 1968-1975	1768
c) Typologie des structures et répartition géographique des types.	1780
1) Méthodes	1780
1) 1. Méthodes d'analyse des structures par âge à application cartographique immédiate	1780
1) 2. Comparaison entre les pyramides des âges	1785
1) 3. Généralisation des procédés	1786
2) Typologie	1787
2) 1. Les types jeunes	1787
2) 2. Les types vieillis	1790
3) Affinement de la typologie par utilisation des écarts à la population type (moyenne régionale)	1794
3) 1. Les régions à structure par âge jeune	1794
3) 2. Les régions à structure mêlée : le centre et l'Est du bassin minier, l'agglomération lilloise	1818
3) 3. Les régions à structure par âge vieillie	1860
d) La problématique du vieillissement : le vieillissement de la population rurale.	1880
1) Mesure du vieillissement	1881
2) Facteurs limitatifs du vieillissement de la population rurale	1891
3) Facteurs favorables au vieillissement	1892

Notes additives.	1894
Résumé et conclusion du chapitre.	1896
CONCLUSION GENERALE.	1899
Sources et bibliographie	1907
Liste des figures	XXII
Liste des tableaux	LVI
Table des planches hors-texte	LXII

LISTE DES FIGURES

0	La région du Nord dans l'espace européen.	12
1	Limites linguistiques dans la région du Nord.	25
2	Densité de population en France et aux Pays-Bas au milieu du XV ^e s.	45
3	Densité de population dans les Pays-Bas et la France du Nord au XV ^e s.	47
4	Carte des densités par département. France. 1801.	63
5	Evolution de la population de 1801 à 1975. Région du Nord/France.	81
6	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Région du Nord/France. 1821-1911.	84
7	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Nord/France. 1821-1911.	85
8	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Pas-de-Calais/France. 1821-1911.	86
9	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Pas-de-Calais/Département du Nord. 1821-1911.	87
10	Croissance des populations régionales. 1831-1911.	92
11	Variation des populations régionales. 1831-1881.	96
12	Variation des populations régionales. 1881-1911.	97
13	Densité de population aux divers recensements de 1801 à 1975. Région du Nord/France.	101
14	Carte des densités par département. France. 1851.	103
15	Carte des densités par département. France. 1881.	105
16	Carte des densités par département. France. 1911.	108
17	Evolution comparée des populations de la région du Nord et des états voisins de l'Europe du Nord-Ouest.	115
18	Département du Pas-de-Calais. Excédent naturel et solde migratoire. 1831-1936.	150
19	Département du Nord. Excédent naturel et solde migratoire. 1831-1936.	151

20	Région du Nord. Excédent naturel et solde migratoire. 1831-1936.	152
21	Excédent naturel. Région du Nord/France. 1831-1936.	155
22	Part de la région du Nord dans l'excédent naturel et la population de la France. 1831-1936.	162
23	Facteurs de l'évolution démographique. Soldes du mouvement naturel et des migrations (valeur relative) Régions françaises. 1831-1861.	165
24	Solde du mouvement naturel. Régions françaises. 1831-1861.	166
25	Solde migratoire. Régions françaises. 1831-1861.	167
26	Facteurs de l'évolution démographique : Soldes du mouvement naturel et des migrations (valeur relative) Régions françaises. 1881-1911.	173
27	Solde du mouvement naturel. Régions françaises. 1881-1911.	174
28	Solde migratoire. Régions françaises. 1881-1911.	175
29	Evolution de la natalité et de la mortalité en France, en Angleterre, en Belgique et dans la région du Nord au XIX° s.	184
30	Taux de nuptialité par âge des mariables. 1860-1862.	188
31	Taux de nuptialité par âge des mariables. 1890-1892.	189
32	Taux de reproduction des départements du Nord et du Pas-de-Calais au XIX° s. et au début du XX° s.	194
33	Evolution des taux de mortalité au XIX° s. : région du Nord, France, Belgique et Angleterre.	198
34	Taux de mortalité par âge. 1860-1862. Sexe masculin.	206
35	Taux de mortalité par âge. 1860-1862. Sexe féminin.	207
36	Taux de mortalité par âge. 1890-1892. Sexe masculin.	208
37	Taux de mortalité par âge. 1890-1892. Sexe féminin.	209
38	Taux de mortalité par âge. 1910-1912. Sexe masculin.	210
39	Taux de mortalité par âge. 1910-1912. Sexe féminin.	211

40	Taux de mortalité infantile du département du Nord au XIX ^e s.	213
41	Les Belges dans le département du Nord.	223
42	Zones de combat pendant la première guerre mondiale. 1914-1917.	252
43	Zones de combat pendant la première guerre mondiale. 1918.	253
44	Carte de la répartition des étrangers dans la région du Nord en 1936.	267
45	Taux de mortalité par âge. 1920-1922. Sexe masculin.	284
46	Taux de mortalité par âge. 1920-1922. Sexe féminin.	285
47	Taux de mortalité par âge. 1935-1937. Sexe masculin.	286
48	Taux de mortalité par âge. 1935-1937. Sexe féminin.	287
49	Carte des variations des populations régionales. 1921-1936.	297
50	Carte des facteurs de l'évolution démographique : soldes du mouvement naturel et des migrations (valeur relative). Régions françaises. 1921-1936.	299
51	Carte du solde migratoire. Régions françaises. 1921-1936.	302
52	Carte du solde du mouvement naturel. Régions françaises. 1921-1936.	303
53	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Région du Nord/France. 1911-1946.	306
54	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Pas-de-Calais/France. Département du Nord/France. 1911-1946.	307
55	Carte des densités par département. France. 1936.	320
56	Carte des densités par département. France. 1954.	321
57	Taux annuels moyens de variation intercensennale des effectifs de population : France/Région du Nord. 1821-1975.	334
58	Rapports entre les taux de variation intercensennale : Région du Nord. Ensemble des autres régions françaises. 1821-1975.	335

59	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Pas-de-Calais/France. Département du Nord/France. 1946-1975.	338
60	Ecarts entre les taux de variation intercensennale annuels moyens. Département du Pas-de-Calais/Département du Nord, région du Nord/France. 1946-1975.	339
61	Graphe des facteurs de variation (excédent naturel, solde migratoire). Régions françaises. 1954-1962.	342
62	Graphe des facteurs de variation. Régions françaises. 1962-1968.	343
63	Graphe des facteurs de variation. Régions françaises. 1968-1975.	344
64	Tendances de l'évolution démographique. Régions françaises. 1954/1962. 1962/1968.	345
65	Tendances de l'évolution démographique. Régions françaises. 1962/1968. 1968/1975.	346
66	Carte des variations des populations régionales. 1946-1975.	353
67	Carte du solde du mouvement naturel. Régions françaises. 1946-1975.	354
68	Carte du solde migratoire. Régions françaises. 1946-1975.	355
69	Carte des facteurs de l'évolution démographique : soldes du mouvement naturel et des migrations (valeur relative). Régions françaises. 1946-1975.	356
70	Composantes de l'évolution démographique. Région du Nord. 1946-1975.	358
71	Tendances de l'évolution des facteurs de variation des effectifs de la population de la région du Nord. 1946-1975.	358
72	Carte des densités par département. France. 1975.	361
73	Le marché du travail de la région du Nord. 1969-1975.	365
74	Les demandeurs d'emploi non satisfaits de la région du Nord, par sexe et par âge. 1965-1974.	369
75	Evolution de l'emploi. Région du Nord/France. 1962-1975.	372

76	Evolution de la population active potentielle, du chômage et de l'emploi. Sexe masculin. 1968-1975.	381
77	Demandes d'emplois non satisfaites. Région Nord/Pas-de-Calais. 1974-1975.	387
78	Offres d'emploi non satisfaites. Région Nord/Pas-de-Calais. 1974-1978.	387
79	Evolution du nombre des emplois. Région Nord/Pas-de-Calais. 1974-1978.	387
80	Aggravation récente des difficultés de l'emploi. Région du Nord. 1974-1977.	391
81	Région du Nord : distribution des communes selon leur population.	415
82	Distribution des communes selon leur population par arrondissement. Département du Nord.	448 449
83	Distribution des communes selon leur population par arrondissement. Département du Pas-de-Calais.	450 451
84	Evolution des densités de population par arrondissement. 1801-1975.	453
85	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1801.	454
86	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1861.	455
87	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1911.	456
88	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1936.	457
89	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1954.	458
90	Carte des densités de peuplement. Région du Nord (cantons). 1975.	459
91	Région du Nord : population urbaine, population rurale.	461
92	Evolution démographique des communes de Sainte-Marie-Kerque, Saint-Pierre-Brouck, Saint-Georges-sur-l'Aa.	470
93	Evolution démographique des communes de Nortkerque et Mardyck.	470

94	Evolution démographique des communes d'Armbouts-Cappel et de Coudekerque.	474
95	Evolution démographique de la commune des Moères.	474
96	Evolution démographique des petits centres de la plaine maritime.	477
97	Limites linguistiques dans la Flandre française au milieu du XIX ^e s.	484
98	Evolution démographique des communes de Steenbecque, Eecke, Wulverdinghe.	486
99	Evolution démographique des communes de Quaëdypre, Warhem, Rubrouck, Lynde, Crochte, Wemaers-Cappel.	488
100	Evolution démographique des communes de Noordpeene, Lederzeele, Oudezeele, Pradelles.	488
101	Evolution démographique des communes de Morbecque et Renescure.	491
102	Evolution démographique des communes de Zeggers-Cappel, Rexpoëde, Merckeghem et Berthen.	491
103	Evolution démographique des communes de Blaringhem et Caestre.	492
104	Evolution démographique des communes de Méteren, Godewarsvelde et Saint-Jans-Cappel.	492
105	Evolution démographique des communes de Steenvoorde, Cassel et Hondschoote.	495
106	Evolution démographique des communes de Bailleul et Hazebrouck.	495
107	Evolution démographique des communes d'Isbergues et Saint-Venant.	500
108	Evolution démographique des communes de Merville, Estaires, La Gorgue.	500
109	Evolution démographique des communes de Steenwerck et Vieux-Berquin.	502
110	Evolution démographique des communes de Laventie, La Couture et Festubert.	502
111	Evolution démographique des communes d'Haverskerque, Calonne-sur-la-Lys et Robecq.	504
112	Evolution démographique des communes d'Hinges et Locon.	504

113	Evolution démographique des communes de Fleurbaix, Frelinghien, Bois-Grenier.	506
114	Evolution démographique des communes de Deulémont et Warneton.	506
115	Evolution démographique des communes de Fournes-en-Weppes et Illies.	509
116	Evolution démographique des communes de Radinghem-en-Weppes et Englos.	509
117	Evolution démographique des communes de Vendeville et Noyelles-les-Seclin.	510
118	Evolution démographique des communes de Forest-sur-Marque, Bouvines et Péronne-en-Mélantois.	510
119	Evolution démographique des communes de Phalempin et Thumeries.	514
120	Evolution démographique des communes de Templeuve, Cysoing et Pont-à-Marcq.	514
121	Evolution démographique de la commune d'Orchies.	518
122	Evolution démographique des communes de Bersée, Ennevelin, Bourghelles.	520
123	Evolution démographique des communes de Coutiches, Rumegies et Mouchin.	522
124	Evolution démographique des communes de Flines-les-Mortagne, Maulde, Aix et Rumegies.	522
125	Evolution démographique des communes d'Attiches et Louvil.	524
126	Evolution démographique des communes d'Avesnes-sur-Helpe, Avesnelles, Dompierre-sur-Helpe.	527
127	Evolution démographique des communes de Flaumont-Vaudrechies, Bas-Lieu et Boulogne-sur-Helpe.	533
128	Evolution démographique des communes de Taisnières-en-Thiérache, Saint-Aubin, Sassegnies et Floursies.	536
129	Evolution démographique des communes de Maroilles, Floyon et Beaurepaire-sur-Sambre.	536
130	Evolution démographique des communes d'Eppe-Sauvage et Baives.	540

131	Evolution démographique des communes de Wattignies-la-Victoire, Dimechaux et Quiévelon.	540
132	Evolution démographique de la commune de Cousolre.	542
133	Evolution démographique des communes de Solre-le-Château, Felleries et Sars-Poteries.	542
134	Evolution démographique des communes de Fourmies et Anor.	544
135	Evolution démographique des communes de Wignehies et Sains-du-Nord.	544
136	Evolution démographique des communes de Catillon-sur-Sambre et Pommereuil.	563
137	Evolution démographique des communes de Maretz, Clary et Malincourt.	563
138	Evolution démographique des communes de Carnières et Boussières-en-Cambrésis.	566
139	Evolution démographique des communes d'Haussey et Saint-Vaast-en-Cambrésis.	566
140	Evolution démographique des communes de Beauvois-en-Cambrésis et Fontaine-au-Pire.	568
141	Evolution démographique des communes de Bertry, Saint-Hilaire-les-Cambrai, Viesly et Inchy.	570
142	Evolution démographique des communes de Caudry, Le Cateau, Solesmes, Avesnes-les-Aubert.	574
143	Evolution démographique des communes de Sepmeries et Frasnoy.	579
144	Evolution démographique des communes de Preux-au-Bois, Fontaine-au-Bois et Jolimetz.	579
145	Evolution démographique des communes de Bermerain, Beaudignies et Vendegies-au-Bois.	582
146	Evolution démographique des communes de Mecquignies et Amfroipet.	582
147	Evolution démographique des communes du Quesnoy, de Landrecies et Poix-du-Nord.	584
148	Evolution démographique des communes d'Havrincourt et Abancourt.	600

149	Evolution démographique des communes d'Ecourt-Saint- Quentin, Bertincourt, Graincourt-les-Havrincourt et Eswars.	600
150	Evolution démographique des communes de Beaumetz-les- Cambrai et Gonnellieu.	603
151	Evolution démographique des communes du Transloy et Villers-au-Flos.	603
152	Evolution démographique de la commune de Morval.	605
153	Evolution démographique des communes de Croisilles, Sailly-au-Bois et Boyelles.	605
154	Evolution démographique des communes de Vaulx-Vrau- court, Monchy-au-Bois et Ecoust-Saint-Meing.	606
155	Evolution démographique des communes de Fontaine-No- tre-Dame, Thun-l'Evêque et Bantouzelle.	606
156	Evolution démographique de Lesdain, Beugny, Haynecourt et Sancourt.	608
157	Evolution démographique des communes de Bapaume, Mas- nières, Marcoing et Marquion.	608
158	Evolution démographique des communes de Sus-Saint-Lé- ger, Ivergny et Le Souich.	624
159	Evolution démographique des communes de Foncquevillers, Humbercamps et Magnicourt-sur-Canche.	624
160	Evolution démographique des communes de Rivière et Wan- quetin.	626
161	Evolution démographique des communes d'Avesnes-le-Com- te, Pas-en-Artois et Beaumetz-les-Loges.	626
162	Evolution démographique des communes de Mouriez, Buire- au-Bois et Beaudricourt.	629
163	Evolution démographique de la commune de Wailly-Beau- camps.	629
164	Evolution démographique des communes d'Aubigny-en-Artois, Tincques, Berles-Monchel, Frevin-Capelle.	633
165	Evolution démographique des communes de Mont-Saint-Eloi et La Comté.	633

166 Evolution démographique des communes de Fiefs, Willeman et Linzeux.	636
167 Evolution démographique des communes d'Azincourt et Saint-Denoëux.	636
168 Evolution démographique des communes de Bunéville et Nédonchel.	638
169 Evolution démographique de la commune de Hauteclocque.	638
170 Evolution démographique des communes de Lebiez, Reclinghem, Saint-Michel-au-Bois.	641
171 Evolution démographique des communes d'Herly, Embry et Rimboval.	641
172 Evolution démographique des communes d'Audincthun et Renty.	642
173 Evolution démographique des communes de Fruges et Hucqueliers.	642
174 Evolution démographique des communes d'Audrehem, Cormont, Hubersent et Escalles.	644
175 Evolution démographique des communes de Licques, Fiennesses, Bouquehault et Audinghen.	646
176 Evolution démographique des communes de Marquise et Rinxent.	646
177 Evolution démographique de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise.	650
178 Evolution démographique des communes de Fillièvres et Ligny-sur-Canche.	652
179 Evolution démographique des communes d'Hesdin et Montreuil.	655
180 Evolution démographique des communes de Campagne-les-Hesdin et Maresquel-Ecquemicourt.	655
181 Evolution démographique des communes de Capelle-les-Hesdin et Marant.	656
182 Evolution démographique des communes de Beussent et Rolancourt.	656
183 Evolution démographique des communes de Rang-du-Fliers et Groffliers.	659

184 Evolution démographique des communes de Villers-L'Hopital et Nempont-Saint-Firmin.	661
185 Evolution démographique des communes de Frévent et d'Auxi-le-Chateau.	661
186 Evolution démographique des communes de Théroutanne, Clarques et Tilques.	663
187 Evolution démographique des communes d'Enquin-les-Mines, Dohem et Valhuon.	663
188 Evolution démographique des communes de Wavrans-sur-l'Aa, Cléty et Remilly-Wirquin.	665
189 Evolution démographique de la commune de Lumbres.	665
190 Evolution démographique des communes de Colembert, Ailincourt, Verlincthun et Baincthun.	667
191 Evolution démographique de la commune de Desvres.	667
192 Evolution démographique des communes d'Eperlecques, Brèmes, Rodelinghem et Autingues.	669
193 Evolution démographique des communes de Guines et Ardres.	671
194 Evolution démographique de la commune de Landrethun-le-Nord.	671
195 Evolution démographique de la commune d'Aire.	673
196 Evolution démographique des communes d'Estrée-Blanche et Lambres.	675
197 Evolution démographique des communes de Pernes et Fresnicourt-le-Dolmen.	677
198 Evolution démographique des communes de Givenchy-en-Gohelle et Farbus.	679
199 Evolution démographique des communes de Vimy et Souchez.	679
200 Evolution démographique des communes de Vitry-en-Artois, Biache-Saint-Vaast et Brebières.	682
201 Evolution démographique des communes de Corbehem et Marquail.	682
202 Evolution démographique des communes d'Arleux et Moncheourt.	684

203 Evolution démographique des communes de Lécuse, Aubigny-au-Bac et Villers-au-Tertre.	684
204 Evolution démographique des communes de Marquette-en-Ostrevant et Wavrechain-sous-Faulx.	686
205 Evolution démographique des communes de Curgies, Artres, Wagnies-le-Grand et Moncheaux-sur-Ecaillon.	686
206 Evolution démographique de l'arrondissement de Lille.	689
207 Evolution démographique des communes de Croix et Mouvoux.	697
208 Evolution démographique des communes de Wattrelos, Wasquehal et Lys-les-Lannoy.	698
209 Evolution démographique des communes de Neuville-en-Ferrain et Bondues.	699
210 Evolution démographique des communes d'Halluin, Roncq, Linselles et Bousbecque.	700
211 Evolution démographique des communes de La Madeleine et Hellemmes-Lille.	707
212 Evolution démographique des communes de Loos et Haubourdin.	708
213 Evolution démographique des communes de Lomme et Lambersart.	709
214 Evolution démographique des communes de Fâches-Thumesnil, Ronchin et Wattignies.	710
215 Evolution démographique de Marcq-en-Baroeul et Saint-André.	711
216 Evolution démographique des communes de Marquette-les-Lille et Wambrechies.	712
217 Evolution démographique des communes d'Armentières, Comines et Houplines.	714
218 Evolution démographique des communes de Verlinghem et Capinghem.	715
219 Evolution démographique de la commune de Quesnoy-sur-Deule.	715
220 Evolution démographique des communes de Lille, Roubaix et Tourcoing.	725

221 Evolution démographique des communes de Mons-en-Ba- roeuil et Hem.	728
222 Evolution démographique de la commune de Villeneuve d'Ascq.	729
223 Evolution démographique des communes de Wavrin, La Bas- sée et Sainghin-en-Weppes.	732
224 Evolution démographique des communes de Seclin et An- noeulin.	733
225 Densités de population. Arrondissement de Lille. 1968.	734
226 Evolution démographique des communes de Beuvry, Lapu- gnoy et Cambrin.	763
227 Evolution démographique des communes de Valenciennes, Douai et Béthune.	763
228 Evolution démographique des communes de Marly et Haul- chin.	766
229 Evolution démographique des communes d'Anzin et Raismes.	769
230 Evolution démographique des communes de Fresnes-sur-Es- caut et Wallers.	769
231 Evolution démographique des communes de Condé-sur-Es- caut, Bruay-sur-Escaut et Vieux-Condé.	770
232 Evolution démographique des communes de Denain et Escau- dain.	772
233 Evolution démographique des communes de Bouchain, Have- luy et Roeulx.	772
234 Evolution démographique des communes de Somain et Ani- che.	773
235 Evolution démographique des communes de Trith-Saint-Lé- ger et Quiévrechain.	773
236 Evolution démographique des communes de Sin-le-Noble et Waziers.	776
237 Evolution démographique des communes d'Auberchicourt, Lewarde et Ecaillon.	776
238 Evolution démographique des communes de Roost-Warendin, Raimbeaucourt et Esquerchin.	777
239 Evolution démographique des communes de Carvin et Harnes.	777

240 Evolution démographique de la commune de Marchiennes.	779
241 Evolution démographique des communes de Vred et Warlaing.	779
242 Evolution démographique des communes d'Hénin-Beaumont et Oignies.	781
243 Evolution démographique de la commune de Noyelles-Godault.	781
244 Evolution démographique des communes de Lens et Liévin.	783
245 Evolution démographique des communes d'Avion et Sallaumines.	785
246 Evolution démographique des communes de Douvrin, Hully et Bénifontaine.	787
247 Evolution démographique des communes de Noeux-les-Mines, Mazingarbe et Vermelles.	787
248 Evolution démographique des communes d'Hersin-Coupigny, Angres et Aix-Noulette.	788
249 Evolution démographique des communes de Wingles et Pont-à-Vendin.	788
250 Evolution démographique des communes de Chocques, Laubiessière et Ruitz.	791
251 Evolution démographique des communes de Bruay-en-Artois et Marles-les-Mines.	793
252 Evolution démographique des communes de Calonne-Ricouart, Barlin et Cauchy-à-la-Tour.	794
253 Evolution démographique de la commune de Dunkerque.	800
254 Evolution démographique des communes de Coudekerque-Branche, Grande-Synthe et Leffrincoecke.	802
255 Evolution démographique des communes de Gravelines et Bray-Dunes.	805
256 Evolution démographique des communes de Calais, Marck et Oye-Plage.	810
257 Evolution démographique des communes de Wissant et Audresselles.	812
258 Evolution démographique de la commune de Boulogne-sur-Mer.	815

259	Evolution démographique des communes d'Outreau et du Portel.	815
260	Evolution démographique de la commune de Saint-Martin-Boulogne.	816
261	Evolution démographique des communes de Wimereux et Villille.	820
262	Evolution démographique de la commune de Nesles.	820
263	Evolution démographique des communes de Berck et Etaples.	823
264	Evolution démographique des communes du Touquet-Paris-Plage et Cucq.	823
265	Evolution démographique des communes de Maubeuge, Hautmont et Assevent.	829
266	Evolution démographique des communes des communes d'Aulnoye-Aymeries et Berlaimont.	830
267	Evolution démographique des communes de Marpent et Boussois.	831
268	Evolution démographique des communes de Jeumont, Louvroil et Ferrière-la-Grande.	831
269	Evolution démographique des communes de Feignies et Bavay.	832
270	Evolution démographique des communes de Beaufort, Gognies-Chaussée et Saint-Rémy-Chaussée.	832
271	Evolution démographique des communes d'Arras et Saint-Laurent-Mangy.	835
272	Evolution démographique des communes de Sainte-Catherine et Agny.	835
273	Evolution démographique des communes de Saint-Omer, Arques et Wizernes.	839
274	Evolution démographique de la commune de Clairmarais.	840
275	Evolution démographique des communes de Cambrai et Escaudoevres.	842
276	Evolution démographique des communes d'Iwuy et Niergnies.	842
277	Variation des effectifs de population par commune. Région du Nord.	887

278	Variation des effectifs de population par commune. Arrondissements. 1954-1975.	888
279	Variation des effectifs de population par commune. Arrondissements. 1968-1975.	889
280	Fréquences des variations en valeur relative des populations communales. Unités urbaines. Région du Nord. 1954-1975.	899
281	Courbes de concentration de la population des unités urbaines. Région du Nord. 1954-1975.	910
282	Variations de la population des unités urbaines de moins de 5 000 h. 1962-1968/1968-1975.	915
283	Variations de la population des unités urbaines de plus de 5 000 h. 1962-1968/1968-1975.	919
284	Evolution de la population des départements et des arrondissements. Région du Nord. 1954-1975.	922
285	Variations relatives de la population. Région du Nord. 1968-1975.	924
286	Variations annuelles moyennes de la population. 1954-1962.	935
287	Variations annuelles moyennes de la population. 1962-1968.	936
288	Variations annuelles moyennes de la population. 1968-1975.	937
289	Tendances de l'évolution du peuplement. 1954-1968.	942
290	Tendances de l'évolution du peuplement. 1962-1975.	943
291	Communes dont la population a augmenté entre 1968 et 1975.	946
292	Concentration de la croissance démographique de l'unité urbaine de Lille.	948
293	Variation de la population des communes composant l'unité urbaine de Lille. 1962-1968/1968-1975.	950
294	Distribution des taux de solde migratoire et du mouvement naturel communaux. 1968-1975.	977
295	Distribution des communes par arrondissement selon le solde de leur mouvement naturel. 1968-1975.	981
296	Composantes du mouvement naturel. Ensembles des communes rurales des cantons. Département du Pas-de-Calais. 1968-1975.	984

297 Composantes du mouvement naturel. Ensembles des communes rurales des cantons. Département du Nord. 1968-1975.	985
298 Composantes du mouvement naturel. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Pas-de-Calais. 1968-1975.	986
299 Composantes du mouvement naturel. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Nord. 1968-1975.	987
300 Composantes du mouvement naturel. Agglomérations de plus de 10 000 h. Région Nord/Pas-de-Calais. 1968-1975.	988
301 Taux de natalité. Ensembles des communes rurales. Département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	989
302 Taux de natalité. Ensembles des communes rurales. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	990
303 Taux de natalité. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	991
304 Taux de natalité. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	992
305 Taux de natalité. Agglomérations de plus de 10 000 h. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	993
306 Taux de mortalité. Ensembles des communes rurales. département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	994
307 Taux de mortalité. Ensembles des communes rurales. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	995
308 Taux de mortalité. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	996
309 Taux de mortalité. Agglomérations de moins de 10 000 h. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	997
310 Taux de mortalité. Agglomérations de plus de 10 000 h. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	998
311 Distribution des communes selon les composantes de leur évolution démographique par arrondissement. 1968-1975.	1011
312 Taux annuel moyen de solde migratoire par arrondissement. 1954-1975.	1012
313 Taux annuel moyen de solde du mouvement naturel par arrondissement. 1954-1975.	1013
314 Solde migratoire. Ensembles des communes rurales. Département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	1014

315	Solde migratoire. Ensembles des communes rurales. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	1015
316	Solde migratoire. Unités urbaines de moins de 10 000 h. Département du Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	1016
317	Solde migratoire. Unités urbaines de moins de 10 000 h. Département du Nord. 1962-1968/1968-1975.	1017
318	Solde migratoire. Unités urbaines de plus de 10 000 h. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	1018
319	Facteurs des variations. Communes rurales par cantons. 1962-1968.	1048
320	Facteurs des variations. Communes rurales par cantons. 1968-1975.	1050
321	Facteurs des variations. Agglomérations de moins de 10 000 h. 1962-1968.	1052
322	Facteurs des variations. Agglomérations de moins de 10 000 h. 1968-1975.	1054
323	Facteurs des variations. Agglomérations de plus de 10 000 h. 1962-1968.	1055
324	Facteurs des variations. Agglomérations de plus de 10 000 h. 1968-1975.	1056
325	Changements dans la typologie des composantes de l'évolution. Ensembles des communes rurales par cantons.	1058
326	Changements dans la typologie des composantes de l'évolution. Agglomérations de moins de 10 000 h.	1060
327	Changements dans la typologie des composantes de l'évolution. Agglomérations de plus de 10 000 h.	1062
328	Evolution du solde migratoire annuel moyen. Régions françaises. 1962-1968/1968-1975.	1089
329	Taux d'immigration. Régions françaises. 1962-1968/1968-1975.	1090
330	Taux d'émigration. Régions françaises. 1962-1968/1968-1975.	1090
331	Balance migratoire interne. Régions françaises. 1962-1968/1968-1975.	1091

332	Balance migratoire interne. Régions françaises. 1962-1968. 1968-1975. (%).	1091
333	Origine des immigrants internes de la région du Nord. 1962-1968. 1968-1975. (%).	1093
334	Destination des émigrants externes de la région du Nord. 1962-1968. 1968-1975. (%).	1093
335	Absorption du déficit migratoire de la région du Nord.	1094
336	Absorption du déficit migratoire de la région du Nord (%).	1094
337	Absorption du déficit migratoire de la région du Nord par région. 1962-1968. 1968-1975.	1095
338	Part de l'immigration en provenance du Nord dans l'immigration interne de chaque région française. 1968-1975.	1096
339	Part de l'émigration à destination du Nord dans l'émigration interne de chaque région française. 1968-1975.	1096
340	Typologie de la mobilité par zone. 1962-1968.	1116
341	Ouverture de la région Nord/Pas-de-Calais sur l'extérieur.	1117
342	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Lille.	1118
343	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Lille.	1119
344	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Dunkerque.	1122
345	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Dunkerque.	1123
346	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Calais.	1128
347	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Calais.	1129
348	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Boulogne.	1130
349	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Boulogne.	1131
350	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Berck-Le Touquet.	1136

351	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Berck-Le Touquet.	1137
352	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Valenciennes.	1140
353	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Valenciennes.	1141
354	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Somain-Aniche.	1144
355	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Somain-Aniche.	1145
356	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Douai.	1148
357	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Douai.	1149
358	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Lens.	1152
359	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Lens.	1153
360	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Béthune.	1156
361	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Béthune.	1157
362	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de la Sambre.	1160
363	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de la Sambre.	1161
364	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. d'Arras.	1164
365	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. d'Arras.	1165
366	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Cambrai.	1168
367	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Cambrai.	1169
368	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Saint-Omer.	1172

369	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination du P.M.E. de Saint-Omer.	1173
370	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Bergues.	1178
371	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Bergues.	1179
372	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Hazebrouck.	1180
373	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Hazebrouck.	1181
374	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Orchies-Arleux.	1184
375	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Orchies-Arleux.	1185
376	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Arras-minier.	1186
377	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Arras-minier.	1187
378	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Cambrai-rural.	1188
379	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Cambrai-rural.	1189
380	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Bertincourt.	1192
	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Bertincourt.	1193
381	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de l'Avesnois.	1194
382	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de l'Avesnois.	1195
383	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Arras-rural.	1198
384	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone d'Arras-rural.	1199
385	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Saint-Omer-rural.	1200

386	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Saint-Omer-rural.	1201
387	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone du Calaisis.	1204
388	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone du Calaisis.	1205
389	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone du Boulonnais.	1206
390	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone du Boulonnais.	1207
391	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Montreuil.	1210
392	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Montreuil.	1211
393	Flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Béthune-rural.	1212
394	Solde des flux migratoires intra-régionaux en provenance et à destination de la zone de Béthune-rural.	1213
395	Echanges migratoires entre le Nord/Pas-de-Calais et les régions limitrophes (Picardie, Champagne/Ardennes) 1962-1968.	1220
396	Solde des échanges migratoires entre le Nord/Pas-de-Calais et les régions limitrophes. 1962-1968.	1221
397	Echanges migratoires entre le Nord/Pas-de-Calais et la région parisienne. 1962-1968.	1222
398	Solde des échanges migratoires entre le Nord/Pas-de-Calais et la région parisienne. 1962-1968.	1223
399	Composantes du solde migratoire interne par zone. 1962-1968.	1224
400	Solde migratoire interne par zone. 1962-1968.	1225
401	Solde migratoire interne relatif par zone. 1962-1968.	1226
402	Mobilité de la population de la région du Nord, par âge. 1962-1968.	1238
403	Mobilité (migrants internes) par âge, par zone. 1962-1968.	1239 à 1243

404 Migrations définitives 1962-1968 : taux de solde migratoire selon les catégories socio-professionnelles.	1254 à 1257
405 Mobilité de la population des 27 zones d'étude. 1962-1968.	1287
406 Typologie des zones selon la décomposition des soldes des migrations intra et extra-régionales. Région du Nord. 1962-1968.	1288 et 1289
407 Mobilité de la population des agglomérations et des principales villes minières de plus de 10 000 h. 1962-1968.	1290
408 Mobilité de la population des agglomérations et communes de plus de 10 000 h de la zone littorale. 1962-1968.	1291
409 Mobilité de la population des agglomérations et des communes de plus de 10 000 h de la région lilloise. 1962-1968.	1292
410 Evolution de la population active (indices, base 100, 1954) Nord/France.	1295
411 Variations annuelles de l'emploi salarié.	1298
412 Evolution de l'emploi selon le sexe. Région Nord/Pas-de-Calais.	1300
413 Population active. 1968-1975.	1303
414 Evolution des taux d'activité de la population âgée de moins de 25 ans.	1305
415 Région Nord/Pas-de-Calais : taux d'activité féminine.	1307
416 Région Nord/Pas-de-Calais : taux d'activité masculine.	1307
417 Taux d'activité féminine par âge.	1308
418 Région Nord/Pas-de-Calais : Actifs par âge. Courbes cumulées.	1313 et 1314
419 Structure par âge de la population active.	1316
420 Structure de la population active de la région du Nord.	1319
421 Population active agricole selon le statut.	1322
422 Evolution de la structure par âge de la population agricole.	1325

423	Structure par âge et par statut de la population active agricole. 1975.	1329
424	Taux d'activité féminine selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans. 1975.	1333
425	Taux d'activité féminine selon le niveau d'instruction. 1975.	1333
426	Evolution de la population active féminine par grands secteurs d'activité. Région Nord/Pas-de-Calais.	1336
427	Poids économique et démographique de la région du Nord dans la France (emplois occupés).	1345
428	Evolution des emplois par grands secteurs.	1351
429	Evolution de l'emploi industriel par branche d'activités (Source INSEE).	1354
430	Evolution de l'emploi tertiaire par branche d'activités (Source INSEE).	1355
431	Catégories de population selon l'activité.	1365
432	Taux comparatif d'activité masculine (%). 1975.	1371
433	Taux comparatif d'activité féminine (%). 1975.	1372
434	Activité féminine. 1975.	1373
435	Taux d'activité masculine de 50 à 64 ans (%).	1374
436	Solde de créations et de disparitions d'emplois.	1382 et 1383
437	Taux de chômage (P.D.R.E.) au R.G.P. de 1975.	1384
438	Taux d'immigration et variation de l'emploi salarié masculin dans les bassins d'emploi du Nord/Pas-de-Calais. (Ext. INSEE. Profils de l'économie Nord/Pas-de-Calais).	1401
439	Excédent des ressources de main d'oeuvre sur l'emploi en 1974 et projection 1974-1981 (Ext. INSEE)	1402 et 1403
440	Taux de scolarité selon l'âge, le sexe et la C.S.P. du chef de famille. RG.P. 1975.	1421
441	Taux de scolarité à 17 et 20 ans au R.G.P. de 1975.	1426 et 1427

442 Taux de préscolarisation. R.G.P. 1975.	1428
443 Structure par âge de la population étrangère au R.G.P. de 1975.	1459
444 Proportion des étrangers dans la population totale. 1975.	1468
445 Emplois au lieu de travail, population au lieu de résidence. R.G.P. 1975.	1485
446 Variations du nombre des emplois (%) au lieu de résidence par arrondissement, entre les R.G.P. de 1968 et de 1975.	1487
447 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements en 1881.	1494
448 Proportion des jeunes de moins de 20 ans dans la population des départements en 1881 et en 1911.	1498
449 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements en 1911.	1500
450 Pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population départementale (1911),	1501
451 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements en 1936.	1506
452 Proportion des jeunes de moins de 20 ans dans la population des départements en 1911 et en 1936.	1510
453 Proportion des jeunes de moins de 20 ans dans la population des départements en 1936 et en 1955.	1511
454 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements au 1 ^o janvier 1955.	1514
455 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements au 1 ^o janvier 1962.	1515
456 Pourcentage de moins de 20 ans dans la population des départements au 1 ^o janvier 1968.	1516
457 Pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population. 1954.	1517
458 Pourcentage de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population. 1968.	1519
459 Types régionaux de structures par âge. 1968-1975.	1522

460 Structure par âge. France. 1968-1975.	1525
461 Structure par âge à dominante d'adultes.	1526 et 1527
462 Structure par âge à dominante de personnes âgées.	1532 à 1534
463 Structure par âge vieillissante.	1536 et 1537
464 Structure par âge jeune.	1539
465 Structure par âge très jeune.	1540 à 1543
466 Evolution comparée des effectifs de quelques groupes d'âge. Région du Nord/France.	1548
467 Evolution de la proportion des jeunes par classes quinquennales d'âge. 1906-1968.	1559
468 Comparaison des structures par âge. Région du Nord/ France aux différents recensements de 1906 à 1962.	1562 à 1566
469 Répartition de la population en grands groupes d'âge aux différents recensements.	1580
470 Ecart entre la structure par âge de la région du Nord et celle de la France.	1580
471 Comparaison des structures par âge de la population française et de la population de la région du Nord au recensement de 1968.	1584
472 Pyramides des âges de la région du Nord et de la France en 1968 (âge 0 an exclu).	1584
473 Comparaison des structures par âge de la population française et de la population de la région du Nord au recensement de 1975.	1585
474 Pyramides des âges de la région du Nord et de la France en 1975 (âge 0 an exclu).	1585
475 Répartition de la population des régions françaises en 3 groupes d'âge aux R.G.P. de 1968 et de 1975.	1586
476 Evolution comparée de quelques grands groupes d'âge aux différents recensements. Région du Nord/France.	1587

477	Evolution comparée du nombre des naissances déclarées vivantes. Région du Nord/France.	1589
478	Part de chaque région dans le croît naturel de la population française.	1590
479	Evolution comparée des taux de natalité.	1593
480	Evolution comparée des taux d'excédent naturel.	1593
481	Evolution comparée des taux bruts de reproduction. Région du Nord/France.	1595
482	Evolution comparée des taux de fécondité. Région du Nord/France.	1595
483	Indice comparatif de fécondité. Indice d'effet de la structure par âge sur la fécondité. Région du Nord/France.	1595
484	Taux de reproduction. Région du Nord/France.	1598
485	Somme des naissances réduites (nombre moyen d'enfants pour 100 femmes âgées de 15 à 49 ans).	1599
486	Taux de fécondité générale par âge aux différents recensements.	1602 à 1605
487	Région Nord/Pas-de-Calais : taux de nuptialité par âge.	1609
488	Proportion de célibataires à certains âges. 1962.	1610
489	Proportion de célibataires à certains âges. 1968.	1611
490	Mouvement de la population. Région Nord/Pas-de-Calais.	1613
491	Principaux indicateurs d'évolution naturelle.	1614
492	Nombre moyen d'enfants par famille selon l'âge du père. 1962-1968.	1619
493	Répartition des familles selon l'âge des chefs de famille.	1619
494	Composition des familles selon le nombre d'enfants de moins de 16 ans.	1621
495	Répartition des enfants selon la taille des familles.	1621
496	Répartition des familles selon le nombre de leurs enfants de moins de 16 ans et l'âge des chefs de famille en 1936.	1626

497 Répartition des familles selon le nombre de leurs enfants de moins de 16 ans et l'âge des chefs de famille en 1962.	1627
498 Répartition des familles selon le nombre des personnes et l'âge des chefs de famille en 1968.	1628
499 Nombre moyen d'enfants de 16 ans et moins par famille selon la C.S.P. du chef de famille en 1962.	1629
500 Nombre moyen d'enfants de 16 ans et moins par famille selon la C.S.P. du chef de famille en 1968.	1629
501 Répartition des familles selon le nombre de leurs enfants de moins de 16 ans et la C.S.P. des chefs de famille en 1962 et 1968. Région Nord/Pas-de-Calais/France.	1630 et 1631
502 Nombre moyen d'enfants de 0 à 16 ans par famille selon la C.S.P. du chef de famille. Région Nord/Pas-de-Calais. R.G.P. de 1975.	1632
503 Taux de mortalité. 1968. Sexe masculin.	1636
504 Taux de mortalité par âge. 1968. Sexe féminin.	1637
505 Evolution du taux de mortalité infantile. Région Nord/Pas-de-Calais/France.	1638
506 Taux rectifié de mortalité infantile.	1639
507 Décomposition de la mortalité infantile.	1641
508 Ecart entre les espérances de vie féminine et masculine (moyenne 1967/1969).	1642
509 Mortalité infantile. Indices. 1967/1969.	1642
510 Espérance de vie à la naissance. Région Nord/Pas-de-Calais. 1967/1969.	1643
511 Survivants à 20 ans sur 1 000 nés vivants. Région du Nord.	1645
512 Survivants à certains âges sur 10 000 nés vivants. 1967/1969. Sexe masculin.	1646
513 Durée de vie moyenne en 1968 dans les 21 régions de programme.	1647
514 Comparaison de la structure par sexe des populations de la région du Nord et de la France. 1968.	1648
515 Mobilité de la population de la région du Nord selon l'âge. 1962-1968.	1650

516	Région du Nord. Solde migratoire interne par âge. 1962-1968.	1651
517	Pyramides des âges obtenues en l'absence de migrations externes. 1968.	1652
518	Taux de natalité. 1962-1968. Région Nord/Pas-de-Calais.	1658
519	Taux de natalité. 1968-1975. Région Nord/Pas-de-Calais.	1659
520	Taux de fécondité générale. 1954-1962.	1684
521	Taux de fécondité générale. 1962-1968.	1685
522	Indice de fécondité (Mars 1968) : Nombre d'enfants de moins de 5 ans pour 100 femmes de 20 à 44 ans.	1686
523	Fécondité (indice classique). 1975.	1687
524	Fécondité (indice pondéré). 1975.	1688
525	Côïncidence natalité/fécondité. 1975.	1690
526	Soldes migratoires par âge, par zones de migrations. 1962-1968.	1697
527	Influence des migrations sur la structure par âge de la région du Nord. 1962-1968.	1699
528	Variation des effectifs de la classe d'âge 0-14 ans sous l'effet des migrations internes. Région du Nord. 1962-1968.	1701
529	Variation des effectifs de la classe d'âge 15-19 ans sous l'effet des migrations internes. Région du Nord. 1962-1968.	1702
530	Variation des effectifs de la classe d'âge 20-24 ans sous l'effet des migrations internes. Région du Nord. 1962-1968.	1703
531	Variation des effectifs de la classe d'âge 25-29 ans sous l'effet des migrations internes. Région du Nord. 1962-1968.	1704
532	Types de modifications de la structure par âge par les migrations internes (soldes migratoires caractéristiques. 1962-1968.)	1707
533	Répartition des types de modifications de la structure par âge sous l'effet des migrations. 1962-1968.	1710
534	Influence des migrations sur la structure par âge de l'agglomération et de la ville de Lille. 1962-1968.	1712

535	Influence des migrations sur la structure par âge de l'agglomération de Dunkerque et de la ville de Grande-Synthe. 1962-1968.	1715
536	Influence des migrations sur la structure par âge de l'agglomération de Maubeuge. 1962-1968.	1719
537	Influence des migrations sur la structure par âge de l'agglomération de Lens et des villes de Valenciennes et Bruay-en-Artois. 1962-1968.	1723
538	Influence des migrations sur la structure par âge de l'ensemble des communes rurales de l'arrondissement de Montreuil. 1962-1968.	1727
539	Solde migratoire par groupes quinquennaux d'âge. Ensembles des communes rurales des arrondissements de Lille, Arras et Saint-Omer. 1962-1968.	1728
540	Carte des jeunes (moins de 20 ans). Région du Nord. 1954.	1731
541	Evolution du nombre des jeunes entre 1954 et 1962.	1738
542	Variation de la part des jeunes dans la population totale entre 1954 et 1962 (%).	1739
543	Carte des jeunes. Région du Nord. 1962.	1749
544	Variation de la structure par âge. 1962-1968.	1756
545	Evolution du nombre des jeunes entre 1962 et 1968.	1757
546	Variation de la part des jeunes dans la population totale entre 1962 et 1968 (%).	1758
547	Proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus. R.G.P. 1968.	1764
548	Carte des jeunes. Région du Nord. 1968.	1765
549	Proportion d'enfants de moins de 5 ans dans la population âgée de moins de 20 ans (R.G.P. de 1968).	1766
550	Nombre d'adultes âgés de 20 à 39 ans pour 100 adultes âgés de 40 à 59 ans. R.G.P. 1968.	1767
551	Variation de la proportion des jeunes de moins de 20 ans. 1968-1975.	1769
552	Variation de la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus. 1968-1975.	1771

553	Variation de la proportion des personnes âgées de 20 à 64 ans. 1968-1975.	1773
554	Variations de la structure par âge (variations de la proportion des personnes âgées et des jeunes).	1775
555	Exemples de typologies des structures par âge.	1783
556	Structure par âge de la population du Nord/Pas-de-Calais. Mars 1968.	1784
557	Structure par âge de la population du Nord/Pas-de-Calais en 1975.	1788
558	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Villes de Dunkerque, Calais, Boulogne, Grande-Synthe, cantons de Calais-Nord-Est et Marquise.	1793
559	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération de Dunkerque, villes de Dunkerque, Capelle-la-Grande et Grande-Synthe, ensemble des cantons de Dunkerque - la ville.	1794
560	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ville et canton de Bourbourg, agglomérations de Wormhout et Bergues.	1795
561	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations, villes et ensembles des cantons - villes de Calais et Boulogne.	1798
562	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Canton de Samer, agglomération de Marquise, villes d'Audruicq et Etaples.	1800
563	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons d'Etaples, Montreuil, Hesdin et Hucqueliers.	1802
564	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations de Saint-Omer, Wizernes et Lumbres, ville de Saint-Omer, ensemble des cantons de Saint-Omer - ville, canton de Lumbres.	1804
565	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Villes de Maubeuge, Arras et Saint-Omer, canton de Saint-Omer Sud.	1806
566	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations de Maubeuge et Aulnoye-Aymeries, ville de Maubeuge, ensemble des cantons de Maubeuge - ville, cantons de Hautmont et Berlaimont.	1807

567	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération, ville et ensemble des cantons - ville d'Arras.	1810
568	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations de Cambrai et Fourmies, villes de Cambrai et Avesnes-sur-Helpe, ensemble des cantons de Cambrai - ville.	1812
569	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations d'Isbergues et Brebières-Corbehem, cantons de Norrent-Fontes, Lillers et Aire, ville d'Hazebrouck, ensemble des cantons d'Hazebrouck - ville.	1815
570	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations de Béthune, Lens, Douai et Valenciennes.	1820
571	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ensembles des cantons - villes et villes de Lens et Liévin.	1822
572	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Villes de Valenciennes, Douai, Lens, Marly, Oignies, Condé-sur-Escaut, canton de Lens Nord-Est.	1825
573	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons de Harnes, Hénin-Beaumont, Leforest, Avion, Carvin.	1826
574	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ensemble des cantons de Douai - ville, villes de Douai et Sin-le-Noble, canton de Marchiennes.	1828
575	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération d'Hornaing, cantons de Bouchain et Denain, villes de Denain et Aniche.	1830
576	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Villes de Valenciennes, Anzin, Aulnoy et Raismes, ensemble des cantons de Valenciennes - ville, canton de Condé-sur-Escaut.	1832
577	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Villes de Fiers-les-Lille, Hellemmes-Lille, Lille, Hem et Fâches-Thumesnil.	1836
578	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Arrondissement et agglomération de Lille, villes de Lille, Roubaix et Tourcoing.	1838
579	Structure par âge de la population de l'arrondissement de Lille en 1968 : synthèse.	1841
580	Proportion d'adultes de 20 à 64 ans dans la population de l'arrondissement de Lille en 1968.	1842

581	Proportion de jeunes de moins de 20 ans dans la population de l'arrondissement de Lille en 1968.	1843
582	Proportion de personnes âgées de plus de 65 ans dans la population de l'arrondissement de Lille en 1968.	1844
583	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ensembles des cantons de Lille, Roubaix et Tourcoing - villes.	1849
584	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Villes de Croix, Mouvaux, Wattrelos, La Madeleine, Hellemmes-Lille.	1850
585	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Villes de Saint-André, Lambersart, Fâches-Thumesnil, Ronchin, Lomme, Loos et canton de Marcq-en-Baroeul.	1852
586	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Villes de Wattignies, Villeneuve d'Ascq et Mons-en-Baroeul.	1854
587	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Villes de Hem et Bondues, canton de Lannoy.	1855
588	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations de Templeuve, Wavrin et Wervicq, cantons de Quesnoy-sur-Deule et Cysoing, villes d'Halluin, Seclin, et Annoeulin.	1858
589	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons de Seclin, La Bassée, Pont-à-Marcq et Haubourdin.	1859
590	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération de Bruay-en-Artois, cantons de Bruay-en-Artois et Houdain.	1862
591	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ensemble des cantons de Béthune - ville, cantons de Noeux-les Mines et Cambrin, ville de Béthune.	1863
592	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Villes de Béthune, Bruay-en-Artois et Noeux-les-Mines.	1864
593	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération de Saint-Pol-sur-Ternoise, cantons de Saint-Pol-sur-Ternoise et Beaumetz-les-Loges.	1865
594	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons d'Avesnes-le-Comte, Aubigny-en-Artois, Pas-en-Artois, Auxi-le-Chateau, villes de Frévent et Auxi-le-Chateau.	1867
595	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons de Fruges, Heuchin, Fauquembergues et Le Parcq, ville de Fruges.	1868

596	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1968. Cantons de Campagne-les-Hesdin, Bapaume, Le Cateau, Fruges, Saint-Pol-sur-Ternoise, Laventie, Orchies.	1870
597	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons de Marquion, Bapaume, Bertincourt, Croisilles, Vimy, agglomération de Souchez.	1871
598	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Cantons de Marcoing, de Carnières, Clary, Solesmes et Le Cateau, villes de Caudry et Viesly.	1872
599	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Ensemble des cantons de Quesnoy-sur-Deule - ville, cantons de Bavay, Landrecies, Solre-le-Chateau et Trélon.	1874
600	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomération de Cassel, ensemble des cantons de Bailleul - ville, cantons de Cassel, Hondshoote, Steenvoorde, ville de Bailleul.	1875
601	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations d'Armentières, de Saint-Venant et Estaires, cantons de Laventie, Armentières et Merville, villes d'Armentières et Merville.	1877
602	Ecarts à la pyramide des âges régionale. 1975. Agglomérations d'Orchies et Saint-Amand-les-Eaux, cantons d'Orchies et Arleux, ville de Flines-les-Râches.	1879
603	Structures par âge de la population urbaine et de la population rurale de la région Nord/Pas-de-Calais en 1968.	1882
604	Structures par âge de la population urbaine et de la population rurale de la région Nord/Pas-de-Calais en 1975.	1883
605	Types de populations vieillies. Pyramides des âges. 1968.	1886 et 1887
606	Poches "d'amorce de vieillissement" en 1968.	1888
607	Zones menacées de vieillissement.	1889

LISTE DES TABLEAUX

1	Population de la région du Nord aux différents recensements. Années 1801 à 1975.	79
2	Variation des populations des régions françaises. Années 1831 à 1975.	90
3	Densités de la population de la région du Nord. 1801-1975.	100
4	Population des régions françaises à divers recensements.	111
5	Variations de population et densités dans la région du Nord, en Belgique et en France.	117
6	Répartition de la population active industrielle (%) selon les branches d'activités. 1891.	137
7	Population selon la catégorie d'activité économique du chef de famille. 1891.	146
8	Population vivant de l'industrie. 1891.	146
9	Facteurs des variations de la population de la région du Nord.	148
10	Solde du mouvement naturel et solde du mouvement migratoire. Région du Nord. 1831-1975.	159
11	Solde migratoire. Régions françaises. 1831-1975.	170
12	Excédent naturel. Régions françaises. 1831-1975.	171
13	Part de l'excédent naturel de chaque région dans l'excédent naturel français. 1831-1975.	177
14	Excédents naturels dans divers pays d'Europe et au Japon. Fin du XIX ^e s./début du XX ^e s.	179
15	Taux bruts de mortalité. Nord/France. XIX ^e s.	181
16	Taux bruts de natalité. Nord/France. XIX ^e s.	181
17	Natalité et mortalité en Europe et au Japon. Fin du XIX ^e s./début du XX ^e s.	183
18	Naissances illégitimes. Nord/France. 1860-1912.	192

19	Taux bruts de nuptialité. Nord/France. XIX ^e s.	192
20	Décès d'enfants de moins de 5 ans pour 100 décès de tous âges. 1860-1912.	204
21	Décès de jeunes de moins de 20 ans pour 100 décès de tous âges. 1860-1912.	204
22	Taux bruts de mortalité infantile. Nord/France. 1860-1912.	204
23	Les étrangers recensés dans la région du Nord en 1906.	217
24	Origine des habitants des départements du Nord et du Pas-de-Calais au recensement de 1891.	217
25	Etrangers présents dans la région du Nord. 1851-1875.	219
26	Variation du nombre des étrangers dans le département du Nord. 1861-1886.	220
27	Population rurale et population urbaine en %, 1806-1975.	230
28	Population rurale et population urbaine. 1806-1975.	231
29	Tableau de la croissance de la population belge.	240
30	Taux annuels moyens de croissance au XIX ^e s. (1801-1901).	242
31	Taux de natalité illégitime dans les différents arrondissements du département du Nord au XIX ^e s.	242
32	Taux de natalité illégitime. 1820-1910. Nord, France, Angleterre, Galles, Belgique.	243
33	Etrangers dans la population présente par nationalité.	262 263
34	Population selon la nationalité. 1906-1946.	272
35	Parts de la région du Nord dans la population française et l'excédent naturel français.	278
36	Taux de mortalité infantile. 1920-1948.	281
37	Solde du mouvement naturel et solde du mouvement migratoire par grandes périodes. Région du Nord. 1831-1975.	295
38	Origine géographique des habitants de la région du Nord.	316

39	Variations intercensennales de population. Taux annuels moyens. %.	332
40	Solde migratoire et excédent naturel. Région du Nord. 1901-1975.	359
41	Part de la population de chaque région dans la population française aux différents recensements.	360
42	Demandes d'emplois non satisfaites par C.A.E. et C.S.P. 1965-1974.	372
43	Emplois occupés dans la région Nord/Pas-de-Calais par C.A.E.	376
44	Chômage par zone d'emploi au 1/1/1975.	395
45	Evolution des effectifs de main d'oeuvre potentielle et emplois, par zone d'emploi. 1962-1974.	398
46	Demandes d'emplois non satisfaites. 1974-1978.	402
47	Taux de chômage. 1965-1977.	402
48	Aggravation du chômage en 1978.	402
49	Communes selon leur population. Région du Nord. 1801-1975.	446
50	Evolution des effectifs de population par arrondissement. Région du Nord. 1801-1975.	452
51	Evolution démographique de l'Artois (par canton). 1801-1975. Taux annuels moyens des périodes (%).	593
52	Evolution des densités par département, arrondissement et canton. Région du Nord. 1801-1975.	869 à 878
53	Population sans double compte selon la taille des communes. 1954-1975.	904
54	Population sans double compte (%) selon la taille des communes et des unités urbaines.	905
55	Variation des populations communales selon la taille des communes et des unités urbaines.	906
56	Population des agglomérations urbaines.	907
57	Origine géographique et destination des immigrants externes. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.	1082 1083

58	Migrations interrégionales en provenance et à destination de la région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968/1968-1975.	1086
59	Part de chaque région française dans l'immigration.	1087
60	Flux migratoires extra-régionaux par zone. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.	1104 1105
61	Flux migratoires extra-régionaux. Ensembles des communes rurales, unités urbaines de moins de 50 000 h et unités urbaines de plus de 50 000 h. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.	1106 1107
62	Flux migratoires intra-régionaux. 1962-1968.	1110 1111
	Solde des flux migratoires intra-régionaux. 1962-1968.	1112 1113
63	Migrations internes par zone. Région Nord/Pas-de-Calais. 1962-1968.	1216 1217
64	Soldes migratoires internes par zone. 1962-1968.	1218
65	Migrants actifs à destination ou en provenance de la région du Nord.	1246
66	Solde migratoire des P.M.E. miniers selon la C.S.D. 1962-1968 (%).	1265
67	Solde migratoire des zones à dominante rurale selon l'activité.	1267
68	Solde migratoire des zones à dominante rurale selon la C.S.D. (%).	1270
69	Typologie des migrations internes. Principales unités urbaines. Région Nord/Pas-de-Calais. 1968-1975.	1280
70	Evolution du nombre des actifs.	1294
71	Bilan des emplois et des ressources de main d'oeuvre. Région du Nord.	1299
72	Evolution des taux d'activité féminine par génération (Source INSEE).	1309
73	Evolution des taux d'activité par sexe et par âge.	1318

74	Proportion des jeunes de 17 à 29 ans dans la population active et la population totale.	1318
75	Taux d'activité des femmes mariées selon la C.S.P. du conjoint (R.G.P. 1975).	1335
76	Taux de féminité des emplois occupés par C.A.E. (Source INSEE).	1340
77	Taux de féminité par C.S.P. Région du Nord (Source INSEE)	1341
78	Emplois et structure des emplois aux différents R.G.P. Région du Nord (Source INSEE).	1346
79	Evolution des emplois par C.A.E., sexe et statut. Région du Nord.	
	- Emploi total	1347
	- Emploi industriel	1347
	- Emploi tertiaire	1348
80	Progression de l'emploi tertiaire. Taux annuel moyen.	1348
81	Rang du Nord/Pas-de-Calais pour la croissance des différentes activités tertiaires (Source INSEE).	1356
82	Evolution des structures socio-professionnelles. Région Nord/Pas-de-Calais (Source INSEE).	1359
83	Bilan des ressources et emplois de main d'oeuvre par zone de la région du Nord. 1962-1968. Evaluation 1968-1974. Projection 1974-1981. (Source INSEE).	1394 1395
84	Effectifs scolaires et étudiants par niveau d'études.	1425
85	Taux de scolarité.	1425.
86	Répartition des jeunes actifs (17-29 ans) par C.A.E. (Source INSEE).	1434
87	Répartition des jeunes actifs par C.S.P. et qualification (Source INSEE).	1435
88	Niveau d'études de la population. France. R.G.P. de 1975 (%).	1442
89	Niveau d'études de la population. Région Nord/Pas-de-Calais. R.G.P. de 1975 (%).	1443
90	Niveau d'études de la population. Région Nord/Pas-de-Calais. R.G.P. de 1975 (valeur absolue).	1444

91	Répartition de la population active par sexe, âge et âge de fin d'études (Source INSEE).	1445
92	Répartition de la population active par sexe, âge et diplôme le plus élevé obtenu (Source INSEE).	1445
93	Structure par nationalité de la population étrangère. Région du Nord.	1455
94	Français par acquisition de la nationalité française selon la nationalité d'origine. Région du Nord. R.G.P. de 1975.	1455
95	Etrangers dans la région du Nord par nationalité. R.G.P. de 1975.	1456
96	Etrangers selon la C.S.P., la C.A.E. et l'activité. Département du Nord. R.G.P. de 1975.	1464
97	Etrangers selon la C.S.P., la C.A.E. et l'activité. Département du Pas-de-Calais. R.G.P. de 1975.	1465
98	Effectifs scolaires. 1977-1978.	1482
99	Mouvement naturel.	1592
100	Indicateurs démographiques (Taux bruts ‰).	1592
101	Somme des naissances réduites par femme. Région Nord/Pas-de-Calais.	1600

TABLE DES PLANCHES HORS-TEXTE

- P1. 1. Carte du peuplement. 1801.
- P1. 2. Carte du peuplement. 1861.
- P1. 3. Carte du peuplement. 1911.
- P1. 4. Carte du peuplement. 1936.
- P1. 5. Carte du peuplement. 1975.
- P1. 6. Maximum de population. 1801-1975.
(Extrait de l'Atlas régional du Nord/Pas-de-Calais. Fasc. 1).
- P1. 7. Différence entre la population du maximum et la population
actuelle (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 8. Densité de peuplement en 1975 (Extrait de l'Atlas régional
Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 9. Evolution de la population. 1954-1975. Valeurs absolues.
(Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 10. Evolution de la population. 1954-1975. Valeurs relatives.
(Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 11. Evolution de la population 1968-1975. Valeurs absolues.
(Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 12. Evolution de la population 1968-1975. Valeurs relatives.
(Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 13. Diminution de la population depuis 1954.
- P1. 14. Mouvement naturel de la population 1968-1975. Valeurs absolues.
(Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- P1. 14 bis. Mouvement naturel de la population 1968-1975. Taux de
solde annuel moyen. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-
de-Calais. 1).
- P1. 15. Migrations définitives : Solde migratoire. 1968-1975.
Valeurs absolues. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-
Calais. 1).
- P1. 15 bis. Migrations définitives : Solde migratoire. 1968-1975.
Taux annuel moyen. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-
de-Calais. 1).

- Pl. 16. Migrations définitives : Flux migratoires intra-régionaux. 1962-1968.
- Pl. 16 bis. Migrations définitives : Soldes migratoires intra-régionaux. 1962-1968.
- Pl. 17. Composantes de l'évolution démographique. 1968-1975.
- Pl. 18. Indicateur de fécondité. 1968.
- Pl. 19. Part des moins de 20 ans dans la population communale. 1954.
- Pl. 20. Part des moins de 20 ans dans la population communale. 1962.
- Pl. 21. Personnes âgées de 65 ans ou plus. 1954.
- Pl. 22. Personnes âgées de 65 ans ou plus. 1962.
- Pl. 23. Structure par âge en 1968. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- Pl. 24. Structure par âge en 1968 : Essai de synthèse. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).
- Pl. 25. Structure par âge en 1975. (Extrait de l'Atlas régional Nord/Pas-de-Calais. 1).

Fonds de cartes :

France : régions et départements.

Région Nord/Pas-de-Calais : arrondissements.

"	"	cantons.
"	"	zones de migrations (I.N.S.E.E.- O.R.E.A.M. Nord).
"	"	zones d'études I.N.S.E.E. (modèle P.P.C.M.).
"	"	communes. 1962.
"	"	communes. 1975 (code et listing).

à Nicole, Christophe, Nicolas
et Caroline

AVANT-PROPOS

Initialement, je voulais limiter le contenu de cette thèse à l'étude géographique des jeunes dans la région du Nord, car ce groupe d'âges est particulièrement sensible aux problèmes qui se posent aujourd'hui à la région : mutation économique, arrêt de l'expansion démographique, insuffisance du nombre des emplois, émigration etc ... Mais je me suis vite rendu compte que celle-ci était indissociable de l'étude géographique de l'ensemble de la population de la région du Nord.

L'originalité d'une telle étude par rapport à une étude purement démographique ne repose pas seulement sur l'importance accordée aux phénomènes de peuplement et aux oppositions régionales des évolutions, des structures et des comportements démographiques, c'est à dire à la diversification des populations dans l'espace, mais aussi sur l'importance que l'on attache aux rapports qui se sont établis entre une population donnée et le milieu dans lequel elle vit, ce qui oblige à soulever dès le départ le problème que pose toute étude d'un thème de géographie générale dans un cadre régional : faut-il privilégier les aspects thématiques ou les aspects régionaux ? La nature même du sujet et surtout des méthodes utilisées ont imposé la réponse.

En effet, à la différence de nombreux phénomènes géographiques, les phénomènes démo-géographiques ne se traduisent pas visuellement dans l'espace, on ne peut les déduire que des statistiques et

ce n'est que par le recours systématique à des méthodes comparatives, notamment aux méthodes basées sur les écarts aux moyennes, que les nuances régionales les plus fines peuvent être mises en évidence. C'est en fonction de ces choix méthodologiques que j'ai organisé cette étude à partir de grands thèmes avant de conclure par un tableau des grands ensembles géo-démographiques intra-régionaux.

Je ne répondrai peut-être pas toujours à la curiosité du lecteur qui aurait souhaité voir pousser plus loin certains tableaux monographiques ou les recherches des causes de certains phénomènes, mais cette étude porte sur près de 1 600 communes dont la taille varie de quelques dizaines d'habitants à près de 200 000, et sur près de 4 Millions d'individus. Pour la mener à bien, je ne pouvais utiliser que les statistiques disponibles fournies par les organismes nationaux et locaux, car il était impossible, avec les moyens matériels dont je disposais, de procéder à des collectes de données supplémentaires. De même le but de cette recherche portant avant tout sur l'étude de la population actuelle de la région du Nord, je n'ai pas réalisé moi-même de recherches historiques pour la période antérieure au XX^e siècle, mais utilisé les études démographiques et géographiques anciennes et les recherches des historiens dont la bibliographie a été isolée à la fin des deux premiers chapitres. Rien qu'avec les statistiques dont j'ai disposé, il m'a fallu manipuler au moins des centaines de milliers, sinon plus d'un million de nombres. Aussi pour ne pas imposer à mes lecteurs l'énumération fas-

tidieuse de trop de chiffres, j'ai usé largement de notes additives, de cartes, de graphiques et de tableaux.

Avant de terminer cet avant-propos, je tiens à remercier particulièrement Monsieur le Professeur Pierre Flatres, qui avec gentillesse et sollicitude a guidé mes premiers travaux lorsqu'il était professeur à l'Université de Lille, et a bien voulu accepter de continuer à les diriger après avoir été nommé à l'Université de Haute-Bretagne.

Mes remerciements vont également à Monsieur Henri Adam qui m'a aidé à obtenir de l'I.N.E.D., sous forme de deux contrats d'étude, quelques moyens matériels qui m'ont permis d'approfondir certains thèmes de mes recherches, ainsi qu'aux collègues qui m'ont prodigué leurs encouragements et leur amitié.

Mes remerciements vont enfin au personnel technique de l'U.E.R. de géographie de Lille, en particulier à Monsieur Jean-Marc Delchambre, cartographe, et à Madame Lucie Longy, technicienne Offset. Ils vont aussi surtout à mon épouse qui m'a fortement aidé tout au long de mes recherches et qui a assuré la dactylographie ingrate de cette thèse.

INTRODUCTION

Peu de régions paraissent à la fois plus artificielles et plus cohérentes que la région Nord/Pas-de-Calais. Ses limites ne s'appuient sur aucun trait de géographie physique : sa limite méridionale court à travers la grande plaine de craie picarde et le bocage de la Thiérache, sa limite septentrionale est la frontière franco-belge citée traditionnellement comme l'exemple type de la frontière artificielle, fixée par le hasard des batailles à travers les régions historiques et naturelles de Flandre et de Hainaut, sans même respecter la limite linguistique des parlers néerlandais et wallon. L'unité du milieu naturel ne repose que sur la faiblesse générale des altitudes (encore que celles-ci s'étendent de - 2m à + 212m) et sur la grisaille du ciel. Enfin l'histoire a désuni autant qu'elle a réuni les différentes parties de cette région longtemps disputées entre les états qui se constituèrent successivement sur les Pays-Bas méridionaux et le royaume de France.

Les liens tissés par l'histoire étaient trop fragiles pour créer une véritable unité régionale ainsi qu'en témoigna en 1790 le refus symptomatique de l' Artois de s'associer à la Flandre pour former un département. Et l'on est fondé de penser que l'évolution qui s'amorçait au début du XIX^e siècle aurait différencié définitivement le département du Nord, en proie à la révolution industrielle et à la fièvre de l'urbanisation, et le département du Pas-de-Calais demeuré rural et agricole, si la découverte du

prolongement du gisement houiller dans le Pas-de-Calais au milieu du XIX^e siècle n'avait modifié totalement l'organisation de l'espace. Très vite, un croissant industrialisé, très densément peuplé, s'étendit de Bruay-en-Artois à Condé-sur-Escaut à cheval sur les deux départements.

Le rassemblement du maximum de population des deux départements en un énorme complexe urbain, qui, englobant le bassin minier, s'étale depuis Arras jusqu'au delà de la frontière franco-belge, ne pouvait que contribuer à resserrer leurs liens. Plus que l'histoire, l'urbanisation, l'identité de la vie économique et sociale, et le dense réseau des flux migratoires intra-régionaux et des flux de relation, assurèrent l'unité régionale. Elle existait avant que la région ne soit officiellement créée et de nombreuses circonscriptions administratives recouvraient déjà ce même territoire, dont les limites paraissent aujourd'hui dictées par l'usage, bien adaptées aux réalités régionales.

Enfin cette région est une des plus fermées de France. Les immigrants y furent toujours peu nombreux et vinrent de la Belgique voisine plus que du reste de la France, puis de Pologne. La région ne fut jamais un creuset où se mêlaient les peuples, elle ne doit sa forte densité qu'au croît naturel exceptionnel de sa population. Fortement repliée sur elle-même, la population du Nord/Pas-de-Calais a ainsi conservé des mentalités et des comportements propres, un accent et un parler originaux qui lui confèrent une grande cohésion.

L'unité humaine de la région Nord/Pas-de-Calais se traduit surtout par une situation démographique originale dans le contexte français. Nulle-part ailleurs en France, hormis au coeur de la région parisienne, un aussi grand nombre d'hommes n'est concentré sur un espace aussi étroit. Sur 2,3 % du territoire national, la région du Nord porte près de 4 millions d'habitants, soit 7,7 % de la population nationale. Ni la région Rhône-Alpes, ni la région Provence-Côte d'Azur ne présentent de telles densités ; les hommes y sont concentrés en quelques grandes agglomérations, en particulier dans celles de Lyon et de Marseille, alors que le sous-peuplement est le fait de vastes espaces. Rien de tel dans la région du Nord, de fortes densités y couvrent la majorité de l'espace et la densité moyenne est très élevée : 316 h/km² en 1975.

Originale dans le contexte français par ses fortes densités, la région Nord/Pas-de-Calais ne l'est pourtant pas dans le contexte européen. Elle n'est que le prolongement vers le Sud de l'immense ensemble urbain et industriel qui s'étend vers le Sud-Est de l'Angleterre, les pays du Bénélux et l'Ouest de l'Allemagne fédérale. Sur une carte du peuplement de l'Europe du Nord-Ouest la frontière franco-belge n'apparaît pas davantage que la frontière belgo-néerlandaise. Il y a continuité des densités de part et d'autre des frontières politiques. La vraie rupture se situe plus bas, au Sud d'une ligne passant par Boulogne-sur-Mer, Saint-Omer, Arras, Cambrai et Maubeuge. Au Sud de cette ligne qui ne coïncide pas exactement avec la limite méridionale de la région Nord/Pas-de-Calais, la Picardie avec 81 h/km² et la Champagne avec 50 h/km² font

FIG: 0 , LA RÉGION DU NORD DANS L'ESPACE EUROPÉEN .



figure de déserts relatifs, isolant du coeur de l'Europe industrielle le noyau parisien qui porte des densités plus élevées que celles du Nord, mais sur un espace plus réduit. Au Nord de cette ligne, s'étendent les plaines riveraines de la mer du Nord où sont rassemblés sur un espace restreint la gigantesque agglomération de Londres, le Randstad hollandais, le complexe urbain Anvers-Bruxelles, la Rhénanie, l'agglomération lilloise et le bassin houiller franco-belge. Prise globalement, cette zone de peuplement d'environ 75 Millions d'habitants est unique au monde par la densité de sa population. Charbon, industries, ports et richesses agricoles y ont permis la constitution de la plus puissante concentration humaine et urbaine du monde, plus vaste et plus densément peuplée même que la "Megalopolis" américaine. Le land de Rhénanie-Westphalie a une densité moyenne de plus de 500 h/km^2 , les Pays-Bas de 400 h/km^2 , la Belgique de 321 h/km^2 (en 1971), et si la région du Nord n'a qu'une densité de 316 h/km^2 , le département du Nord pris isolément, a une densité de 438 h/km^2 .

De ce vaste bassin de population, étalé de part et d'autre du détroit du Pas-de-Calais, le détroit le plus fréquenté du monde, la France ne possède qu'une petite parcelle, la région du Nord, sorte d'"accident démographique" qui s'est développé sur la marge septentrionale du "désert français" (95 h/km^2).

Mais continuité des densités ne signifie pas continuité des comportements démographiques. En deux siècles et demi la frontière franco-belge est devenue une réalité. Bien que constamment

en contact, les populations de la France du Nord et de la Belgique ont évolué différemment. L'histoire démographique de la région du Nord n'est pas plus identifiable à celle de la Belgique qu'à celle de l'ensemble de la France.

Si la région du Nord possède une profonde unité humaine, historique, économique et administrative, elle n'en est pas pour autant homogène. La situation démographique régionale est en fait la résultante des comportements démographiques opposés de nombreuses petites régions qui, en dépit de l'absence de grands contrastes physiques, marquent profondément la géographie de la France du Nord, et qui justifient une étude géographique de la population de la région du Nord.

Le Conseil Régional a choisi le vocable "région Nord/Pas-de-Calais" pour dénommer la région. Mais l'emploi de cette nouvelle appellation n'est pas encore entré dans les usages, aussi, comme la majorité des habitants de cette région et des géographes, avons-nous continué à user indifféremment des deux appellations : "région du Nord" et "région Nord/Pas-de-Calais".

première partie

le peuplement
de la Région du Nord

chapitre 1:

LES ORIGINES DU PEUPLEMENT ET L'APPARITION PRECOCE DES FORTES DENSITES

Pour bien comprendre la mise en place du peuplement dans la région du Nord, il faut abandonner notre vision trop souvent hexagonale de l'espace et se souvenir que jusqu'à la fin du XVII^e. siècle cette région ne fit jamais vraiment partie intégrante du territoire français, mais qu'elle appartint à une autre unité territoriale, d'abord les états flamand et hennuyer, à cheval sur la frontière actuelle, puis les Pays-Bas d'abord bourguignons, puis espagnols. C'est donc dans un contexte politique et socio-économique assez différent de celui du reste de la France que se déroula l'histoire démographique de la région du Nord. [01]

La grande époque du peuplement fut le milieu du Moyen-Age. Jusque là la population paraît avoir été peu dense et clairsemée, mais à la fin du XIII^e siècle, une première vague de peuplement avait porté les densités rurales à un niveau élevé et permis la mise en place de l'ossature urbaine de la région. Après une interruption de deux siècles, la croissance démographique reprit au XVI^e siècle, stimulée par une vigoureuse expansion urbaine qui se poursuivit au XVII^e et au XVIII^e siècles. La conquête française et la création de la frontière actuelle, à travers des territoires

jusqu'alors indivis, provoquèrent des difficultés qui ne compromirent pas toutefois l'expansion démographique. Mais à la fin du XVIII^e siècle, celle-ci se ralentit et la région du Nord, dont les densités étaient remarquables dans le contexte français, n'aurait peut-être pas connu le destin démographique qui fut le sien au XIX^e siècle sans la découverte du charbon.

I - Les origines du peuplement

a) Les premiers établissements humains

Jamais au cours de la Préhistoire ou de l'Antiquité, les territoires septentrionaux de la France n'ont donné naissance à de grandes civilisations comparables à celles qui se sont épanouies autour de la Méditerranée. La pauvreté des découvertes archéologiques permet de supposer que l'homme ne s'est établi qu'assez tardivement sur ces territoires et qu'en tous cas le peuplement n'y fut longtemps que médiocre et sporadique.

Au Paléolithique, la région du Nord qui subissait fortement les conséquences climatiques et botaniques des glaciations quaternaires offrait à l'homme primitif des conditions de vie particulièrement rudes. Pourtant des silex taillés de type chooping tool, encore mal datés, mais fabriqués il y a peut-être 500 000 ans ont été découverts à Wimereux, et des vestiges de l'activité humaine au Paléolithique ancien ont été reconnus dans la vallée de l'Aa (civilisations abbevilienne et acheuléenne). Le Paléolithique moyen a fourni un peu plus de vestiges. De l'outillage appartenant à des chasseurs de type néanderthalien, contemporains de la dernière glaciation, a été

trouvé dans le Boulonnais, l'Artois, l'Ostrevent et le Hainaut. Enfin au Paléolithique supérieur l'homo-sapiens remplaça l'homo-neanderthalis, et l'on a trouvé des traces de civilisations assez primitives (sites de Hamel, Hallines, Corbehem ...) influencées par les grandes civilisations du Sud de la France (Aurignacien, Magdalénéen).

L'âge néolithique ne débuta que tardivement. La rareté des mégalithes, comme de l'outillage mis à jour, témoigne de la faiblesse de l'occupation humaine. Apparemment les principaux acquis du Néolithique : pierre polie et agriculture, furent importés tardivement et ne se répandirent que lentement.

Ce n'est qu'au cours du premier millénaire avant J.C., lorsque se diffusa la métallurgie du bronze, que la population semble s'être accrue, ainsi qu'en témoigne le nombre de sites et l'abondance du matériel découvert. L'activité artisanale et les échanges commerciaux, avec circulation monétaire, s'intensifièrent encore au cours de la seconde moitié du premier millénaire, lorsque la métallurgie du fer, amenée par les celtes, supplanta celle du bronze.

Enfin, entre le III^e siècle et 150 avant J.C., se produisit la première invasion majeure, celle des belges, peuplades que nous connaissons surtout à partir des auteurs latins. Les belges formaient l'élément le plus méridional et le plus civilisé du monde proto-germanique et César les distinguait nettement des autres gaulois.

De la présence des peuples belges a subsisté une certaine division territoriale reprise par les états ultérieurs plus organisés et qui a guidé le tracé des limites administratives successives : la division en pagus (les petits "pays") et en ensembles plus vastes correspondant aux territoires qu'occupaient les différents peuples belges et qui sont à l'origine des cités gallo-romaines et des diocèses.

Quatre peuples belges occupaient les actuels départements du Nord et du Pas-de-Calais :

- Les nerviens, à l'Est, qui s'étaient établis depuis la haute vallée de l'Escaut jusqu'à la Sambre.

- Les atrébates, établis sur l'Artois, autour de la Scarpe et de la Ternoise.

- Les morins, établis sur les collines du Boulonnais et du Calaisis.

- Les ménapes, établis dans la plaine de Flandre.

Compte-tenu de la résistance, un temps victorieuse, que ces peuplades belges fédérées opposèrent à César et des difficultés de la pacification ultérieure, l'on peut déduire que le peuplement avait déjà acquis une certaine importance au temps de César.

Celui-ci, dans la "guerre des Gaules", dénombre à plusieurs reprises les contingents de guerriers que les belges lui opposèrent. Lors d'une première rencontre, il aurait eu à faire face à 50 000 nerviens, 15 000 atrébates, 25 000 morins et 7 000 ménapes. Lors d'un combat postérieur, il se glorifie d'avoir exterminé plus de 60 000 guerriers nerviens sans que cela empêche la résistance de renaître plus tard en pays nervien. Même si César exagère les effectifs des guerriers belges, il n'en reste pas moins que pour pouvoir fournir de tels contingents de guerriers, le pays devait être déjà relativement peuplé. La mesure des défrichements par la reconnaissance aérienne et le repérage des sites anciennement habités rendent vraisemblables les chiffres de César. [02]

La confrontation des sources littéraires et archéologiques permet d'affirmer que le pays avait déjà connu localement des défrichements assez poussés, mais que les forêts et les marais couvraient encore d'immenses étendues. Les céréales formaient la principale et sans doute l'unique culture. En pays nervien, il aurait

existé une sorte de bocage dont l'on sait peu de choses, tandis que les ménapes et les morins plus frustes vivaient sur des territoires moins humanisés. Aucune de ces peuplades ne possédait de ville.

b) Le peuplement gallo-romain

La ville fut une création gallo-romaine dans la région du Nord. Chaque cité reçut un chef-lieu. Ainsi naquit une première génération de villes.

Cassel (Castellum menapiorum) chef-lieu des ménapes fut ensuite supplanté par Tournai, Bavay (Bagacum) chef-lieu des nerviens par Cambrai, Thérouvane (Tarvanna) chef-lieu des morins par Saint-Omer. L'histoire a davantage favorisé Arras (Memetacum) chef-lieu des atrébates.

Hormis Bavay et sur la côte Boulogne (Gesoriacum puis Bolonia) port des relations avec l'Angleterre, aucune de ces villes ne connut un grand essor. C'est sans doute la raison pour laquelle le réseau urbain et la tradition urbaine actuels doivent si peu au passé gallo-romain.

Ces villes ont été assez tôt reliées entre-elles par un système de routes convergeant vers Boulogne et dont la principale était la voie allant de Boulogne à Cologne en passant par Bavay.

Ainsi qu'en témoignent les fouilles de Bavay, une certaine concentration de l'artisanat et du commerce s'opéra au profit de ces petits centres urbains. Cependant l'agriculture demeura la principale activité.

La vie agricole était déjà intense et les défrichements importants dans les plaines de l'Artois, du Cambrésis et du Hainaut et en Flandre intérieure. L'économie était surtout céréalière et pastorale (moutons, chevaux de guerre). La mise en valeur des

sols se faisait à partir des villages (vici) assez peu nombreux et surtout de villae dont le réseau est révélé par la photographie aérienne.

Bien que dépourvus de recensements, les historiens pensent que le climat économique de cette époque favorisa le développement démographique qui seul a permis l'intensification des activités humaines et l'extension de l'oekoumène. L'étude comparative des nécropoles gallo-romaines a d'ailleurs confirmé l'existence d'un accroissement démographique à partir du milieu du premier siècle après J.C..

La romanisation fut très lente, surtout au niveau des couches populaires et l'on ne sait pas à quel point elle avait été accomplie lorsque la région du Nord fut envahie par les barbares.

c) Les grandes invasions et l'origine de la frontière linguistique

Au cours du troisième siècle après J.C., les peuplades germaniques franchirent le limes et déferlèrent en plusieurs vagues sur la Gaule, razziant le pays, faisant fuir les habitants ou les massacrant. Ces germains furent un peu mieux contenus au siècle suivant où l'on s'efforça de repeupler les zones dévastées en y fixant des colons, des militaires ou des barbares prisonniers ou fédérés. Mais du V^e au VIII^e siècle, les germains affluèrent de plus en plus nombreux dans ce pays dont ils firent finalement la conquête. Ces "grandes invasions" jouent un rôle important dans l'histoire régionale, car, alors qu'ailleurs en France les barbares s'emparèrent du pouvoir sans guère peser démographiquement, ce qui les amena à se romaniser rapidement, dans la région du Nord il y eut un

véritable peuplement germanique qui vint se superposer ou se substituer au peuplement gallo-romain, ou qui, le plus souvent sans doute, s'établit sur des terres vierges ou en exploitation sporadique. [03]

L'héritage des grandes invasions est l'existence d'une frontière linguistique, établie depuis près de 15 siècles entre parler roman puis plus tard français, et parler germanique puis plus tard flamand. [04]

Il semble bien que pendant l'époque mérovingienne l'actuelle région du Nord fut linguistiquement mixte, sauf à l'extrême Ouest où la multiplication des toponymes germaniques laisse à penser que le roman avait disparu de ce territoire avec l'arrivée des peuples venus de la mer : saxons et frisons (V^e au VIII^e s.). En pays franc, Tournai, ancienne capitale de Clovis, avait retrouvé le parler roman dès le VI^e s. Très vite la région fut divisée en une zone de parler roman et une zone de parler germanique. Les remarquables travaux de M. Gysseling, appuyés sur les sources documentaires disponibles, sur la toponymie et l'évolution phonétique des toponymes permettent de suivre les déplacements de la frontière linguistique.

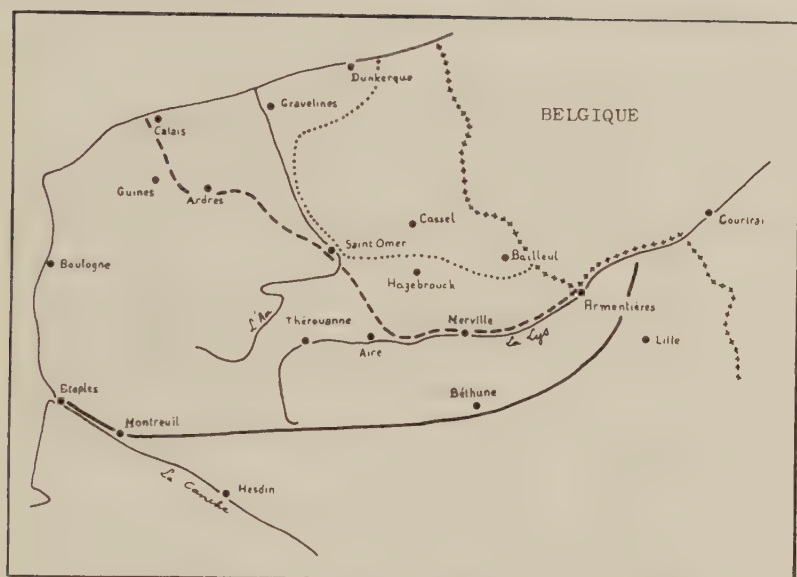
L'Est de la région échappa aux parlers germaniques qui dominèrent à l'Ouest. Au IX^e s. la frontière linguistique (au Nord dominante des noms en "Hem" et évolution phonétique germanique, au Sud dominante des noms en "court" et évolution phonétique romane) suivait la Canche, puis passait par Fruges, Béthune, Lille et Mouscron (Belgique). Aux XI^e et XII^e s. , le flux linguistique s'inversa et s'amorça alors un recul de l'idiome germanique au profit du roman (nouveaux toponymes en "ville" en particulier, et

évolution phonétique romane d'anciens toponymes germaniques). Une nouvelle frontière linguistique s'établit au Nord de la première, passant par Calais, Ardres, Audruicq, Eperlecques, Saint-Omer et Merville. Cette frontière resta à peu près stable jusqu'au XVI^e s.. Deux forces concoururent aux progrès du roman puis du français : l'Eglise (en particulier les évêques de Thérouanne et de Tournai) et les notables (aristocrates et patriciat urbain). Mais chez le peuple, le flamand resta plus longtemps la langue usuelle en Flandre occidentale. Le recul, à partir du XVII^e s., de l'usage du flamand fut le fruit de la pression permanente de l'Etat français, centralisateur et unificateur, à partir du régime de Louis XIV.

II - La grande expansion démographique du XI^e au XIII^e s.

Faute de documents suffisamment nombreux, l'on ne sait que peu de choses sur la situation démographique de l'actuelle région du Nord aux temps mérovingiens et carolingiens. Les quelques villes de la région s'étiolèrent, mais y eut-il déclin ou stabilité des populations rurales ? Jusqu'à présent les historiens avancent des hypothèses contradictoires ou ne se prononcent pas. Toutefois cette période apparaît comme une période de troubles et de violences, peu propice au développement démographique.

Ce n'est qu'au moins à partir du X^e et au plus tard au XI^e s. [05] que, comme dans l'ensemble de l'Europe occidentale, s'amorça une longue période d'expansion démographique, particulièrement vigoureuse dans le Nord de la France, où les conditions politiques



- a) limites des parlers romans et germaniques
(d'après M. Gysseling)
- situation au VI-VII^e siècles
- situation au X^e siècle (Merville-la Lys)
XI-XII^e siècles (Calais-St Omer)
- b) limites des parlers français et flamands
(d'après E. Cornaert)
- situation au milieu du XIX^e siècle

Fig: 1 LIMITES LINGUISTIQUES DANS LA REGION DU NORD

et économiques semblent lui avoir été particulièrement favorables.

a) Les grandes mutations du XI^e s.

1) La naissance des états flamand et hennuyer.

La fin de l'époque carolingienne fut caractérisée par l'ascension de l'aristocratie terrienne qui, suppléant à l'autorité royale défaillante, assura l'indispensable protection des paysans, en particulier contre les raids normands, et par ce biais les assujétit. Mais la décomposition du pouvoir public fut moins profonde dans la région du Nord que dans de nombreuses autres régions françaises, car très tôt les descendants des comtes-fonctionnaires carolingiens s'émancipèrent de la royauté et captèrent, à leur profit, l'autorité publique.

Dès la fin du IX^e s., le comté de Flandre devint une principauté autonome et, très rapidement, les seigneurs et les chatelains durent se plier devant l'autorité comtale. Le Hainaut, terre d'empire, ne devint autonome que plus tard, à la fin du XI^e s. . Mais lié à la Flandre ou séparé d'elle, selon les circonstances, il n'en a pas moins une histoire parallèle.

L'apogée des premières maisons princières de Flandre se situe à la fin du XII^e s., lorsque Philippe d'Alsace, tuteur du jeune roi Philippe-Auguste, règne en maître sur un bloc ininterrompu de territoires s'étendant de la Somme aux bouches de l'Escaut.

L'existence d'un véritable état flamand dès le Haut-Moyen-Age a sans doute favorisé le développement précoce d'un particularisme régional et d'un vif sentiment régionaliste. Quant à l'histoire politique de la Flandre aux XIII^e et XIV^e s., elle est avant-tout celle d'un conflit permanent entre la monarchie française, déjà centralisatrice, et les communes flamandes gardiennes des particularismes.

Il est difficile de mesurer le rôle du pouvoir central dans le développement démographique et la prospérité économique de la Flandre, de l'Artois et du Hainaut. Il est certain que les vicissitudes politiques n'ont joué qu'un rôle secondaire dans l'expansion démographique. Mais l'existence d'un pouvoir suffisamment fort pour assurer une certaine sécurité, l'octroi des chartes communales, la protection des foires et des routes, l'encouragement donné au trafic commercial et à l'artisanat, la participation active des comtes à l'assèchement des marais et au défrichement des forêts ont créé des conditions favorables au développement de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce. L'accroissement des ressources alimentaires et des emplois qui en a résulté a permis l'augmentation des densités humaines.

2) Les grands défrichements et la colonisation de la plaine maritime.

Entre le X^e et la fin du XIII^e s., la forêt, qui couvrait encore une grande partie de l'Europe occidentale, fut soumise à un défrichement intense. La région du Nord n'échappa pas à la règle générale. Mais il est difficile de mesurer l'importance des défrichements qu'elle a connus, car, si la multiplication des documents postérieurs au XII^e s. permet de se faire une idée valable de l'étendue des terres en cultures et des forêts après l'achèvement des grands défrichements médiévaux, nous ne pouvons guère estimer la surface occupée par la forêt avant cette période.

Et ce d'autant plus que la détection aérienne a révélé récemment que les défrichements antérieurs au X^e s. étaient plus considérables qu'on ne l'a longtemps cru. Aucune étude systématique des défrichements médié-

vaux n'ayant été faite pour la région du Nord, il faut surtout se baser sur les études locales et les études menées sur les régions limitrophes en extrapolant. Il semble qu'en Artois et en Cambrésis d'importantes surfaces aient été mises en cultures avant le X^e s. et que les défrichements postérieurs aient été assez réduits en dehors des zones de vallées où des étendues marécageuses ont été colonisées à partir du XI^e s.. Par contre le bas pays, le Hainaut et la Thiérache étaient encore très boisés à l'époque carolingienne. La Flandre intérieure n'était-elle pas le "Houtland", le "pays au bois" ? Le Pévèle, la Gohelle, l'Ostrevent étaient encore très boisés ; le Hainaut oriental et la Thiérache, qui portent encore aujourd'hui de nombreuses forêts - dont la vaste forêt de Mormal -, constituaient alors une immense réserve forestière que prolongeaient à l'Est la forêt charbonnière d'Ardenne et au Sud l'immense forêt d'Arrouaise. Les estimations des auteurs varient fortement, certains estimant que la forêt devait, au début du XI^e s., couvrir un peu plus du tiers de la surface des sols, d'autres allant jusqu'à 70 %. Mais parle-t-on du même type de végétation ?, car par "silva" l'on désignait tout-autant une lande rabougrie qu'une forêt dégradée par les brulis ou une véritable forêt.

Toujours est-il que les défrichements de cette masse forestière ont repris très tôt en France du Nord. Dès le VIII^e s. l'on assista à des tentatives de reconquête de la plaine maritime dont nous reparlerons plus loin, et à des reprises de l'essartage. Par la suite les défrichements devinrent plus systématiques. Ils furent l'oeuvre des seigneurs laïcs ou ecclésiastiques, propriétaires des forêts (avec l'entremise éventuelle de véritables

entrepreneurs en défrichements), et des paysans. Partout la forêt recula, tantôt grignotée par les essartages des massifs entourant les finages, tantôt systématiquement abattue pour créer de nouveaux finages et villages (les villes neuves). Une telle entreprise, réalisée à la force du poignet, n'a été rendue possible que par l'accroissement démographique qui fournissait la main d'oeuvre indispensable pour la réalisation des travaux et exigeait parallèlement la conquête de terres nouvelles pour l'extension de l'agriculture à une époque où les rendements étaient faibles (encore que ceux-ci augmentèrent plus tôt en Flandre que dans le reste de la France, sans doute parce que la pression démographique y fut particulièrement forte et stimula les progrès agronomiques).

Vers le XIII^e s. un coup d'arrêt fut porté aux défrichements, car il devenait nécessaire de sauvegarder les réserves forestières indispensables à l'équilibre de la vie rurale médiévale. L'on peut considérer que les fondements du paysage rural actuel étaient mis en place à cette époque et que presque toutes les paroisses rurales actuelles avaient été créées.

Mais la grande entreprise médiévale fut véritablement la reconquête de la plaine maritime.

Vers 400 ap. J.C., à la suite d'un exhaussement du niveau de la mer (transgression dunkerquienne II) la plaine maritime avait été de nouveau noyée. N'émergeaient plus en permanence que les sommets des anciens cordons dunaires. Mais peu à peu les eaux reculèrent sous l'effet combiné de l'édification de nouveaux cordons littoraux, qui isolaient des lagunes, et de l'alluvionnement qui comblait les chenaux et empêchait le

retour offensif des eaux marines. Au VIII^e s., le territoire était quasi inhabité, mais, depuis les villages bordiers de la plaine, les paysans avaient déjà réutilisé en prés les parties émergées et les marais de la plaine maritime.

Très tôt vraisemblablement l'homme commença à favoriser le colmatage naturel de la plaine. Peu à peu l'entreprise devint systématique. Les comtes, propriétaires de ces vastes étendues amphibies, intervinrent directement en organisant l'assèchement et les grands travaux, ou indirectement en concédant de vastes territoires aux grandes abbayes, auxquelles ils confiaient le soin de réaliser la colonisation. Bien que rendu plus pénible par la transgression dunkerquienne III (vers l'an 1 000), l'assèchement était déjà très avancé à la fin du XIII^e s. et les waterings, associations chargées de l'édification et du contrôle des fossés et des digues, étaient en place.

3) L'essor urbain et les débuts de la prospérité commerciale et industrielle [06] .

Parallèlement au développement de l'agriculture et à la multiplication des villages, l'on assista à la renaissance ou plutôt à la véritable naissance des villes de la région du Nord. Peu des antiques bourgades gallo-romaines avaient en effet survécu à la tourmente des grandes invasions. Ce n'est qu'au cours des X^e et XI^e s. qu'apparut une première génération de villes, autour des points fortifiés, parfois à proximité des vieux sites gallo-romains (Arras, Cassel, Boulogne), parfois sur des sites nouveaux (Aire-sur-la-Lys, Bourbourg, Douai, Saint-Omer, Valenciennes

nes etc...).

Toutes ces villes médiocres avaient le même aspect : un faubourg ramassé autour d'un forum, au pied des murailles d'un castrum. Leur rôle était d'abord de subvenir aux besoins des habitants du château et des grands domaines sous sa dépendance, et secondairement de servir de marché aux populations des campagnes environnantes. Mais peu à peu de nouvelles fonctions, les fonctions industrielles et commerciales, s'ajoutèrent aux fonctions primitives ou s'y substituèrent.

A partir du XI^e s., l'essor démographique fait affluer vers les villes de la région du Nord la main d'oeuvre rurale en excès. Ce premier exode rural a été l'un des facteurs de la première croissance urbaine. Il a été, semble-t-il, surtout le fait des artisans des campagnes. En se concentrant à nouveau dans les villes, l'industrie, redevenue presque exclusivement rurale au cours du Haut-Moyen-Age, permettait à la production de répondre à l'intensification des échanges commerciaux qui caractérisèrent la période. Les transports de marchandises étaient facilités par l'adoption d'un nouveau chariot trainé par des chevaux ferrés et attelés par le collier d'épaule. Les digues de la plaine maritime facilitaient l'accès à la mer et ouvraient la Flandre au commerce international (vers l'Angleterre, la Scandinavie et les pays desservis par les commerçants scandinaves). Si la production industrielle resta très diversifiée, une certaine spécialisation fit la renommée de la région du Nord : le tissage des draps de laine. La laine et les plantes tinctoriales étaient achetées en Angleterre, et les draps fabriqués dans les villes commercialisés par les gildes (associations de commer-

çants) sur les foires de Flandre et de tous les grands centres urbains d'Europe [5 bis].

Alors que les petites villes, qui étaient restées à l'écart du grand commerce international, conservaient un aspect semi-rural et demeuraient sous la protection des châteaux, les principales villes avaient déjà pris un véritable caractère urbain. Devenant communes, elles s'émancipaient juridiquement des seigneurs, assurant elles-mêmes leur protection au moyen d'enceintes fortifiées, elles s'émancipaient militairement du château-fort. L'élargissement successif des murailles pour englober de nouveaux faubourgs traduit bien la prospérité et l'essor démographique des centres drapiers les mieux favorisés. Jusqu'au XII^e s. les villes du sud de la région furent les plus prospères (Arras, Douai, Lille, Cambrai, Montreuil, Hesdin), mais au cours du XIII^e s. elles furent supplantées par les villes du Nord : Bruges et Gand en particulier. L'importance de la ville ne dépendait plus alors de celle des fortifications mais du rayonnement commercial et industriel.

b) La mesure de la croissance démographique : les densités supposées [07] .

Par les défrichements et l'assèchement des vallées et de la plaine maritime, d'immenses surfaces furent offertes à l'agriculture. Comment de tels travaux, accomplis à la force des bras, auraient-ils pu être réalisés sans la présence d'une masse humaine ? Aurait-on eu besoin d'accomplir cette formidable extension des terres cultivées s'il n'y avait eu une grande poussée démographique ? Pourquoi les villes auraient-elles abattu leurs

enceintes pour en construire de plus vastes si elles n'avaient dû protéger une population de plus en plus nombreuse ? L'on pourrait ainsi multiplier les signes d'un incontestable essor démographique.

Mais il est impossible d'en mesurer l'importance. Nous avons déjà signalé combien il est difficile de se faire une idée de l'occupation des sols et de l'importance du peuplement avant le XI^e s.. Les sources sont locales et fragmentaires.

L'occupation des sols au début du Moyen-Age était-elle plus importante qu'on ne l'a cru jusqu'à l'utilisation de la photographie aérienne ? Y eut-il vraiment déclin démographique à la suite des invasions normandes ? Sans chiffres l'on ne peut se faire une idée précise de la situation. L'habitat était sans doute clairsemé, limité à des clairières de défrichement, dans un paysage où dominaient les landes, les tourbières et les forêts. La population était peu nombreuse. En extrapolant, à partir des sources en leur possession, les historiens avancent des chiffres de densités de 30 à 35 h/km² au grand maximum.

A partir des X^e et XI^e s. au plus tard, la situation avait déjà changé. A la longue période de déclin ou de stagnation qui durait depuis le Bas-Empire romain, succédait une phase de reprise démographique. A la fin du XIII^e s., les densités rurales n'étaient plus celles du IX^e s.. Le paysage agricole était continu, l'emprise humaine sur les sols totale : l'oekoumène n'était plus réduit à des clairières dans la forêt, c'étaient les forêts qui formaient des tâches au milieu des campagnes. Les paroisses tant rurales qu'urbaines s'étaient multipliées.

La multiplication des documents fiscaux, comtaux ou royaux et des terriers seigneuriaux permettent une évaluation chiffrée des densités de population à la fin du XIII^e s.. Pour l'Artois, nous possédons un document fiscal établi de 1296 à 1299 à la demande de Philippe le Bel. A partir de ce document, A. Bocquet estime que la densité était généralement supérieure à 50 h/km² et sans doute assez proche de 70 (à titre de comparaison il faut savoir que la densité de la population française ne s'élevait qu'à 55 h/km² en 1801). Dans la plupart des villages, les effectifs de population étaient au moins aussi importants qu'aujourd'hui.

Nous ne sommes pas plus précisément renseignés sur les effectifs des populations urbaines. Mais la multiplication des petites villes, l'établissement d'une première strate urbaine, témoignent d'une certaine importance de la population citadine. La nécessité d'élargir les murailles pour englober de nouveaux faubourgs est un autre signe de l'expansion urbaine. Certains auteurs pensent qu'un certain nombre de villes comme Valenciennes, Tournai, Douai, Saint-Omer avaient toutes plus de 5 000 h., certaines peut-être plus de 10 000 ; l'on avance même pour Arras et Lille les chiffres de 20 000 h..

Cette vigoureuse expansion démographique des XI^e, XII^e, XIII^e s., qui a été à l'origine des fortes densités ayant depuis caractérisé la région du Nord, fut pourtant un temps compromise à la fin du Moyen-Age.

III - La dépression démographique de la fin du Moyen-Age.

A la longue croissance démographique, qui dure depuis le XI^e s., succède au XIV^e une chute brutale des effectifs de population dans une atmosphère de crise générale. Bien que l'on ne possède pas de recensements réguliers, permettant de suivre pas à pas les étapes de la récession démographique, les documents de l'époque sont suffisamment nombreux pour nous donner une idée de l'ampleur du phénomène. La concordance des sources locales est frappante. Partout l'on se plaignait de la diminution de la population agricole qui amoindrissait les revenus seigneuriaux [08] . Parallèlement, de nombreux documents relatent l'effondrement des effectifs de population urbaine. Il est impossible, dans l'état actuel des connaissances, de savoir si ce déclin démographique, général en Europe occidentale au XIV^e s., fut plus ou moins marqué dans la région du Nord que dans le reste de la France et de l'Europe. Mais il est incontestable que les densités de population diminuèrent fortement aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

a) Les grandes "mortalités".

L'on a disserté longuement sur les causes de ce phénomène. Certains auteurs l'expliquent par la règle des rendements décroissants.

L'expansion démographique du XI^e au XIII^e s. n'a été possible que parce que les ressources alimentaires ont constamment augmenté. Cet accroissement de la

production vivrière n'ayant pas été permis par une amélioration des rendements, mais par une extension des surfaces cultivées grâce aux défrichements, l'arrêt des défrichements a brutalement freiné cette croissance et rapidement, les terres défrichées, surexploitées, auraient vu leur production décroître. Les lois naturelles auraient alors joué. Sous-alimentée, la population aurait connu une plus forte mortalité, jusqu'au moment où les effectifs se seraient stabilisés à un niveau correspondant à ce que permettait la production alimentaire.

Ce schéma est séduisant et sans doute en partie vrai. Il est certain que l'arrêt des défrichements a modifié les conditions de l'accroissement des ressources agricoles. Mais le XIV^e s. a été marqué par un début des progrès agronomiques, du moins dans la région du Nord et la Belgique actuelles. L'assolement biennal avait pratiquement disparu, et dans l'assolement triennal, qui l'avait remplacé, l'on pratiquait déjà des cultures dérobées enrichissantes pour le sol et des cultures de substitution de la jachère. L'élevage était associé à l'agriculture et permettait un début d'engraissement des sols. A proximité des villes l'on ajoutait l'engrais humain et les gadoues urbaines au fumier animal. Les documents témoignent de rendements plus élevés que dans le reste de la France (14 à 18 hectolitres de blé à l'hectare, soit des rendements de 1 à 10 ou 12). Cependant les fluctuations du prix du blé montrent que ces améliorations étaient précaires et pouvaient être remises en cause par les conditions climatiques ou les ravages de la guerre.

Il semble bien qu'au XIV^e s. et encore au XV^e s., l'on assista à une dégradation des conditions atmosphériques, ce qui

aurait provoqué des "calamités" d'origine naturelle (famines, puis épidémies, dont la plus terrible fut la "grande peste" de 1349 en Artois et en Hainaut), fléaux que les contemporains désignaient par le terme significatif de "mortalités" qui désorganisaient complètement la vie économique en établissant des cycles infernaux. La famine provoquée par une mauvaise récolte favorisait les épidémies qui diminuaient le nombre des actifs (sans compter celui des enfants encore plus durement touchés) entraînant, l'année suivante, une diminution des emblavements qui perpétuait la disette et maintenait un terrain propice aux maladies.... Les contemporains ne s'y trompèrent pas lorsque, avec exagération sans doute, mais avec bon sens, ils rendaient la dépression démographique responsable de la permanence des maux.

"... des épidémies de peste ont touché la Flandre en 1358-1360, 1368-1371, 1400 et 1438. Celles de 1368-1371 et 1438 furent, non seulement les plus graves, mais aussi les plus générales, puisqu'elles sont attestées également dans les régions voisines (Brabant, Namurois, Picardie). ... elles ont touché aussi durement le plat-pays que les villes de Flandre. La chute démographique qu'elles ont provoquée semble avoir été de l'ordre de un quart à un tiers. On ignore dans quelle mesure et avec quelle rapidité ces pertes successives ont pu être rattrapées. On sait seulement que celles causées par l'épidémie de 1400, qui fut moins grave et qui n'avait pas été précédée par une disette, étaient déjà effacées vers 1438. On a de la peine

à croire qu'il en ait été de même des autres épidémies. Dès lors, leur importance par rapport à l'évolution de la conjoncture économique nous semble avoir été plus grande, d'autant plus que ces épidémies étaient précédées par des disettes et des famines.

Au sujet des famines et des disettes en Flandre pendant le bas moyen-âge, on dispose de quelques études récentes en majorité inédites. Combinant leurs données, il apparait que des famines proprement-dites, ayant eu de profonds effets démographiques, eurent lieu en Flandre en 1315-1317, 1368-1371 et 1437-1439. Des disettes accompagnées d'une hausse importante des prix, sont signalées en 1338, 1343-1344, 1350-1351, 1359-1360, 1415-1417, 1481-1483 et 1488-1490. Une coïncidence d'épidémie de peste et de famine ou disette se produit donc en 1358-1360, 1368-1371, 1437-1439. Ce sont probablement, avec la famine de 1315-1317, les dates les plus importantes du XIV^e-XV^e siècle, en ce qui concerne l'évolution de la conjoncture économique en Flandre ... Il faut néanmoins dès à présent, en vue d'une éventuelle explication de ces calamités, noter la succession presque ininterrompue de disettes, famines et épidémies de peste qu'a connue la Flandre de 1340 environ à 1370 environ. Il parait hors de doute qu'elle y ait provoqué une diminution sensible de la population rurale ... La dépopulation du plat-pays flamand au XIV^e siècle ne s'explique toutefois pas uniquement par l'effet des épidémies et des famines. La migration vers les villes y a certainement joué un rôle important, comme dans d'autres pays européens d'ailleurs. Ce phénomène ne peut être démontré de façon numérique en Flandre ...

Il est néanmoins probable que la relative prospérité de la draperie urbaine en Flandre, pendant une partie du XIV^e siècle et plus particulièrement les hausses de salaire accordées dans ce secteur, ainsi que la politique d'approvisionnement en grain menée par les villes flamandes en temps de disette, aient exercé une attraction assez forte sur les populations des campagnes environnantes ... En ce qui concerne la démographie rurale de la Flandre au XIV^e siècle on peut donc conclure, en attendant des recherches plus poussées, qu'en dépit du fait que la Peste Noire de 1349-1350 ait épargné aussi bien la plupart des villes que les campagnes flamandes, celles-ci ont néanmoins traversé, entre 1315-1317 et 1368-1371, une profonde dépression démographique, à la suite d'une série de disettes, de famines et d'épidémies, qui se sont succédées de façon presque ininterrompue pendant cette période...

La production agricole a sans doute subi l'influence de l'évolution démographique. En raison de l'état peu avancé des recherches micro-économiques toutefois, nous ne disposons que d'un nombre très restreint de chiffres de production. Ceux fournis par les archives de l'abbaye Notre-Dame-des-Prés de Douai sont jusqu'à nouvel ordre les plus complets. Il font voir de fortes baisses, de l'ordre de 25 à 50 %, pour les années 1342-1343, 1351-1352, 1360, 1368-1370, qui sont celles, précisément, au cours desquelles une disette, famine ou épidémie de peste vient d'être constatée. M. et Mme. Fossier, à qui nous devons ces chiffres, attribuent ces baisses aux dévastations des guerres qui ont touché la Flandre française en 1342-1343 et entre

1352 et 1369. Les deux auteurs déniaient même toute influence aux conditions météorologiques et aux épidémies de peste. Nous croyons qu'ils ont tort sur ce dernier point et que, au contraire, les baisses de production des années 1360 et 1368-1370 reflètent les brusques chutes démographiques de la population rurale ..."
[09] .

b) La crise politique et sociale du XIV^e s.

La famine et la peste accompagnaient souvent aussi les destructions et les massacres qu'engendraient les guerres et les révoltes. Quelque fut leur parti, le passage des gens de guerre était toujours éprouvant pour les populations paysannes.

Or au XIV^e s. la Flandre connut une de ses plus graves crises politiques. Déjà au XIII^e s. le comté avait perdu l'Artois, devenu comté apanagé capétien, et sa partie gallicante (Chatellenies de Lille, Douai et Orchies) rattachée au domaine royal. Sous Philippe le Bel et ses successeurs, la pression politique et militaire de la monarchie française s'exerça sans relâche sur les territoires demeurés autonomes. La résistance à cette tentative de mainmise capétienne provint d'abord des comtes, puis peu à peu des populations. Un mouvement anti-français et régionaliste se développa, surtout dans les villes, et opposa les partisans de l'autonomie à ceux des rois. Les mâtinés de Bruges (1302), révolte des métiers contre la monarchie française, suivie de la bataille de Courtrai, seule grande victoire des communes insurgées, marquèrent le début d'un état de guerre permanent entre la monarchie et les Flamands. Aussi

n'est-ce-pas par hasard que ce fut à Gand, en Flandre révoltée contre son comte et Philippe de Valois, qu'Edouard III prit le titre de roi de France.

Si la Flandre fut le comté le plus touché par les insurrections urbaines et les redoutables chevauchées des chevaliers, ni le Hainaut, ni l'Artois ne furent épargnés.

A ces affrontements militaires s'ajoutèrent des conflits sociaux souvent meurtriers : révolte des paysans du Westhoeck, provoquée par les excès des seigneurs, et durement réprimée ; soulèvement du "commun", petit peuple des villes, contre les oligarchies échevinales et le patriciat urbain, déclenché par la dépression économique ou plus exactement les crises successives de l'industrie textile.

Au début du XIV^e s. la grande draperie flamande connut des difficultés d'approvisionnement en laine anglaise et perdit ses débouchés, en particulier ses débouchés méridionaux (concurrence de Gènes). Certes une "nouvelle draperie", orientée vers une production plus courante, lui succéda bientôt. Originaire du Hainaut (Maubeuge), elle essaima vers de nouveaux centres drapiers, en particulier ceux de la basse-Lys (Armentières, Wervicq, Halluin, Comines, Tourcoing) concurrents des centres drapiers plus anciens. Cette "nouvelle draperie" fut elle-même rapidement supplantée par la "sayetterie" ou "sergerie", production textile encore plus rustique utilisant les laines locales, beaucoup plus grossières que les laines importées. Cette dernière activité fut beaucoup moins urbaine que les précédentes et est à l'origine de la diffusion de l'industrie textile dans les campagnes du

nord de la France (en particulier, alors, dans les régions d'Hondschoote et de Lille).

Troubles sociaux et guerres ensanglantèrent surtout la Flandre. Cependant il ne semble pas que les désordres créés par les conflits aient jamais eu les mêmes répercussions que les disettes et surtout les épidémies qui marquaient pour plus longtemps la démographie. [10]

IV - Les débuts du redressement démographique.

a) Les difficultés du retour à la paix.

L'avènement de la dynastie bourguignonne des Pays-Bas ramena peu à peu la paix sociale et politique au XV^e s.. Profitant des affrontements entre les monarchies française et anglaise, le comte de Flandre Louis de Mâle, qui avait hérité de l'Artois, avait récupéré la Flandre gallicane. En 1369 Marguerite, héritière de ce riche comté restauré dans ses anciennes limites, épousa le fils du roi de France, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. En 1416, Jean sans Peur s'empara du Boulonnais, et en 1433 Philippe le Bon hérita du Hainaut et de ses dépendances (Namur, Hollande, Zélande etc...). Les Pays-Bas étaient nés. Peu à peu s'affirma l'autonomie des "17 provinces", et si les deux premiers princes bourguignons se comportèrent en princes français, Philippe le Bon au contraire, favorisa à la fin de son règne un sentiment autonomiste et anti-français demeuré vif dans la Flandre et le Hainaut, et sur lequel s'appuya Charles le Téméraire. Avec les Habsbourg-Bourgogne, les Pays-Bas devinrent un état quasi

autonome, jusqu'au jour où Charles-Quint ayant remis les Pays-Bas à Philippe II, la politique centralisatrice de ce dernier provoqua l'insurrection (1566). Après plusieurs années de luttes où le conflit autonomiste se doubla d'un conflit religieux, les provinces du Nord devenues indépendantes (les Pays-Bas actuels) furent définitivement séparées à la fin du XVI^e s. des provinces du Sud redevenues autonomes de fait. La paix et la prospérité retrouvées sous le gouvernement des archiducs firent de la première partie du XVII^e s. l'âge d'or des Pays-Bas espagnols, qui, pour certains auteurs, marque l'apogée, du moins sur le plan culturel et artistique, des provinces de Flandre et de Hainaut.

b) Les incertitudes de la reprise démographique au XV^e s.

L'atténuation de la crise au cours du XV^e s. dans les Pays-Bas fut incontestablement bénéfique pour la population. Mais la croissance ne reprit que tardivement. La première partie du XV^e s. fut encore marquée par les terribles "mortalités" qui avaient sévi durant le siècle précédent : famines dûes aux intempéries, épidémies, dévastations dûes aux guerres, et le plus souvent conjonction des trois fléaux. L'on imagine mal aujourd'hui l'ampleur qu'eut jadis la mortalité par maladie contagieuse. Pourtant les chroniqueurs nous ont laissé les récits de véritables hécatombes.

Plus encore que les catastrophes, le grand obstacle à la reprise démographique fut la persistance au cours du XV^e s. de la crise frumentaire. La production agricole semble être demeurée

médiocre, et toujours étroitement dépendante de conditions climatiques assez défavorables dans l'ensemble. Nombre de paysans n'étaient que des miséreux, bien que le développement de l'industrie rurale, amorcé au XIV^e et amplifié au XV^e s., particulièrement dans le Westhoek, eût fourni aux campagnes un supplément de ressources.

Cette industrie rurale a souvent concurrencé celle des centres urbains (Ypres, Bruges, Gand en ont souffert), mais certaines villes comme Lille surent en tirer profit en devenant centres de diffusion des matières premières et d'écoulement de la production textile rurale et en assurant les travaux de finition et de teinture. D'autres villes s'adaptèrent à la concurrence de l'industrie rurale en spécialisant leurs activités, comme Arras puis Tournai qui se firent une renommée internationale avec leurs tapisseries.

L'on a une idée plus juste du mouvement de population au XV^e s. qu'au cours des périodes précédentes grâce aux dénombrements de feux réalisés régulièrement par l'administration des ducs de Bourgogne. L'on sait ainsi qu'en Artois la population rurale au milieu du XV^e s. était sans doute inférieure de moitié à ce qu'elle était à la fin du XIII^e s., bien que la reprise démographique en Artois se fût amorcée, malgré les "mortalités", dès le début du XV^e s.. L'on estime que la population totale de l'Artois, aux trois-quarts rurale, n'aurait plus été que de 200 000 personnes en 1469, ce qui assurait encore à la province une densité très supérieure à la densité moyenne française de l'époque.

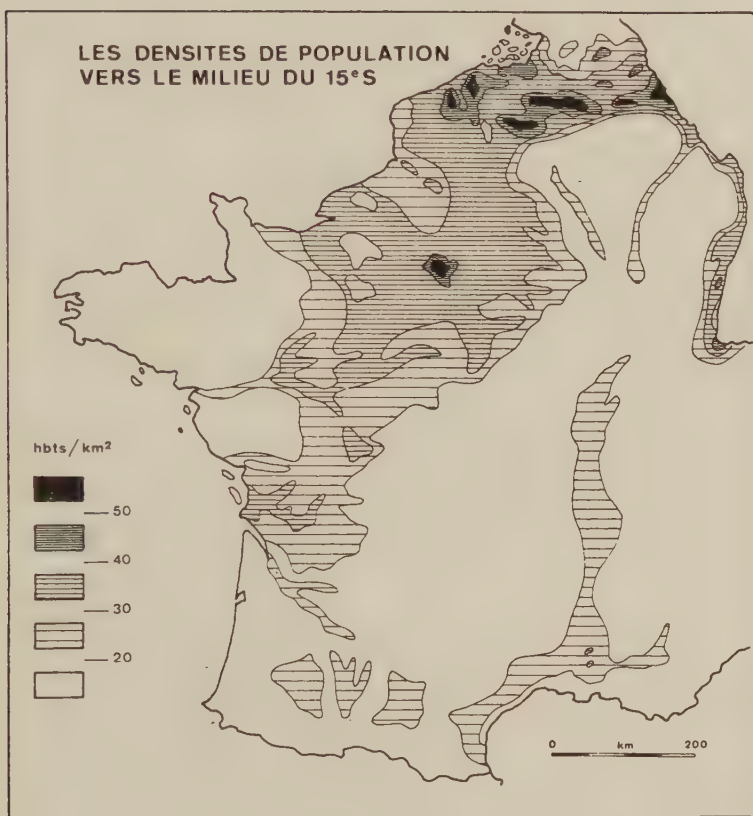


Fig: 2 DENSITE DE POPULATION EN FRANCE ET AUX PAYS-BAS
AU MILIEU DU XV^e s. (d'après N. Pounds et C. Roone : A tenta-
tive population map for the middle years of the fifteenth
century, in *Annals of the Association of American Geographers*,
1971.)

L'exemple du Hainaut, où les recensements montrent que le XV^e s. vit se succéder des périodes de redressement et des périodes de déclin, illustre bien la situation démographique de cette époque. Aucun redressement n'était durable. Il était aussitôt totalement ou partiellement compromis par une crise de mortalité. L'évolution démographique que nous percevons n'est que la résultante d'évolutions démographiques contradictoires. Il faut attendre le début du XVI^e s. pour que la tendance à l'accroissement se manifeste avec netteté, et le milieu du XVI^e s. pour retrouver en Hainaut les effectifs du milieu du XIV^es.

Ainsi, plus tardive en Hainaut, plus précoce en Flandre [11] et en Artois, la croissance démographique finit par se généraliser à nouveau dans tout le nord de la France à la fin du moyen-âge.

c) L'affirmation de la reprise au XVI^e s. et au début du XVII^es.

L'on s'est demandé si les troubles religieux, puis les sinistres campagnes du duc d'Albe n'avaient pas ruiné l'économie des Pays-Bas méridionaux et dépeuplé pour un temps cette région. Incontestablement les opérations militaires et les persécutions ont affaibli l'économie et provoqué la fuite de paysans vers le royaume de France (mais y sont-ils demeurés ?) et l'exode des huguenots vers la Hollande. Au XVI^e s., le passage des troupes armées était encore, comme au moyen-âge, suivi en général de disettes et d'épidémies qui entraînaient toujours une baisse des effectifs de population. Mais les vues que les historiens ont aujourd'hui sur la période sont moins pessimistes que par le passé.

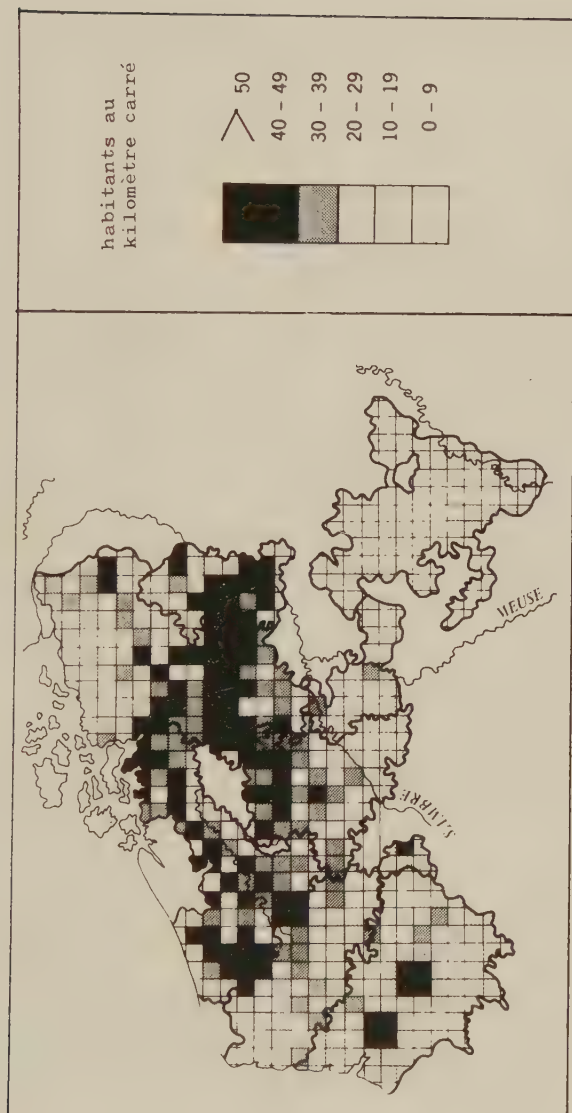


FIG. 3 : DENSITE DE POPULATION DANS LES PAYS-BAS ET LA FRANCE DU NORD
 AU XV^e s. D'après N.J.G. Pounds et C. Roome, extrait des "An-
 nals of the Association of American Geographers", 1971, p. 123.

Les enquêtes fiscales montrent en effet que la population s'est accrue au cours du XVI^e s. aussi bien en Flandre (+ 8 % de 1505 à 1549 dans la chatellenie de Lille) qu'en Hainaut ou en Artois. L'accroissement fut en général modéré et interrompu par des périodes de récession. Dans la première partie du XVII^e s. il semble avoir été régulier et particulièrement net en Flandre. Aussi au milieu du XVII^e s. l'actuelle région du Nord faisait-elle déjà partie des régions les plus densément peuplées de l'Europe et la prospérité de cet ensemble territorial suscitait la convoitise des rois de France qui n'avaient jamais vraiment renoncé à ces territoires jadis de mouvance française.

La croissance démographique durant cette période a été favorisée par les progrès de l'agriculture assez remarquables dans les Pays-Bas. Aboutissement du travail de plusieurs générations, la plaine maritime commençait à devenir une terre de grande fertilité. Le développement de l'élevage et l'augmentation de la quantité de fumier qui en résultait, avait permis une amélioration des rendements et sans doute de l'alimentation. La diffusion des cultures industrielles (guède, lin, pastel, garance, houblon, orge) assurait un débouché supplémentaire aux paysans. Ces produits agricoles fournissaient la matière-première d'un artisanat et d'un petit commerce rural (brasseries, tanneries, teintureries). Mais c'était l'industrie textile qui demeurait toujours la première activité industrielle, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Elle utilisait les matières-premières locales (lin et laine) lorsque se raréfiaient les laines importées par Bruges et Anvers, mais aussi par Calais et Bergues qui ravitaillaient le

plat-pays où le textile avait pris une remarquable extension et assurait la prospérité de nombreux centres (Cassel, Saint-Omer, Bourbourg, Béthune, Guines, Ar-dres), dont le principal demeurait Steenvoorde qui ne comptait pas moins de 15 000 habitants à la fin du XVI^e s.. La vallée de la Lys (Armentières) et la région de Lille constituaient un autre grand foyer du textile. En règle générale, les centres industriels de l'Artois et du Hainaut étaient moins importants que ceux de la Flandre, qui apparaissait déjà comme la première région économique des Pays-Bas [11 bis].

D'abord petites capitales locales et marchés agricoles, les petites villes connaissaient une certaine prospérité, d'autant plus marquée que l'industrie s'y était développée. Mais trois grands centres urbains se détachaient avec éclat : Lille, deuxième ville des Pays-Bas espagnols, après Anvers et première ville de langue française, était avant tout la ville du grand négoce, étape des laines d'Espagne, peuplée de plus de 30 000 habitants à la fin du XVI^e s. ; Valenciennes comptait aussi près de 30 000 habitants et Arras plus de 20 000. La croissance démographique entraîna, au XVII^e s., une modification de la physionomie de ces villes. Elles se dotèrent d'enceintes plus vastes (à Lille notamment), de nouveaux quartiers et de nouveaux monuments, et le mécénat d'une riche bourgeoisie en fit des centres d'art.

V - La conquête française et l'expansion démographique du XVIII^e s.

Cette remarquable prospérité fut compromise par les guerres qui opposèrent Louis XIV aux Habsbourg, et dont la partie méridionale des Pays-Bas fut le principal théâtre. Après bien des vi-

cissitudes, que F. Lentacker a décrites dans sa thèse [12] , l'actuelle région du Nord fut détachée de la Belgique et rattachée à la France. Le traité d'Utrecht (1713) fixa définitivement la frontière du Nord.

a) Les conséquences immédiates du rattachement à la France.

La nouvelle frontière brisa définitivement l'état quasi-autonome et prospère des Pays-Bas espagnols. Les anciens circuits commerciaux en furent radicalement bouleversés. Coupées d'Anvers et de Bruges qui étaient leurs débouchés maritimes traditionnels, les provinces nouvellement annexées ne pouvaient pourtant pas s'intégrer dans l'espace économique français, car "provinces réputées étrangères", elles étaient isolées du reste de la France par des barrières douanières.

Le marasme économique s'ajouta donc aux dévastations de la guerre, et la disette et la misère qui accompagnèrent la conquête française favorisèrent la persistance d'un sentiment d'attachement à la maison d'Espagne et de défense des particularismes traditionnels que contrariait la politique centralisatrice de la monarchie capétienne. Ce n'est qu'au début du XVIII^e s., après qu'une courte période d'occupation hollandaise eût encore aggravé les difficultés économiques, ranimé les persécutions religieuses et déçu les espoirs de réouverture des marchés nordiques traditionnels, que les Flandres acceptèrent de bonne grâce le rattachement à la France.

Ces troubles et les difficultés que les populations de la région du Nord éprouvèrent pour vivre à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e s., interrompirent le mouvement de croissance démographique qui s'était tant bien que mal poursuivi depuis la fin du XV^e s.. Le plat-pays, en particulier, avait été fortement touché

et les contemporains se plaignaient de l'abandon des terres et du retour à l'état de tourbières qu'avait entraîné la dépopulation de la plaine maritime. Il semble que les densités de population rurale avaient également diminué en Flandre intérieure et en Hainaut. Mais le retour à la paix effaça assez vite ces plaies et le textile flamand profita finalement de la nouvelle frontière qui le protégeait de la concurrence belge et lui ouvrait le marché français.

Les villes apparemment eurent moins à souffrir de la dépopulation que les campagnes. Pourtant l'industrie y avait en général décliné au profit des activités commerciales et administratives. D'affaires, la bourgeoisie urbaine tendait à devenir rentière et terrienne, mouvement qu'encourageait le préjugé nobiliaire français et qui se poursuivait au cours du XVIII^e s.. Cette évolution fut particulièrement nette à Arras dont les effectifs de population commençèrent à stagner et même à Valenciennes, tandis que la population de Lille, qui avait conservé un plus grand dynamisme économique, poursuivait sa croissance. En 1699 Vauban y dénombrait 60 000 habitants (ce qui entraînait déjà des densités de plus de 350 h/ha et l'entassement des ouvriers dans des caves et des courées qui annonçaient les sordides conditions de logement que la révolution industrielle allait offrir au prolétariat).

b) La grande expansion démographique du XVIII^e s. [13] .

La région du Nord toute entière participe pleinement au phénomène général d'augmentation de la population qui marqua

toute l'Europe occidentale au XVIII^e s.. Cette augmentation eut pour cause, sinon un accroissement, du moins un maintien de la natalité à un niveau élevé, alors que la mortalité commençait à décroître [14] .

Cette nouvelle phase d'expansion démographique, qui débuta vraisemblablement avec le retour à la paix, devait se poursuivre dans la région du Nord à travers tout le XIX^e s., avec une intensité beaucoup plus forte que dans l'ensemble de la France. Pendant que la population française s'accroissait de 25 à 30 % à travers le XVIII^e s., la population de la région du Nord faisait plus que doubler. Bien qu'il soit toujours difficile de comparer entre eux les dénombrements des feux opérés sous l'Ancien Régime, les examens critiques de ces statistiques qu'ont opérés les historiens, en particulier pour le Pas-de-Calais, concluent tous à une croissance démographique très forte [15] . Entre la fin du XVII^e s. et la Révolution française, la population de la généralité de Valenciennes (Hainaut, Avesnois, Cambrésis) ainsi que celle du gouvernement d'Artois auraient triplé [16] . La population flamande a moins participé à l'expansion générale et sa croissance n'est évaluée qu'à 60 % environ. Quant-au Boulonnais, il enregistra une croissance assez faible : 13 à 15 %.

Et si jusqu'au début du XVIII^e s., les phases de croissance démographique étaient toujours entrecoupées de phases de déclin (les densités du XIII^e s. n'avaient été retrouvées qu'à la fin du XVII^e s.), la croissance démographique semble avoir été continue et assez régulière au cours du XVIII^e s..

Les mesures de la natalité effectuées localement à partir

des registres paroissiaux révèlent l'existence d'une natalité très forte, en moyenne supérieure à 35 et souvent à 40 ‰ en Hainaut et en Artois, alors que la mortalité se situait autour de 25 ‰ en année normale, ce qui permettait la croissance forte que confirment d'autres sources. L'on sait par exemple qu'entre 1774 et 1789 le nombre de feux s'est accru de 17 % en Hainaut.

A cette époque, où la fréquence du célibat était le principal frein à la fécondité, l'existence dans la région du Nord de nombreuses filles-mères (dont le sort était pourtant peu enviable, dans une société qui les exploitait tout en les rejetant en leur infligeant des conditions de vie sordides) et du nombre de naissances illégitimes, apparemment plus élevé que dans l'ensemble de la France, explique, au moins partiellement, le niveau élevé de la fécondité régionale. L'abaissement de l'âge moyen du mariage des femmes fut également un élément favorable à la natalité [17] . Mais l'excédent naturel provenait davantage d'une baisse de mortalité par rapport aux périodes antérieures, consécutive à une amélioration des ressources alimentaires. En dépit de la croissance démographique, l'alimentation semble s'être nettement améliorée grâce aux remarquables progrès agronomiques qu'a connus la région au XVIII^e s.. La consommation de produits animaux, en particulier sous forme de beurre (déjà au XVIII^es., l'on ne mangeait plus son pain sec mais beurré dans la région du Nord), était plus forte que dans beaucoup d'autres régions. Cette amélioration des conditions alimentaires ne doit cependant pas faire illusion. La vie demeurait rude et une part importante de la population était très pauvre (ainsi qu'en témoignent les

listes d'indigents assistés par les paroisses) ; c'était toujours le pain accompagné d'une pôtée de légumes qui fournissait la base de l'alimentation quotidienne. Le bol alimentaire souffrait encore de carences qui favorisaient la mortalité infantile toujours très forte et sans doute aggravée par la qualité de l'eau, encore douteuse dans les pays où les sources étaient rares.

La raréfaction des disettes et l'existence d'une longue période de paix contribuèrent également à la baisse de la mortalité. Moins tragique qu'auparavant, la disette était demeurée une menace pour la Flandre malgré le haut degré de perfection, pour l'époque, où était parvenu son agriculture, car le pays était surpeuplé par rapport à ses ressources alimentaires et dépendait des autres régions. Les entraves à la libre circulation des grains furent responsables, à plusieurs reprises, de difficultés d'approvisionnement et de crises frumentaires au XVIII^e s..

L'exemple de la Flandre nous montre combien les conditions de vie étaient encore variables d'une région à une autre. Les différences entre les rythmes de croissance démographique des différentes provinces qui constituent la région du Nord actuelle s'expliquent en majeure partie par les différences de situation socio-économique.

En Flandre intérieure, sur de petites et moyennes exploitations, affermées par la bourgeoisie urbaine ou à faire-valoir direct, les façons culturales, déjà parvenues à un haut degré de perfection, qui forçait l'admiration du célèbre agronome et voyageur anglais Arthur Young, associaient à des cultures de céréales, dont les rendements se situaient déjà à plus de 20 hl/ha pour le blé et 45 pour l'avoine, des

cultures dérobées (carottes, raves, navets) assurant une deuxième récolte dans l'année. Les jardins urbains et ruraux fournissaient les légumes de l'alimentation quotidienne et les cultures industrielles spécialisées fournissaient une bonne partie de la matière-première des artisans locaux : lin et chanvre des vallées de la Scarpe et de la Lys, oléagineux, houblon etc ... Depuis longtemps déjà, les cultures de fèves, de luzerne et déjà de betteraves à la fin du siècle s'étaient substituées à la jachère et l'épandage d'engrais humain et animal, de fumier et de tourteaux et le recours au marnage permettaient d'entretenir et d'améliorer la fertilité des sols.

Cependant, même parvenue à ce haut degré de rendement qui nécessitait l'emploi d'une main d'oeuvre abondante, l'agriculture n'aurait pas permis à la terre de Flandre de supporter les fortes densités qui reflétaient sa prospérité depuis le coeur du Moyen-Age. Une industrie à dominante textile, plus rurale qu'urbaine, assurait totalement ou partiellement la subsistance d'une bonne partie de la population : lin tissé et filé dans la basse vallée de la Lys, laine et coton autour de Lille et à Roubaix et Tourcoing [18], protégées de la concurrence belge par la frontière. Seule Lille, ville de négoce qui supportait mal la présence de la nouvelle frontière, ne participait pas à l'essor urbain général et périlait passant de 90 000?à 54 000 habitants en un siècle [19] .

Mais tandis que, dans la Flandre intérieure, les prés des vallées humides étaient bien drainés par un réseau de fossés régulièrement entretenus, la dégradation des watergangs pendant les guerres

du règne de Louis XIV avait ruiné la Flandre maritime. Les efforts des générations médiévales avaient été compromis et il fallut réendiguer les Moères. En outre le mauvais état des chaussées freinait le commerce et nuisait aux activités artisanales.

En Artois également, l'industrie n'était plus florissante, aussi s'explique-t-on moins bien que dans la Flandre intérieure la progression de la population. Le rattachement à la France et la nouvelle législation douanière qui en résulta y entraînèrent le déclin de nombreux centres textiles, et jamais l'Artois ne connut la réussite agronomique de la Flandre, bien que la propriété paysanne y fut aussi largement répandue. La jachère avait certes disparu du Bas-Artois, où l'agriculture prenait un caractère flamand, mais le Haut-Artois avait conservé des pratiques agricoles traditionnelles de type picard. Toutefois certaines régions avaient déjà amorcé une orientation vers l'élevage, en particulier l'élevage des chevaux dans le Ternois et dans la partie jadis picarde du Pas-de-Calais : le Boulonnais. Dans ces zones à vocation herbagère, l'on avait même procédé à des enclosures et à un début de partage des communaux.

Dans l'ensemble ces campagnes artésiennes paraissaient surpeuplées à la fin de l'Ancien Régime et étaient prêtes à fournir à l'industrie moderne, qui faisait timidement son apparition autour de Lille et à Anzin et Condé-sur-Escaut, la masse de main d'oeuvre dont elle aurait besoin.

Le Hainaut et le Cambrésis n'accueillirent pas mieux que l'Artois les nouvelles techniques agricoles flamandes. L'importance des grands domaines nobles ou ecclésiastiques semble avoir été ici le

principal frein au progrès. Mais l'industrie textile (tissage) dispersée dans les campagnes et l'activité grandissante des forges des vallées de l'Escaut et de la Sambre permettaient là aussi la présence de fortes densités humaines.

Quant à l'Avesnois, il achevait son évolution herbagère et bocagère que favorisèrent la dépopulation corrélative aux campagnes de la guerre de succession d'Espagne, puis l'édit de cloture de 1771.

VI - Un nouveau ralentissement de l'expansion démographique pendant la période révolutionnaire.

La révolution française modifia peu les données démographiques et socio-économiques de la région.

Elle constitua les départements en tenant compte de la susceptibilité des Artésiens et des Flamands, mais ne put éviter ni le réveil de la question linguistique, ni la mainmise de la bourgeoisie urbaine sur les terres, à la faveur de la vente des biens nationaux.

Des petits paysans parvinrent à acheter des terres à l'occasion de la vente des biens nationaux. Ainsi dans le Hainaut et le Cambrésis, un certain nombre d'entre-eux purent devenir propriétaires des terres qu'ils louaient jusqu'alors. Mais en Artois, dans la plaine maritime, dans la région de Lille, les nationaux, vendus par grands lots, ne furent achetés que par la riche bourgeoisie. Dans le Douaisis, les ventes revêtirent même un caractère spéculatif. En règle générale, seules la bourgeoisie

urbaine et la bourgeoisie rurale profitèrent de ce transfert de propriété. La majorité des familles paysannes demeura sans propriété et la condition paysanne ne changea guère.

Plus grave, apparaît le retour de la guerre, qui réveilla les vieilles plaies endémiques des pays-frontières : les ruines, les difficultés de ravitaillement, le chômage et la disette. Une grande partie des couches les plus humbles de la région du Nord fut réduite à l'indigence. La mortalité augmenta et la natalité baissa dans des proportions qui amènent certains historiens à se demander si la baisse ne fut pas en partie volontaire.

Après la grande poussée démographique du XVIII^e s. la période révolutionnaire introduisit une rupture, une première phase de stagnation. Il nous est difficile de la mesurer car les recensements de la période, les premiers recensements systématiques des populations jamais réalisés en France, donnent des résultats contradictoires. Mais il est certain que la guerre et l'exacerbation des troubles révolutionnaires dans une région réputée "blanche", ont favorisé un certain affaissement démographique.

Les zones proches de la frontière en souffrirent d'autant plus que la politique centralisatrice de la Convention y raviva le problème linguistique. Traditionnellement, nous l'avons vu, les anciens Pays-Bas étaient divisés en deux zones linguistiques : la zone septentrionale de parler "thiois" [20] , la zone méridionale de parler gallican (français, ou patois picard ou wallon). L'usage du français n'était pas inconnu en Flandre flamingante. La classe

dirigeante, les administrations centrales, le clergé et la noblesse avaient coutume de parler français et contribuèrent, avec l'aide très efficace des collèges religieux francophones, à la diffusion de la langue française. Dans de nombreuses villes de langue thioise, les comptes et actes municipaux et les comptes privés des marchands étaient tenus en français. Les rapports des curés, farouches propagateurs du français, permettent de suivre une progression régulière de la langue française au cours du XVIII^e s.. Le français semble avoir été compris dans toute la Flandre aujourd'hui française, même dans le Westhoek, cette partie de la Flandre française demeurée encore partiellement de nos jours flamingante.

Mais avec le rattachement à la France, commence une véritable politique de francisation. L'état combla les leaders du parti français et peu à peu confondit le parti autrichien et les partis flamingants. Aussi la politique de francisation menée par les intendants devint de plus en plus autoritaire et contraignante. Le mouvement de défense des particularismes locaux et de la langue régionale se doubla d'un attachement à la maison d'Autriche.

Si, à ses débuts, la révolution française autorisa un regain du flamand, très vite celui-ci redevenit suspect et associé au catholicisme et à la contre-révolution. En 1794, la Convention ordonna même l'usage du français pour tous les actes publics et dans les écoles. Mais le flamand était demeuré la langue maternelle des campagnes de Flandre occidentale. Aussi fallut-il suspendre rapidement un décret qui faisait des prêtres et des notables les interprètes des textes révolutionnaires. Si dans les périodes qui suivirent, les attaques contre l'usage

du flamand furent moins systématiques, une certaine pression s'exerça constamment contre la langue flamande et également contre le patois wallon.

VII - La région du Nord dans l'ensemble français vers 1800 :

Grâce aux premiers dénombrements des habitants réalisés durant la période révolutionnaire, l'on peut esquisser un tableau du peuplement à la fin du XVIII^e s.. Tous les recensements effectués pendant cette période sont loin d'avoir la même valeur et certains donnent des résultats fortement sujets à caution, mais l'ensemble donne une idée assez précise de la répartition de la population [21] .

En raisonnant dans le cadre des limites administratives actuelles, la région du Nord, la plus petite en superficie des régions françaises, n'aurait porté vers 1800 que 4,5 % de la population française de l'époque, ce qui l'aurait située au 10^e rang des régions derrière des régions bien plus peuplées : Midi-Pyrénées peuplée par 7,2 % de la population française, Bretagne par 6,5 %, Rhône-Alpes par 6,5 %, Aquitaine par 6,3 %, Pays de la Loire par 6,0 %, Centre par 5,1 %, Basse-Normandie par 4,9 %, Région Parisienne par 4,8 %, Lorraine par 4,5 %.

Mais le cadre régional actuel s'applique mal à la France révolutionnaire et la situation démographique de la région du

Nord apparait toute différente si on l'examine dans le cadre administratif créé par l'Assemblée Nationale Constituante, celui des départements. Le département du Nord était en 1801 le plus peuplé de France avec 755 000 habitants (mais le recensement de 1801 n'étant que de médiocre qualité dans ce département, il faut lui préférer celui qu'ordonna en 1804 le préfet du Nord Dieudonné et qui donne le chiffre de 831 478 habitants [22] . puisque le département de la Seine, le second par l'importance de sa population, n'avait que 631 500 habitants. Le département du Pas-de-Calais avec 535 000 habitants se situait au 4° rang derriere la Seine-Maritime (610 000 habitants), situation assez remarquable dans une France dont seulement 9 départements avaient plus de 500 000 habitants. Les départements du Rhône et des Bouches-du-Rhône, qui figurent aujourd'hui parmi les plus peuplés, n'avaient alors respectivement que 299 400 et 285 000 habitants.

Dès lors, les 1 300 000 habitants de la région du Nord formaient un effectif très important pour l'époque, puisqu'ils ne représentaient que la population de deux départements (2,2 % de la superficie de la France actuelle). Dans une France dont la densité moyenne de peuplement n'était que de 50,8 h/km² (51,3 h/km² dans les limites actuelles du territoire national), la densité de peuplement de la région du Nord parait considérable : 106 h/km² d'après les chiffres que l'on sait sousestimés de 1801, soit plus de deux fois la densité française d'alors et plus que la densité moyenne de peuplement de la France d'aujourd'hui. Aucune autre région ne pouvait, à la fin du XVIII° s., prétendre à une telle densité de population.

Si l'on examine le peuplement dans le cadre départemental, la différence entre le Nord et le Pas-de-Calais, qui était apparue lors de l'exposé des effectifs de population, se renforce. Le Nord avec 148 h/km^2 (chiffre provenant du recensement de 1804 du préfet Dieudonné), était de loin le département le plus densément peuplé de France, si l'on exclut le département de la Seine qui, avec les 550 000 habitants de la ville de Paris sur une superficie minime, avait une densité de 1313 h/km^2 , densité de type urbain et non départemental. Le département du Rhône qui venait au second rang n'avait que 104 h/km^2 , et la Seine-et-Oise que 75 h/km^2 . Le département du Pas-de-Calais quant-à lui, avec 80 h/km^2 , se classait derrière le département du Nord, mais néanmoins au 6° rang des départements français.

La région du Nord se détachait donc du reste de la France par l'intensité de son peuplement. L'examen de la carte des densités de population des départements en 1801 montre en effet la faiblesse générale des densités. Hormis le département de la Seine, tous les départements de densité assez élevée (23 départements seulement comptaient plus de 60 h/km^2 , 6 seulement plus de 80 et 3 plus de 100) étaient des départements périphériques. L'Alsace (Bas-Rhin : 91 h/km^2) et la Porte de Bourgogne (Haute-Saône : 86 h /km^2), la Normandie (Manche : 83 h/km^2 , Seine-Maritime : 96), la Bretagne (Ille-et-Vilaine et Côtes-du-Nord : 70 h/km^2) et la région lyonnaise (Rhône : 104 h/km^2) qui étaient alors les régions françaises les plus densément peuplées avaient des densités nettement inférieures à celles du Nord que l'on ne pouvait comparer qu'à quelques secteurs de la Belgique,

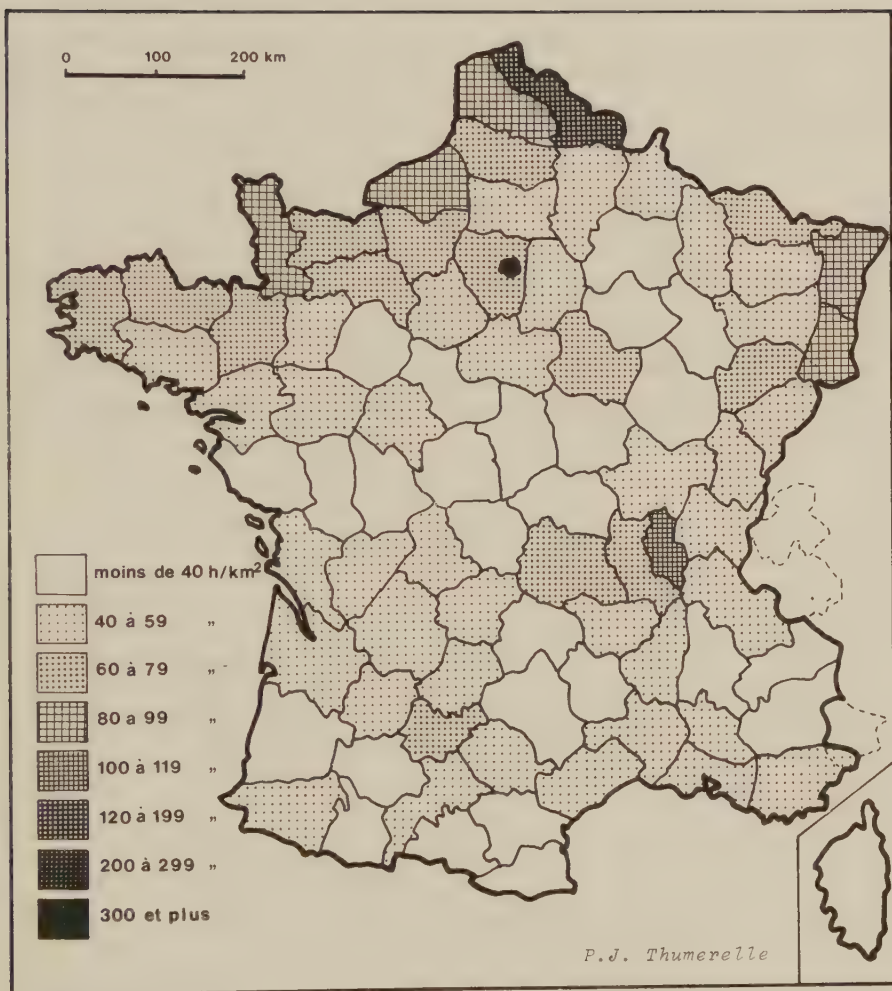


FIG: 4 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1801.

des Pays-Bas ou de l'Allemagne rhénane.

Cet apparemment avec la Belgique paraît encore plus net si l'on considère que la forte densité de population n'y était pas due à la présence d'une grande ville comme Paris ou secondairement Lyon ou Marseille (qui ne contenaient alors que quelques 110 000 habitants). Lille, de loin la première ville du Nord, ne comptait que 60 000 habitants et la densité de la population était généralement élevée sur toute l'étendue du département du Nord et même sur la majeure partie du département du Pas-de-Calais, où nulle-part la densité du peuplement par arrondissement ne descendait en dessous de la moyenne française.

Chapitre 1 : Notes additives.

- [01] : Pour la réalisation de ce chapitre et du chapitre suivant nous avons utilisé les ouvrages et articles généraux suivants :
- a) manuels de démographie historique :
 - HENRY (L) : Manuel de démographie historique - Genève, Paris, 1967.
 - POUSSOU (J.P) et GUILLAUME (P) : Démographie historique. Paris, 1970.
 - DUPAQUIER (J) : Introduction à la démographie historique. Paris, 1974.
 - b) Histoire démographique générale et française :
 - REINHARD (M) ARMENGAUT (A) : Histoire de la population mondiale.
 - LEVASSEUR (E) : La population française, histoire de la population avant 1789 et démographie de la France comparée à celle des autres nations au XIX^e siècle. Paris, 1889-1892, 2 Vol.
 - Hommage à Marcel REINHARD, sur la population française aux XVIII^e et XIX^e siècles. Paris, 1973.
 - BOURGEOIS-PICHAT (J) : Evolution de la population française depuis le XVIII^e siècle.
 - in Population n° 2, 1947
 - Population n° 4, 1951
 - Numéro spécial de "Population", novembre 1975 : démographie historique.
 - Les revues de démographie historique :
 - Etudes et chroniques de démographie historique (parues en 1964 et suivies depuis 1965 par Annales de démographie historique et depuis 1970 par DH - Bulletin d'information de la Société de Démographie Historique.)
 - On trouvera une bibliographie détaillée sur les publications se rapportant à l'histoire démographique de l'Ancien Régime à la fin de l'article de F. LEBRUN : Vingt cinq ans d'études démographiques sur la France d'Ancien Régime : Bilans et perspectives.
 - in "Historiens et géographes" n° 259, Octobre 1976. P. 76.
 - c) Histoire de la région du Nord :
 - Histoire des territoires ayant formé le département du Pas-de-Calais. Arras, 1946.
 - Histoire des Pays-Bas français : Flandre, Artois, Hainaut, Boulonnais. (ouvrage collectif sous la direction de L. TRENARD). Toulouse, 1973.
- [02] : AGACHE (R) : Détection aérienne de vestiges proto-historiques, gallo-romains et médiévaux.
Revue du Nord, 1971/4.

- [03] : Sur le peuplement du Haut-Moyen-Age. cf :
- VAN WERVEKE (H) : De bevolkings dichtheid in de IX^e eeuw poping tot schatting. in XXX^e congrès de la fédération historique et archéologique de Belgique. Bruxelles, 1935.
 - POUNDS (J.G.N) : Population and settlements in the Low-Countries and Northern France in the later middle-ages. in "Revue belge de philologie et d'histoire", 1971. P. 369 à 402.
 - DHONDT (J) : Développement urbain et initiative comtale en Flandre. in "Revue du Nord", 1948.
- [04] : Sur les origines et l'évolution de la frontière linguistique. cf :
- DEHAINES (C) : Délimitation du français et du flamand dans le Nord de la France. Bulletin de la commission historique du Nord, 1897.
 - DHONDT (J) : L'origine de la frontière linguistique. Antiquité classique, 1947.
 - GYSSELING (M) : Toponymisch woordenboek. 2 vol. Tongres, 1960.
 - GYSSELING (M) : La genèse de la frontière linguistique. in "Revue du Nord", 1962.
 - JORIS (A) : Du V^e au milieu du VIII^e siècle. Bruxelles, 1967. Etudes d'histoire wallonne.
 - GYSSELING (M) : Oontstaan en verschuiving van de taalgrens in Noord-Frankrijk. Annuaire des Pays-Bas français, 1976.
 - COORNAERT (E) : La Flandre française de langue flamande. Paris, 1970.
- [05] : Cf : BLANCHARD (R) : La Flandre. Lille, 1906. P. 486. "Ce ne sont là encore que des déductions : au XI^e siècle, des textes indiquent que la Flandre est déjà surpeuplée. Le premier, Lambert de Hersfeld l'énonce avec précision, en parlant de cette "multitudo, qua regio praegravari videbatur" [Lambert de Hersfeld, Annales, éd. Holder-Egger, 1894, p. 121.] : c'est la première fois que l'on indique que la Flandre souffre d'être trop peuplée. Le diocèse de Tournai, qui ne comprenait qu'une partie du pays flamand, aurait eu vers 1130, d'après un chroniqueur, plus de 900 000 habitants [Historiae Tornacenses, partim ex Herimanni Libris excerptae (M. G. SS. XIV, p. 344)]; l'exagération évidente du chiffre indique au moins que le nombre devait en être considérable. Suger d'ailleurs témoigne à la même époque que la Flandre est une terre très peuplée, "valde populosa" [De Vita Ludovici Grossi regis (recueil des Historiens de France, XII, p. 54, C.)]. Les faits viennent corroborer ces affirmations. Si aucun peuple du monde n'a fourni, proportionnellement à l'étendue

du pays, autant de combattants pour les croisades, si les flamands se pressent autour de Guillaume le Conquérant pendant et après sa conquête, s'ils forment déjà sous le nom de Brabançons, qui cache des Flamands de l'Est, des armées de mercenaires au XI^e siècle, c'est que le pays, dès cette époque, a trop d'hommes. Le mal est déjà si grand, la Flandre si gênée au XII^e siècle, qu'il lui faut à tout prix de l'espace : l'expansion commence ; les Flamands colonisent à l'extérieur, ils se répandent dans toute l'Allemagne, Marschen de Brême, Holstein, Thuringe, Misnie, Brandebourg, Lusace, Silésie, jusqu'en Hongrie et en Transsylvanie ; d'autres passent en Angleterre, sur les Marches d'Ecosse et de Galles. On colonise aussi fièvreusement à l'intérieur : les XII^e et XIII^e siècles voient la grande poussée vers les bruyères et les bois, vers les hemmes et les jets de mer de la plaine maritime, et la chevauchée des prélats courant délimiter les paroisses nouvelles [Cet état de surpopulation précoce aux XI^e et XII^e siècles est remarquablement étudié dans : Pirenne (H), Histoire de Belgique, I, p. 134 sqq.].

La surpopulation existe donc déjà en Flandre à la fin du XI^e siècle. Il s'ensuit que c'est dans la période qui s'étend avant cette date qu'il faut chercher les causes de ce phénomène anormal. Elles n'en sont que plus difficiles à dégager. L'industrie est encore peu développée à cette époque ; l'agriculture ne devient intensive que lorsque la population est surabondante."

[5 bis.] : Cf : id. P. 371-372.

"Aussi l'industrie est-elle très ancienne en Flandre intérieure. Les jambons dont se délectait Martial n'étaient pas les seuls produits que la Ménapie envoyait à Rome ; elle expédiait encore des laines façonnées, sorte de manteaux appelés "birri", dont un édit de Dioclétien fixe le prix [Corpus Inscript. lat., III, 801.]. Ce sont les toisons des moutons de l'Artois qui semblent avoir fourni les éléments de cette primitive industrie drapière, à laquelle succède sous les Mérovingiens et Carolingiens la fabrication des draps frisons où l'on mettait en œuvre la laine des moutons qui paissaient sous les schorres de la plaine maritime [Pirenne, Hist. Belgique, I, PP. 30-31.]. Un diplôme de 800 nous apprend que les serfs de St. Omer fabriquent " des draps ou chemises de laine qu'ils appelaient bernicrist" [Guérard, St. Bertin, p. 66.]. Ce sont là les lointaines origines de l'industrie drapière.

L'abondance de la laine, la renommée des draps frisons, développèrent l'industrie qui commença à s'organiser, et à venir s'établir autour des comptoirs fondés par les marchands, à l'abri d'un château, Ypres, Bruges, Gand, Lille. Bientôt, les progrès du commerce aidant, on fit appel aux laines anglaises. Le Yorkshire, le Lincolnshire, devinrent les principaux fournisseurs ; les grandes foires aux laines

de Northampton, Winchester, Boston, St. Yves, Stamford n'eurent pas de meilleurs clients que les marchands flamands [Arch. de Douai, Registre L, fol. 44 ; registre MM. fol. 43.]. La glaise yprésienne, onctueuse et délayable, servait à merveille pour le foulage. Les XIII^e et XIV^e siècles virent un essor inouï de cette industrie urbaine. Mais c'était l'époque où sévissait déjà la surpopulation des campagnes. Pour échapper à la misère, celles-ci se mirent à exercer la lucrative industrie dont le monopole avait été jusque-là réservé aux villes. Travaillant à moins de frais, elles purent faire aux métiers urbains une concurrence victorieuse. Les villes résistent, font rendre aux comtes arrêt sur arrêt défendant de fabriquer des draps hors de leurs murs [1314 : défense de fabriquer du drap de cinq lieues autour de Gand ; 1322, défense d'en fabriquer dans la châtellenie de Bruges ; 1322, défense d'en fabriquer dans un rayon de trois lieues autour d'Ypres, etc. (Diegerick, Inventaire Arch. Ypres, I, pp. 245, 289, 291).] ; quand l'arrêt est inefficace, la ville se charge de le mettre à exécution ; en 1337, Ypres marche sur Poperinghe, Langemarck, Beninghelst. Peine perdue ; dès le XIV^e siècle, l'industrie est partout, à La Gorgue, à Bousbecque, à Ghistelles, Deynze, Caprycke, Hulst. Au XV^e siècle, malgré la concurrence anglaise, les métiers battent dans tous les villages ; en 1427, les plus insignifiantes paroisses des environs d'Ypres, Dranoutre, Kimmel, Strazeele, Eecke, Meteren, Merris, s'occupent à draper, et l'édit de Philippe-le-Bon constate une telle fièvre industrielle que des terres restent sans labour ou sont cultivées par des étrangers [De Coussemaker (I), Documents inédits relatifs à la ville de Bailleul (3 vol. in 8°, Lille, 1887), I, pp. 208-213.].

[06] : Sur les villes et le commerce du Bas-Moyen-Age. Cf :

- PIRENNE (H) : Les anciennes démocraties des Pays-Bas. 1910.
Les villes du Moyen-Age. 1927.
L'histoire économique de l'Occident médiéval. Bruges, 1951.
(nombreux exemples pris en Flandre)
- LAURENT (H) : Un grand commerce d'exportation au Moyen-Age : la draperie des Pays-Bas en France. Paris, 1935.

[07] : Sur la population du XI^e au XIII^e siècle. Cf :

- FOSSIER (R) : La terre et les hommes en Picardie jusqu'à la fin du XIII^e siècle. 2 vol. Louvain-Paris, 1968.
- GENICOT (L) : Sur les témoignages d'accroissement de la population en Europe Occidentale du XI^e au XIII^e siècle. Cahier d'histoire médiévale I, 1953.
- VAN GASSEN (W) : De pestepidemieën na 1350, voornamelijk deze van 1400 en 1438 in Vlaanderen en Henegouwen. Thèse. Gand, 1952.
- VAN WERVEKE : La famine l'an 1316 en Flandre et dans les régions voisines.
Revue du Nord. 41, 1959. P. 5-14.

- TITS (M.J) : Dieu aide : Essai d'histoire des famines en Flandre et en Brabant aux XIV^e et XV^e siècles. Thèse. Bruxelles, 1954.
- LECUPPE (F) : Les grands fléaux au XV^e siècle en Flandre, Artois, Hainaut, Cambrésis. D.E.S, Lille, 1954.

[08] : Sur la crise du Bas-Moyen-Age. Cf :

- LE GAY (E) : Tableau de la population des châtellenies. "Bulletin des communes de Flandre française", 1857-59 P. 344 à 407.
- BOCQUET (A) : Recherches sur la population rurale de l'Artois et du Boulonnais - 1344-1477. Arras, 1969.
- SMET (J) : Les dénombrements des foyers en Flandre en 1469. Bulletin de la commission royale d'histoire. Tome 99, 1935, P. 105 à 151.
- ARNOULD (A) : Les dénombrements de foyers dans le Comté de Hainaut. Bruxelles, 1958.
- SIVERY (G) : Le Hainaut et la peste noire. in "Mémoires de la Société des sciences de Mons", 1965.
- VERHULST (A) : L'économie rurale de la Flandre et la dépression économique du Bas-Moyen-Age. in "Etudes rurales", 1963.

[09] : Extrait de VERHULST (A) : L'économie rurale de la Flandre et la dépression économique du Bas-Moyen-Age (op. cit) P. 69.

[10] : Cf : id.

"Cette conclusion est confirmée par la diminution de la surface cultivée et par le manque de main d'oeuvre rurale, deux phénomènes qui s'observent pendant la même période. Dès la fin de la famine de 1315-1317, on se plaint dans les bailliauges d'Avesnes et d'Aubigny, en Artois, du manque d'ouvriers agricoles. Dans la riche région céréalière entre Aire et Bapaume on constate entre 1320 et 1330 une pénurie constante de fermiers. La famine, suivie d'une épidémie de peste, des années 1358-1360, a été la cause du fait qu'en Artois, par exemple, les terres n'étaient plus cultivées pendant plusieurs années. En 1376-1377 enfin on signale aux environs de Gand des terres abandonnées depuis plusieurs années. Ces Wüstungen ne sont pas dues à des dévastations guerrières dont nous commenterons plus loin les effets à propos de la régression de la production agricole. On peut, sans aucun doute, attribuer à la diminution de la population rurale les nombreuses terres désertées, signalées en Flandre pendant la période 1340-1370."

[11] : Cf : id.

"Le redressement, quoique retardé par les troubles politiques des années 1379-1390, a probablement commencé dans le dernier quart du XIV^e siècle. Ni l'épidémie grave de 1400, ni la disette de 1415-1417 n'ont interrompu cette évolution apparemment favorable. La grande épidémie de peste de 1437-1439, précédée de quelques années de disette, occupe donc,

dans le courant du XV^e siècle, une situation relativement isolée. Son influence démographique s'en trouve, par conséquent, limitée. Les quelques chiffres dont on dispose sur l'évolution démographique de la population rurale de la Flandre française entre 1469 et 1485 confirment cette impression. Ils montrent, en effet, un accroissement de plus de 25 %. Peut-être est-ce là une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas retrouvé, dans la documentation réunie jusqu'à présent pour le XV^e siècle, les mentions de terres abandonnées et de manque de main d'oeuvre qui caractérisent une grande partie du XIV^e siècle."

[11 bis] : Cf. : BLANCHARD (R) : La Flandre. P. 373-374.

"L'industrie lainière s'étiole à la fin du XV^e siècle. La matière première n'arrive plus : l'Angleterre garde ses toisons pour elle ; l'Espagne n'en envoie pas assez. Les draps anglais envahissent le marché des Pays-Bas. Cependant, habituées à l'industrie, les campagnes ne pouvaient plus s'en passer pour vivre : ce fut donc au travail du lin qu'elles eurent recours. Employé dès l'époque franque, le lin était resté jusqu'alors la matière première d'une industrie domestique, qui ne fabriquait que pour le compte des membres de la famille. Seules, quelques villes le travaillaient en grand ; les tisserands de toile sont cités à Gand en 1280 [Van Lokeren, St. Pierre, I, p. 388.], à Bruges en 1297 [Gilliodts, Inventaire, I, p. 54.] ; on renouvelle à St. Omer en 1327 une keure qui les concerne [Mém. Soc. Ant. Mor., XVI, p. 560.], et la keure d'Hazebrouck, de 1336, consacre à cette industrie sept articles, qui règlent avec soin le blanchiment, la vente, le mesurage [Ann. Com. fl. Fr., XXIII, pp. 3-128.]. Ce fut dans la région où le lin est encore aujourd'hui le principal produit agricole, que l'industrie de la toile commença sa fortune ; une charte de 1471 indique qu'à Swevezele "la plupart des habitants vivaient de la marchandise des draps de lin" [Charte de Charles-le-Téméraire, dans Ann. Soc. Em. Br., 2^e série, II, 1844, p. 291.] ; et la plupart des villages situés entre la région des bruyères et la Lys sont cités au XVI^e siècle, comme apportant de la toile à Bruges ["Lamentations" de Siger van Maele (Ann. Soc. Em. Br., 2^e série III, 1845), p. 293.]. De là, elle gagna toute la Flandre. Appliquant au lin les procédés techniques, acquis en travaillant la laine, les Flamands eurent bientôt créé une vaste industrie d'exportation. Véritable industrie à domicile que celle-là ; la famille entière participait d'abord à la culture, puis à la manipulation de la plante ; les femmes filaient, les hommes tissaient, à leur temps, lorsque l'état de la culture le leur permettait. Les laboureurs prennent la navette lorsqu'ils n'ont rien à faire aux champs, dit des Madrys [Bull. Comm. H. N., XI, pp. 316-320.] ; et Dugué de Bagnols explique la prospérité de Roubaix et Tourcoing en 1698 par "la commodité que les habitants y ont de joindre quelque labeur

avec le travail de leurs maisons [Ibid., X, p. 480.]".
 A la même époque, la dentelle prend son essor, donnant du travail aux femmes ; la tapisserie, pendant deux siècles, occupe 20 000 personnes autour d'Audenarde [Voir l'étude de Van der Meersch, Histoire de l'origine, du progrès, de la splendeur et de la décadence des manufactures de tapisseries de la ville d'Audenarde (La Flandre, XV, 1884, pp. 5, 77, 180, 300).] ; l'industrie de la laine persiste dans quelques localités, à Gand et à Courtrai où la trouve Guichardin, à Ypres, dans la région de Lille, à St. Omer où elle existe encore en 1803, à Neuve-Eglise où "la plupart des fabricants sont en même temps laboureurs [Ann. Soc. Em. Br., 2° série, VIII, 1850, p. 273.]".

- [12] : Sur la croissance démographique sous l'Ancien Régime. Cf :
 - DUPAQUIER (J) : La population française des XVII^e et XVIII^e siècles.
 in "Revue historique", Janvier-Mars, 1968.
 - BOUGARD (P) : L'enquête de 1694 en Artois.
 in "Annales de démographie historique", 1968. P. 378-382.
 - BOUGARD (P) : Dénombrement de la population du Cambrésis en 1778.
 in "Hommage à Marcel Reinhard (op. cit.)". Paris, 1973. P. 71-89.
 - Médecins, climat et épidémies à la fin du XVIII^e siècle (ouvrage collectif). Ecole pratique des Hautes Etudes VI^e section. Paris, 1972.
 - DEYON (P) : Dénombrements et structures urbaines.
 Revue du Nord, 1971
 - DEYON (P) : A propos des caractères démographiques de la Flandre rurale au XVIII^e siècle.
 Revue du Nord, 1977.
 - DENIEL (R) et HENRY (L) : La population d'un village du Nord de la France : Sainghin-en-Mélantois de 1665 à 1851
 in "Population", 1965.
 - DEPREZ (P) : Le développement démographique des Flandres au XVIII^e siècle.
 in "Population in history - Essays in historical demography". Eversley. Londres, 1965.
 - BOUGARD (P), REINHARD (M) : Les sources de l'histoire démographique du Pas-de-Calais (1789-1820). Paris, 1964.
- [13] : LENTACKER (F) : La frontière franco-belge: étude géographique des effets d'une frontière internationale sur la vie de relations. Lille, 1974.
- [14] : Sources statistiques aisément disponibles sur la population de la région du Nord au XVIII^e siècle.
 - SAUGRAIN (C.M) : Dénombrement du royaume par généralités, élections, paroisses et feux.
 Paris, 1720.

- Almanach historique et géographique d'Artois (1755-1790)
 - Almanach historique et géographique du département du Pas-de-Calais (1791-1792)
 - Almanach départemental du département du Pas-de-Calais - An X.
 - DIEUDONNE : Statistique du département du Nord. Douai, 1804. 3 vol.
- et surtout le précieux volume 61 du dictionnaire d'histoire administrative et démographique :
- BELLART (G), BOUGARD (P), ROLLET (C) : Paroisses et communes de France. 2 vol., Université de Lille III, 1975.

[15] : Il est extrêmement difficile d'établir des comparaisons entre les dénombrements de feux ou de manoirs amassés réalisés avant la Révolution française. Les séries sont souvent incomplètes et les recensements n'ont généralement pas été effectués aux mêmes dates, ni selon les mêmes critères, ni dans les mêmes limites.

[16] : "Paroisses et communes de France, Pas-de-Calais" (op. cit) : nous avons extrait les quelques données suivantes :

Artois : - Les récapitulations pour l'Artois (Baillage d'Aire, gouvernance d'Arras, baillage de Bapaume, gouvernance de Béthune sans le pays de Lalleu, baillage d'Hesdin, baillage de Lens, baillage de Lillers, baillage de St. Omer, comté de St. Pol), défalcation faite des villes (Arras, Béthune, Lens, Bapaume, Lillers, St. Omer, Hesdin, Aire, St. pol, Pernes) nous donnent les résultats suivants :

1469 : 27 182 feux
 1698 : 26 215 "
 1761 : 53 281 "
 sans les baillages de Lens et de Béthune :
 1761 : 42 041 feux
 1789 : 51 586 "

Une brochure anonyme de 1790 ("Le chef-lieu du département du Pas-de-Calais doit être fixé à Arras.") permet d'obtenir les récapitulations suivantes pour l'Artois (districts d'Arras, de Bapaume, de Béthune, d'Hesdin, de St.Omer et de St. pol) :

1752 : 55 360 feux
 1790 : 77 202 " (sans les villes)

Boulonnais : (sans la ville de Boulogne)

1469 : 5 937 feux
 1698 : 8 290 "
 1766 : 8 393 "
 1790 : 10 610 feux

villes : - Arras - 1789 : 4 000 feux
 - Bapaume - " : 700 " environ
 - Béthune - 1734 : 550 "
 - " - 1789 : 400 "
 - Hesdin - " : 768 "
 - Lillers - 1469 : 270 "
 - " - 1699 : 362 "
 - " - 1789 : 1 000 "

- St. Omer	- 1699	: 1 829 feux
	- 1790	: 3 158 "
- St. Pol	- 1725	: 522 "
	- 1790	: 728 "
- Aire	- 1699	: 1 410 "
	- 1790	: 2 092 "

[17] : cf. Deprez : "Demographic development of Flanders in the XVIII th. century". in "Population in history" (op. cité) P. 626-627 :..."The development of the population from 1740 onwards is the most interesting aspect, for that was the year which marked the great turning-point in the demographic history of Europe (cf. in this connexion the work of P. Goubert, p. 59 et. seq.).

With the aid of the data we now have at our disposal we can put forward the following as a possible explanation of the population growth in rural Flanders. We can attribute it to two main factors : an improvement in legitimate fertility and a decline in mortality among adults.

The changes in legitimate fertility resulted from a combination of factors some of which remained stable while others fluctuated. Among the stable factors must be included the relatively advanced age of women at the time of their last confinement. The effect of these two phenomena taken together was that the effective reproductive period in Flanders lasted in general longer than it did elsewhere. The factors which underwent change are of course even more important ; the closer spacing of successive births and the higher rates of legitimate births calculated on the basis of age groups under 50 years, as one of the immediate results of the fall was a lengthening of the duration of marriages. Another aspect of the general improvement was the considerable decline in mortality amongst women of child-bearing age.

The only negative element in the picture is the rise in infantile mortality, which was, however, offset by a fall in the mortality rate for children between the ages of 2 and 14.

These remarks are valid for the whole of Flanders and particularly for the Flemish rural areas.

Certain variations are, however, discernible as between regions which differ in their economic and social structure. The variations we have observed point to the fact that legitimate fertility may have been higher, if it was not unduly influenced by migration, in the villages where industrial activity was on a smaller scale. But in the first category of villages infantile mortality was higher than it was in the second. In the less industrialized villages the average age at death of persons over 15 and the ageing at the top of the age-pyramid are both more marked.

In addition we can observe a striking disparity between urban and rural demographic developments, and this raises

many problems which are unlikely to be solved in the near future."

P. Deyon pense qu'au contraire il y a eu précocement un recours à des pratiques malthusiennes et à la limitation des naissances par recul de l'âge moyen au mariage chez les paysans de Flandre. On assista cependant au cours du XVIII^e siècle à un doublement de la population du Pévèle et de la Flandre intérieure.

[18] : BLANCHARD (R) : La Flandre (op. cité)
P. 375

"Presque toute cette population ouvrière vivait dans les campagnes. Meulebeke, en 1811, avait 3 125 fileuses et 985 tisserands ; Lichtervelde, 2 200 personnes occupées au lin ; Waereghem, 1 800 (Arch. Nat. F¹² 1592 - état dressé par le préfet). Tandis que Gand, en 1795, avait tout juste 976 ouvriers en textile pour ses 54 000 habitants (Varlez, Industrie cotonnière, I, pp. 5-10.), Thourout, en l'an XIII, avait "autant à peu près de fabriques de toiles qu'il y a de ménages ; et l'agriculture n'y est pas moins florissante, quoique le sol soit des plus ingrats" (Annuaire du département de la Lys pour l'an XIII - Bruges, de Busscher, in 8°, 411 p. - p. 220.). En France, l'industrie roubaisienne, en 1771, donne du travail à 40 500 personnes, dont 30 000 fileuses répandues jusqu'en Artois (Leuridan Th., Histoire communale de Roubaix, V, P. 88.) ; et dans la châtellenie de Lille, la dentelle fait encore vivre 14 000 femmes et 2 000 apprenties (E. Van Hende, Etat de la ville et de la châtellenie de Lille en 1789 - Bull. Comm. H.N., XIX, pp. 251-366.). Ainsi l'union de l'agriculture et de l'industrie produisait les plus heureux effets ; littéralement, elle faisait vivre la Flandre ; elle apparaissait comme l'expression d'un système qui était proposé en modèle aux autres nations. Appuyées l'une sur l'autre, l'agriculture et l'industrie prospéraient : "ce sont, dit l'intelligent préfet de l'Escaut, les manufactures et l'industrie qui ont créé dans ce pays le genre d'agriculture qui en fait la gloire et la richesse." (Faipoult, Mémoire, p. 76.). Et tout cela, grâce au lin, une plante, écrit Van Aelbroeck, qu'il faut mettre au premier rang dans l'agriculture flamande, puisqu'elle procure à 100 000 ouvriers peu aisés un travail continu, et que sans cela ils seraient tous réduits à l'aumône (Van Aelbroeck, P. 173.). En 1840, on peut estimer à 220 000 le nombre des fileuses dans les deux provinces belges, à 57 000 celui des tisserands, soit 277 000 individus travaillant le lin, sans compter les enfants qui vivent du labeur de leurs parents (Ducpétiaux, Paupérisme, pp. 75-76.). En y ajoutant, pour la partie française, le chiffre très modéré de 50 000 personnes, on arrive à 330 000 travailleurs. "Je ne crains rien pour les

Flandres, disait Charles-Quint, tant qu'il y aura des champs pour cultiver le lin, des doigts pour le filer, des bras pour le tisser ; les Flamands seront toujours riches, tant que l'on ne coupera pas les pouces à leurs fileuses".

- [19] : Van Hende : Etat de la ville et châtellenie de Lille en 1789 (Bull. Comm. H. N XIX. P. 231-366).
- [20] : Thiois (ou Thiais ou Thiaïsche) : terme utilisé en certains points de la frontière linguistique pour désigner les parlers germaniques et flamands.
- [21] : A partir de 1790 des recensements généraux de population ont été opérés sur tout le territoire français dans le cadre des départements, districts et paroisses puis communes. Depuis lors les décomptes ont été effectués en habitants et non plus en feux. Plusieurs recensements ont été réalisés pendant la période révolutionnaire et impériale, mais tous n'ont pas la même valeur.
 - 1790 : recensement ordonné par l'Assemblée Nationale Constituante. Les résultats de ce premier recensement n'ont été que partiellement conservés.
 - An II : La Convention et les autorités locales multiplient les dénombrements de population. Mais les résultats sont de qualité très inégale selon les communes.
 - An IV : Recensement partiellement conservé.
 - An VIII (recensement dit de 1801) : recensement très inégal selon les communes, corrigé par des recensements départementaux, en 1802 dans le Pas-de-Calais (An X) et en 1804 dans le Nord (An XII). Pour les études que nous avons menées et les cartes que nous avons dressées, lorsque les écarts entre les chiffres de l'an VIII et de l'an X étaient importants, nous avons accordé plus de crédibilité aux derniers chiffres. Ainsi le recensement du département du Nord en 1801 semble avoir été particulièrement médiocre.
 - 1806 : Population au 1^{er} janvier de l'année.
 - 1806 à 1815 : Les résultats des recensements effectués pendant cette période ont été mal conservés et ne nous sont souvent connus que par des almanachs ou annuaires statistiques départementaux dont les chiffres sont souvent sujets à caution.

RESUME ET CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE :

On sait peu de choses sur le peuplement antérieur au Moyen-Age. D'après l'archéologie aérienne, il semble toutefois que dès le Haut-Moyen-Age, et sans doute la période gallo-romaine, le peuplement de l'actuelle région du Nord aurait été plus dense qu'on ne se l'était longtemps imaginé.

Mais le grand essor démographique et économique de toute la région et surtout des Flandres, se situe entre le X^e et le XIII^e siècle. A la fin du XIII^e s., la population d'un grand nombre de paroisses rurales était certainement aussi importante qu'aujourd'hui, et les villes devenues nombreuses accueillaien déjà le surplus de population rurale.

Guerres, disettes et épidémies provoquèrent, aux XIV^e et XV^e siècles, un brutal arrêt de cette première expansion démographique, et le retour à la croissance fut très lent au cours des XVI^e et XVII^e siècles.

La véritable reprise démographique commença au début du XVIII^e siècle, favorisée par le haut niveau agronomique auquel était depuis longtemps parvenue l'agriculture flamande et surtout par le nouvel essor d'une puissante industrie textile déjà dominée par la bourgeoisie de la région lilloise. En 1801, le département du Nord était de loin le plus peuplé de France et celui du Pas-de-Calais venait au 6^e rang ; la densité moyenne de population des deux départements était plus élevée que la densité moyenne française actuelle et ne pouvait être comparée qu'à celle de quelques secteurs de Belgique, des Pays-Bas, de Rhéna-

nie ou du Royaume Uni.

Ce n'est donc pas uniquement sur la Révolution industrielle du XIX^e s., qu'il faut faire reposer l'origine des fortes densités de la région du Nord. Celles-ci lui étaient antérieures et la Révolution industrielle n'a fait que les amplifier.

chapitre 2 :

LES GRANDES MUTATIONS DU XIX^e S: REVOLUTION INDUSTRIELLE ET EXPLOSION DEMOGRAPHIQUE 1801-1913

I - La plus forte croissance démographique de la province française.

a) La mesure de la croissance.

Alors que la croissance de la population française fut modérée au cours du XIX^e s., (les effectifs passant de 28,2 millions d'habitants en 1801 à 41,4 millions en 1911 dans les limites territoriales actuelles, soit une augmentation de 47 %), la croissance de la population de la région du Nord à la même époque fut particulièrement vigoureuse (ses effectifs passant de 1,3 million d'habitants en 1801 à 3 millions en 1911, soit une augmentation de 133 %).

Ce décalage entre les taux de croissance démographique de la région du Nord et les taux moyens français débuta précocement. Il existait au XVIII^e s. et se poursuivit au début du XIX^e s.. De 1801 à 1831 la population de la région du Nord s'accrut de 27 %, alors que celle de la France ne s'accrut que de 18 %.

A la fin de la Restauration, le ralentissement de la croissance démographique française, commencé à la fin du siècle précédent, et qui devait s'accroître progressivement jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, devenait

effectifs en milliers d'habitants

	département du Pas-de-Calais	département du Nord	région du Nord	FRANCE _a
1801	535	765	1301	28250
1806	571	840	1411	28642
1821	628	906	1534	31161
1826	644	963	1608	32200
1831	657	991	1647	33218
1836	666	1027	1693	34240
1841	686	1085	1772	34911
1846	697	1134	1830	36097
1851	694	1158	1853	36472
1856	714	1212	1927	36714
1861	726	1304	2030	37386
1866	751	1393	2144	38067
1872	762	1448	2210	37653
1876	795	1520	2315	38438
1881	820	1604	2424	39239
1886	855	1671	2525	39783
1891	875	1737	2612	39946
1896	907	1812	2720	40158
1901	956	1867	2824	40681
1906	1013	1896	2909	41067
1911	1069	1962	3032	41415
1921	991	1768	2779	39108
1926	1173	1969	3142	40581
1931	1206	2030	3236	41524
1936	1180	2022	3203	41502
1946	1169	1918	3087	40503
1954	1277	2099	3376	42777
1962 _b	1349	2274	3623	46243
1962 _c	1367	2293	3660	46520
1968	1398	2418	3816	49700
1975	1403	2511	3914	52610

a) dans les limites territoriales actuelles.

b) définition 1964.

c) définition 1962.

TAB: 1 POPULATION DE LA RÉGION DU NORD AUX DIFFÉRENTS RECENSEMENTS.

Années 1801 à 1975. Population légale.

nettement sensible, rendant plus éclatante encore la vigoureuse expansion de la région du Nord. De 1831 à 1881, la population française ne progressa que de 7,6 % ; pendant le même temps celle de la région du Nord augmenta de 30 %. De 1881 à 1901, la population française ne progressa que de 3,5 % et de 1901 à 1911 de 2 %, tandis que celle de la région du Nord augmentait respectivement de 17 % et de 7 %.

Dès 1896 les effectifs de la population de la région du Nord avaient doublé par rapport à leur niveau de 1801, alors qu'aujourd'hui encore la population française n'a pas franchi le cap du doublement de ses effectifs de 1801. Ce doublement avait même été réalisé dès 1872 par le département du Nord, mais il ne l'a été qu'en 1911 par le département du Pas-de-Calais. Ce décalage suffit à démontrer que si les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ont connu tous deux une forte expansion démographique, leurs évolutions n'ont pourtant pas été parallèles.

b) L'évolution de la croissance démographique des départements du Nord et du Pas-de-Calais de 1801 à 1911.

Pour l'observation des rythmes de croissance démographique à différentes époques nous avons déterminé des taux annuels moyens de variation intercensennale par la méthode des intérêts cumulés [01] . A titre de référence nous citons les résultats relevés pour la France entière dans ses limites territoriales actuelles de 1801 à 1911. De 1801 à 1831, le taux de croissance démographique ne varia guère

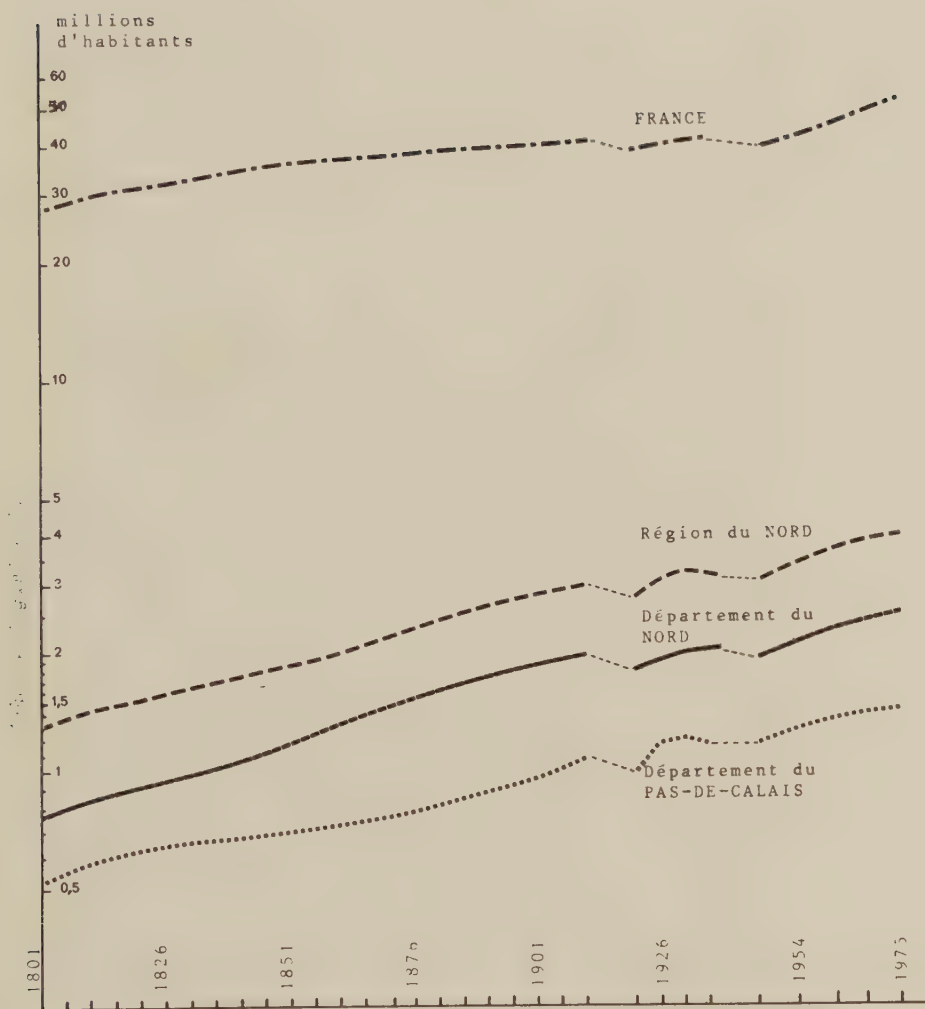


FIG: 5 ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE 1801 À 1975 -- RÉGION DU NORD -- FRANCE.

et s'établit autour de 5,4 ‰ par an. Mais à partir de 1831 il subit un fléchissement régulier : de 1831 à 1841 taux annuel moyen de 5 ‰, de 1841 à 1851 de 4,4 ‰, de 1851 à 1881 de 2,6 ‰, de 1881 à 1911 de 1,8 ‰. Ainsi en France, en moins d'un siècle, le taux de variation annuel moyen de la population fut réduit des 2/3.

Dans la région du Nord la situation fut toute différente. La croissance fut moins régulière et montre une succession d'accélération et de décélération mais qui n'altéra jamais le caractère particulièrement élevé des taux de variation de population, toujours supérieurs à 7 ‰, c'est-à-dire très au-dessus des taux moyens français. Même lorsque passagèrement les taux fléchissaient, la croissance de la population de la région du Nord demeurait relativement forte dans le contexte français de l'époque.

De 1801 à 1831, l'augmentation de population fut rapide aussi bien dans le département du Nord (8,8 ‰) que dans celui du Pas-de-Calais (6,2 ‰) assurant à la région une croissance démographique annuelle moyenne de 8 ‰. Mais, comme dans la majeure partie de la France, le rythme de croissance de la population du Pas-de-Calais (qui d'ailleurs avait toujours été inférieur au XVIII^e s. à celui de la population du département du Nord) fléchissait, et entre 1841 et 1861 les effectifs de la population du Pas-de-Calais demeurèrent à peu près égaux, avec un taux de croissance annuel moyen réduit à 2,8 ‰, et donc très inférieur au taux moyen français.

C'est que le département du Pas-de-Calais était demeu-

ré rural et agricole et que son divorce avec le département du Nord, très urbanisé et en proie à une vigoureuse expansion industrielle, s'accroissait. La faiblesse du taux de croissance du Pas-de-Calais pendant cette période ne doit cependant pas masquer la permanence de la vigoureuse expansion démographique du département du Nord. Dans ce dernier, le taux de variation annuel moyen de la population s'était élevé à 9,2 ‰ entre 1841 et 1861 et, de 1856 à 1866, le département du Nord détint même le record départemental de croissance démographique (département de la Seine exclu) avec un taux de 13,9 ‰ par an. Jusqu'en 1886, jamais le taux de variation annuel moyen, bien que diminué par rapport à la période exceptionnelle de 1856-1866, ne descendit au dessous de 10 ‰. Il ne fait aucun doute que le département du Pas-de-Calais contribua fortement à cette expansion en fournissant de gros contingents d'émigrants de ses campagnes aux industries textiles et charbonnières du département voisin.

Après 1861 la situation évolua rapidement. L'exploitation du gisement houiller du Pas-de-Calais avait commencé et sa mise en valeur provoqua une nouvelle fièvre industrielle et urbaine accompagnée d'une vigoureuse poussée démographique. A partir de 1861 et jusqu'en 1896, la population du département du Pas-de-Calais s'accroît en moyenne de 6,4 ‰ par an et après 1896 ce taux de croissance

ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSALE

DES POPULATIONS DE LA REGION DU NORD ET DE LA FRANCE

ENTIERE (1821-1911)

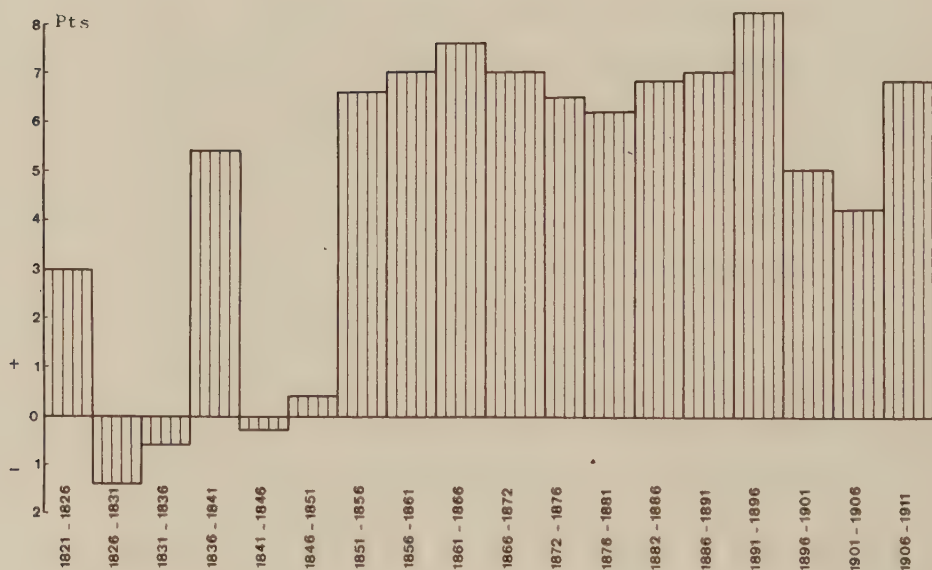


FIG. 6 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSALE ANNUELS MOYENS. Région du Nord - France (1821/1911).

ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSALE DES
POPULATIONS DES DEPARTEMENTS DU NORD ET DE LA FRANCE

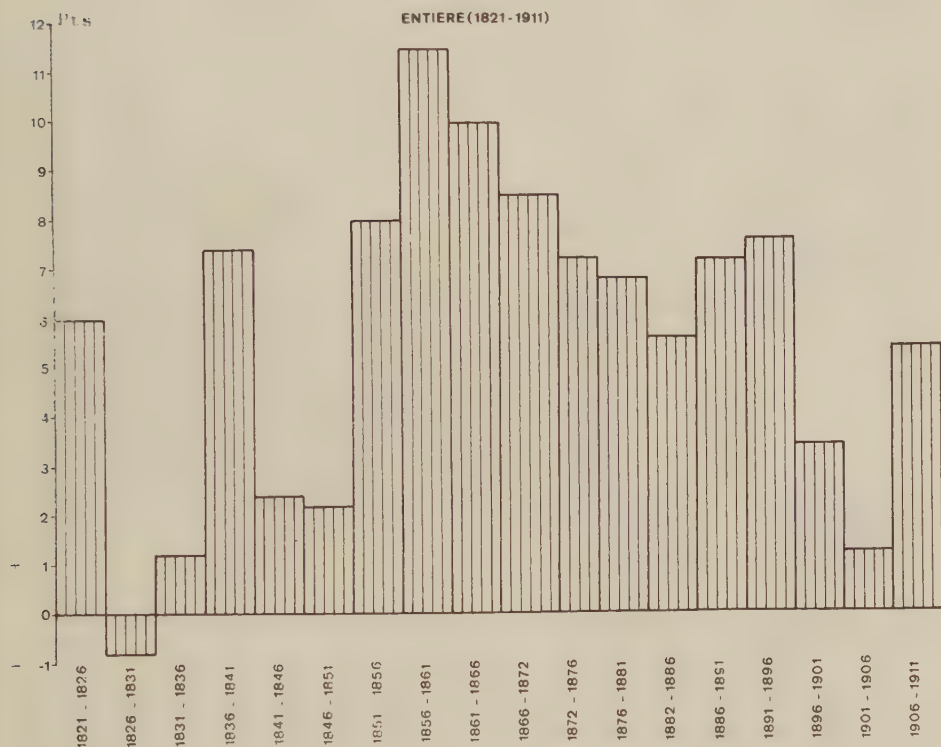


FIG. 7 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSALE ANNUELS
MOYENS. Département du Nord - France (1821/1911).

**Ecart entre les taux de variation intercensennale des populations
du département du Pas-de-Calais et de la France entière (1821-1911)**

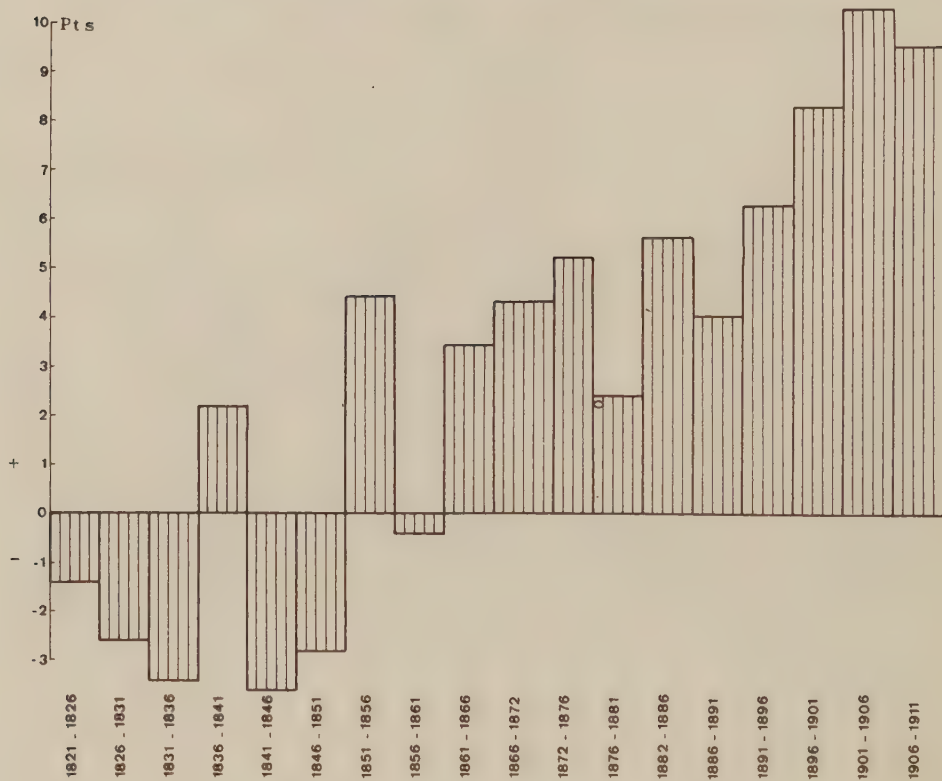


FIG. 8 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENNALE ANNUELS
MOYENS. Département du Pas-de-Calais - France (1821/1911).

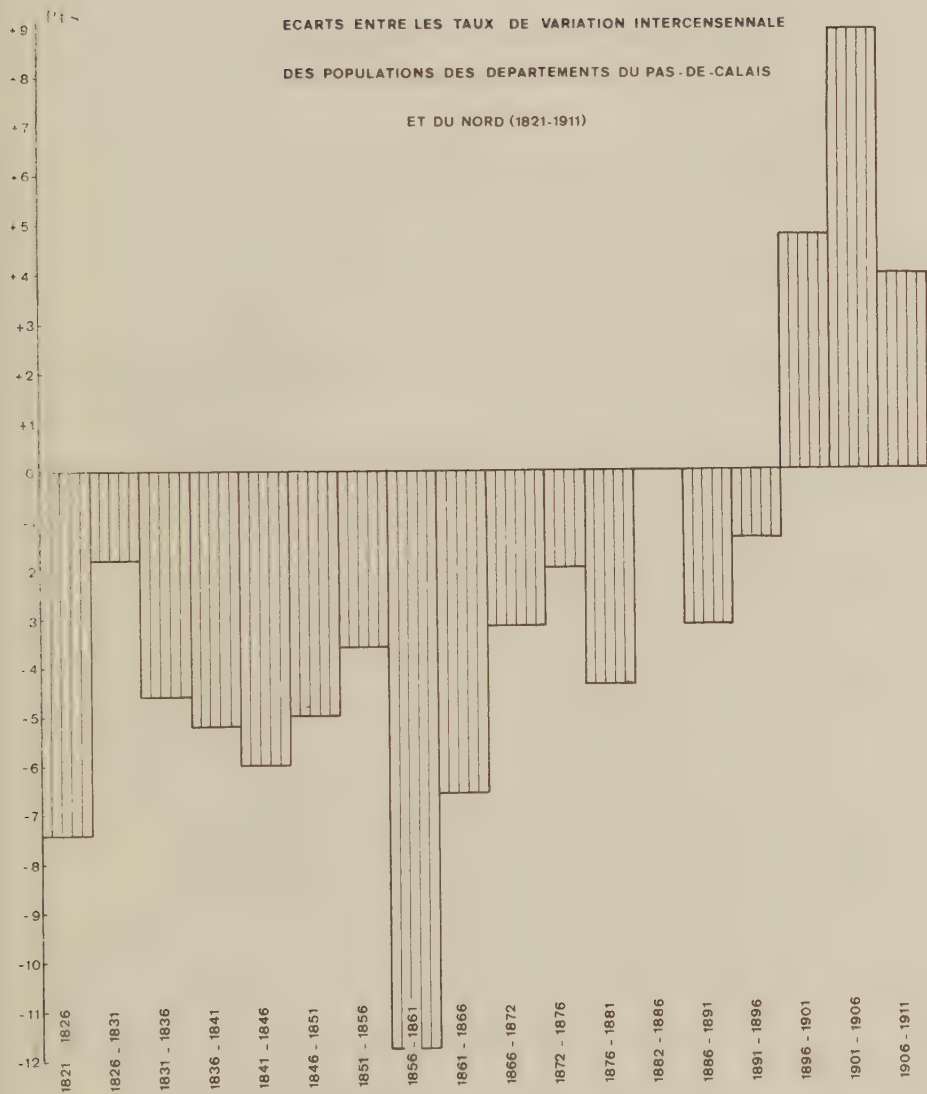


FIG. 9 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSNALE ANNUELS MOYENS, Département du Pas-de-Calais - département du Nord, (1821/1911).

s'accéléra encore jusqu'à dépasser celui de la population du département du Nord en atteignant 11,1 ‰ par an entre 1896 et 1911.

Inversement la puissante poussée démographique du département du Nord sous le second Empire et aux débuts de la Troisième République, se ralentit rapidement après 1886, corrélativement à l'arrêt de l'expansion puis aux difficultés de l'industrie textile. De 1901 à 1911, en dépit de l'amorce d'une timide reprise de la croissance démographique dans les années précédant la première guerre mondiale, le taux de variation annuel moyen de la population ne dépassa guère 5 ‰.

Mais la croissance plus tardive du département du Pas-de-Calais avait pris le relais de celle du département du Nord et permis à la région de conserver sa forte expansion. Le développement de l'industrie charbonnière succédant à celui de l'industrie textile masqua les crises économiques et assura au niveau régional la continuité du développement démographique. Prise globalement, la croissance de la population régionale offrait une grande régularité et une apparente insensibilité aux événements qui secouèrent la région et la France. De 1851 à 1881, la région du Nord connut un taux annuel moyen de variation de population de 9 ‰, de 1881 à 1901 de 7,6 ‰ et de 1901 à 1911 de 7,1 ‰. Certes il y eut ralentissement de la croissance à la fin du XIX^e s. et au début du XX^e, mais pas au point de réduire l'énorme écart qui séparait l'évolution

de la population de la région du Nord et celle de la France prise dans son ensemble.

c) Une croissance remarquable dans le contexte français.

1) La plus forte croissance démographique régionale après celle de la région parisienne.

Hormis la région parisienne, aucune des régions actuelles n'a connu une expansion comparable à celle de la région du Nord au cours du XIX^e s..

- de 1831 à 1881

De 1831 à 1881, la population de la région parisienne s'accrut de 2 millions d'habitants (+ 120 %), absorbant le tiers de la croissance de la population française pendant cette période : résultat effarant dans un pays à croissance démographique très modérée.

Seule, en dehors de la région parisienne, la région du Nord avait connu une puissante expansion avec une augmentation de 47,2 % de ses effectifs de population.

Pourtant la province ne s'était pas vidée à cette époque. Certes depuis le Second Empire l'exode rural s'était amplifié, mais celui-ci n'avait pas encore annulé la vitalité démographique des campagnes françaises. A part la Basse-Normandie dont le déclin démographique fut particulièrement précoce et qui avait déjà perdu en 1881 12 % de sa population par rapport à 1831, toutes les autres régions françaises étaient plus peuplées en 1881 qu'en 1831, mais la crois-

	variation 1831-1881 absolue	en %	variation 1881-1911 absolue	en %	variation 1911-1921 absolue	en %	variation 1921-1936 absolue	en %	variation 1936-1946 absolue	en %	variation 1946-1975 absolue	en %
Région parisienne	+2018,9	+119,8	+1699,1	+43,2	+347,4	+6,5	+1103,2	+19,4	-198,0	-2,9	+3265,6	+49,5
Champagne	+141,8	+12,6	-54,7	-4,3	-139,8	-11,5	+55,7	+5,2	-77,6	-6,9	+292,9	+27,9
Picardie	+57,5	+4,0	-50,9	-3,4	-199,5	-13,7	+92,8	+7,4	-63,2	-4,7	+385,7	+29,9
Haute Normandie	+60,4	+5,4	+22,7	+1,9	-17,2	-1,4	+35,6	+3,0	-57,4	-4,7	+433,3	+37,3
Centre	+274,4	+17,0	-18,4	-1,0	-141,2	-7,5	-18,0	-1,0	+20,2	+1,2	+412,0	+23,7
NORD	+777,1	+47,2	+607,7	+25,1	-252,1	-8,3	+423,7	+15,3	-115,6	-3,6	+832,2	+27,0
Lorraine★	+63,5	+4,2	+323,1	+20,1	-247,9	-12,8	+182,2	+10,8	-184,1	-9,9	+649,2	+38,6
Alsace★	+109,5	+11,4	+144,8	+13,5	-98,2	-8,1	+98,8	+8,8	-74,4	-6,1	+370,2	+32,9
Franche-Comté★	+12,0	+1,3	-54,6	-5,7	-74,9	-8,2	+1,2	+0,1	-34,1	-4,1	+255,1	+31,7
Basse Normandie	-185,5	-12,1	-162,3	-12,1	-94,8	-8,0	+27,7	+2,6	-4,1	-0,4	+194,9	+17,6
Pays de la Loire	+276,3	+13,3	-20,9	-0,9	-160,2	-6,9	-7,3	-0,3	+57,3	+2,6	+541,9	+24,4
Bretagne	+342,4	+16,3	+155,5	+6,4	-176,8	-6,8	-26,3	-1,1	-59,8	-2,5	+261,2	+11,2
Limousin	+99,8	+11,8	+15,5	+1,6	-108,4	-11,3	-54,1	-6,3	-18,6	-2,3	-41,1	-5,3
Auvergne	+113,4	+8,0	-76,1	-5,0	-129,6	-8,9	-38,8	-2,9	-23,8	-1,8	+63,2	+5,0
Poitou-Charentes	+142,3	+10,3	-59,6	-3,9	-117,8	-8,0	-6,9	-0,5	+10,1	+0,7	+173,3	+12,8
Aquitaine	+197,6	+9,4	-34,5	-1,5	-134,1	-5,9	+32,4	+1,5	+20,5	+1,0	+370,3	+17,0
Midi-Pyrénées	+59,8	+7,4	-367,4	-14,6	-198,2	-9,3	-8,0	-0,4	+44,4	+2,3	+281,0	+14,2
Bourgogne	+178,8	+11,7	-155,3	-9,1	-138,5	-8,9	-37,8	-2,7	-24,5	-1,8	+211,0	+15,5
Rhône-Alpes★	+620,0	+21,0	+64,0	+1,8	-126,8	-3,5	+153,5	+4,4	-146,4	-4,1	+1320,6	+38,2
Languedoc	+266,5	+21,0	-7,3	-0,5	-32,4	-2,1	+16,5	+1,1	-84,2	-5,6	+359,0	+25,1
Provence-Côte-d'Azur★	+252,0	+18,7	+341,7	+21,3	-20,4	-1,0	+632,5	+32,9	-342,2	-13,4	+1451,1	+65,5
France entière	+5878,7	+17,7	+2240,3	+5,7	-2269,5	-5,5	+2697,5	+6,9	-1400,4	-3,3	+12035,2	+29,7

★ dans le cadre territorial actuel

TAB: 2 VARIATION DES POPULATIONS DES RÉGIONS FRANÇAISES, Années 1831 à 1975.

sement ne s'était pas uniformément réparti et les contrastes régionaux s'étaient considérablement renforcés [02] .

Les régions proches de Paris furent celles dont l'expansion démographique fut la plus faible, même si, comme la Picardie, elles n'étaient pas dépourvues d'industries (Picardie : + 4 %, Haute-Normandie : + 5,4 %). L'expansion démographique fut également très limitée dans les pays de montagne et les campagnes les plus archaïques où les genres de vie traditionnels furent vivement menacés d'abord par le développement de l'industrie, puis, avec le développement des chemins de fer, par la concurrence croissante des zones agricoles mieux favorisées. Les effectifs de population progressèrent de moins de 10 % dans tout l'Est de la France : Bourgogne, Franche-Comté, Alsace, Lorraine (4 % seulement), et dans le Sud-Ouest : Limousin, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Poitou-Charentes. Les effectifs augmentèrent plus rapidement dans l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire) où les taux de croissance avoisinaient la moyenne française et où la remarquable fécondité avait assuré une augmentation continue des effectifs, et dans le Sud-Est où le déclin des zones de montagnes était largement compensé par l'expansion de Lyon, de Marseille et du Bas-Languedoc viticole.

Après 1881 l'écart entre la croissance démographique de la région du Nord et celles des autres régions devint encore plus évident. Hormis l'agglomération parisienne dont l'ascension se poursuivait à un rythme ralenti par rapport à la période précédente, mais toujours soutenu,

1831 / 1881

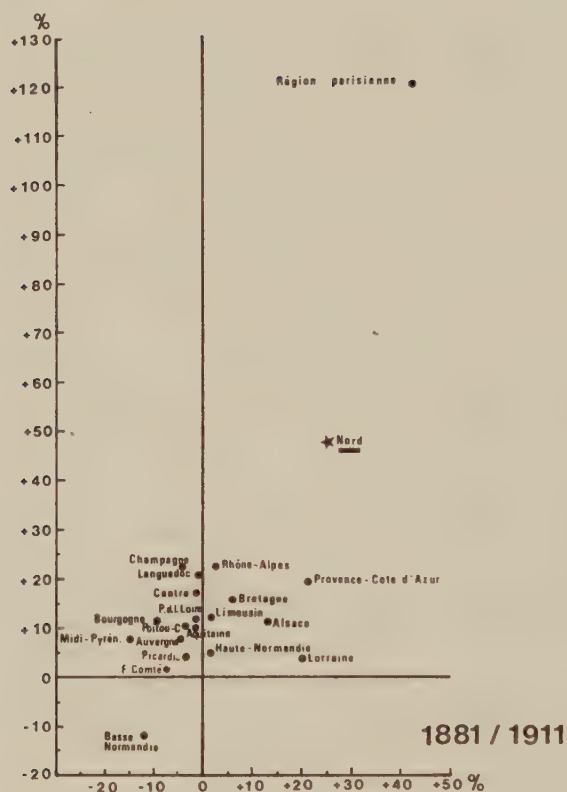


FIG: 10 CROISSANCE DES POPULATIONS RÉGIONALES, 1831-1911.

aucune région ne connut une augmentation de population aussi spectaculaire que la région du Nord : + 607 700 habitants de 1881 à 1911 (25,1 %), alors que la population de la France entière (dans ses limites territoriales actuelles) ne croissait que de 2 240 000 habitants (+ 5,7 %).

Seules deux autres régions connurent une expansion qui, en valeur relative, pouvait être comparée à celle de la région du Nord : la Lorraine (+ 20 %) avec le développement de sa sidérurgie dans sa partie française comme dans sa partie allemande, et la région Provence-Côte d'Azur (+ 21 %) dont l'expansion ne faisait que débiter. Mais leur croissance mesurée en valeur absolue demeurait presque inférieure de moitié à celle de la région du Nord.

Outre la Lorraine et la région Provence-Côte d'Azur, trois autres régions seulement virent leur population s'accroître : l'Alsace (+ 13,5 %), alors terre allemande, la région Rhône-Alpes, dont la croissance globale était presque insignifiante (+ 1,8 %) et la Bretagne (+ 6,4 %) qui devait son expansion à sa remarquable fécondité.

Ailleurs, l'exode rural fit diminuer les effectifs de population et cela de manière parfois brutale, par exemple dans la région Midi-Pyrénées qui perdit 14,6 % de sa population de 1881 à 1911 et toujours en Basse-Normandie, la région la plus frappée par l'exode rural au cours du XIX^e s. (- 12 %).

2) La région du Nord parmi les régions françaises.

La comparaison du poids relatif de la population des différentes régions dans la population française au début et à la fin du siècle illustre bien l'évolution de la répartition des hommes à la surface du territoire français.

En 1801 la région du Nord (bien que n'occupant que 2,3 % du territoire français actuel)portait déjà 4,5 % de la population française. Elle était donc déjà relativement surpeuplée par rapport au reste du pays, surtout si l'on songe que la région parisienne ne portait que 4,8 % de la population française. Mais d'autres régions étaient bien plus peuplées : la Bretagne (6,5 %), l'Aquitaine (6,3 %), les Pays de la Loire (6 %), la région Midi-Pyrénées (7,2 %), la région Rhône-Alpes (6,5 %), la Basse-Normandie (4,9 %).

En un peu plus d'un siècle les bouleversements furent considérables et la composition des populations régionales en 1911 était devenue bien différente.

Les régions à dominante rurale avaient toutes connu un déclin au moins relatif. Celui de la Basse-Normandie avait été le plus précoce et le plus rapide (4,9 % de la population française en 1801 contre 2,8 en 1911). Celui des régions du Bassin parisien et des régions limitrophes fut moins considérable mais très net : Haute-Normandie (4,4 % en 1801 et 2,9 %), Bourgogne (4,8 % en 1801 et 3,8 % en 1911), Picardie (4,4 % en 1801 et 3,5 % en 1911), Champagne (3,6 % en 1801 et 2,9 % en 1911), Cen-

tre (5,1 % en 1801 et 4,5 % en 1911). Le déclin de l'Ouest fut plus relatif, plus tardif et moindre : Bretagne (6,5 % en 1801 et 6,3 % en 1911), Pays de la Loire (6,0 % en 1801 et 5,6 % en 1911). Celui des zones de montagne et du Sud-Ouest fut plus précipité : Franche-Comté (2,8 % en 1801 et 2,2 % en 1911), Auvergne (4,3 % en 1801 et 3,5 % en 1911), Limousin (2,5 % en 1801 et 2,3 % en 1911), Aquitaine (6,3 % en 1801 et 5,2 % en 1911), Midi-Pyrénées (7,2 % en 1801 et 5,2 % en 1911).

A l'opposé, les régions industrialisées et urbanisées, ou en voie d'industrialisation et d'urbanisation, virent croître leur importance relative, parfois considérablement. La situation de la Lorraine ne se modifia guère (4,5 % en 1801 et 4,7 % en 1911), la population de l'Alsace, alors allemande, qui correspondait à 2,7 % de la population française en 1801 en correspondait à 2,9 % en 1911, la population du Languedoc qui avait grossi jusqu'à représenter 3,9 % de la population française en 1891 était retombée à 3,6 % en 1911 à la suite de la crise du phylloxéra. Mais quatre régions jouèrent un rôle privilégié dans la fixation de la population française : la région Provence-Côte d'Azur dont la croissance, qui avait commencé assez tardivement, s'amplifiait avec le développement de Marseille puis de la Côte d'Azur (3,5 % en 1801 et 4,7 % en 1911) ; la région Rhône-Alpes, favorisée par la remarquable croissance de Lyon et celle de Saint-Etienne (6,5 % en 1801 et 8,6 % en 1911) ; la région parisienne, à la fois bé-

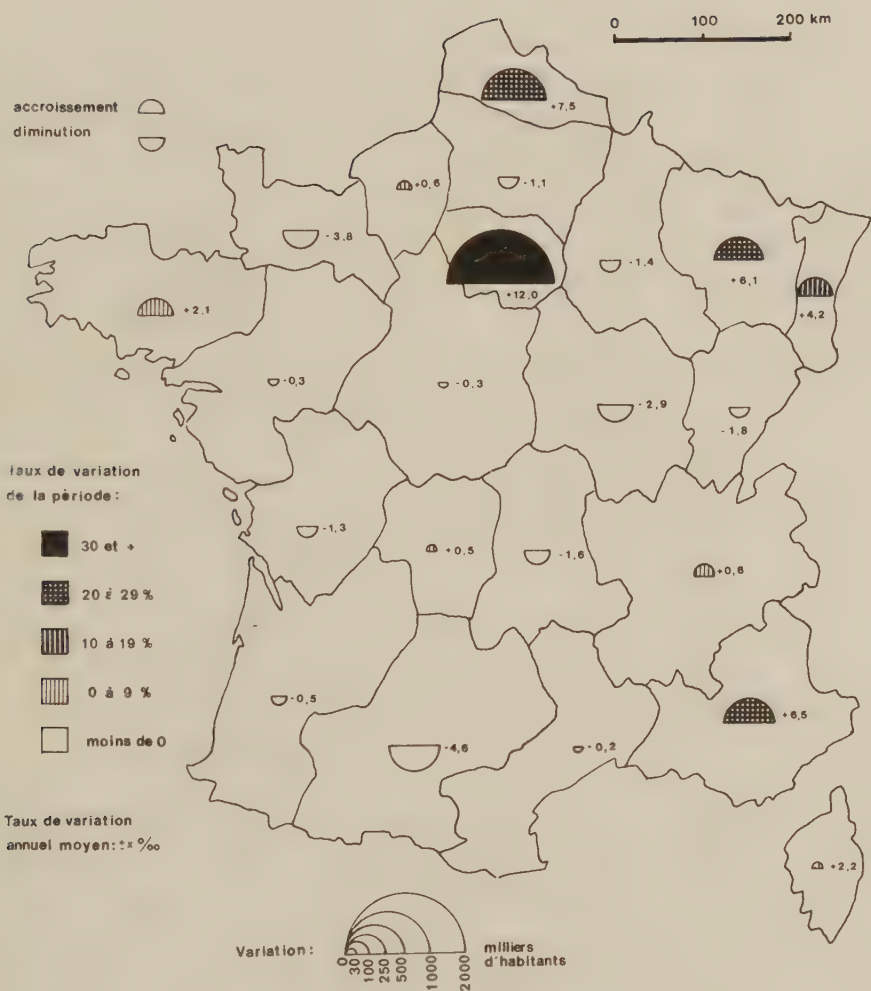


Fig: 12 VARIATION DES POPULATIONS REGIONALES - 1881-1911.

néficiaire et victime de la centralisation (4,8 % en 1801 et 12,9 % en 1911) ; enfin la région du Nord qui, habitée par 4,5 % de la population française en 1801, en concentrait 7,2 % en 1911, c'est à dire plus de la moitié en plus, chiffre imposant compte-tenu de la faible superficie de la région et qui ne s'expliquait que par la précocité et la puissance de l'industrialisation qui, ici, n'était pas seulement le fait d'une grande ville comme Paris, Lyon ou Marseille, mais d'une région toute entière.

3) Le Nord et le Pas-de-Calais parmi les départements français.

Si pour préciser l'importance croissante prise par la population de la région du Nord dans la population française il était intéressant de considérer l'évolution des populations régionales, il est plus intéressant encore de considérer l'évolution des populations départementales qui fait mieux ressortir les pôles de croissance de la France au XIX^e siècle.

En valeur absolue, après celle du département de la Seine, l'augmentation de la population du département du Nord fut la plus élevée des augmentations des populations départementales au XIX^e s.; mais en valeur relative, le département du Nord fut devancé par ceux du Rhône et des Bouches-du-Rhône. De 1801 à 1911 la population du département du Rhône s'accrut de 206 % et celle de la ville de Lyon de 378 %. Il faut y ajouter, au début du siècle, une progression très rapide de la population du département de la Loire et de Saint-Etienne, corrélative au développement des Charbonnages et des manufactures, qui se ra-

lentit fortement dans la seconde partie du siècle. La population des Bouches-du-Rhône s'accrut de 182 % entre 1801 et 1911 et celle de Marseille de 396 %, après avoir progressé lentement au début du siècle et de plus en plus rapidement ensuite. Les deux seules grandes villes françaises en dehors de Paris ont ainsi été, comme la capitale, les pôles d'une croissance urbaine fortement concentrée alors que celle du département du Nord était répartie sur la majeure partie du département.

Etiolées par Paris, quelques agglomérations périphériques assurèrent également une certaine croissance à leur département : Rouen et le Havre en Seine-Maritime, Bordeaux en Gironde, Nantes en Loire-Atlantique ... Les cartes des densités départementales sont très révélatrices de l'apparition progressive de ces pôles de croissance démographique au cours du XIX^e siècle.

d) Départements du Nord et du Pas-de-Calais : Les plus fortes densités départementales après celle du département de la Seine.

Alors qu'à travers le XIX^e s. la densité du peuplement en France ne crût que modérément, passant de 51 h/km² en 1801 à 66 en 1851, 71 en 1881 et seulement 75 en 1911, celle de la région du Nord, à l'image de ce qui produisait dans toute l'Europe du Nord-Ouest, augmenta très rapidement passant de 105 h/km² en 1801 à 200 en 1886 et

années	départ. du Nord	départ. du P.d.C.	région du Nord	France c
1801	133,4	80,6	105,1	51,3
1806	146,4	86,1	114,0	52,0
1821	158,0	94,5	123,9	56,6
1826	167,9	97,0	129,9	58,5
1831	172,6	98,9	133,0	60,3
1836	178,9	100,3	136,8	62,1
1841	189,2	103,4	143,2	63,4
1846	197,9	105,0	147,9	65,5
1851	202,0	104,6	149,7	66,2
1856	211,4	107,6	155,7	66,6
1861	227,2	109,2	164,0	67,9
1866	242,7	113,1	173,2	69,1
1872	252,4	114,8	178,6	68,3
1876	264,9	119,7	187,0	69,8
1881	279,5	123,6	195,9	71,2
1886	291,1	128,8	204,0	72,2
1891	302,7	141,9	211,1	72,5
1896	315,8	136,7	219,7	72,9
1901	325,4	144,1	228,1	73,8
1906	330,5	152,6	235,1	74,5
1911	341,9	161,1	244,9	75,3
1921	311,6	149,2	224,5	71,0
1926	343,2	176,6	253,8	73,7
1931	353,7	181,6	261,4	75,4
1936	352,4	177,8	258,7	75,3
1946	334,2	176,1	249,4	13,5
1954	365,7	192,4	272,8	77,6
1962 a	396,3	203,2	292,7	83,9
1962 b	399,4	205,9	295,7	84,4
1968	427,4	210,5	308,3	90,2
1975	437,5	211,3	316,2	95,5
a définition de population légale 1954 et recensements antérieurs				
b définition de population légale 1962 et recensements suivants				
c territoire français dans ses limites actuelles				

sources: S.G.F., INSEE.

TAB. 3 : DENSITES DE LA POPULATION DE LA REGION DU NORD. 1801/1975.

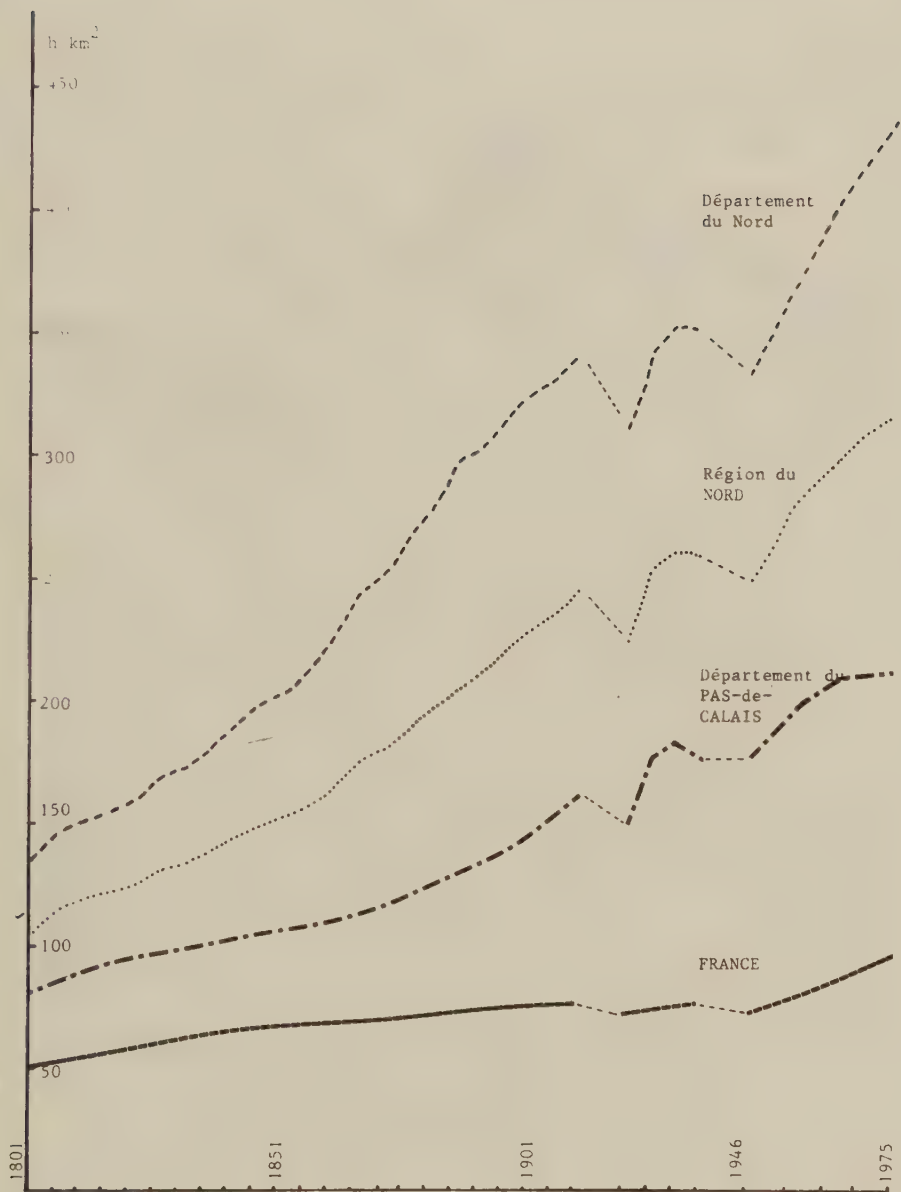


FIG: 13 DENSITÉ DE POPULATION AUX DIVERS RECENSEMENTS DE 1801 A 1975,
RÉGION DU NORD - FRANCE,

245 en 1911. Dès 1856 la densité de population de la région du Nord avait augmenté de moitié par rapport à 1801 et dès 1891 elle avait doublé, tandis que la faiblesse de la croissance de la densité moyenne française faisait progressivement figurer la France parmi les pays les moins peuplés de l'Europe. [03]

1) De 1801 à 1851 :

Déjà en 1801 les densités n'étaient pas uniformes à travers le pays. Outre le département de la Seine, seuls quelques départements périphériques. (Nord, Pas-de-Calais, Haut et Bas-Rhin, Seine maritime, Manche, Rhône) étaient déjà assez densément peuplés. Dans la première partie du XIX^e siècle les écarts entre les départements fortement peuplés et ceux qui l'étaient moins s'accroissent, mais dans un contexte d'augmentation générale des densités. En effet les densités de population augmentèrent dans tous les départements français. En 1851, 7 départements seulement, sur les 86 que comptait la France à cette date, avaient moins de 40 h/km^2 , au lieu de 27 en 1801 ; 8 départements avaient plus de 100 h/km^2 au lieu de 3 en 1801 et 16 départements avaient plus de 80 h/km^2 au lieu de 8 en 1801.

L'on assista même à des accroissements sensibles des densités dans les départements où elles devaient fortement diminuer dans la seconde partie du XIX^e siècle : la vallée de la Garonne, la Normandie, les marges armor-

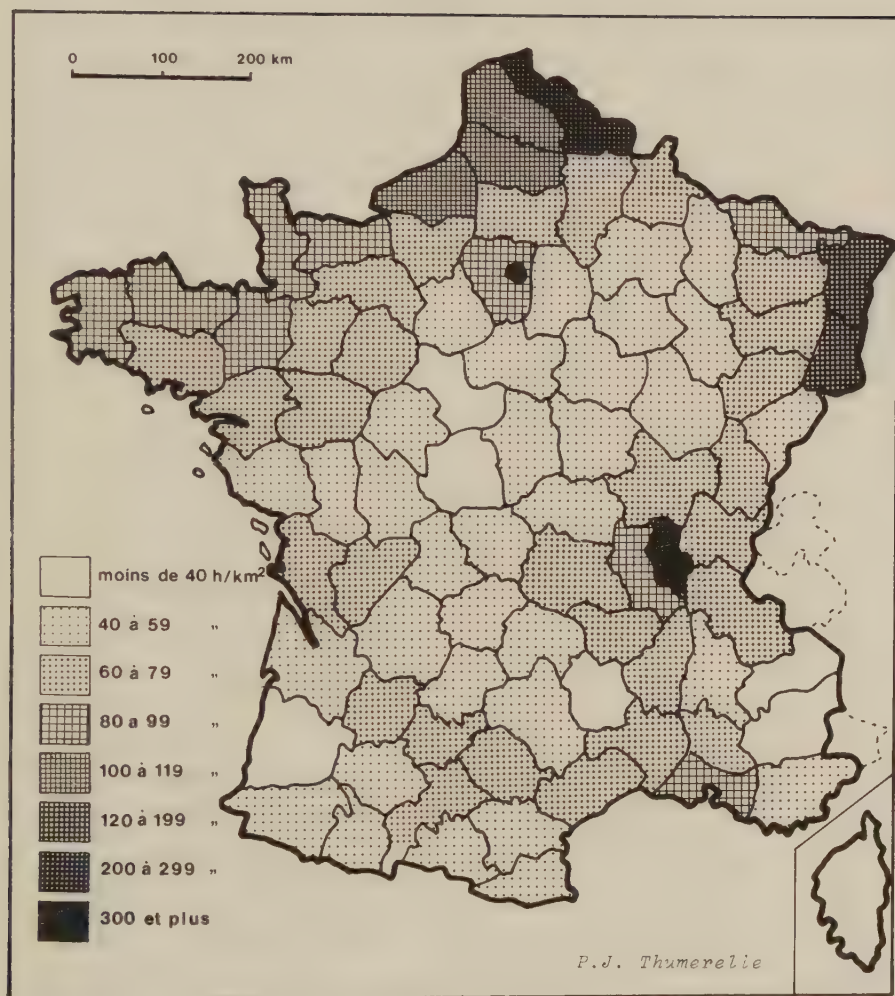


FIG: 14 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1851.

caines, les Alpes. Cependant, bien que renforcées par rapport à 1801, les densités des départements à dominante rurale, c'est à dire la grande majorité des départements, demeuraient assez faibles en 1851, généralement inférieures à 60 h/km^2 . Les zones les moins peuplées étaient toujours les mêmes que précédemment : l'Est du bassin parisien (Champagne, Bourgogne), le Centre, la majeure partie du Massif Central, les Alpes du Sud, les Pyrénées et l'Aquitaine. Le relèvement général des densités ne modifiait donc pas profondément la répartition de la population.

La croissance fut forte en Alsace où la densité de population du Haut-Rhin passa de 86 à 140 h/km^2 et celle du Bas-Rhin de 94 à 123 h/km^2 , en Picardie où la densité du département de la Somme passa de 73 à 106 h/km^2 , en Haute-Normandie où la densité du département de la Seine-Maritime passa de 96 à 120 h/km^2 , dans la région marseillaise où la densité du département des Bouches-du-Rhône passa de 54 à 82 h/km^2 .

Mais la croissance ne fut spectaculaire que dans la région lyonnaise où la densité du département du Rhône passa de 104 à 201 h/km^2 , doublant quasiment en 50 ans, et celle du département de la Loire de 60 à 99 h/km^2 , et dans la région du Nord où la densité du département du Nord passa de 133 à 201 h/km^2 et celle du département du Pas-de-Calais, dont l'évolution s'apparentait alors plus à celle des départements picards qu'à celle du département du Nord, de 80 à 103 h/km^2 .

2) De 1851 à 1881 :

Quelques trente ans plus tard la carte des densités

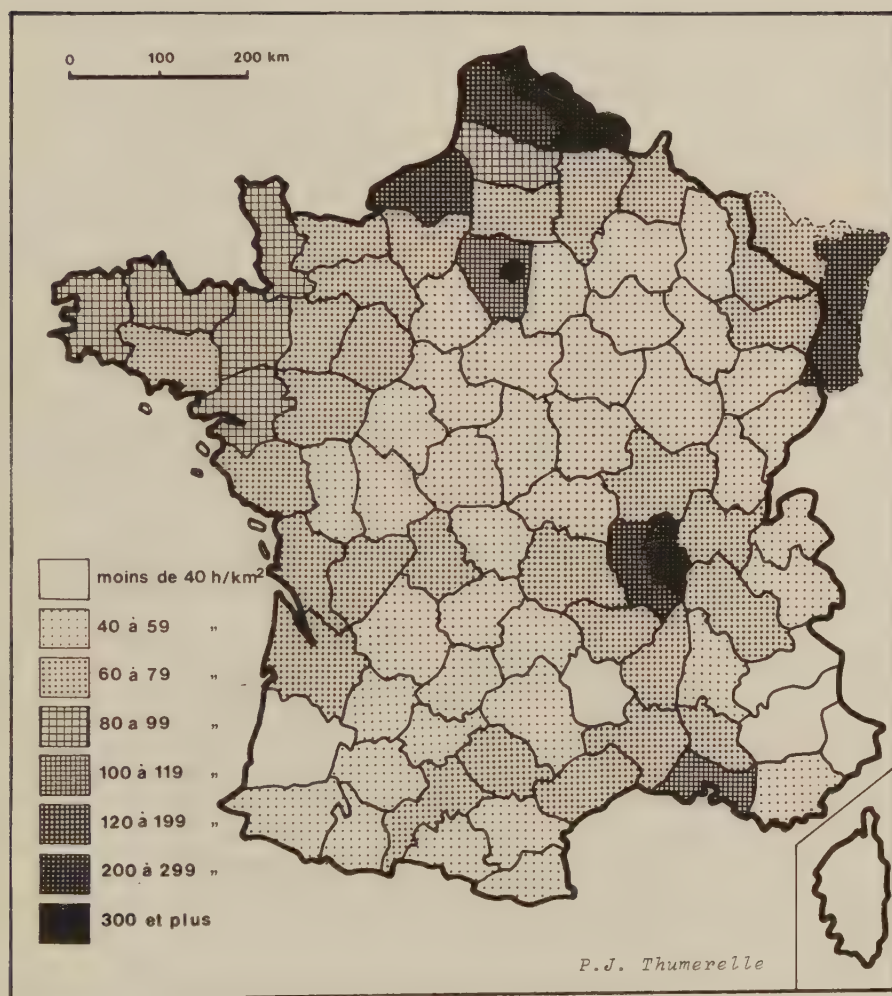


FIG: 15 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1881.

ne s'était guère modifiée. Sur les 88 départements de la France de l'époque 5 seulement comprenaient moins de 40 h/km² et 9 (auxquels on pourrait ajouter les départements alsaciens et lorrains alors allemands) comptaient plus de 100 h/km². L'exode rural avait certes commencé à peser sur l'évolution d'un certain nombre de départements mais il n'était pas encore très prononcé et se dissimulait derrière une apparente stabilité. Aussi, dans leur ensemble, les départements à dominante rurale n'avaient-ils connu que peu de changements : légères hausses, légères baisses dont la résultante aboutissait à une certaine uniformisation des densités de la majorité des départements.

Par contre les zones qui avaient connu une forte croissance depuis le début du siècle émergeaient encore mieux de la médiocrité des densités françaises.

Le poids du département de la Seine, qui avec près de 3 millions d'habitants comptait déjà presque 6000 h/km², s'était fortement accru. Mais parmi les départements de province c'était maintenant ceux de la région du Nord qui accusaient le maximum de croissance. Le département du Nord avec 278 h/km² était de nouveau nettement plus densément peuplé que le département du Rhône (260 h/km²) dont la croissance s'était ralentie dans des proportions toutefois moindres à celles du département de la Loire. Le département du Pas-de-Calais, dont la croissance démographique s'accélérait, se situait en 1881 au

5° rang des départements français pour la densité, derrière le département de la Loire. Comparée à la croissance de ces quelques pôles de développement et à celle de Marseille (Bouches-du-Rhône : 112 h/km^2 en 1881) la croissance de quelques autres départements assurée en particulier par les grands ports (Seine-Maritime, Gironde, Loire-Atlantique) paraissait bien modeste.

3) De 1881 à 1911 :

Les écarts entre les densités départementales s'accusèrent bien davantage à la fin du XIX° siècle et au début du XX°, lorsqu'au renforcement des densités des départements déjà fortement urbanisés s'ajouta le déclin des densités des départements demeurés essentiellement ruraux.

Même la Bretagne, qui parmi les régions à dominante rurale était celle dont la population s'était accrue le plus considérablement, ressentait les effets de l'exode rural. Seuls le Finistère, qui avec plus de 800 000 habitants figurait en 1911 parmi les départements les plus peuplés de France, favorisé par la présence d'une nombreuse population de marins et de pêcheurs traditionnellement féconde et le développement de l'agriculture maraîchère exigeante en hommes, et la Loire-Atlantique, grâce au développement de Nantes-Saint-Nazaire, avaient vu leurs densités de population s'accroître jusqu'à atteindre 90 h/km^2 en Loire-Atlantique et 115 h/km^2 dans le Finistère.

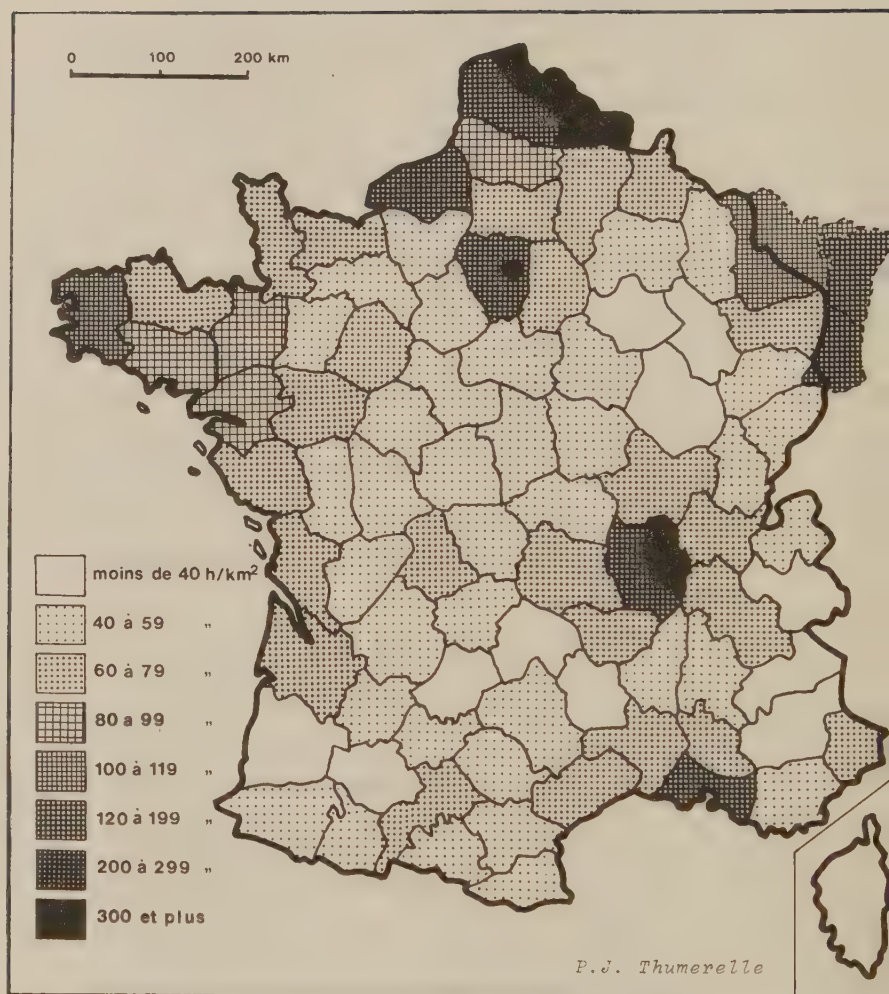


FIG: 16 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1911.

La densité du Morbihan avait stagné et celles des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine s'étaient abaissées.

Ailleurs la diminution des densités fut souvent plus importante. Dans l'Est du Bassin-parisien, le déclin le plus prononcé fut celui du département de la Haute-Marne dont la densité était descendue à 34 h/km^2 en 1911. Mais la Bourgogne fut aussi très touchée par l'exode rural : la Côte-d'Or peuplée de 400 000 habitants en 1851 n'en comptait plus que 350 000 en 1911, ce qui lui assurait une densité de 39 h/km^2 ; l'Yonne avait durant la même période perdu 80 000 habitants et sa densité était également descendue à 40 h/km^2 . En Picardie, seule la densité de population du département de l'Oise n'avait pas diminué, Mais dans les départements de la Somme (plus que 82 h/km^2 en 1911) et de l'Aisne (71 h/km^2) les densités, bien que demeurées encore assez élevées, avaient baissé.

Plus au Sud, le déclin démographique, qui avait débuté pendant la période précédente, s'était poursuivi, en général assez lentement sauf dans certains départements où il s'accéléra parfois de façon spectaculaire : dans les Alpes, le Jura et surtout dans le Sud-Ouest. Le département du Gers perdit 80 000 habitants de 1851 à 1911 et sa densité tomba à 35 h/km^2 , le Lot en perdit 90 000 et sa densité tomba à 39 h/km^2 , le Lot-et-Garonne en perdit 70 000 et sa densité tomba à 50 h/km^2 , le Tarn-et-Garonne en perdit 50 000 et la Lozère, dont la densité était déjà faible auparavant, n'avait plus que 24

h/km^2 en 1911.

Au déclin démographique de la majorité des départements s'opposait plus vigoureusement encore que durant la période précédente la croissance des départements fortement urbanisés ou industrialisés. Bien que moins vertigineuse que précédemment, l'augmentation de population la plus importante était toujours celle de l'agglomération parisienne qui avait débordé le cadre du département de la Seine pour s'étendre sur la Seine-et-Oise ; la population du département de la Seine n'ayant plus augmenté que de 48 % entre 1881 et 1911 tandis que celle du département de Seine-et-Oise augmentait de 41 %.

La croissance de Marseille (550 000 habitants en 1911) s'était accélérée amenant la densité de population du département des Bouches-du-Rhône à $154 h/km^2$ en 1911, et celle de la Côte-d'Azur s'amorçait : le département des Alpes-Maritimes qui ne comptait que 227 000 habitants en 1881 en comptait 356 000 en 1911 soit 57 % en plus, ce qui amenait sa densité à $62 h/km^2$. La croissance des autres départements du Midi méditerranéen s'était fortement ralentie ou avait cessé notamment dans le Languedoc après la crise du phylloxéra.

Bien plus modestement le développement des ports de la Basse-Seine (Le Havre : 136 000 habitants en 1911, Rouen : 12 500) avait amené le département de la Seine-Maritime (877 000 habitants en 1911) à une densité de $138 h/km^2$, tandis que les autres départements poursuivaient leur déclin démographique.

Quant-à la croissance de la région lyon-

	1831	1881	1901	1911	1936	1954	1968	1975
11 Région parisienne	1 707	3 726	4 735	5 335	6 786	7 317	9 248	9 863
21 Champagne-Ardenne	1 124	1 266	1 221	1 211	1 127	1 134	1 279	1 338
22 Picardie	1 455	1 512	1 481	1 461	1 355	1 387	1 574	1 677
23 Haute-Normandie	1 118	1 178	1 189	1 201	1 220	1 274	1 497	1 599
24 Centre	1 618	1 893	1 888	1 874	1 715	1 758	1 990	2 151
31 Nord	1 645	2 422	2 822	3 030	3 202	3 375	3 816	3 917
41 Lorraine	1 545	1 609	1 754	1 931	1 866	1 956	2 274	2 331
42 Alsace	964	1 074	1 155	1 219	1 219	1 218	1 412	1 517
43 Franche-Comté	917	966	919	912	838	856	993	1 060
51 Basse-Normandie	1 528	1 342	1 229	1 180	1 113	1 165	1 260	1 308
52 Pays de la Loire	2 078	2 355	2 357	2 334	2 166	2 319	2 583	2 765
53 Bretagne	2 104	2 446	2 559	2 602	2 397	2 339	2 468	2 594
74 Limousin	845	945	978	961	798	740	736	739
83 Auvergne	1 422	1 535	1 511	1 459	1 291	1 247	1 312	1 330
54 Poitou-Charentes	1 385	1 528	1 481	1 468	1 344	1 394	1 451	1 528
72 Aquitaine	2 094	2 291	2 271	2 257	2 155	2 209	2 460	2 548
73 Midi-Pyrénées	2 448	2 515	2 250	2 141	1 935	1 975	2 185	2 268
26 Bourgogne	1 534	1 698	1 627	1 558	1 381	1 375	1 502	1 566
82 Rhône-Alpes	2 362	3 491	3 579	3 580	3 607	3 630	4 423	4 781
91 Languedoc-Roussillon	1 271	1 505	1 565	1 530	1 514	1 449	1 707	1 739
92 Provence-Côte d'Azur	1 205	1 567	1 815	1 944	2 556	2 415	3 299	3 677
Ensemble de la France	33 218	39 239	40 681	41 479	41 907	42 777	49 750	52 610

TAB. 4 : POPULATION DES REGIONS FRANCAISES A DIVERS RECENSEMENTS.

naise qui continuait à se ralentir, elle s'élevait encore à 23 % entre 1881 et 1911, amenant la densité du département du Rhône à 320 h/km² (Lyon : 523 000 h en 1911), le département du Rhône se classant le 3^o de France par la densité de sa population, tandis que la population du département de la Loire n'augmentait plus que de 6 %, marquant le recul des vieux foyers industriels de la Loire et de Saint-Etienne devant le développement des nouveaux foyers industriels du Nord et de la Lorraine.

La croissance de la population de la Lorraine venait en effet de s'amplifier considérablement aussi bien dans la partie française que dans la partie allemande de la région. Le département de la Moselle qui comptait 460 000 habitants en 1881 en comptait 655 000 en 1911 (+ 33 %) avec une densité de 105 h/km² et le département de la Meurthe et Moselle où la sidérurgie s'était davantage développée et qui comptait 419 000 habitants en 1881 en comptait 565 000 en 1911 (+ 35 %) avec une densité de 107 h/km². La croissance démographique de l'Alsace s'était également poursuivie mais à un rythme bien moindre qui amena les deux départements alsaciens à des densités de 146 et 148 h/km² en 1911.

Mais c'était toujours le département du Nord qui avait connu le gain de population le plus considérable en valeur absolue pour un département de province : + 360 000 habitants (+ 22 %) entre 1881 et 1911, ce qui le maintenait au 2^o rang des départements pour la

densité avec 340 h/km². Le Pas-de-Calais venait immédiatement derrière le département du Nord pour la croissance en valeur absolue avec un gain de 250 000 habitants (+ 30 %), ce qui l'amenait au 4^e rang pour la densité derrière le département du Rhône avec 158 h/km². Avec de telles densités la région du Nord tenait vraiment une place originale dans le contexte français.

e) La polarisation de la croissance entre 1801 et 1911.

L'examen du bilan de la croissance entre 1801 et 1911 fait mieux ressortir encore le rôle qu'a joué la région du Nord dans les modifications de la géographie du peuplement de la France au cours du XIX^e siècle.

La population de la France (dans ses limites actuelles) pendant cette période s'est accrue de 13 165 000 habitants. Mais la polarisation de la croissance a été excessivement forte puisque trois régions ont à elles seules absorbé la moitié de cette croissance et sept régions, dont les trois premières, les 3/4.

La plus grande partie de cette augmentation a été absorbée par la région parisienne. La population du département de la Seine s'est accrue de 3,5 millions d'habitants, soit 26,7 % de l'accroissement total français entre 1801 et 1911, et l'ensemble Seine et Seine-et-Oise de 29,8 %. La région du Nord a été la région française la plus favorisée après l'agglomération parisienne. La population du département du Nord s'est accrue de 1,2 million d'habitants entre 1801 et 1911, soit 9 % de l'accroissement démographique français, celle du Pas-de-Calais de 560 000 habitants, soit

4,3 % de l'accroissement français, ce qui a assuré à l'ensemble de la région du Nord une augmentation de population de 1 760 000 habitants, soit 13,3 % de l'accroissement total français.

Les autres pôles de croissance, plus modestes, comprenaient l'ensemble formé par les départements du Rhône (+ 616 000 h., soit 4,7 % de l'accroissement démographique français) et de la Loire (+ 350 000 habitants, soit 2,7 % de l'accroissement français), l'ensemble formé par les départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle (+ 534 000 habitants, soit 4 % de l'accroissement démographique français), l'Alsace (+ 566 000 habitants, soit 4,3 % de l'accroissement démographique français), les Bouches-du-Rhône (+ 521 000 habitants, soit 4 % de l'accroissement démographique français) et une région qui ne figurait pas parmi les grandes régions industrielles et urbaines mais dont nous avons déjà souligné l'originalité de la croissance : la Bretagne (Loire-atlantique comprise) avec un gain de 1 208 000 habitants, soit 9 % de l'accroissement démographique français.

f) Une croissance banale dans le contexte de l'Europe du Nord-Ouest

La croissance démographique et la densité de population de la région du Nord ne nous ont paru exceptionnelles au cours du XIX^e siècle que parce que nous n'avons porté nos regards que sur l'hexagone français. Or la région du Nord est une région frontière et l'on ne peut ignorer l'évolution qui s'était produite au nord de la frontière.

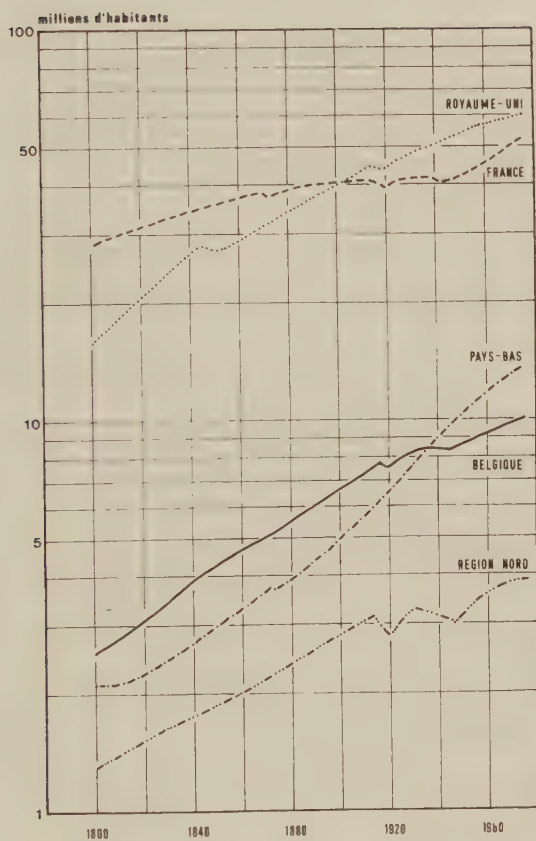


FIG.17 : EVOLUTION COMPAREE DES POPULATIONS DE LA REGION DU NORD ET DES ETATS VOISINS DE L'EUROPE DU NORD-OUEST.

Exceptionnelle dans le contexte français, la région du Nord ne l'était pas dans le contexte de l'Europe du Nord-Ouest. De part et d'autre de la frontière franco-belge, le parallélisme des croissances démographiques fut assez remarquable, ce qui ne peut surprendre étant données la continuité des densités et la similitude des genres de vie de la région du Nord et des provinces belges limitrophes.

De 1831 à 1901 la population belge s'est accrue de 78 % [04] , celle de la région du Nord de 70 %. Le même rapprochement pourrait être fait avec les taux de croissance des Pays-Bas, de l'Allemagne rhénane ou du Royaume-Uni. La croissance démographique de la région du Nord au XIX^e siècle n'était pas de type français mais s'apparentait aux types britannique et néerlandais et apparaissait comme un débordement sur le territoire français de l'expansion démographique de l'Europe du Nord-Ouest.

C'est surtout entre le département du Nord (+ 87 %) et la province belge du Hainaut (+ 88 %) que la similitude des taux de croissance était la plus grande. La croissance des provinces belges de Flandre occidentale (+ 30 %) et de Flandre orientale (+ 38 %), dépourvues de charbon, avait été plus lente. L'ensemble flamand (Flandre belge + Brabant et Anvers) s'était cependant accru de 55 %.

Plus remarquable encore était le maintien des similitudes de densités. En 1831 l'on comptait 133 h/km² dans la région du Nord et 124 en Belgique ; 173 h/km² dans le département du Nord et 158 dans l'ensemble des régions belges flamandes, dont 186 dans la province de Flandre occidentale et déjà 249 en Flandre orientale. En 1901 l'on comptait 288 h/km² dans la région du Nord et 221

	Variations en %		Densités (h/km ²)		
	1831 - 1900	1900 - 1970	1831	1900	1970
- Belgique	78.4	42.9	124	221	316
- Région Wallonne	86.1	12.6	89	166	187
dont Hainaut	87.5	11.3	166	311	347
- Région flamande	55.4	63.0	158	246	401
dont Flandre orientale	37.8	28.3	249	343	440
Flandre occidentale	30.1	38.7	186	243	337
	1831 - 1901	1901 - 1975	1831	1901	1975
- Région du Nord	71.5	38.6	133	228	316
dont département du Nord	85.5	34.5	173	326	437
département du Pas-de-Calais	45.7	46.7	99	144	211
- France	22.5	29.3	60	74	95

TAB. 5 : VARIATIONS DE POPULATION ET DENSITES DANS LA REGION DU NORD, EN BELGIQUE ET EN FRANCE.

en Belgique, 325 h/km² dans le département du Nord (144 dans le Pas-de-Calais) et 343 en Flandre orientale, 243 en Flandre occidentale, 289 dans la province d'Anvers et 311 en Hainaut belge. L'évolution d'ensemble était bien comparable.

Pour la région du Nord, il n'y a jamais eu rupture des densités vers le Nord, mais uniquement vers le Sud.

Une agriculture étonnamment riche et une industrie puissante étaient à l'origine de ces densités exceptionnelles. La croissance démographique et les modifications profondes dans la répartition des hommes ne furent que l'accompagnement de l'industrialisation. L'on ne saurait retracer ni expliquer les évolutions démographiques locales sans connaître d'abord l'évolution de l'industrie.

II - Le développement industriel et agricole.

a) Les origines de l'industrie moderne.

1) Les traditions et les hommes.

" Pour prospère que soit l'agriculture flamande elle ne suffit pas encore à faire vivre l'énorme population qui se presse dans la Flandre intérieure. D'autres ressources sont nécessaires ... L'industrie s'offre naturellement pour les fournir. " (R. Blanchard) [05] . Et ce depuis fort longtemps, ainsi que nous l'avons rappelé dans le premier chapitre de cet ouvrage. Sans l'industrie jamais la région du Nord n'aurait pu connaître

les densités de population qu'elle portait au XVIII^e siècle.

" Trop nombreux pour s'appliquer tous à l'agriculture, dit la supplique de Wasquehal de 1733, trois quart des habitants de ce pays s'occupent actuellement à la fabrique des manufactures permises, avec quoi ils paient leurs charges et entretiennent leurs familles, lesquelles, sans ce secours, seraient réduites à la mendicité. " [06].

D'activité complémentaire de l'agriculture, l'industrie était devenue très tôt l'activité principale d'un grand nombre de familles. A la campagne l'imbrication étroite des activités agricoles et industrielles ne permettait guère de distinguer l'ouvrier du paysan. Un type d'ouvrier-paysan, travaillant souvent un petit lopin de terre, se louant pour les gros travaux saisonniers aux gros cultivateurs et filant ou tissant le reste du temps, dominait en Flandre et était largement répandu ailleurs.

Pratiquée en chambre humide, à domicile, aussi bien en ville qu'à la campagne, l'industrie textile, particulièrement répandue autour de Lille, dominait déjà les autres activités de la région du Nord. Plus modestement d'autres industries étaient dispersées sur l'ensemble de la région : tuileries, briquetteries qui utilisaient le limon comme matière-première ; fours à chaux où l'on chauffait la craie du sous-sol ; huileries, brasseries qui traitaient les cultures industrielles locales. Dans la région de Trélon-Solre-le-Château de nombreuses petites forges fonctionnaient grâce au fer, au bois et aux eaux des confins ardennais. En bordure des grandes forêts de l'Est du département du Nord la verrerie et la poterie s'étaient déjà développées en particulier à

Sars-Poteries. Enfin quelques petits centres s'étaient spécialisés en fonction des ressources locales en matières-premières ou des traditions : papeteries de la haute vallée de l'Aa, tanneries et cordonneries de Saint-Omer et de Lillers, faïenceries de Desvres etc...

La révolution industrielle se réalisa dans une région qui bénéficiait d'une très puissante tradition industrielle, d'un marché et d'un réseau commercial assurant la diffusion des produits. La révolution industrielle ne fit pas naître l'industrie, elle apporta de profondes modifications aux techniques de production, mais en s'appuyant généralement sur les traditions et les réseaux commerciaux en place, gages de réussite.

La région du Nord pouvait subvenir aux gros besoins en main d'oeuvre de la nouvelle industrie. L'industrie à domicile déclinante devait fournir la main d'oeuvre qualifiée. L'expansion démographique régionale, les Flandres belges surpeuplées et les campagnes artésiennes et picardes moins industrialisées et moins bien armées pour résister à la concurrence des industries nordistes pouvaient fournir les contingents ouvriers supplémentaires.

2) Les infrastructures et les ressources du sol et du sous-sol.

Outre les débouchés et le réseau commercial de ses industries traditionnelles et ses ressources en main d'oeuvre, la région du Nord bénéficiait d'un réseau de voies de communications excellent pour l'époque. Très tôt elle disposa du réseau routier et du réseau de voies d'eau le plus dense de France et plus tard d'un important réseau de chemin de fer.

Le plat-pays était particulièrement favorisé en ce qui concernait les voies d'eau. Ses rivières à écoulement lent (Aa, Lys, Deule, Scarpe, Sensée, Escaut, Sambre), peu larges, convenaient bien à la batellerie de l'époque. Mais elles étaient toutes tournées vers le Nord et hormis l'Aa aboutissaient en Belgique. et par l'Escaut à Anvers. Aussi très tôt avait-on édifié un réseau transversal de canaux qui fut complété dans la première moitié du XIX^e siècle : canaux de Saint-Quentin (liaison Escaut-Seine par l'Oise), de la Sensée, d'Aire à La-Bassée. Grâce à ces voies d'eau les villes industrielles du Nord étaient facilement ravitaillées en charbon depuis le gisement de Valenciennes et surtout depuis la Belgique.

Les insuffisances de la voie d'eau étaient compensées par un réseau routier, restauré depuis le premier Empire et systématiquement amélioré ensuite, qui couvrait l'ensemble de la région.

Le chemin de fer n'apparut qu'assez tardivement dans la région par rapport à la Belgique voisine. Ce ne fut qu'en 1846 que la Compagnie des Chemins de Fer du Nord réalisa la liaison Paris-Lille, suivie rapidement par la desserte ferroviaire de Valenciennes, Calais, Dunkerque puis Boulogne.

Mais le chemin de fer comme la voie d'eau ignoraient le Haut-pays d'Artois, renforçant son isolement géographique, empêchant son industrialisation et précipitant l'exode rural.

Par ce réseau de voies de communication les industries de la région du Nord pouvaient être approvisionnées facilement en matières premières, soit qu'elles lui fussent fournies par son agriculture traditionnellement orientée vers les cultures industrielles (lin, colza, oeillette, plantes tinctoriales, houblon et

très rapidement au cours du XIX^e siècle betterave sucrière.), soit qu'elles fussent importées par ses ports ou les ports belges. Mais surtout la région disposait d'un gisement houiller, le plus important de France après celui de Saint-Etienne dans la première moitié du XIX^e siècle. L'exploitation de la houille primitivement limitée à la région de Valenciennes s'étendit progressivement à tout le gisement du département du Nord au cours du XIX^e siècle. Mais ce ne fut qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle que celui du Pas-de-Calais fut mis en valeur.

3) Les capitaux et la bourgeoisie.

Certes peu de régions disposaient d'autant d'atouts que la région du Nord, mais ceux-ci furent habilement exploités par la bourgeoisie locale. Alors qu'il était de règle en France que les fortunes issues des affaires soient investies dans la terre, l'immobilier ou la rente publique afin de masquer leur origine, dans la région du Nord elles furent réinvesties dans l'industrie. Les capitaux provenant essentiellement du négoce, mais aussi de l'agriculture, ont servi à financer le lancement des entreprises industrielles familiales. Longtemps, surtout dans le textile, l'industrie fut dirigée par une bourgeoisie locale, absorbée par ses affaires, dynamique et ouverte aux innovations, mais très indépendante et pratiquant le réinvestissement de ses bénéfices dans ses entreprises et faisant peu appel au crédit.

Celui-ci fut davantage sollicité par les betteraviers que par les industriels. Pour répondre à leurs

besoins naquirent des banques locales constituées également à partir des capitaux accumulés par le négoce (Dupont à Valenciennes, Scalbert à Lille, Adam à Boulogne etc ...). Sous la Monarchie de Juillet un puissant réseau bancaire se mit en place et se prépara à assurer les investissements qu'exigeait la croissance de l'économie régionale. [07] .

4) Influences extérieures et impulsions locales.

La région du Nord disposait, ainsi que nous l'avons vu précédemment, d'une vieille tradition industrielle, d'une main d'oeuvre abondante et qualifiée, de voies de communications, de capitaux, de charbon : toutes conditions requises pour la réussite de la Révolution industrielle, d'autant plus que les barrières douanières protégeaient efficacement les industries naissantes de la concurrence étrangère.

Aussitôt après 1815, la Belgique était devenue le principal relais continental du commerce britannique et de la diffusion des techniques industrielles anglaises. Il est certain que les transformations qui s'opéraient en Angleterre et au nord de la frontière intéressèrent les négociants et les marchands-fabricants de la région du Nord, d'une part inquiets d'un renforcement de la concurrence en dépit des lois protectionnistes, d'autre part tentés par l'augmentation considérable des profits que permettaient de réaliser les nouvelles techniques de fabrication.

Très tôt les marchands-fabricants de Roubaix et Tourcoing firent pression sur la main d'oeuvre rurale qu'ils employaient à domicile pour la faire venir dans des ateliers urbains où l'on utilisait de nouveaux

métiers. Dès 1804 Grimonprez avait introduit l'usage de la "mule Jenny" dans la filature à Roubaix et en 1819 Mille y introduisit la machine à vapeur. Scribe Labbé en 1834 réimporta d'Angleterre le métier à tisser le lin de Philippe de Girard. En 1842 Motte-Bossut créa la première filature de coton de type anglais à l'image de celles qu'il avait visitées à Manchester.

L'influence britannique fut encore plus nette sur la côte. Des techniciens britanniques introduisirent les métiers à tulle (1817) et les métiers à dentelle mécaniques (1838) à Calais, des métiers à tisser les voiles à Dunkerque (1834), l'industrie des plumes en métal à Boulogne (1846) et la sidérurgie au coke à Marquise (1838) près du petit gisement houiller de Tardinghen.

Dans le Hainaut l'influence belge, déjà présente dans les charbonnages, s'exerça directement dans la sidérurgie mais davantage semble-t-il sur le plan financier que sur le plan technique, pour lequel il fut plutôt fait appel à des ouvriers et des techniciens anglais. Les capitaux belges furent à l'origine de la sidérurgie au coke de l'Escaut avec la création en 1834 de la "Société des Forges et Laminoirs d'Anzin", filiale de la "Société Générale de Belgique", et de la vallée de la Sambre avec l'implantation de laminoirs à Haumont (1843) par la société belge des "Forges de la Providence". Mais la bourgeoisie locale ne resta pas inactive ainsi qu'en témoigne la part prise par les capitaux locaux dans les charbonnages ou la création par Dumont de l'"usine à fers de Denain" (1834).

Si la révolution industrielle transforma si profondément l'économie et la société de la région du Nord, c'est que l'exemple

britannique fut parfaitement assimilé par les industriels de la région. L'on décèle certes une influence anglaise évidente et une influence belge plus discrète, mais la majorité des transformations ou des créations d'industries fut le fait d'impulsions locales ou d'entrepreneurs audacieux. Certes quelques entreprises échouèrent ou n'eurent qu'un succès éphémère, mais d'autres réussirent et prospérèrent : ainsi l'implantation de fabriques de sucre de betteraves à Lille puis à Arras par Crespel Delisse (1810) fut à l'origine de la puissante industrie sucrière de la région ; l'introduction des métiers à tulle (1829) puis à dentelle à Caudry fut à l'origine de la spécialisation dentellière de l'est du Cambrésis ; la première usine chimique régionale créée par Kulhmann en 1825 ouvrait la porte à l'implantation de la chimie lourde.

Très rapidement, mais non sans faillites et sans crises, l'industrie de la région du Nord connut un essor remarquable.

b) La puissance industrielle du Nord au XIX^e siècle : le triomphe de la grande industrie.

La puissance industrielle de la région du Nord reposa essentiellement jusqu'à une date récente sur la trilogie : charbon, textile et métallurgie lourde.

1) L'industrie textile.

Industrie traditionnelle de la région du Nord, qui avait assuré l'antique prospérité des Flandres, l'industrie textile, aux mains d'une bourgeoisie locale particulièrement active, fort pré-

occupée de la bonne marche de ses usines et soucieuse de bonne gestion, connut une expansion sans précédent au cours du XIX^e siècle, longtemps protégée par une barrière douanière qui l'isolait des rudes coups de la concurrence internationale, laquelle, en ruinant l'industrie à domicile des Flandres belges, précipita sur la région du Nord, dès 1830 et surtout après 1846, une main d'oeuvre étrangère, abondante et peu exigeante.

La concentration qu'imposait la révolution industrielle bénéficia surtout à la région lilloise où dès le milieu du XIX^e siècle un certain nombre d'entreprises avait atteint une stature internationale. La presque totalité des fils y'était déjà fabriquée dans des filatures utilisant la force motrice de la vapeur et la majorité des tissus y étaient confectionnés à l'aide de métiers mécaniques.

Cependant toute florissante qu'elle apparut de prime abord, l'industrie textile ne se développa qu'au travers de crises successives : crises d'approvisionnement, crises de surproduction, crises de méventes, chutes des prix ... L'abaissement des droits de douane et l'orientation vers le libre-échange en 1860 soumit brutalement le textile français à la concurrence des textiles anglais qui imposa une baisse générale des prix et raviva la concurrence entre les firmes françaises. Les entreprises capables d'abaisser leurs prix de revient par le recours à une mécanisation accrue et à une spécialisation des ateliers de fabrication sinon d'usines entières, absorbèrent les entreprises en difficultés.

La disparition de la concurrence alsacienne après 1870, le retour aux mesures protectionnistes en 1892 et la reprise économique générale au début du XX^e siècle permirent à une industrie textile lilloise rénovée et beaucoup plus concentrée techniquement, financièrement et géographiquement qu'auparavant, de retrouver sa prospérité. En 1913 avec plus de 90 % de la production française de filés de lin (17 % de la production mondiale), 40 % des filés et 30 % des tissus de laine et 60 % des filés de coton, l'empire textile lillois figurait parmi les plus importants centres textiles du monde.

- Le textile lillois.

- Le lin : Le domaine du lin englobait Lille et sa banlieue immédiate ainsi que l'est de l'arrondissement de Lille : Armentières et les petites villes égrenées sur la rive droite de la Lys entre Armentières et la frontière (et ses prolongements belges le long de la Lys).

Lorsque la culture du lin déclina en France, l'industrie linière se réfugia dans la seule région où l'on continuait à cultiver quelques milliers d'hectares de cette plante et où une vieille tradition avait conservé d'excellents procédés de rouissage. Aussi si l'industrie linière au XIX^e siècle n'utilisait plus que fort peu les lins locaux devenus rares et fonctionnait grâce aux lins importés de Belgique et surtout de Russie, elle était l'héritière directe de la vieille industrie drapière flamande.

L'on trouvait quelques petites filatures à Armentières, Seclin, Lannoy, Quesnoy-sur-Deule, Bousbecque et Linselles mais Lille et sa banlieue de Lomme et La Madeleine avaient un quasi-mono-

pole de la filature du lin. C'était également à Lille et à Comi-
 nes que se trouvaient les seules filteries (fil à coudre) de
 lin de France. Le tissage du lin était moins concentré, cepen-
 dant deux-tiers des métiers mécaniques à tisser le lin existant
 en France fonctionnaient dans la région lilloise. Lille et ses
 faubourgs étaient spécialisés dans les métis (lin et coton),
 mais les beaux tissus (draps, linge de table) étaient confec-
 tionnés à Armentières et ses faubourgs d'Houplines, La Chapelle
 d'Armentières et Nieppe, et à Halluin. L'on tissait encore le
 lin dans toute la plaine de la Lys (aussi bien dans les peti-
 tes villes de la Haute-Lys comme Sailly, La Gorgue, Estaires, Mer-
 ville que dans certains villages comme Richebourg) et dans la
 partie orientale de la Flandre intérieure à Bailleul et à Haze-
 brouck, en usine sur des métiers mécaniques et encore à domicile
 sur des métiers manuels. Enfin les toiles étaient blanchies dans
 de grandes usines établies au bord de la Lys (Halluin) ou de
 la Deûle au Sud de Lille (Don, Haubourdin). "Au total, filature,
 tissage, blanchiment réunis, c'est un peuple de 50 000 ouvriers
 que le lin occupe encore, tout déchu qu'on le proclame, à Lille
 et le long de cette Lys qui est bien en Flandre comme l'axe géo-
 graphique de la région linière." (R. Blanchard)

- La laine : Convertis au coton, après la Révolution française
 pour suivre la mode du moment, Roubaix et Tourcoing revinrent à
 l'industrie de la laine vers 1830. Mais jamais filature et tissa-
 ge de la laine (à la différence du lin) n'avaient été un mono-
 pole roubaisien ou tourquennois et la concurrence a toujours été
 âpre : concurrence avec les centres lainiers belges et anglais,

mais aussi avec les autres centres lainiers français.

Pourtant Roubaix et Tourcoing s'imposèrent, et au début du XX^e siècle s'affirmaient être le premier centre lainier français. Roubaix filait et tissait la laine alors que Tourcoing s'était plutôt spécialisé dans la filature et était surtout devenu le siège du négoce de la laine. La filature était totalement mécanisée, mais le tissage était encore partiellement effectué à la main. En 1905, 38 maisons roubaisiennes faisaient encore tisser à la main à domicile et possédaient des métiers disséminés dans la campagne flamande et les villes du centre du bassin minier.

A ces activités principales qu'étaient le peignage, la filature, le tissage et la teinture de la laine s'ajoutaient des spécialités : bonneterie, broderie, tissus d'ameublement, velours à Roubaix ; tissus d'ameublement et tapis à Tourcoing et un grand nombre d'activités disséminées au nord et à l'est de Roubaix et Tourcoing : tapis à Halluin ; couvertures, tapis, contrepoinces, tissus d'ameublement, tissages de toiles et tissages de jute dans tout le canton de Lannoy (Lannoy, Hem, Lys-les-Lannoy, Annappes, Ascq, Leers, Baisieux etc ...)

- Le coton : L'industrie du coton était beaucoup plus diffuse que celle du lin ou de la laine. L'on trouvait des filatures de coton à Roubaix, Tourcoing, Armentières où les tissages de laine ou de lin incorporaient du coton à leurs tissus pour répondre à la mode grandissante des fibres mélangées. Mais la filature du coton était surtout concentrée à Lille.

La région lilloise fabriquait les 3/5 des filés produits en France dans de gros établissements comme la Cotonnière de Fives

ou la Cotonnière d'Hellemmes. Par contre le tissage du coton pur était assez peu répandu dans le Nord.

- Les activités annexes du textile : La main d'oeuvre potentielle qu'avait délaissé le tissage en cessant d'être pratiqué à domicile, fut réemployée par la confection. Elle prospéra dans les villages situés au sud de Lille et jusque dans le Pévèle mais surtout dans le centre du pays minier (Courrières, Lens). La machine à coudre avait remplacé le métier à tisser et le carreau de dentelle. Lille était à l'origine de cette activité, soit directement, soit comme intermédiaire de maisons parisiennes. Lille fournissait les modèles, les étoffes et les fils et recueillait les produits élaborés dans la tradition du capitalisme commercial du XVIII^e siècle. Cette activité de la confection, qui assurait de gros profits, tendait pourtant à se concentrer sur Lille où l'on assista à un pullulement de petits ateliers mais aussi à l'apparition de grosses entreprises de confection comme la "Belle Jardinière" qui employait plus de 1 000 ouvrières.

Au début du XX^e siècle le travail du lin devait occuper quelques 50 000 personnes, celui de la laine quelques 80 000 personnes, celui du coton quelques 20 000 personnes. Les industries annexes du textile employaient quelques dizaines de milliers de personnes. C'était donc tout un peuple que l'industrie textile faisait vivre dans l'arrondissement de Lille et sur ses franges. Aussi les crises du textile étaient-elles durement ressenties par la population.

Le lin, constamment menacé par la concurrence des toiles anglaises et belges, ne prospérait qu'à l'abri d'un marché protégé, ce qui n'excluait pas des crises de surproduction comme celle de

1901-1906 qui contraignit les ouvriers d'Armentières à se déplacer par trains entiers jusque dans le bassin houiller pour s'employer temporairement dans les mines. Le coton était mieux armé pour affronter la concurrence. Quant-à la laine, elle avait su se constituer une vaste clientèle hors de France et seule elle aspirait au libre-échange.

- Les autres centres textiles de la région du Nord : Hors de Lille, Roubaix, Tourcoing, le textile n'avait pas disparu. Un centre lainier indépendant avait survécu à l'est du département du Nord autour de Fourmies, en liaison avec l'industrie lainière champenoise (Troyes, Reims) et l'Est du Cambrésis s'était doté de filatures et de tissages de laine (filatures de Beauvois-en-Cambrésis et du Cateau). Boulogne avait conservé des filatures et des tissages de lin et Dunkerque travaillait le coton. Enfin quelques petites filatures et quelques tissages étaient disséminés dans les petites villes du Pas-de-Calais, mais ils dépendaient du marché lillois.

Calais était devenu le premier centre dentellier de France et ses ouvriers, réputés pour leur esprit inventif, fabriquaient des dentelles de grande qualité. Dentelles, tulles et guipures étaient aussi confectionnés à Caudry, primitivement à domicile puis en ateliers qui accueillirent également après 1870 la bonneterie, puis la broderie sur métiers. Dans les villages à l'est de Cambrai l'on tissait encore à domicile et à la main des toiles d'une grande finesse : batistes, linons, dont Cambrai assurait la finition et le blanchiment, mais dont le négoce dépendait de Lille.

A l'Ouest de Cambrai (cantons de Bapaume, Bertincourt, Marcoing) s'était diffusée une industrie d'articles de mode. Des "facteurs de fabrique" fournissant les fils et matériaux et vérifiant le travail, faisaient exécuter pour des maisons de Roubaix, du Cateau et de Paris, des tissus en crin, des colliers, des boas de plumes, des plumetis, des couvertures sur métier Jacquard et ces étoffes frivoles que l'on appelait "articles de Paris".

Enfin dans le pays de Montreuil, des toiles grossières étaient encore tissées à la demande des fabriques d'Abbeville.

2) Le charbon.

L'exploitation du charbon avait commencé à Vieux-Condé vers le milieu du XVIII^e siècle à l'initiative de la Compagnie d'Anzin. Une première fièvre de recherches avait permis, à la veille de la Révolution française, de reconnaître le prolongement du gisement vers Douai et, dès la période révolutionnaire, se constitua la Compagnie des Mines d'Aniche. Mais ce ne fut que vers 1830-1840 que l'ensemble du gisement du Nord fut délimité.

Ce gisement apparaissait comme le second de France après celui de Saint-Etienne et assurait vers 1850 une production de 1 200 000 tonnes dont les 3/5 provenaient de la Compagnie d'Anzin et 1/5 de celle d'Aniche. Une vingtaine d'années plus tard, la production avait déjà triplé. Mais le rendement n'était guère supérieur à celui des autres bassins, le prix du charbon équivalait et le gisement produisait trop de charbons maigres et pas suffisamment de charbons gras cokéfiabiles. L'intérêt du bassin houiller du département du Nord résidait surtout dans la proxi-

mité des gros centres de consommation qu'étaient le Nord et la région parisienne.

L'on avait recherché en vain le prolongement vers le Sud du gisement de houille du département du Nord, et c'est plus tard (sondages de l'Escarpelle de 1846-47, puis de Oignies) que ce prolongement fut découvert là où il se trouve réellement, en remontant vers le Nord-Ouest. Aussitôt une nouvelle fièvre de recherches anima géologues et ingénieurs et pendant une dizaine d'années l'on sonda le sous-sol du Pas-de-Calais. De 1850 à 1860, l'essentiel des concessions avait été attribué par l'Etat, et vers 1880 tout le gisement était découvert et son exploitation était déjà active. Les capitaux nécessaires à l'exploitation furent fournis par la bourgeoisie et les banques locales, puis par la sidérurgie lorraine et des hommes d'affaires parisiens.

Vers 1870 le gisement houiller du Pas-de-Calais produisait déjà 2,5 millions de tonnes de charbon, vers 1900 près de 15 millions de tonnes et vers 1914 20 millions de tonnes. L'ensemble du gisement du Nord-Pas-de-Calais produisait 27 millions de tonnes, soit les 2/3 de la production française de houille. La productivité du mineur du Pas-de-Calais, quoique inférieure à celle du mineur de la Ruhr ou de la Sarre, était néanmoins supérieure à celle du mineur du département du Nord, de Wallonie ou de Grande Bretagne. Un charbon relativement bon marché était ainsi mis à la disposition des industries lilloises et parisiennes.

Pour éviter l'établissement d'un monopole sur la production de houille, plus que jamais indispensable au développement économique, l'Etat avait interdit (décret du 23 Octobre 1852) aux

sociétés houillères de fusionner et de céder leurs concessions sans autorisation. Cette réglementation ne fut pas contraignante aux débuts de l'exploitation du bassin car les compagnies minières étaient davantage gênées par le manque de main d'oeuvre et de moyens de transport et cherchaient des débouchés. Elles attirèrent la main d'oeuvre en faisant miroiter l'offre de logements, d'avantages en nature et de salaires relativement élevés en compensation, il est vrai, d'un travail très dur, et à partir de 1870-1880 elles exploitèrent un nouveau débouché en cokéfiant les charbons gras abondants dans le gisement du Pas-de-Calais.

La gestion des compagnies minières, fort habile, avait permis de distribuer d'importants dividendes à leurs actionnaires. Aussi les charbonnages constituaient-ils des placements recherchés et en 1901 la formation du cartel houiller, qui fixa les prix et régularisa la vente du charbon, assura la rentabilité des investissements. Mais il ne chercha pas à réaliser la concentration technique qui eut été indispensable à la modernisation de l'exploitation au début du XX^e siècle, ni à diversifier les activités des compagnies. Contrairement aux sociétés textiles qui réinvestissaient leurs bénéfices dans leurs affaires, les compagnies houillères distribuèrent, nous l'avons dit, de gros dividendes et ne participèrent aucunement à l'équipement industriel du bassin. A la différence du gisement du Nord qui avait accueilli la sidérurgie, le gisement du Pas-de-Calais ne vit naître que peu d'industries : quelques rares usines métallurgiques, quelques cokeries et une esquisse de carbochimie à la veille de la première guerre mondiale.

Le charbon, indispensable à l'industrie, n'a pas été dans le Pas-de-Calais créateur d'industries. La permanence depuis les origines d'une sous-industrialisation du bassin houiller du Pas-de-Calais préparait les difficultés actuelles du pays minier.

3) La métallurgie lourde.

Primitivement la sidérurgie était cantonnée dans le Haut-pays d'Avesnes où elle utilisait le bois des forêts et le fer superficiel local. Mais avec l'apparition des hauts-fourneaux à coke, elle s'établit dans la vallée de la Sambre où parvenait le charbon du bassin de Charleroi (le premier haut-fourneau à coke de la région entra en activité en 1830 à Ferrière-la-Grande), puis dans la vallée de l'Escaut sur le gisement houiller du Valenciennois. Les vieilles forges du Boulonnais disparurent à leur tour, supplantées par les hauts-fourneaux de Marquise qui utilisaient la houille locale.

Alors que le textile et même les charbonnages à leurs débuts s'étaient développés grâce à des capitaux locaux, la sidérurgie se développa en grande partie grâce à des capitaux extérieurs à la région : belges d'abord (sidérurgistes de Mons et Charleroi), puis parisiens et lorrains après 1871.

Vers 1880, lorsque la technologie de la sidérurgie fut profondément modifiée avec l'essor des aciers produits par les fours Martin ou les convertisseurs Thomas (ces derniers permettant d'utiliser le minerai phosphoreux lorrain) l'on assista à une restructuration progressive de la métallurgie régionale en même temps que s'établissaient des liens étroits avec la sidérurgie lor-

rairie (prises de participation réciproques, filiales communes). Dès la fin du XIX^e siècle, la vallée de la Sambre (Maubeuge, Aulnoye, Haumont, Marpent, Louvroil) avait donné la préférence à la métallurgie de transformation (grosse forge, tubes etc...) et aux aciers spéciaux, tandis que les hauts-fourneaux et les laminoirs s'étaient concentrés sur la vallée de l'Escaut autour de Denain et de Valenciennes (groupes Denain-Anzin, Escaut-Meuse, Forges et Aciéries du Nord et de l'Est etc...) assurant la fabrication de fonte, d'aciers et de produits lourds : poutrelles, rails, profilés, tôles et laminés.

Parallèlement après l'épuisement des houillères de Tardinghen, les hauts-fourneaux de Marquise s'étaient éteints, mais des aciéries alimentées par des matières-premières importées avaient pris le relais à Boulogne-Outreau.

Il est assez remarquable que le bassin houiller du Pas-de-Calais, pourtant gros producteur de coke, n'ait pas attiré la sidérurgie, hormis les hauts-fourneaux isolés de Pont-à-Vendin (près de Lens) et à sa périphérie, sur le canal d'Aire à La Bassée : les aciéries d'Isbergues.

Il faut également souligner la faiblesse de la métallurgie de transformation dans toute la région et particulièrement dans le bassin minier où elle était limitée à la tréfilerie-cablerie de Lens et aux ateliers métallurgiques d'Hénin-Liétard et de Lillers, à la périphérie du bassin. La seule grosse entreprise de métallurgie de transformation était située à Lille : la Société Fives-Lille, tournée également vers les produits lourds (locomotives, gros alternateurs, machines agricoles, grues, matériel militaire lourd etc...).

	département du Nord	département du P.d.C.
ind. textile et habillement	39,8	26,1
dont - textile	31,8)	14,9)
- habillement et toilette	8,0)	11,2)
ind. extractives	7,3	35,3
ind. des métaux	21,8	7,5
dont - fabrication des métaux	9,3))	2,4))
- fabrication d'ob- jets en métal	12,5)	5,1)
ind. du Bâtiment	8,6	7,8
ind. de l'alimentation	6,3	6,9
ind. diverses	13,2	17,1
dont - ind. du bois	3,7)	3,8)
- ind. de la céra- mique	5,6))	2,7))
- ind. du cuir et chaussures	1,2))	5,3))
- ind. chimique	0,6)	0,4)
- ind. de l'éclai- rage	0,5))	0,5))
- papeterie, impri- merie, reliure	0,4))	1,5))
- ind. de luxe	0,3)	0,9)
- ameublement	0,9)	2,0)

Tab: 6 RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE (%),
 SELON LES BRANCHES D'ACTIVITES - 1891.

source: S.G.F.

Le bilan d'ensemble de la métallurgie de la région du Nord en 1913 était pourtant impressionnant : 17 % de la fonte française et 31 % de l'acier français, soit 850 000 tonnes dans des établissements relativement modernes et de plus en plus importants.

4) La permanence des petites industries.

Jamais la grande industrie n'a été la forme exclusive de l'industrie de la région du Nord, au contraire une gamme très étendue d'activités industrielles y a toujours existé : survivances d'anciennes traditions artisanales, industries de traitement de produits agricoles ou industries diverses attirées par la présence du charbon, du marché de consommation ou par l'abondance de la main d'oeuvre.

Outre des usines textiles et métallurgiques, les ports s'étaient dotés d'industries spécifiquement portuaires : constructions navales, industries de l'armement, industrie du bois, traitement et transformation de denrées et de matières-premières importées.

Dans toutes les villes importantes, des industries urbaines banales s'étaient multipliées pour répondre aux besoins secondaires de la grande industrie et aux besoins d'une population sans cesse croissante : industrie du papier-carton et de l'emballage, industrie du cuir et de la chaussure, industrie du bois et de l'ameublement, huileries, industries alimentaires etc... Ces industries, faiblement représentées dans les nouvelles villes minières, l'étaient davantage dans les villes anciennes et surtout

à Lille où les fonctions administratives, puis universitaires avaient permis le développement d'une industrie de l'imprimerie, de la presse et de l'édition.

D'autres industries s'étaient diffusées à travers la région la faïencerie dans la région de Saint-Amand-les-Eaux, la cimenterie et l'exploitation du marbre dans le Boulonnais, les verreries (les plus importantes de France) dans la région de Douai (Aniche) et dans l'Avesnois (Boussois, Sars-Poteries), la torréfaction de la chicorée autour d'Orchies, la papeterie dans la Haute-vallée de l'Aa et à Bousbecque, l'appareillage électrique et l'industrie du caoutchouc autour de Lille etc ...

Une grande partie de ces activités était saisonnière, succédant aux récoltes ou utilisant la main d'oeuvre agricole inemployée en morte-saison : ainsi une bonne partie des activités de la sucrerie, la fabrication de briques, pannes et tuyaux de drainage disséminée sur le limon, le rouissage du lin principalement le long de la Lys (Comines, Bousbecque), les huileries saisonnières travaillant les oléagineux locaux, les conserveries, les vanneries et brosseries des vallées de la Canche et de l'Authie etc ...

Ainsi, bien que la dispersion des activités industrielles fut moins grande dans la région du Nord qu'en Belgique, la diffusion des petites activités industrielles (auxquelles il convient d'ajouter la survivance de certaines formes d'industrie textile à domicile, que nous avons déjà signalée) était encore très grande au début du XX^e siècle et expliquait le maintien dans les

campagnes du Nord et du Pas-de-Calais d'une population encore nombreuse qui échappait à la condition agricole ou trouvait dans l'industrie une activité complémentaire à un travail agricole saisonnier. Malgré l'exode rural, les densités avaient pu demeurer relativement élevées dans l'ensemble de la région grâce à cette perennité des liens entre l'industrie et le monde rural.

5) La paradoxale faiblesse de l'industrie de la région du Nord.

Première région économique française, indispensable à l'ensemble de l'économie française par les productions de base qu'elle assurait, la région du Nord présentait cependant quelques faiblesses dans son équipement industriel. L'industrie lourde y exerçait une prépondérance trop exclusive. Nous avons vu par exemple que l'industrie de transformation, et surtout la petite industrie de transformation fabriquant des objets finis et l'industrie de transformation de pointe, étaient très peu représentées dans la région dont la prospérité reposait trop exclusivement sur le charbon, la sidérurgie et le textile, quasi-monoproductions locales dont la récession pouvait déclencher des crises d'emploi très graves. La région ne fabriquait même pas les machines textiles dont avait besoin l'industrie lilloise et qu'il fallait importer de Grande-Bretagne. Elle ignore l'industrie automobile naissante et les moteurs électriques. Son industrie chimique était limitée à la chimie de base et ignorait ces productions d'avenir qu'étaient les produits pharmaceutiques de synthèse, les colorants artificiels et les plastiques.

Au début du XX^e siècle la région commence également à souff-

frir de la vétusté de ses voies de circulation. Le réseau navigable, bien que s'étendant sur 450 km de voies, n'était plus adapté aux besoins de la circulation du moment. Le réseau de canaux établi parallèlement à la frontière pour compenser l'orientation naturelle Nord/Sud, c'est à dire vers Anvers par l'Escaut et la Lys, des voies d'eau naturelles, n'avait jamais été vraiment achevé et Dunkerque était mal relié à son hinterland. La liaison directe Escaut-Sambre n'a jamais été réalisée, la liaison avec Paris n'était assurée que par un canal de Saint-Quentin dépassé et vétuste.

Le réseau routier pourtant considérable datait du début du XIX^e siècle et était presque partout constitué de routes pavées inadaptées à la circulation automobile naissante. Tout le trafic reposait sur la voie ferrée. Or le réseau très dispersé n'avait pas suffisamment privilégié les grandes artères et les voies menant à Paris étaient souvent déjà saturées.

A la veille de la première guerre mondiale, le puissant édifice industriel de la région du Nord présentait donc déjà des signes de déficience. Mais ils paraissent avoir été ignorés de l'opinion régionale rendue dangereusement confiante par la possession de ce qui était alors la source de toute richesse, "le pain et le levain de l'industrie", la houille, sans prendre garde d'ailleurs au fait que le gisement du Pas-de-Calais s'épuisait très vite, puisque le rapport entre la production et les réserves était déjà un des plus faibles d'Europe.

c) La puissance agricole de la région du Nord : 10 % de la production agricole française sur 2,2 % du territoire à la veille de la première guerre mondiale.

1) L'exceptionnelle richesse des Flandres.

Il ne saurait être question ici de traiter l'évolution de l'agriculture de la région du Nord au cours du XIX^e siècle, nous ne cherchons qu'à mettre en lumière les traits de l'agriculture susceptibles d'expliquer l'évolution de la population.

Dès le milieu du XIX^e siècle, l'agriculture du Nord avait atteint un degré de perfection assez remarquable principalement dans la Flandre intérieure. Il y avait longtemps que la terre ne se reposait plus et fournissait le maximum de ce qu'elle pouvait produire : céréales diverses, légumes, racines et tubercules, plantes fourragères et plantes industrielles dont l'étendue variait en fonction de la demande des industries et du niveau des prix des concurrents étrangers (lin, chanvre, colza, oeillette, chicorée, tabac, houblon, betteraves à sucre). Depuis longtemps la terre était soigneusement fumée et de savantes rotations, associées à des soins habiles, en préservaient ou en accroissaient la fertilité. Dans la seconde partie du XIX^e siècle l'emploi des engrais minéraux se généralisa très vite et renforça des rendements déjà exceptionnels.

La zone proche de Lille a toujours joué un rôle moteur dans la transformation de cette agriculture. Le prix élevé de la terre, l'intérêt qu'y portait la bourgeoisie urbaine, firent qu'on chercha toujours à en tirer le maximum de profits, d'où l'accueil favorable que l'on y fit à tous les progrès agronomiques et techni-

ques et la souplesse des mutations culturelles en fonction des cours des produits et des débouchés.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'agriculture flamande s'intéressa aux spéculations animales. A la polyculture spéculative et variée s'ajouta un élevage de bovins et de porcins nourris davantage par des cultures spécifiques et des retours d'usines (huileries, sucreries) que par les herbages.

2) L'"empire des blés" du Nord : Artois et Cambrésis.

Sur les terres limoneuses du Cambrésis et de l'Artois oriental, s'est développée une agriculture différente, reposant sur la culture du blé en rotation avec l'orge ou l'avoine et la betterave sucrière ou les plantes fourragères, voire la pomme de terre. C'est au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle que l'évolution vers ce type d'agriculture, bien adapté à ces terres à labours profonds, s'est achevée. L'usage des engrais a permis une intensification des rendements (35 quintaux / ha en Cambrésis à la veille de la première guerre mondiale) en même temps que la mécanisation, conséquence et non cause de la dépopulation, donnait à l'agriculture de cette zone un caractère industriel.

Au cours de cette évolution, un grand nombre de petites exploitations disparurent au profit d'exploitations de taille moyenne (20 à 50 hectares) de caractère familial.

Mais dans le Hainaut occidental (où l'adjonction d'amendements et d'engrais avait cependant permis de bonifier les sols ingrats) et le Haut-Artois, l'intensification ne pouvait être

aussi poussée et très vite ces régions firent figure de pays attardés où l'exode rural sévit plus durement qu'ailleurs.

3) Les pays d'herbage : Avesnois et Boulonnais.

L'exode rural a néanmoins facilité l'évolution du Boulonnais et surtout de l'Avesnois vers l'élevage herbager. Dans la seconde partie du XIX^e siècle s'acheva la mise en place du bocage et de la dispersion de l'habitat (encouragée par l'orientation de plus en plus marquée vers l'élevage laitier qui exigeait une présence continue auprès des bêtes) dans l'Avesnois et la Thiérache où s'implantaient dès 1885 de puissantes laiteries coopératives destinées à la desserte en produits laitiers frais et en fromages des marchés urbains peu éloignés, tandis que dans le Boulonnais, l'élevage demeurait associé à une certaine polyculture et restait diversifié : élevage laitier, mais aussi de bovins de boucherie et de chevaux de grande renommée.

En même temps que déclinait l'industrie rurale et que s'intensifiait l'attraction des industries urbaines sur la main d'oeuvre des campagnes, l'agriculture, bien que plus prospère que jamais, exigeait de moins en moins de main d'oeuvre, du moins de main d'oeuvre permanente [08] , car pour certaines tâches elle devait faire appel à des immigrants saisonniers (démariage des betteraves par exemple) et rejetait les plus petits des exploitants. Néanmoins l'intensité de l'agriculture, la nature de certaines productions et le maintien d'une certaine activité industrielle dans les campagnes, limitèrent en général l'exode rural

dans la région du Nord et le dépeuplement des campagnes y atteignit rarement l'intensité que l'on découvre dans d'autres régions.

4) Le bilan agricole :

Comme le bilan industriel, le bilan agricole était remarquable. A la veille de la première guerre mondiale, la région produisait plus de 600 000 tonnes de blé (8 % de la production française), 500 000 tonnes de céréales secondaires (orge et avoine), près de 3 millions de tonnes de betteraves sucrières (25 à 30 % de la production française), 500 000 tonnes de pommes de terre (12 % de la production française) auxquels il faut ajouter des productions importantes de chicorée (la presque totalité de la production française) et d'endives, de houblon, de lin (en régression), de tabac, de légumes variés, d'oléagineux (en régression), une production de denrées d'origine animale considérable : lait, viande, oeufs, volailles, beurre, fromage et les produits de la pêche.

Non seulement l'agriculture de la région du Nord suffisait à la consommation régionale (7 % de la population française), mais elle exportait une bonne partie de ses produits vers le reste du pays.

d) Une population à dominante ouvrière.

Bien que fortement productrice, l'agriculture n'employait plus qu'une part modeste de la population active de la région du

	département du Nord	département du P.d.C.	France
agriculture	22,8 %	36,5 %	47,5 %
industrie	48,0)	37,5)	)
commerce	17,3) 70,0	11,0) 54,0	) 40,0
transport	4,7)	5,5)	)
prof. libérales	2,2)	2,3)	)
administration	1,0) 3,2	1,7) 4,0	) 4,0
force publique	1,3)	1,4)	)
rentiers et sans profession	2,7) 4,0	4,0) 5,4	) 7,8

Tab: 7 POPULATION SELON LA CATEGORIE D'ACTIVITE ECONOMIQUE
DU CHEF DE FAMILLE. 1891.

département du Nord	45 %
département du Pas-de-Calais	36 %
France entière	25 %

Tab: 8 POPULATION VIVANT DE L'INDUSTRIE. 1891.

source: S.G.F.

Nord. En 1901, alors que le secteur agricole faisait encore vivre 47,5 % de la population française, il ne faisait plus vivre que 36,5 % de la population du département du Pas-de-Calais et 22,8 % de celle du département du Nord. Par contre l'ensemble des activités de transport, industrie et commerce, dont ne dépendaient que 40 % de la population française, assurait la subsistance de 54 % de la population du département du Pas-de-Calais et de 70 % de celle du département du Nord.

Plutôt qu'un long texte, les tableaux 6 et suivants précisent l'importance des différents secteurs d'activité vers 1900 dans la région du Nord.

Compte-tenu du poids de l'industrie, le nombre des ouvriers était considérable. Vers 1850, ils formaient 43 % de la population active du département du Nord, en 1906 ils en formaient 63,1 %, soit deux fois le pourcentage français.

L'effacement des classes paysannes et des classes moyennes et la prédominance de la classe ouvrière eurent bien entendu une grande influence sur le comportement démographique régional.

III - Les origines de la croissance démographique : Excédent naturel et solde migratoire. [09]

L'industrialisation massive de la région du Nord s'est accompagnée d'une croissance démographique tout aussi rapide et tout aussi massive dont nous avons mesuré l'importance au début de ce chapitre.

Périodes	dép. du Nord			dép. du P.d.C.			Rég. du Nord			France		
	E.N.	S.M.	Var.	E.N.	S.M.	Var.	E.N.	S.M.	Var.	E.N.	S.M.	Var.
1831-1836	20,1	16,8	36,8	14,2	0,2	14,4	17,7	10,2	27,8	18,9	10,9	29,8
1836-1841	40,1	17,2	57,4	30,7	0,0	30,7	36,4	10,5	46,9	23,1	-2,6	20,5
1841-1846	37,1	6,7	43,9	27,9	-12,3	15,6	33,5	-0,6	32,9	27,2	7,0	34,2
1846-1851	18,0	8,6	26,5	13,9	-18,0	4,0	16,5	-4,2	12,3	14,6	-3,8	10,8
1851-1856	37,6	9,2	46,7	19,2	9,5	28,7	30,7	9,2	39,9	9,3	-2,1	7,2
1856-1861	51,7	23,4	75,1	38,0	-21,9	16,1	46,6	6,6	53,2	14,3	4,0	18,3
1861-1866	45,7	22,3	68,0	34,8	0,4	35,2	41,8	14,4	56,3	18,4	-0,2	18,2
1866-1872	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1872-1876	56,2	-6,6	49,6	44,0	-2,0	42,0	52,0	-5,0	47,0	17,7	4,5	22,2
1876-1881	48,9	6,1	55,1	39,8	-7,2	32,7	45,8	1,6	47,4	13,8	3,1	20,8
1881-1886	42,8	-1,1	41,7	35,9	6,2	42,1	40,5	1,4	41,9	10,0	4,5	14,5
1886-1891	37,7	-2,0	35,7	40,3	-15,9	24,5	38,6	-4,0	34,5	4,2	-1,0	3,2
1891-1896	37,4	6,1	43,5	46,2	-9,7	36,5	40,3	0,8	41,1	1,1	3,4	4,5
1896-1901	41,1	-10,6	30,5	52,1	2,1	54,2	44,7	-6,3	38,4	5,7	5,9	11,6
1901-1906	36,0	-20,5	15,4	57,8	1,9	59,7	43,4	-13,0	30,4	8,4	-1,0	7,4
1906-1911	28,4	6,4	34,8	51,3	3,8	55,0	36,4	5,5	41,8	2,6	6,4	9,0

TAB. 9 : FACTEURS DES VARIATIONS DE LA POPULATION DE LA REGION DU NORD (en %).

Cette augmentation de population a pu être temporairement freinée par des difficultés d'ordre économique ou d'ordre démographique, mais elle a été continue et assez régulière.

Une abondante littérature a colporté l'impression que, seul, un long afflux d'immigrants avait permis cette croissance démographique. Des masses d'hommes, de femmes et d'enfants ayant quitté leurs lointaines campagnes ou l'étranger seraient venues gonfler les effectifs de population des villes textiles et surtout minières ; et la présence d'immigrants étrangers, belges dans leur très large majorité, a laissé se développer le mythe de la croissance par immigration. C'est vrai localement, au niveau des villes minières par exemple, mais ce ne l'est guère au niveau régional.

Seul, l'apport migratoire n'aurait permis qu'une croissance des plus médiocres. Entre 1831 et 1911, sur une augmentation globale de 1 384 500 habitants, le solde migratoire n'a amené qu'une augmentation de 35 000 habitants, soit 2,5 % du croît total. C'est presque insignifiant (sur la période qui s'étend de 1831 à nos jours, le solde migratoire régional est même largement déficitaire).

La croissance démographique de la région du Nord doit donc très peu aux mouvements migratoires, elle provient presque exclusivement du croît naturel. Celui-ci, de 1831 à 1911, a assuré une augmentation de 1 282 800 habitants (soit 77,9 % de plus qu'en 1831) alors que le solde migratoire n'a amené qu'une hausse de 2,1 % des effectifs par rapport à 1831.

en milliers
de personnes

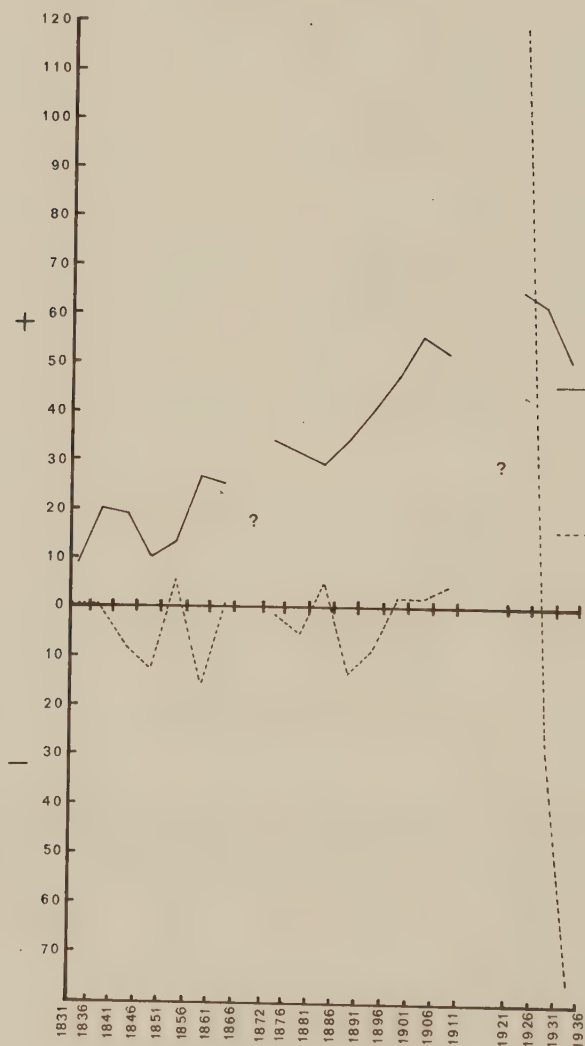


FIG: 18 DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS - EXCÉDENT NATUREL ET
SOLDE MIGRATOIRE, années

en milliers
de personnes

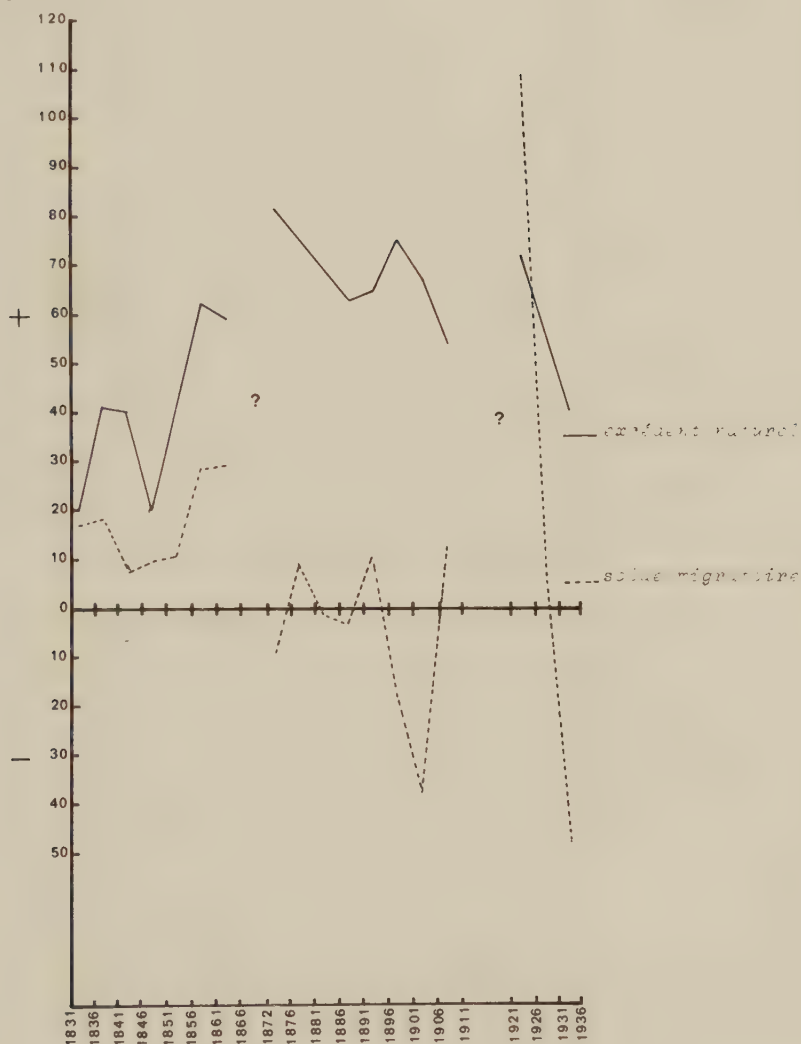


FIG: 19 DÉPARTEMENT DU NORD - EXCÉDENT NATUREL ET SOLDE MIGRATOIRE
années 1831 à 1936.

en milliers
de personnes

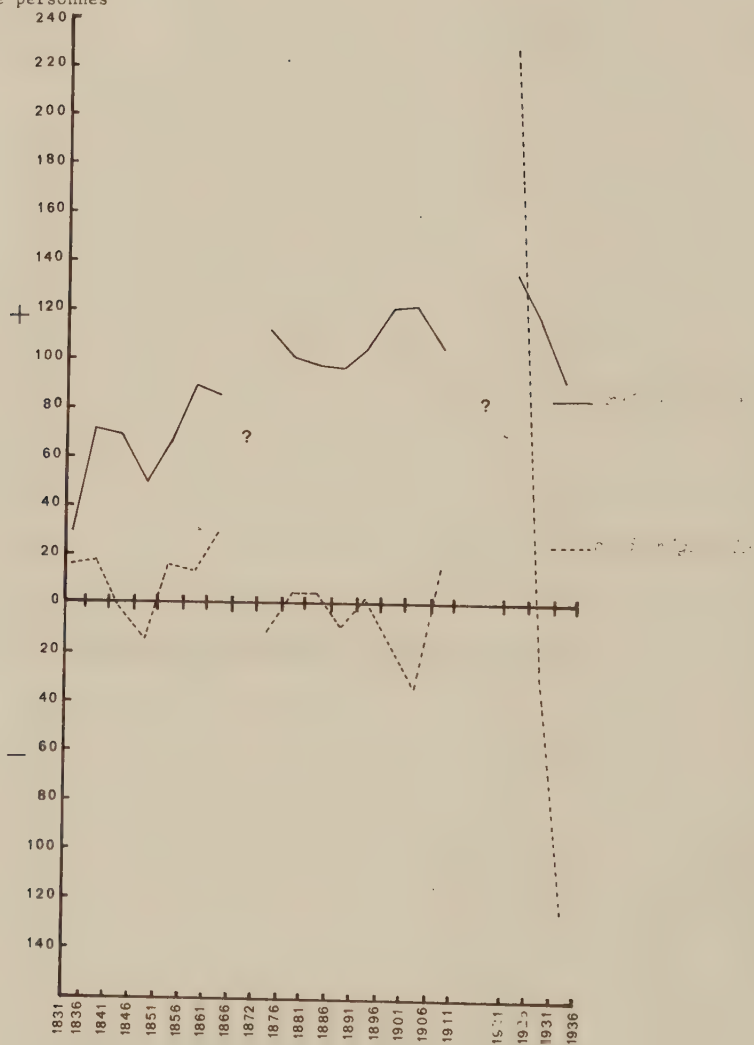


FIG: 20 REGION DU NORD - EXCÉDENT NATUREL ET SOLDE MIGRATOIRE

Au niveau régional l'on peut distinguer plusieurs phases dans cette évolution. Jusque vers 1850 le taux d'excédent naturel fut encore sujet à de brusques effondrements qui accompagnaient les poussées épidémiques (1832, 1846-47). Après cette date il demeura assez stable, oscillant autour de + 8 000 à + 9 000 habitants par an. Le solde migratoire, quant à lui, n'a jamais connu cette régularité. Il a varié fortement d'une période à l'autre, sinon d'une année à l'autre, en corrélation directe avec les fluctuations de l'économie. Au début du XIX^e siècle, il fut généralement excédentaire, hormis entre 1830 et 1840, et assez régulier avec un solde positif de 1 000 à 2 000 habitants par an. Mais après 1870 la situation se modifia profondément et, jusqu'aux années de reprise économique qui ont précédé immédiatement la première guerre mondiale, le solde migratoire régional fut quasiment nul ou déficitaire, et même parfois fortement déficitaire.

Mais si excédent naturel et solde migratoire sont les deux composantes de la croissance démographique, dont les effets se neutralisent, s'opposent ou s'additionnent, ils ne sont eux-mêmes que les résultantes de mouvements de population plus amples : évolution naturelle et déplacements géographiques. Leurs fluctuations ne s'expliquent que par celles de leurs facteurs.

a) L'excédent naturel. [10]

Au cours du XIX^e siècle, la démographie française se caractérisa par un fléchissement régulier et assez rapide de l'excé-

dent naturel, jusqu'à ce que celui-ci devienne quasi nul : 0,22 ‰ par an vers 1895, et entraîne une stabilisation des effectifs de la population française.

Au début du XIX^e siècle l'excédent des naissances sur les décès était encore élevé. Son maximum pour le XIX^e siècle correspond à la période 1821-25 où l'on enregistra un excédent de 1 030 000 naissances sur les décès (+ 33,8 ‰). Pendant la période 1831-35 où la mortalité avait été considérablement aggravée par l'épidémie de choléra de 1832, l'excédent naturel s'éleva encore à 616 500 habitants (+ 19,8 ‰). Mais dans la période de mortalité normale qui suivit, le soldè du mouvement naturel (+ 4 à + 5 ‰ par an) n'atteignait déjà plus les chiffres du début du siècle (+ 6 à + 7 ‰ par an) et après la crise de 1846-47 (crise agricole d'abord, puis financière, industrielle et commerciale avant de devenir également sociale et politique, qui non seulement aggrava la mortalité et surtout la mortalité infantile, mais également la natalité en restreignant le nombre des mariages et en différant un certain nombre de naissances) qui fit descendre le taux de variation de la population par excédent naturel à + 2 et + 3 ‰ par an pendant la période intercensennale 1846-1855, jamais l'excédent naturel ne redevint important.

Après 1872 il s'effondra rapidement. Pendant la période 1872-75 l'on enregistre encore un excédent de 640 000 naissances sur les décès (+ 17,7 ‰), mais dans les périodes intercensennales suivantes, cet accroissement s'amenuisa très régulièrement jusqu'à devenir négatif certaines années et ne s'élever qu'à

en milliers
de personnes

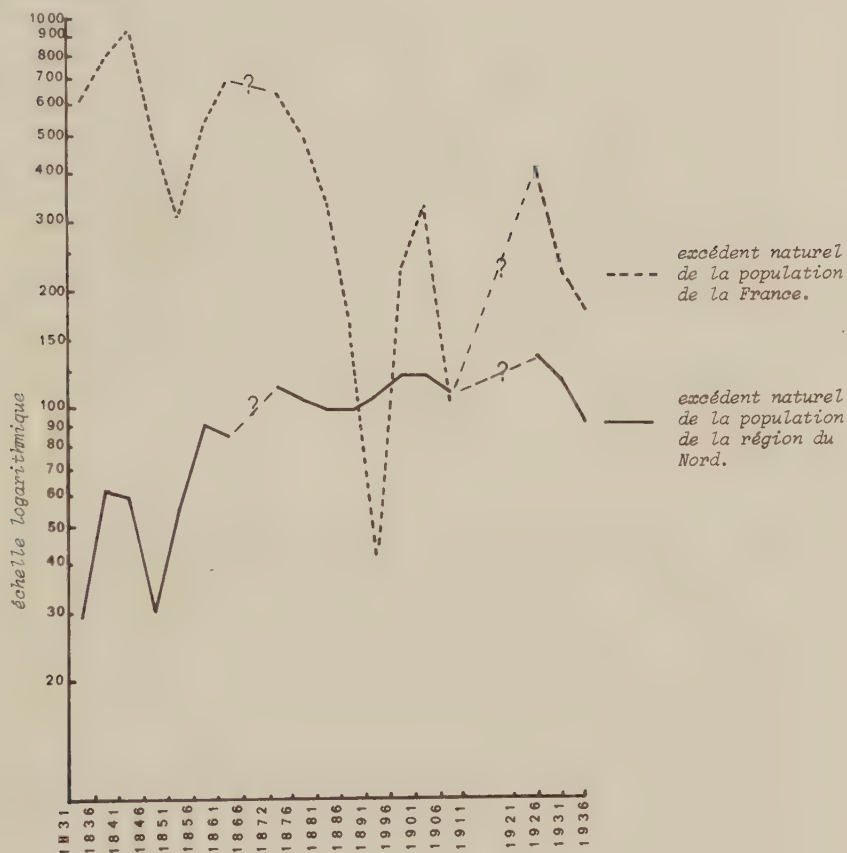


FIG: 21 EXCÉDENT NATUREL - RÉGION DU NORD - FRANCE,
Années 1831 à 1936

42 000 pour la période 1981-1895 (+ 1,1 ‰). Les causes de ce déclin démographique étaient uniquement imputables au renforcement du comportement malthusien de la population française. La natalité diminua rapidement dans la seconde partie du XIX^e siècle, alors que la mortalité demeurait à peu près constante. Ce n'est qu'après 1895 que l'on enregistra de nouveau une baisse de la mortalité, et principalement de la mortalité infantile, en même temps que s'opérait une reprise de la natalité, timide et passagère, qui permit de retrouver un taux d'excédent naturel un peu plus élevé (+ 1 à + 1,5 ‰ par an), quoique médiocre en comparaison des taux que l'on rencontrait à l'époque dans les autres états européens. Mais cette reprise fut peu durable puisque durant la période 1901-1906 déjà l'on ne comptait plus qu'un excédent de 102 000 naissances sur les décès (+ 2,6 ‰).

L'excédent naturel de la région du Nord connut une évolution fort différente de celui de l'ensemble de la France.

Au début du XIX^e siècle l'évolution des taux d'excédent naturel de la région du Nord reproduisit assez fidèlement celle de l'ensemble du pays. Les taux du département du Pas-de-Calais demeurèrent assez proches des taux moyens français, ceux du département du Nord furent un peu plus élevés. L'épidémie de choléra de 1832 n'épargna pas la région et sévit cruellement dans la région lilloise et dans le département du Pas-de-Calais. Le taux d'excédent naturel régional de la période 1831-1836 descendit en dessous du taux national et celui du Pas-de-Calais s'affaissa à 14,2 ‰

(France : 18,9 ‰). Mais dès que l'augmentation tragique de la mortalité disparut, les taux se relevèrent rapidement et retrouvèrent un niveau supérieur au niveau français moyen, dès la période 1836-1841 avec 40,1 ‰ dans le département du Nord où la natalité était très élevée et 30,7 ‰ dans celui du Pas-de-Calais, soit 36,4 ‰ pour l'ensemble de la région, à un moment où la baisse de la natalité assez générale en France réduisait déjà le taux d'excédent naturel intercensennal à 23,1 ‰.

Comme l'épidémie de choléra de 1832, la crise alimentaire et économique de 1846-1847 fut profondément ressentie dans la région du Nord. L'excédent naturel y diminua de moitié, passant de 33,5 ‰ pour la période 1841-1846 à 16,5 ‰ pendant la période 1846-1851, soit un taux très voisin du taux moyen français (14,9 ‰). Le taux d'excédent naturel du Pas-de-Calais était encore une fois devenu inférieur à ce dernier. Ainsi une natalité demeurée assez stable pendant la première moitié du XIX^e siècle permettait à la région du Nord de bénéficier d'un excédent des naissances sur les décès proportionnellement plus élevé que celui que l'on mesurait globalement en France, mais une mortalité, qui, compte-tenu d'un entassement considérable de la population dans certaines villes et des fortes densités, prenait vite un caractère dramatique lors des grandes épidémies ou des disettes, pouvait temporairement réduire les effets de la natalité dans des proportions supérieures à celles que l'on enregistrerait alors en moyenne en France.

Alors que l'effondrement de l'excédent naturel enregistré à

partir de 1846 se prolongea et s'accentua de manière générale en France jusqu'au début du Second Empire, dans la région du Nord la reprise démographique fut précoce. Si pendant la période intercensennale 1851-1856 le département du Pas-de-Calais ne retrouva qu'un excédent naturel assez médiocre avec un taux de 19,2 ‰, le département du Nord enregistrait un taux de 37,6 ‰ (France : 9,3 ‰) et pendant la période 1856-1861, le taux d'excédent naturel fut deux fois plus élevé dans le département du Pas-de-Calais qu'en moyenne en France, et près de trois fois plus dans le département du Nord.

A partir de ce moment l'évolution du mouvement naturel de la population de la région du Nord s'affranchit de celle de la population française. Tandis que dans la première partie du XIX^e siècle les fluctuations de l'excédent naturel de la région du Nord correspondaient à celles de l'excédent naturel de la population française, dans la seconde partie du XIX^e siècle, la baisse de la natalité qui affecta la majeure partie des régions françaises et provoqua l'effondrement de l'accroissement naturel français, demeura sans effets dans la région du Nord où, au contraire, l'on assista à un renforcement de l'excédent naturel en valeur relative comme en valeur absolue. Dans cette rupture avec le comportement général de la population française réside l'origine de la croissance spectaculaire de la population de la région du Nord qui a renforcé sa natalité dans la seconde partie du XIX^e siècle et l'a maintenue à un niveau élevé au début du XX^e siècle.

Les taux intercensennaux d'excédent naturel se maintinrent à un haut niveau dans le département du Nord pendant toute la se-

Période	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région du Nord		France
	EN	SM	EN	SM	EN	SM	EN
1831 - 1836	+ 19.9	+ 16.6	+ 9.3	+ 0.1	+ 29.1	+ 16.7	+ 616.5
1836 - 1841	+ 41.2	+ 17.7	+ 20.4	-	+ 61.6	+ 17.7	+ 773.0
1841 - 1846	+ 40.3	+ 7.3	+ 19.1	- 8.4	+ 49.4	- 1.1	+ 931.8
1846 - 1851	+ 20.4	+ 9.7	+ 9.7	- 12.5	+ 30.1	- 7.6	+ 519.8
1851 - 1856	+ 43.5	+ 10.5	+ 13.3	+ 6.6	+ 56.8	+ 17.1	+ 334.2
1856 - 1861	+ 62.6	+ 28.4	+ 27.1	- 15.6	+ 89.7	+ 12.8	+ 516.2
1861 - 1866	+ 59.6	+ 29.0	+ 25.2	+ 0.3	+ 84.8	+ 29.3	+ 689.3
1872 - 1876	+ 81.4	- 9.6	+ 33.5	- 1.5	+114.9	- 11.1	+ 639.6
1876 - 1881	+ 74.4	+ 9.3	+ 31.6	- 5.7	+106.0	+ 3.6	+ 507.6
1881 - 1886	+ 68.6	- 1.7	+ 29.4	+ 5.1	+ 98.0	+ 3.4	+ 376.9
1886 - 1891	+ 62.9	- 3.3	+ 34.4	-13.5	+ 97.3	- 10.2	+ 161.1
1891 - 1896	+ 64.9	+ 10.6	+ 40.4	- 8.5	+105.3	+ 2.1	+ 42.4
1896 - 1901	+ 74.4	- 19.2	+ 47.2	+ 1.9	+121.6	- 17.1	+ 220.1
1901 - 1906	+ 67.2	- 38.4	+ 55.2	+ 1.8	+122.4	- 36.6	+ 325.4
1906 - 1911	+ 53.9	+ 12.1	+ 51.9	+ 3.8	+105.8	+ 15.9	+ 102.0
1921 - 1926	+ 71.6	+109.6	+ 64.0	+118.0	+135.6	+227.6	+ 409.6
1926 - 1931	+ 55.5	+ 60.7	+ 60.8	-27.6	+116.3	- 22.9	+ 261.6
1931 - 1936	+ 40.5	- 47.8	+ 50.6	-76.3	+ 91.1	-124.1	+ 178.5
1946 - 1954	+163.7	+ 16.8	+139.4	-32.1	+303.1	-15.3	+2493.8
1954 - 1962	+157.6	+ 24.6	+123.8	-43.9	+281.4	-19.8	+2349.2
1962 - 1968	+124.8	-	+ 79.4	-48.4	+204.1	-48.4	+1915.3
1968 - 1975	+140.6	- 50.5	+ 75.0	-68.9	+215.6	-119.4	+2050.0

TAB. 10 : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET SOLDE DU MOUVEMENT MIGRATOIRE
(en milliers d'habitants). Région du NORD. 1831/1975.

conde partie du XIX^e siècle, avec un maximum de 56,2 ‰ (11,2 ‰ par an) enregistré pendant la période 1871-1876. Après cette date ils s'affaiblirent lentement mais régulièrement, et à partir de 1886 ils furent toujours moins élevés et descendirent à deux reprises en dessous de 40 ‰. Après 1901 la diffusion d'un certain comportement malthusien dans le département s'accompagna d'un déclin plus rapide des taux intercensitaires d'excédent naturel : 36 ‰ entre 1901 et 1906, 28,4 ‰ entre 1906 et 1911.

Dans le département du Pas-de-Calais l'évolution fut presque diamétralement opposée. Au cours de la seconde partie du XIX^e siècle, les taux d'excédent naturel du département, qui avaient toujours jusque là été très inférieurs à ceux du département du Nord, augmentèrent assez régulièrement à partir de 1856 passant de 38 ‰ pour la période intercensitaire 1856-1861 au taux record de 57,8 ‰ pour la période 1901-1906. Ce ne fut pourtant qu'entre 1886 et 1891 que le taux d'excédent naturel du département du Pas-de-Calais devint supérieur à celui du département du Nord. Après cette date il continua à augmenter alors que celui du département du Nord déclinait. Pendant la période 1906-1911 le taux d'excédent naturel du Pas-de-Calais fut exactement 20 fois supérieur au taux moyen français correspondant.

Bien que jamais l'excédent naturel du Pas-de-Calais (+ 447 700 personnes entre 1831 et 1911) n'égala sur l'ensemble de la période celui du département du Nord (+ 835 200 personnes), l'augmentation des taux d'excédent naturel du Pas-de-Calais à la fin du XIX^e siècle compensa assez bien la diminution de ceux du départ-

tement du Nord et assura une certaine stabilité au taux régional.

Dès 1851 l'écart devint considérable entre les taux régionaux et les taux nationaux et il continua à s'accroître jusqu'à la fin du XIX^e siècle puisque les taux français diminuaient tandis que les taux de la région du Nord augmentaient. Dès 1856-1861 le taux intercensennal d'excédent naturel de la région s'élevait à 46,6 ‰ (France : 14,3 ‰), taux inconnu depuis longtemps pour la France entière. Le taux maximum fut relevé pendant la période 1872-1876 : 52 ‰ (France 17,7 ‰), mais le maximum en valeur absolue fut enregistré plus tardivement : + 122 400 personnes pendant la période 1901-1906. Les oscillations de l'excédent naturel de la région du Nord n'épousaient que de très loin les oscillations des taux moyens français. Ainsi l'excédent le plus bas enregistré dans la région : 97 300 personnes entre 1886 et 1891 équivalait à 60 ‰ de l'excédent naturel de la France entière. Lorsque la France connut son excédent naturel le plus bas : + 1,1 ‰ entre 1891 et 1896, celui de la région du Nord était 40 fois plus élevé. A deux reprises, entre 1891 et 1896 et entre 1906 et 1911, l'excédent naturel de la région fut même supérieur en valeur absolue à l'ensemble de l'excédent naturel de la France entière.

De 1831 à 1866 l'excédent naturel de la population de la région du Nord, qui ne représentait que 5 ‰ de la population française, a correspondu à 9,4 ‰ de l'excédent naturel français. De 1872 à 1972 l'excédent naturel de la population de la région du Nord, qui représentait alors 6 à 7 ‰ de la population française, a correspondu à 36,7 ‰ de l'excédent naturel français. En fait

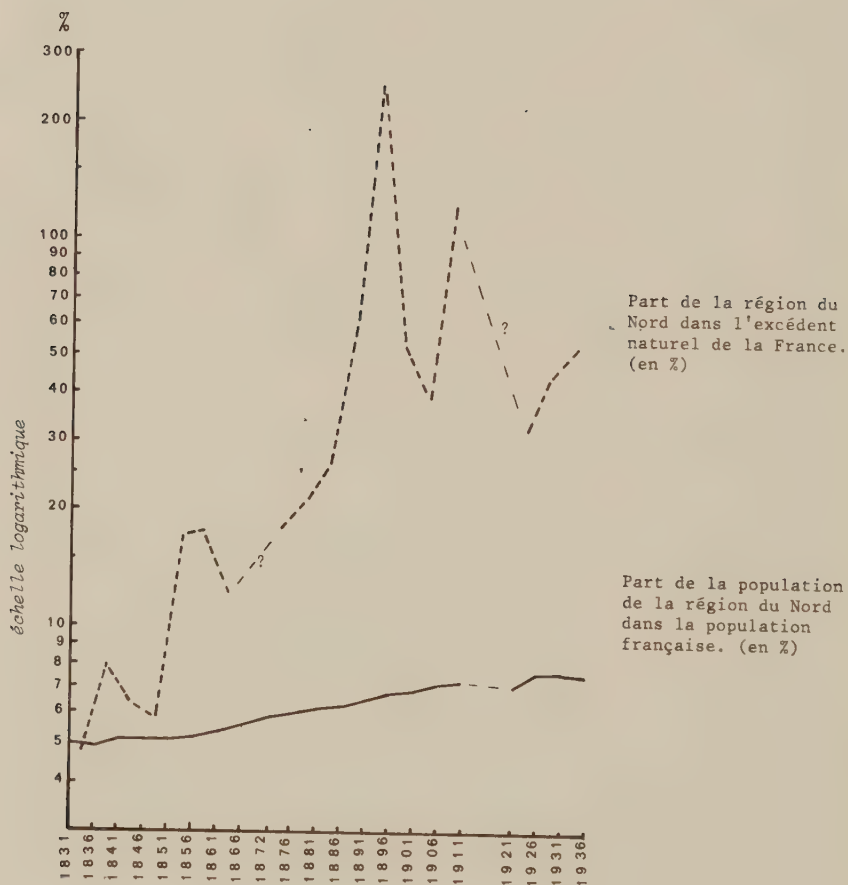


FIG: 22 PART DE LA RÉGION DU NORD DANS L'EXCÉDENT NATUREL ET LA POPULATION DE LA FRANCE.
Années 1831 à 1936.

quelques régions seulement, en tête desquelles venait la région du Nord, assurèrent au cours du XIX^e siècle l'accroissement de la population française, puis permirent sa stabilité.

L'accroissement naturel de la population de la région du Nord fut donc, dès le début du XIX^e siècle, comme il l'avait été selon toute vraisemblance au cours du XVIII^e siècle, disproportionné par rapport à l'accroissement naturel moyen de la population française. Mais la situation de la région du Nord n'avait alors rien d'exceptionnel. Jusqu'en 1851, elle ne fournit pas plus de 5 à 8 % du croît naturel de la population française entre les recensements successifs, soit 6,3 % pour l'ensemble de la période 1831-1891. D'autres régions participèrent davantage à cet accroissement dans un contexte général de croissance démographique. Des régions moins peuplées que le Nord comme la Lorraine et l'Alsace contribuèrent dans la même proportion à l'accroissement naturel de la population française. D'autres régions, comme les régions Rhône-Alpes (10,8 %), Midi-Pyrénées (7,4 %), Bretagne (7,8 %) et Pays-de-la-Loire (6,8 %) y contribuèrent davantage, cependant elles étaient plus peuplées que les précédentes. Mais leur part dans la croissance démographique de la France était également supérieure à leur poids dans la population française. Déjà certaines régions ne participaient plus que médiocrement à cet accroissement. Certes l'on ne décelait nulle-part encore, du moins sur les moyennes des périodes 1831-1851, de solde du mouvement naturel négatif, mais déjà la participation de certaines régions au croît

naturel français était très inférieure à ce qu'elle aurait dû être si la croissance des populations régionales avait été équilibrée. La Basse-Normandie en particulier, dont la population correspondait pourtant à 4,6 % de la population française, ne contribuait plus que pour 1,1 % à l'accroissement naturel français. Sans être aussi prononcées, l'on trouvait des situations similaires dans la région parisienne, la Haute-Normandie, L'Aquitaine, la région Provence-Côte d'Azur, et, dans une moindre mesure, en Picardie et en Champagne.

Par la suite, la différence de comportement des régions s'accroissait encore. Dès la période intercensitaire 1851-1856, la région du Nord contribua pour plus de 17 % au croît naturel français et pour l'ensemble de la période 1851-1866, elle se plaça au premier rang des régions pour sa participation à cet accroissement naturel (+ 15 % pour 5,2 % de la population française) devant la Bretagne (+ 10,4 %) qui portait pourtant 6,3 % de la population nationale. L'Alsace (2,9 % de la population française) avait également conservé sa grande vitalité démographique en contribuant pour 7,1 % à l'accroissement naturel français. Les Pays-de-la-Loire, le Centre, la région Rhône-Alpes et dans une faible mesure la région parisienne y contribuaient encore pour une part légèrement supérieure à leur poids démographique, tandis que la perte de vitalité des midis aquitain, pyrénéen et méditerranéen se trouvait confirmée. L'excédent naturel était devenu insignifiant dans le bassin parisien, en Haute-Normandie, en Picardie et en Champagne. En Basse-Normandie, le solde du mouvement naturel

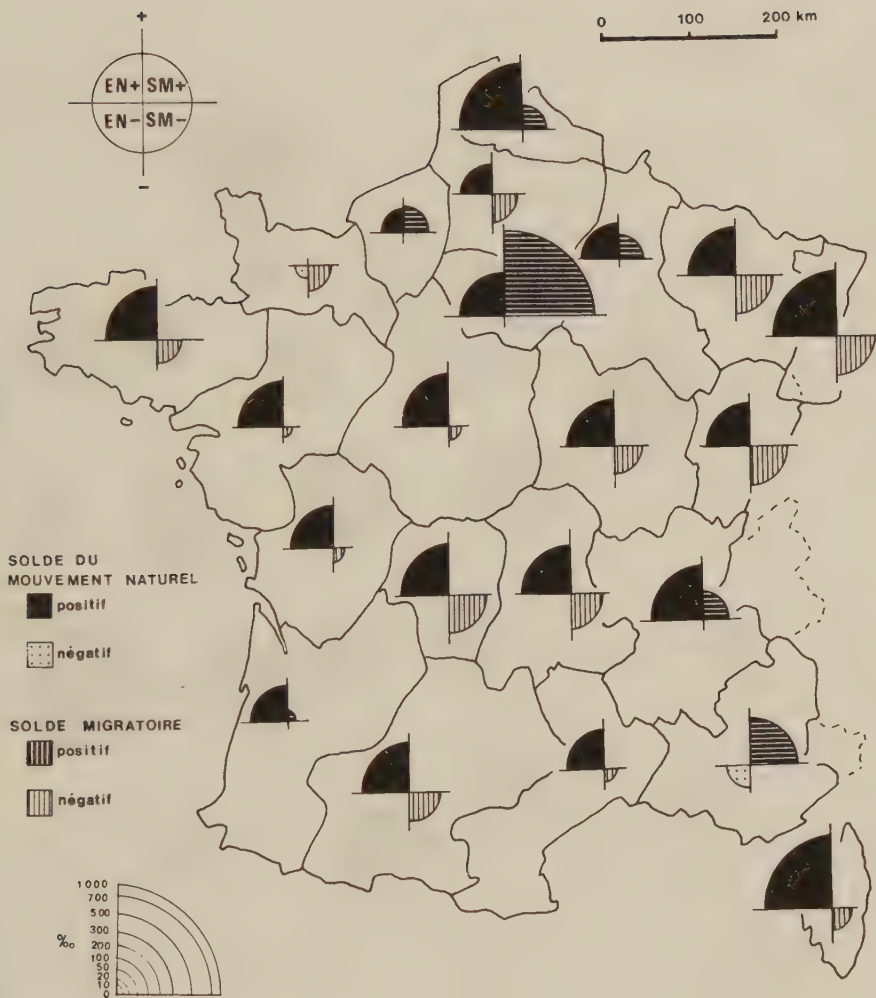


FIG. 23 FACTEURS DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE:
SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET DES MIGRATIONS - valeur relative -
Régions françaises - 1831-1861.

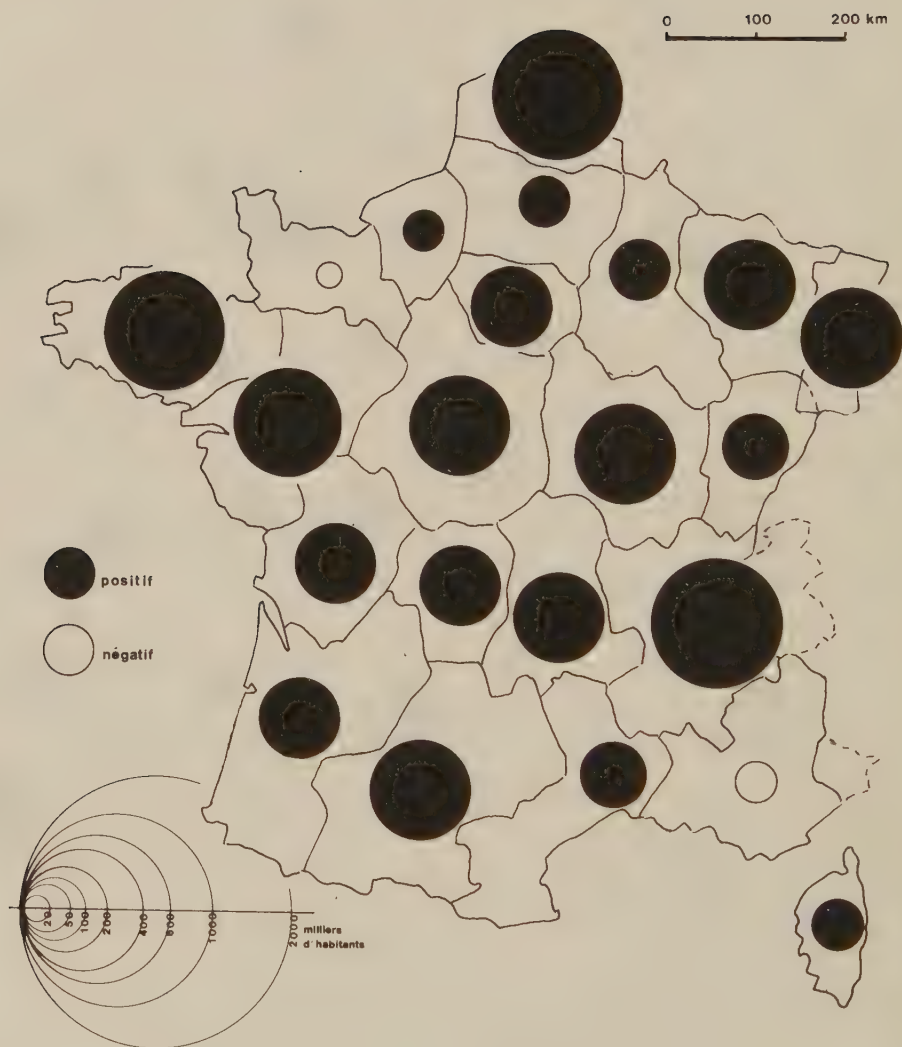


Fig: 24 SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL - Régions françaises - 1831-1861.

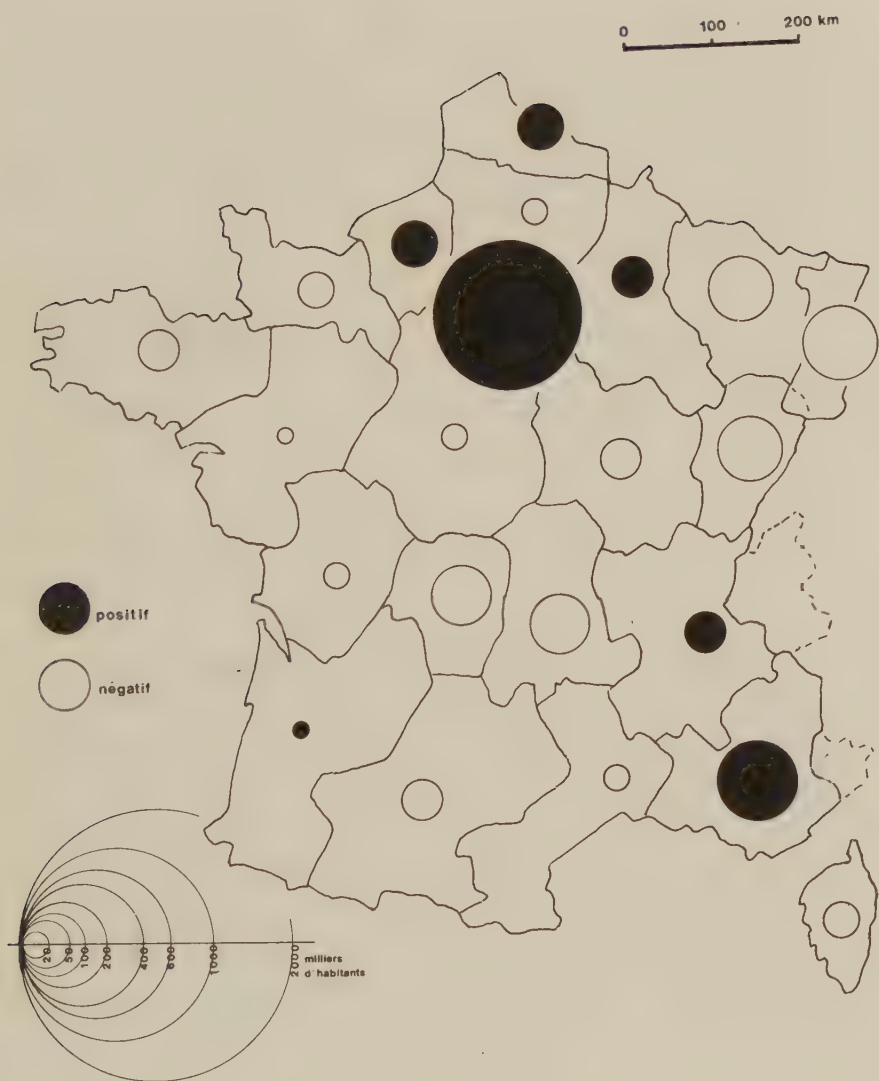


Fig: 25 SOLDE MIGRATOIRE - Régions françaises - 1831-1861.

était même devenu négatif. La période du Second Empire apparaît ainsi comme une période charnière où les écarts entre les comportements démographiques régionaux, provenant d'un plus ou moins grand recours à la limitation volontaire des naissances, apparaurent avec netteté et où se prépara l'opposition entre une France malthusienne et une France féconde, si caractéristique de la démographie française.

Après 1872 la polarisation de la croissance comme celle de la décroissance par voie naturelle se renforça. Peu à peu, seules quelques régions en vinrent à assurer la reproduction de la population française. Entre 1876 et 1881 l'on n'avait enregistré un excédent des décès sur les naissances qu'en Basse-Normandie et dans la région Midi-Pyrénées. Mais dès la période 1881-1891 les régions Provence-Côte d'Azur, Picardie et Champagne s'ajoutaient aux précédentes et durant la période 1891-1901 s'y ajoutèrent également les régions Haute-Normandie, Franche-Comté, Poitou-Charentes, Aquitaine, Bourgogne, Languedoc et Rhône-Alpes. Dans certaines régions l'excédent des décès sur les naissances fut durable et à la longue assez considérable, en particulier en Basse-Normandie où apparut dès 1876 un solde du mouvement naturel de - 2 ‰ par an, qui se renforça rapidement jusqu'à atteindre - 5 ‰ par an pendant la période intercensennale 1891-1896 et qui ne diminua qu'à peine ensuite. Dans la région Midi-Pyrénées un solde négatif de - 2 ‰ par an fit également son apparition dès 1876 et augmenta régulièrement, mais moins fortement qu'en Basse-Normandie, jusqu'à atteindre son paroxysme entre 1906 et 1911 avec - 3,7 ‰ par an.

Dans la région Provence-Côte d'Azur le solde du mouvement naturel fut négatif à partir de 1881 avec - 2,7 ‰ par an, mais très rapidement le déficit diminua pour osciller autour de - 1 ‰ par an. Ailleurs le bilan du mouvement naturel fut moins régulier, et des périodes où les décès l'emportaient sur les naissances furent parfois interrompues par des périodes où le phénomène inverse se produisait, rarement le déficit prit les mêmes proportions qu'en Basse-Normandie ou dans la région Midi-Pyrénées. L'ensemble donnait cependant un bilan peu favorable au croît naturel. A plusieurs reprises la moitié des régions françaises connurent des excédents des décès sur les naissances et sur l'ensemble de la période c'est également près de la moitié des régions qui n'eurent qu'un bilan naissances-décès quasi-nul ou négatif. Entre 1881 et 1891 les pertes par solde du mouvement naturel de la Basse-Normandie équivalaient à 20 ‰ de la totalité du croît naturel français, celles de la région Midi-Pyrénées à 28 ‰ entre 1891 et 1901 et à 38,4 ‰ entre 1906 et 1911, celles de la région Rhône-Alpes à 25 ‰ entre 1906 et 1911. Si l'on fait le total des pertes des régions à solde du mouvement naturel négatif, l'on constate d'ailleurs une forte polarisation de ces pertes. Entre 1881 et 1891 la Basse-Normandie fut responsable de 33 ‰ de ces pertes, la région Provence-Côte d'Azur de 33 ‰ également et la région Midi-Pyrénées de 20 ‰. Entre 1891 et 1901 l'ensemble des pertes des douze régions à solde du mouvement naturel négatif représentait 85 ‰ de l'excédent naturel et provenait pour 33 ‰ de la région Midi-Pyrénées, pour 23 ‰ de la Basse-Normandie et 11 ‰ de la région Proven-

REGIONS		1831-1861		1881-1911		1921-1936		1946-1975	
		h	%	h	%	h	%	h	%
11	Région parisienne	973.1	+570.0	1535.0	+412.0	1053.7	+185.5	1427.9	+216.5
21	Champagne-Ardenne	42.8	+38.0	-24.2	-19.1	15.3	+14.3	-31.6	-30.1
22	Picardie	-12.6	-9.0	-35.0	-23.1	22.6	+17.9	-7.8	-6.0
23	Haute-Normandie	40.3	+36.0	44.0	+0.4	-26.4	-22.4	21.6	+18.6
24	Centre	-9.2	-6.0	-94.2	-49.8	-20.1	-11.6	110.8	+63.9
31	Nord	55.6	+34.0	-42.9	-17.7	80.7	+29.1	-195.3	-63.3
41	Lorraine	-155.9	-101.0	119.4	+107.0	17.2	+10.2	-7.6	-4.5
42	Alsace	-112.7	-170.0	-	-	5.8	+5.2	111.8	+97.7
43	Franche Comté	-90.4	-99.0	-56.9	-58.9	-22.6	-26.7	20.3	+25.3
51	Basse Normandie	-49.3	-32.0	-41.1	-30.6	-8.6	-7.9	-139.5	-125.9
52	Pays de la Loire	-1.4	-10.0	-97.5	-41.4	-61.5	-28.3	-132.7	-59.7
53	Bretagne	-79.7	-38.0	-255.2	-104.3	-177.6	-73.3	-193.6	-82.9
74	Limousin	-70.3	-83.0	-122.7	-129.8	-47.7	-56.0	-79.1	-101.5
83	Auvergne	-124.4	-87.0	-123.1	-80.2	-9.3	-7.0	-32.5	-25.6
54	Poitou-Charentes	-9.1	-7.0	-93.2	-61.0	-21.2	-15.7	-93.1	-68.8
72	Aquitaine	5.8	+3.0	-62.8	-27.4	64.8	+30.5	137.9	+63.4
73	Midi Pyrénées	-128.4	-52.0	-204.7	-81.6	71.3	+36.7	86.2	+43.6
26	Bourgogne	-69.1	-45.0	-15.1	-88.8	-2.4	-1.7	29.3	+21.6
82	Rhône-Alpes	98.5	+42.0	80.5	+22.9	178.6	+40.1	565.4	+163.4
91	Languedoc-Roussillon	-10.6	-8.0	22.1	+14.4	36.4	+24.3	227.4	+159.0
92	Provence-Côte d'Azur	188.3	+156.0	418.0	+260.9	657.5	+341.9	1140.3	+515.3

REGIONS		1831-1861		1881-1911		1921-1936		1946-1975	
		h	%	h	%	h	%	h	%
11	Région parisienne	186.4	+109.0	74.1	+19.9	49.5	+8.7	1786.5	+270.8
21	Champagne-Ardennes	101.9	+91.0	-30.8	-24.4	40.4	+37.7	314.4	+299.7
22	Picardie	74.6	+51.0	-15.4	-10.2	70.2	+55.7	376.2	+291.4
23	Haute-Normandie	34.5	+31.0	17.6	+1.5	62.0	+52.5	403.5	+347.2
24	Centre	265.1	+164.0	76.3	+40.3	2.1	+1.2	297.2	+171.3
31	Nord	411.6	+250.0	650.6	+268.6	343.0	+123.5	1003.0	+325.1
41	Lorraine	241.1	+156.0	41.2	+36.9	165.0	+98.0	639.3	+380.0
42	Alsace	288.4	+298.0	-	-	93.0	+83.0	247.1	+216.0
43	Franche Comté	99.5	+109.0	18.0	+18.6	23.8	+28.5	232.5	+289.5
51	Basse Normandie	7.7	-5.0	-121.4	-90.5	36.3	+33.5	332.5	+300.1
52	Pays de la Loire	306.3	+147.0	76.6	+32.7	54.2	+25.4	639.1	+287.5
53	Bretagne	383.3	+182.0	410.7	+167.9	151.3	+62.4	439.6	+188.2
74	Limousin	153.9	+182.0	138.2	+146.2	-6.4	-7.5	-4.3	-5.5
83	Auvergne	212.8	+150.0	53.0	+34.5	-29.5	-22.2	92.4	+72.9
54	Poitou-Charentes	155.4	+112.0	33.8	+22.0	14.3	+10.6	258.2	+190.7
72	Aquitaine	189.7	+91.0	28.3	+12.4	-32.4	-15.3	235.6	+108.3
73	Midi-Pyrénées	267.3	+150.0	-162.7	-64.9	-79.3	-40.8	158.4	+80.1
26	Bourgogne	257.6	+159.0	-3.2	-1.9	-35.4	-24.9	170.6	+125.8
82	Rhône-Alpes	447.7	+190.0	-16.5	-4.7	-25.1	-7.3	738.7	+213.5
91	Languedoc-Roussillon	101.1	+80.0	-14.8	-9.6	-19.9	-13.3	121.7	+85.1
92	Provence-Côte d'Azur	44.8	-37.0	-76.3	-47.6	-25.0	-13.0	320.8	+145.0

TAB. 12 : EXCEDENT NATUREL - Régions françaises - 1831 - 1975.

ce-Côte d'Azur. Entre 1906 et 1911 l'ensemble des pertes des régions où les décès furent plus nombreux que les naissances équivalut à peu près à l'ensemble des gains des régions où les naissances l'emportèrent sur les décès. La presque totalité de ces pertes provenait de la France du Sud (Midi-Pyrénées : 35 %, Rhône-Alpes : 22 %, Languedoc : 10 %, Provence-Côte d'Azur : 9 %, Aquitaine : 7 %).

Parallèlement la polarisation de la croissance faisait porter le poids de l'accroissement naturel sur un nombre de plus en plus restreint de régions. Certes pendant la période 1872-1881 le solde du mouvement naturel de population était encore positif dans la presque totalité des régions françaises. Toutefois seules quelques unes d'entre-elles possédaient encore des taux annuels moyens d'accroissement naturel élevés. Ainsi pendant la période intercensennale 1872-1876, il n'y avait plus que quatre régions qui possédaient des taux d'excédent naturel supérieurs à 5 ‰ par an : la Bretagne (6,9 ‰), le Limousin (6,8 ‰) et l'Auvergne (5,3 ‰), c'est à dire des régions caractérisées par leur isolement et leurs traditions, voire leur archaïsme, et la région du Nord (10,4 ‰), à l'opposé, fortement urbanisée et industrialisée, la seule parmi les régions de ce type à connaitre encore, après la perte pour la France de l'Alsace et de la majeure partie de la Lorraine sidérurgique, un excédent naturel important. Mais la plupart des régions qui possédaient un taux d'excédent naturel nettement positif au début de la Troisième République ne conservèrent pas longtemps cette caractéristique. Ainsi l'Auvergne

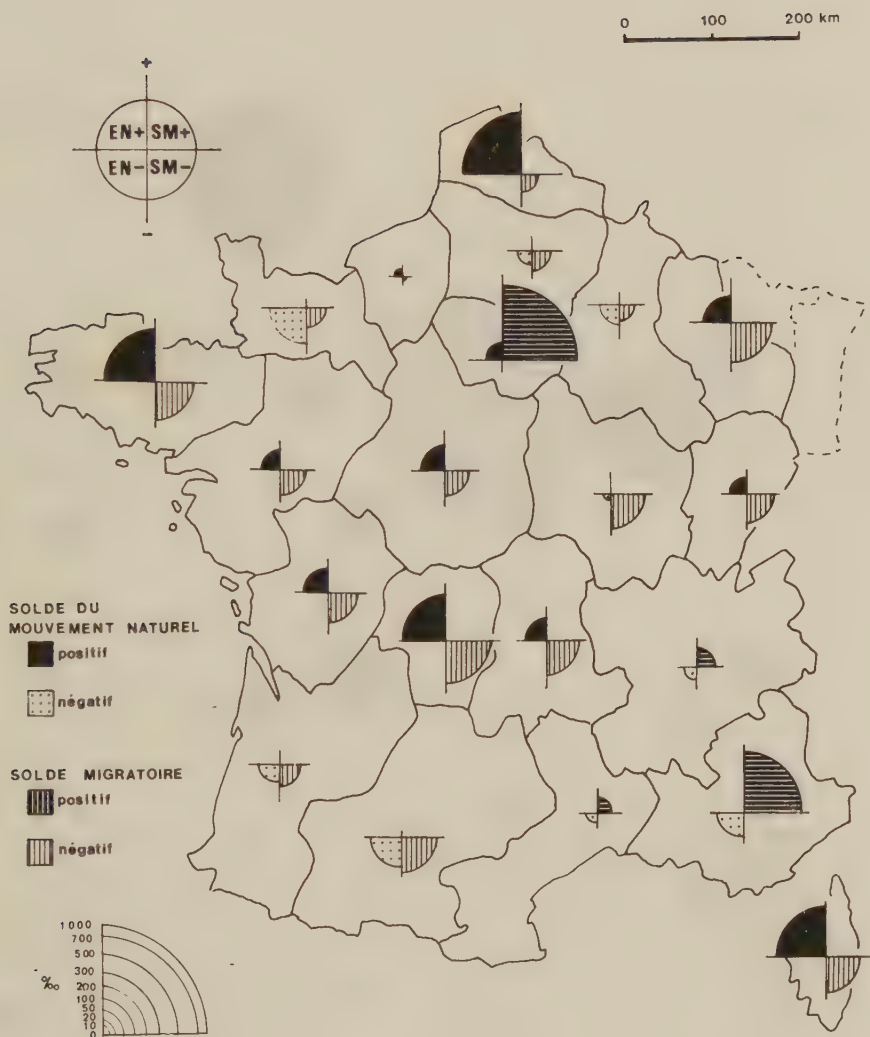


FIG. 26 : FACTEURS DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET DES MIGRATIONS - Valeur relative - Régions françaises. 1881/1911.

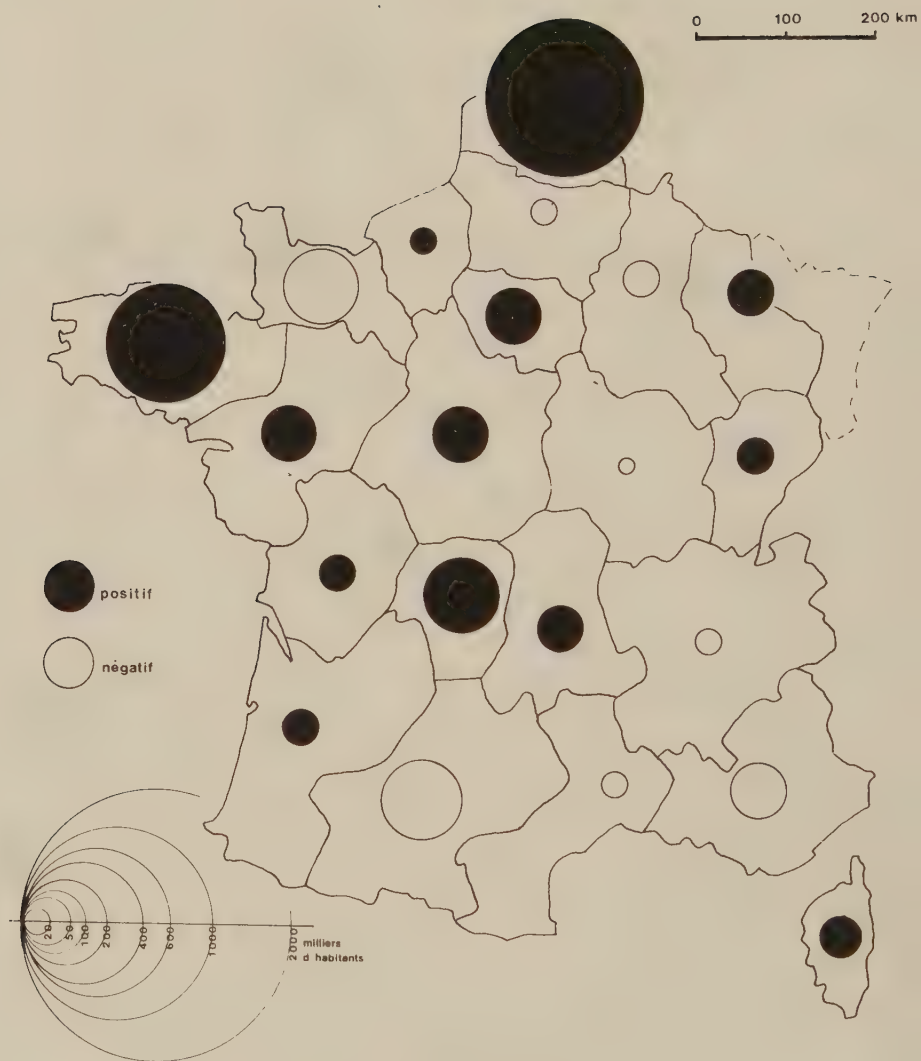


Fig: 27 SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL - Régions françaises - 1881-1911.

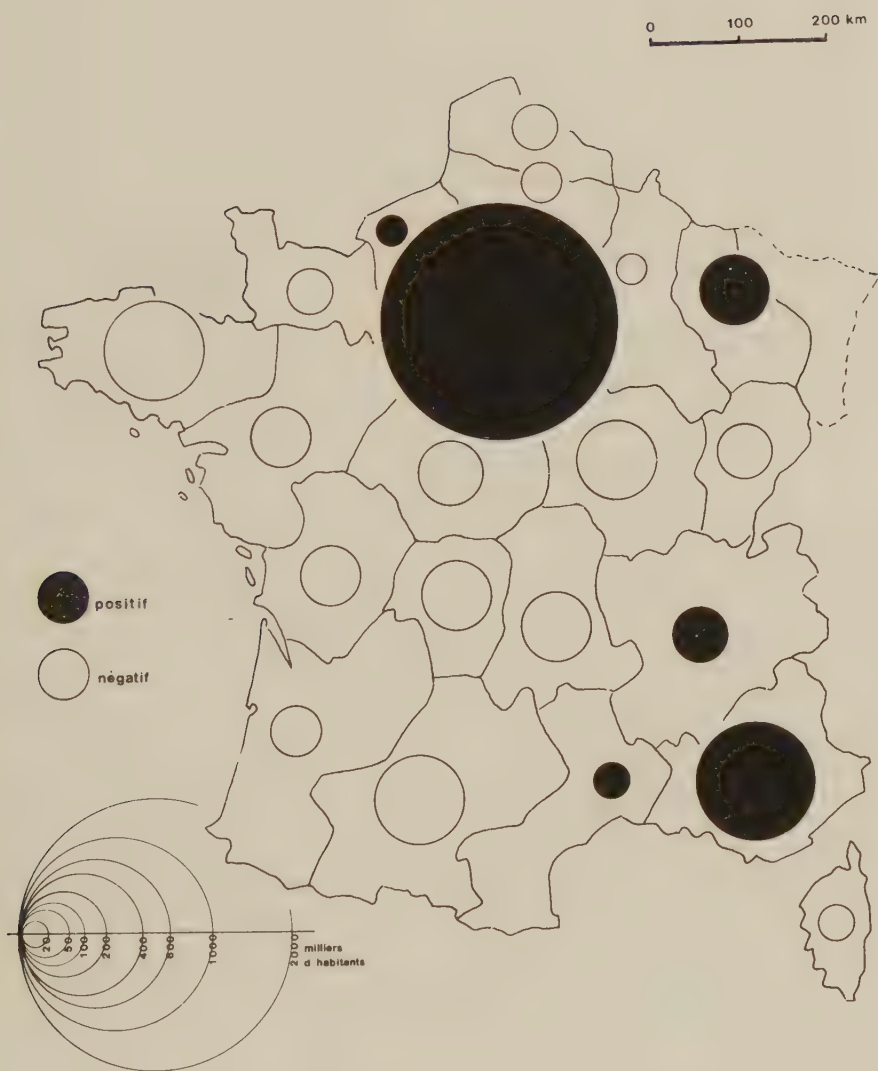


Fig: 28 SOLDE MIGRATOIRE - Régions françaises - 1881-1911.

n'eut plus qu'un taux d'accroissement naturel de 2,9 ‰ par an entre 1881 et 1886, de 1,3 ‰ entre 1886 et 1891, inférieur à 1 ‰ ensuite et négatif après 1906. La région Centre qui possédait pourtant un taux d'excédent naturel de 4,2 ‰ entre 1872 et 1881 vit ce taux décroître très rapidement et demeurer inférieur à 1 ‰ après 1891. Les Pays-de-la-Loire qui connurent également un solde du mouvement naturel positif pendant toute la période 1872-1876 n'avaient jamais eu qu'un taux faible (2,5 ‰ entre 1872 et 1876) qui devint vite insignifiant après 1891. La région parisienne, quant-à elle, ne participa pratiquement pas à l'accroissement naturel français. Son taux d'excédent naturel fut inférieur à 1,6 ‰ dès 1876 et demeura pratiquement nul pendant la période 1876-1906, puis devint négatif pendant la période 1906-1911. Le taux d'excédent naturel de la région Rhône-Alpes, après avoir été plus élevé (3,4 ‰ entre 1872 et 1876), s'affaissa rapidement (1,6 ‰ entre 1881 et 1886) et devint négatif dès 1896. Par contre le taux d'excédent naturel du Limousin demeura plus stable : après un maximum de 7,8 ‰ par an durant la période intercensennale 1876-1881, il connut une lente diminution, mais il s'élevait encore à 5,4 ‰ entre 1886 et 1891 et à 3,4 ‰ entre 1906 et 1911. Enfin deux régions seulement connurent en permanence des taux d'excédent naturel élevés : la Bretagne dont le taux, qui atteignait encore 7 ‰ entre 1876 et 1881 après avoir oscillé entre 4,4 ‰ et 4,8 ‰ entre 1881 et 1896, remonta à 6,3 puis 6,9 ‰ pendant la période 1896-1906 et s'éleva encore à 5,9 ‰ entre 1906 et 1911, et la région du Nord dont jamais le taux annuel d'accroissement naturel ne descendit

Régions	1831 1851	1851 1856	1872 1881	1881 1891	1891 1901	1901 1906	1906 1911	1921 1926	1926 1931	1931 1936	1946 1954	1954 1962	1962 1968	1968 1975
11 Région Parisienne	+ 2,4	+ 7,5	+ 5,7	+ 5,7	+ 12,4	+ 0,2	- 1,4	+ 6,1	+ 6,0	+ 4,9	+ 17,0	+ 18,5	+ 21,0	+ 25,4
21 Champagne	+ 2,7	+ 1,5	+ 1,2	- 1,0	- 6,8	- 0,7	- 5,4	+ 4,3	+ 4,4	+ 6,3	+ 3,8	+ 3,6	+ 3,4	+ 3,4
22 Picardie	+ 2,9	+ 1,3	+ 1,0	- 1,8	- 4,6	+ 1,7	+ 0,8	+ 8,2	+ 7,7	+ 9,2	+ 4,5	+ 4,3	+ 4,1	+ 4,0
23 Haute-Normandie	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,4	- 2,5	+ 3,8	+ 9,6	+ 5,6	+ 7,3	+ 11,1	+ 4,6	+ 4,8	+ 4,4	+ 4,5
24 Centre	+ 5,5	+ 7,0	+ 6,6	+ 9,4	+ 3,9	+ 3,3	+ 4,7	+ 0,2	- 1,6	- 3,1	+ 3,5	+ 3,4	+ 3,2	+ 3,4
31 Nord	+ 6,3	+ 15,0	+ 19,3	+ 36,3	+ 86,4	+ 37,7	+ 103,7	+ 33,1	+ 44,4	+ 50,9	+ 12,2	+ 12,0	+ 10,7	+ 10,4
41 Lorraine	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,5	+ 1,2	+ 1,6	+ 4,9	+ 14,2	+ 15,0	+ 20,9	+ 27,4	+ 6,9	+ 8,3	+ 7,7	+ 6,1
42 Alsace	+ 6,3	+ 7,1	-	-	-	-	-	+ 9,5	+ 12,2	+ 12,3	+ 2,5	+ 3,0	+ 3,0	+ 2,7
43 Franche-Comté	+ 3,0	+ 1,0	+ 2,6	+ 2,0	- 0,7	+ 2,1	+ 2,6	+ 1,9	+ 3,5	+ 3,7	+ 2,4	+ 2,5	+ 2,6	+ 2,7
51 Basse-Normandie	+ 1,1	- 1,5	- 2,3	- 7,6	- 19,9	- 3,4	- 17,0	+ 2,1	+ 4,4	+ 9,1	+ 4,3	+ 4,0	+ 3,4	+ 3,2
52 Pays de Loire	+ 6,8	+ 7,3	+ 5,2	+ 7,7	+ 3,5	+ 6,0	+ 6,0	+ 4,7	+ 6,8	+ 9,7	+ 7,3	+ 7,4	+ 6,8	+ 7,4
53 Bretagne	+ 7,8	+ 10,4	+ 14,9	+ 21,0	+ 50,9	+ 27,3	+ 74,0	+ 15,9	+ 18,9	+ 20,5	+ 5,9	+ 5,1	+ 4,3	+ 4,3
74 Limousin	+ 3,8	+ 2,9	+ 6,0	+ 10,5	+ 15,3	+ 7,7	+ 16,4	+ 0,8	- 1,4	- 3,4	+ 0,4	0	- 0,2	- 0,4
83 Auvergne	+ 5,1	+ 4,4	+ 6,3	+ 6,0	+ 5,7	+ 2,8	- 3,3	- 1,1	- 3,9	- 8,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,9
54 Poitou-Charentes	+ 3,6	+ 3,4	+ 4,3	+ 5,3	- 0,7	+ 3,0	+ 2,7	+ 1,3	+ 1,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 3,4	+ 2,7	+ 2,3
72 Aquitaine	+ 3,7	+ 4,2	+ 5,7	+ 5,7	+ 1,2	+ 2,9	- 8,3	- 0,4	- 5,8	- 8,8	+ 3,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 2,0
73 Midi-Pyrénées	+ 7,4	+ 3,8	+ 4,5	- 4,8	- 27,8	- 7,5	- 38,4	- 5,7	- 11,3	- 14,7	+ 2,1	+ 1,9	+ 1,9	+ 1,2
26 Bourgogne	+ 5,7	+ 5,0	+ 4,9	+ 3,9	+ 3,8	- 0,4	- 12,5	- 1,9	- 5,0	- 8,2	+ 2,1	+ 2,0	+ 1,8	+ 1,8
82 Rhône-Alpes	+ 10,8	+ 9,1	+ 7,8	+ 4,3	- 5,5	0	- 24,6	0	- 2,7	- 10,0	+ 7,0	+ 7,3	+ 9,5	+ 10,3
91 Languedoc	+ 5,0	+ 3,8	+ 3,0	+ 0,3	- 2,5	+ 0,7	- 11,8	+ 0,1	- 3,5	- 6,2	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,8
92 Provence-Côte-d'Azur	+ 1,2	+ 0,4	- 0,7	- 7,3	- 9,5	- 0,4	- 10,3	- 0,8	- 3,7	- 6,6	+ 3,4	+ 3,4	+ 4,6	+ 3,3
Corse	+ 1,6	+ 1,4	+ 1,2	+ 3,0	+ 5,7	+ 2,5	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,2		
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

• (partie française à l'époque).

TAB. 13 : PART DE L'EXCEDENT NATUREL DE CHAQUE REGION DANS L'EXCEDENT NATUREL FRANCAIS (en %). 1831/1975.

en dessous de 7 % et dépassa souvent 8 %.

Entre 1872 et 1911 la région du Nord et la Bretagne assurèrent l'essentiel de la croissance démographique française. Sans leur contribution, le nombre des décès en France l'aurait largement emporté sur celui des naissances. Durant la période 1881-1891, l'excédent naturel de la seule région du Nord équivalut à 36,3 % de l'excédent naturel de la France entière (soit le tiers des gains de l'ensemble des régions à excédent naturel positif) et celui de la Bretagne à 21 %. Pendant la période 1891-1901 l'excédent naturel de la région du Nord correspondit à 86,4 % de la totalité de l'excédent naturel français (soit près de la moitié des gains de l'ensemble des régions à excédent naturel positif) et celui de la Bretagne à 50,9 % (soit plus du quart des gains des régions à excédent naturel positif). Enfin entre 1906 et 1911 l'excédent naturel de la région du Nord fut supérieur de 4 % à celui de la France entière et celui de la Bretagne en représenta 74 % .

Pourtant l'accroissement naturel de la population de la région du Nord ne revêtait un caractère exceptionnel que comparé à celui des autres régions françaises. En réalité (nous l'avons déjà signalé) dans le contexte européen il n'était guère remarquable et apparaissait même assez médiocre. Pendant la période 1872-1911 le solde du mouvement naturel de la région du Nord fut toujours inférieur en valeur relative au solde belge équivalent et en particulier au solde des régions flamandes. Dans les états in-

	population vers 1900 en millions d'habitants	excédent naturel					
		1871 - 1880		1891 - 1900		1901 - 1910	
		en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Angleterre et Galles	36,0	3410	13,2	3580	11,1	4050	11,5
Allemagne	60,7	5110	12,4	7300	14,8	8660	15,4
Pays-Bas	5,6	460	13,1	690	14,4	860	15,4
Belgique	7,2		9,5		10,2		10,2
Suède	5,3	540		530		580	10,9
Suisse	3,5	200	7,7	290	10,0	360	10,3
Italie	33,4	1960	7,3	3390	11,1	3700	11,4
Espagne	19,1			970	5,5	1770	9,5
Japon	45,0	2330	7,1	3810	9,4	5540	12,4
France	38,5	640	1,8	262	0,7	427	1,1
REGION DU NORD	2,8	220	10,0	226	8,7	227	8,1

TABLEAU 14 EXCÉDENTS NATURELS DANS DIVERS PAYS D'EUROPE ET AU JAPON. Fin du XIX^{es}. - début du XX^{es}.

dustrialisés voisins, l'on enregistrait des taux de variation par croît naturel bien plus élevés : légèrement supérieur à 18 ‰ entre 1870 et 1890 dans le Royaume-Uni, supérieur à 14 ‰ en Allemagne, et de l'ordre de 12 ‰ aux Pays-Bas durant le même temps, et à la veille de la première guerre mondiale, ces taux s'élevaient encore à 11,8 ‰ dans le Royaume-Uni, à 14,9 ‰ en Allemagne et à 14,1 ‰ aux Pays-Bas [11].

1) Une natalité exceptionnelle.

A l'origine de l'important excédent naturel de la population de la région du Nord, l'on trouvait bien entendu une natalité très élevée. Au début du XIX^e siècle celle-ci ne devait pas différer beaucoup d'une région à une autre, mais lors de son déclin général en France au cours du XIX^e siècle, elle ne se maintint à un niveau à peine inférieur à celui du début du XIX^e siècle que dans quelques régions. C'est ainsi que les taux de natalité de la région du Nord oscillaient encore autour de 32-33 ‰ vers 1850, alors qu'ils étaient devenus inférieurs à 30 ‰ en moyenne en France depuis 1830 et n'atteignaient plus 27 ‰ en 1850. De 31,3 ‰ en 1860/62, le taux de natalité de la région du Nord n'était descendu qu'à 28,3 ‰ en 1900/02 tandis que le taux moyen français s'était effondré de 26,5 ‰ à 20,5 ‰, accentuant la différence entre le comportement malthusien de la majorité de la population française et le comportement nataliste de la population de la région du Nord qui jusqu'à la fin du siècle ne pratiqua guère la limitation volontaire des naissances pourtant très largement répan-

%	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	France
1835-37	25,8	24,7	25,4	23,7
1860-62	22,5	21,7	22,2	22,1
1890-92	22,5	22,3	22,4	22,8
1900-02	18,8	18,9	18,9	20,5
1905-07	18,2	17,8	18,0	19,8
1910-12	17,7	16,9	17,2	18,2

TAB: 15 TAUX BRUTS DE MORTALITE. Nord-France - XIX^es.

%	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	France
1835-37	33,9	30,8	32,3	28,8
1860-62	32,3	30,4	31,3	26,5
1890-92	28,8	30,0	29,1	22,1
1900-02	28,0	30,5	28,3	20,5
1905-07	23,9	28,7	25,6	19,8
1910-12	21,8	26,8	23,6	18,2

TAB: 16 TAUX BRUTS DE NATALITE. Nord-France - XIX^es.

due dans les autres provinces (5 points d'écart en 1850/60 entre les taux de natalité de la France et de la région du Nord et 8 points en 1900/02). Bien que l'analyse des taux de natalité par arrondissements révèle que nulle part dans la région la restriction volontaire de la natalité n'était devenue courante, jusqu'en 1880 les taux de natalité du département du Nord avaient été très légèrement supérieurs à ceux du département du Pas-de-Calais. Mais après cette date, alors que les taux de natalité ne baissèrent que très lentement dans le Pas-de-Calais, ils s'affaissèrent plus rapidement dans le département du Nord. En 1900-02 le taux brut de natalité qui était demeuré supérieur à 30 ‰ dans le département du Pas-de-Calais (soit plus que le taux moyen français de 1830) ne s'élevait plus qu'à 28 ‰ dans le département du Nord (ce qui représentait encore 1,4 fois le taux moyen français). Mais en 1910/12 le taux de natalité du département du Nord ne s'élevait plus qu'à 21,8 ‰ soit seulement 1,2 fois le taux français (18,2 ‰). Dans le département du Pas-de-Calais le taux de natalité diminuait également, mais à la différence de celui du département du Nord, il ne se rapprocha pas du taux moyen français. En 1910 comme en 1900 le taux de natalité du Pas-de-Calais était 1,5 fois plus important que celui de la France entière. Aussi l'écart entre le taux de natalité régional (23,6 ‰) et le taux national (18,2 ‰) demeurait-il élevé à la veille de la première guerre mondiale.

Cette natalité élevée conduit à plusieurs réflexions : quels rôles jouèrent les facteurs extérieurs à la fécondité, susceptibles d'amplifier la natalité ? Pourquoi la fécondité demeura-t-elle

	taux de natalité			taux de mortalité	taux d'acc. naturel
	1871-1880	1891-1900	1906-1910		
France	24,3%	22,1%	19,1%	19,0%	0,1%
REGION DU NORD	31,0%	29,1%	25,6%	17,6%	8,0%
Belgique	32,3%	29,0%	24,7%	15,9%	8,8%
Pays-Bas	36,2%	32,5%	29,6%	14,3%	15,3%
Angleterre-Galles	35,4%	29,9%	26,5%	15,0%	11,5%
Suède	30,5%	27,1%	25,4%	14,3%	11,1%
Suisse	30,7%	28,1%	26,0%	16,0%	10,0%
Italie	36,9%	34,9%	32,6%	21,1%	11,5%
Espagne		34,8%	33,2%	24,0%	9,2%
Japon		29,8%	32,6%	21,7%	10,9%
Allemagne	40,0%	36,1%	31,6%	17,5%	14,1%

TAB: 17 NATALITE ET MORTALITE EN EUROPE ET JAPON
fin du XIX^es. - début du XX^es.

TAUX DE NATALITE ET DE MORTALITE (1830-1910)

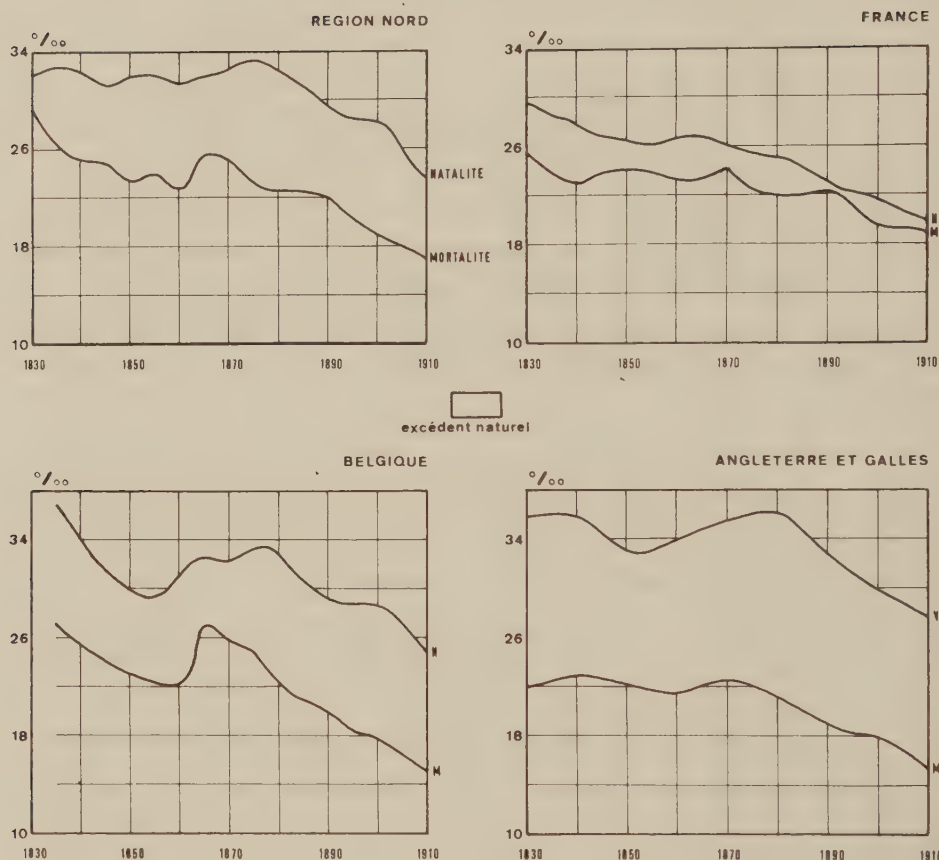


FIG. 29 : EVOLUTION DE LA NATALITE ET DE LA MORTALITE EN FRANCE, EN ANGLETERRE, EN BELGIQUE ET DANS LA REGION DU NORD AU XIX^e S.

plus élevée dans la région du Nord que dans le reste de la France ?
Pourquoi le département du Pas-de-Calais n'aligna-t-il pas son
comportement sur celui du département du Nord ?

Le taux de natalité étant un taux brut, il dépend en partie de la structure par âge, ou plus exactement de la proportion des personnes en âge de se reproduire dans la population totale. A fécondité égale, le taux de natalité sera plus élevé dans une population où le nombre des reproducteurs est important que dans une population où il l'est moins.

A priori la région du Nord, dont la structure par âge était demeurée beaucoup plus jeune que celle de la France entière, aurait donc du disposer d'un net avantage en matière de natalité, et de nombreux ouvrages ont rendu ce facteur partiellement responsable de la surnatalité de la population de la région du Nord par rapport à la moyenne française. En effet la jeunesse de la population du Nord était remarquable. Entre 1851 et 1911 le nombre des jeunes de moins de 20 ans y oscilla entre 39,5 et 41 % de la population régionale et celui des personnes âgées de plus de 60 ans entre 9,5 et 10,5 %. La structure par âge de la population de la région du Nord demeura très stable, pratiquement invariable dans ses grandes composantes, durant cette longue période, tandis que le vieillissement de la population française, déjà sensible en 1851, s'accroissait progressivement. En 1851 les mineurs de 20 ans ne représentaient déjà plus que 36,1 % de la population française alors que les personnes âgées de plus de 60

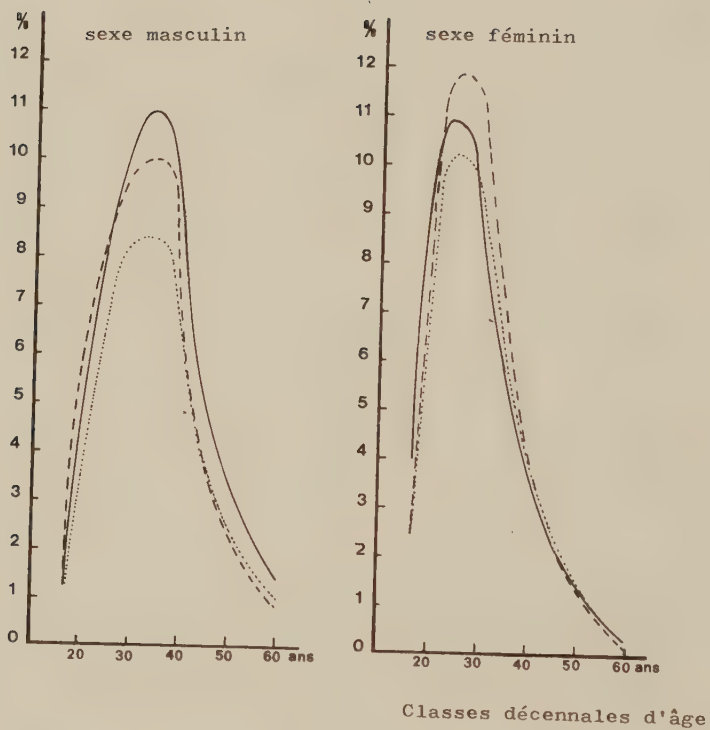
ans en représentaient 10,9 % ; en 1911 il n'y avait plus que 33,9 % de jeunes de moins de 20 ans en moyenne en France pour 12,8 % de personnes âgées de plus de 60 ans.

Mais cet avantage de la région du Nord en matière de natalité est illusoire. Si l'on extrait de sa population le groupe des femmes en âge de procréer (20 à 39 ans), l'on s'aperçoit que la région du Nord n'était pas favorisée par rapport à l'ensemble de la France. En 1851 il n'y avait que 14,7 % de femmes de cet âge dans la région contre 15,7 % en moyenne en France, et en 1881, 13,9 % contre 15 % en France. La région du Nord ne tirait donc aucun avantage de sa structure par âge en matière de natalité mais était au contraire défavorisée par rapport à l'ensemble du pays. Si l'on ne considère que le nombre des femmes de 25 à 34 ans, c'est à dire aux âges où la fécondité était alors la plus forte, l'on aboutit à la même constatation. L'on comptait 7,6 % de femmes de 25 à 34 ans dans la population de la région du Nord en 1851 contre 7,8 % en France et 6,2 % contre 6,9 % en 1881. Au début du XX^e siècle, le léger désavantage de la région du Nord disparut et l'on compta des nombres relatifs de femmes en âge de procréer sensiblement égaux en France et dans cette région. Si par le calcul, l'on détermine un indice d'influence de la structure par âge sur la fécondité [12] , celui-ci pratiquement égal à 100 ne donne qu'un avantage insignifiant à la population de la région du Nord.

La structure par âge de la région était une conséquence et non une cause de la forte natalité.

Il est de règle que la grande majorité des naissances étant des naissances légitimes, la fréquence des mariages soit aussi un facteur favorable à la natalité. Or pendant la majeure partie du XIX^e siècle, la région du Nord se caractérisa par une nuptialité assez faible. C'était un phénomène assez nouveau, puisqu'au XVIII^e siècle au contraire celle-ci semble avoir été assez élevée, encouragée par la forte pratique religieuse. Elle semble avoir régressé au cours du début du XIX^e siècle. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les structures par âge étant encore voisines dans toutes les régions, les taux bruts de nuptialité sont assez significatifs. Jusque vers 1870 au plus tard, les taux bruts de nuptialité demeurèrent inférieurs dans la région aux taux moyens français. Vers 1870/80 seulement, le phénomène s'inversa, mais les taux bruts devinrent alors moins significatifs car les structures par âge commençaient à être par trop dissemblables.

Les causes de cette faible nuptialité étaient multiples. [13] L'accroissement de la mobilité que provoquait le renforcement de l'attraction urbaine concerna davantage les garçons que les filles. Il s'ensuivit un certain déséquilibre des sexes dans les villes où les pyramides des âges montraient en effet un légère supériorité des effectifs de sexe masculin entre 20 et 40 ans sur ceux du sexe féminin. Le phénomène inverse devait se produire dans les campagnes. Mais il ne fut pas déterminant. Deux autres phénomènes durent jouer un plus grand rôle ; d'abord le bouleversement des habitudes et des mentalités traditionnelles qu'entraînèrent l'industrialisation et l'urbanisation (il est assez si-



département du Nord
 département du P-d-C ----
 France entière —

Fig: 30 TAUX DE NUPTIALITE PAR ÂGE DES MARIABLES - 1860-1862.

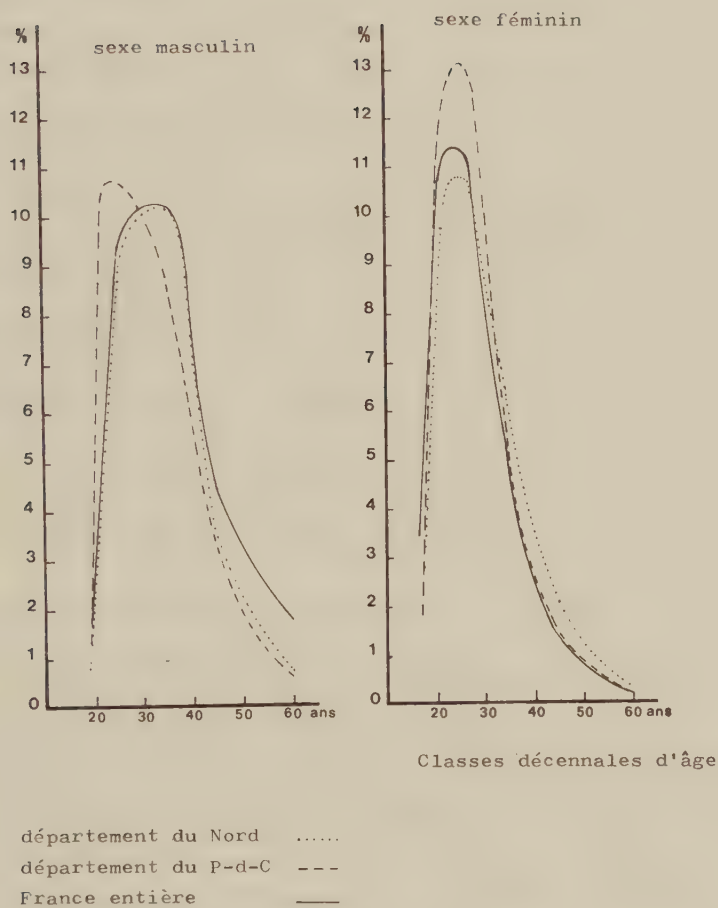


Fig: 31 TAUX DE NUPTIALITE PAR ÂGE DES MARIABLES - 1890-1892.

gnificatif à cet égard que dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, les taux de nuptialité demeurèrent plus élevés que dans l'arrondissement de Lille), la rupture de la cellule familiale rurale et l'affaiblissement de la pratique religieuse ne favorisaient pas non plus la nuptialité ; enfin l'indigence, les conditions sordides de logement, l'absence d'isolement des couples, les difficultés matérielles de toutes sortes, les difficultés de communication entre ouvriers et ouvrières, dont les horaires de travail étaient excessivement lourds et qui ignoraient le plus souvent le repos dominical, n'encourageaient pas à fonder des familles. Il faut y ajouter les obstacles administratifs que rencontrait la population d'origine belge, très nombreuse dans la région lilloise, lorsqu'elle voulait se marier en France et qui était à l'origine d'un développement considérable du concubinage dans cette population.

La faiblesse de la nuptialité n'avait cependant qu'une conséquence assez limitée sur la fécondité car le taux de natalité illégitime de la population de la région du Nord était assez élevé, supérieur à la moyenne française. Ce phénomène de la natalité illégitime devait déjà être assez important dans la région au XVIII^e siècle, mais il s'est amplifié avec la première vague d'industrialisation du début du XIX^e siècle jusque vers 1830 (taux [14] d'illégitimité supérieur à 9 %, contre 7 % en moyenne en France). Après avoir légèrement diminué, il s'accrut de nouveau avec la seconde vague d'industrialisation et d'urbanisation à partir de 1855-1860 jusque vers 1900 où le taux d'illégitimité oscillait autour de 12 % (France : 8,8 %). Les naissances illégitimes n'é-

taient pas un phénomène spécifiquement urbain, mais elles tenaient plus d'importance dans les villes que dans les campagnes. Dans le département du Pas-de-Calais, plus rural que le département du Nord, les taux d'illégitimité étaient inférieurs aux taux régionaux et les taux des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, pays flamands qui conservaient une forte pratique religieuse, étaient inférieurs de moitié aux taux de l'arrondissement de Lille (14,4 % en 1895) [15] .

Les mêmes facteurs étaient responsables de la faiblesse de la nuptialité et de l'importance de la natalité illégitime. Il fallait y ajouter les conditions abrutissantes de la vie en usine et la promiscuité qui encourageaient l'union libre. Enfin le simple besoin d'argent était à l'origine de formes de prostitution passagères. Dans le rapport de Villermé [16] l'on peut lire : "Lorsqu'une jeune ouvrière quitte son travail le soir avant l'heure de la sortie générale on dit qu'elle va faire son cinquième quart de la journée." Mais surtout l'on préfèrait le concubinage à un mariage toujours onéreux, que d'ailleurs les parents n'encourageaient guère, car lorsqu'un enfant les quittait, ils perdaient son salaire. A partir du "Germinal" d'E. Zola qui décrit la vie des mineurs du vieux pays noir du Douaisis, Ph. Aries [17] déduit que : " L'irrégularité morale ne consiste pas dans la maternité hors du mariage, mais au contraire, dans le mariage lui-même, lorsqu'il est anticipé, au gré des parents. Parce que, les enfants, dès qu'ils sont en âge de travailler, c'est un revenu. Et c'est la seconde raison, conscience celle-là, de la fécondité."

taux d'illégitimité en %		
	région du Nord	France
1860-1862	9,0	7,4
1890-1892	11,3	8,5
1900-1902	11,2	8,7
1905-1907	11,2	8,9
1910-1912	10,4	8,7

TAB: 18 Naissances illégitimes. Nord-France

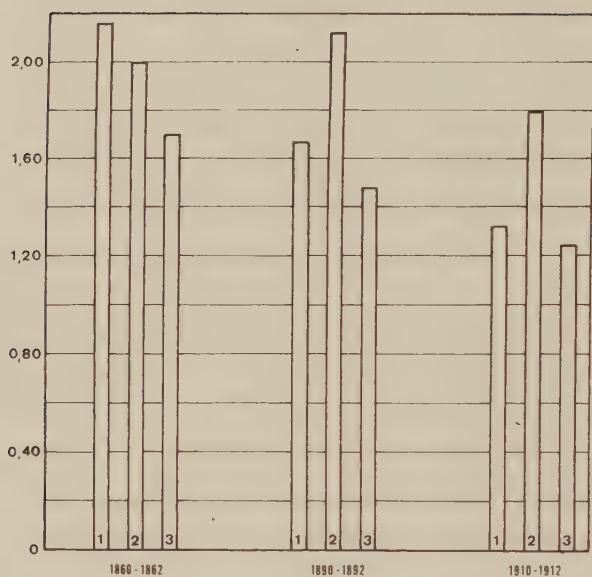
	région du Nord	France
1836-1840	15,4	16,1
1860-1862	15,2	16,2
1890-1892	16,0	14,6
1900-1902	16,8	15,3
1905-1907	17,6	15,6
1910-1912	17,4	15,5

TAB: 19 TAUX BRUT DE NUPTIALITE. Nord-France - XIX^e s.

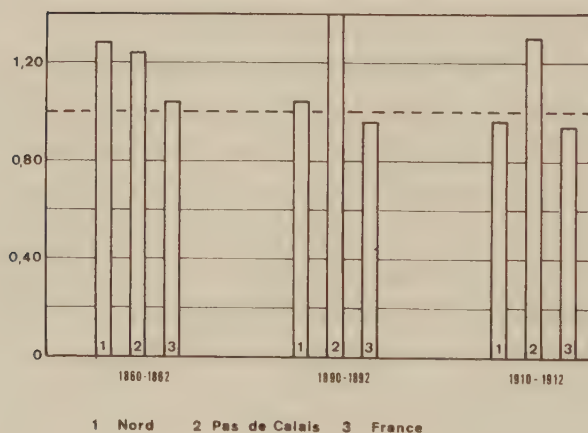
Les taux d'illégitimité élevés semblent avoir été davantage la conséquence de la misère et du déracinement que du rejet des règles sociales. La natalité illégitime était surtout élevée dans les grandes villes qui assuraient l'anonymat et où l'enfant illégitime était assez bien accueilli en milieu ouvrier, ainsi qu'en témoigne la rareté des infanticides et des abandons d'enfants. Peut-être parce que les familles y étaient plus nombreuses et parce que la famille y était moins structurée, "l'enfant du péché" était mieux admis ou plus exactement moins rejeté dans la région du Nord qu'il ne semble l'avoir été dans l'ensemble de la France à la même époque.

Bien qu'un certain nombre de mariages se fussent toujours accompagnés de la légitimation d'enfants nés avant le mariage, l'augmentation de la nuptialité à la fin du XIX^e siècle n'a pas entraîné de véritable diminution de la natalité illégitime. Ce léger regain de la nuptialité provenait sans doute de la stabilisation des populations au début du XX^e siècle tout autant que de l'augmentation du niveau de vie ouvrier et de l'amélioration de ses conditions d'existence. L'octroi de logements aux ménages dans le pays minier et autour des filatures, pratiqué dès la fin du XIX^e siècle par le patronat, fut sans doute également un encouragement à la légalisation des unions. Dès 1890 la somme des mariages réduits a dépassé celle que l'on enregistrait en France pour le sexe masculin comme pour le sexe féminin et progressivement la situation de la nuptialité s'améliora jusqu'à la première guerre mondiale. Les taux de nuptialité par âges se relevèrent à

TAUX DE REPRODUCTION BRUTE



TAUX DE REPRODUCTION NETTE



1 Nord 2 Pas de Calais 3 France

FIG. 32 : TAUX DE REPRODUCTION DES DEPARTEMENTS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS AU XIX^e s. ET AU DEBUT DU XX^e s.

tout âge en dessous de 50 ans, et l'âge moyen au mariage diminuait, surtout dans le département du Pas-de-Calais. Le handicap de la région en matière de nuptialité avait disparu et le relèvement des taux de nuptialité, associé au maintien de taux élevés d'illégitimité des naissances, étaient au contraire favorables à la natalité. Mais il ne faut pas surestimer le rôle de la fécondité illégitime en matière de natalité : l'écart existant entre le taux moyen français et celui de la région, au moment où il fut à son maximum, n'a entraîné qu'un renforcement de 1 % de la natalité régionale.

En réalité, la natalité exceptionnelle de la région provenait d'une fécondité intrinsèquement élevée.

La fécondité proprement dite se mesure par la somme des naissances réduites ou par le taux brut de reproduction [18] qui ne subissent pas l'influence de la structure par âge. Les taux bruts de reproduction fournis par Y. Tugault [19] montrent que la région du Nord figura toujours parmi les régions de forte fécondité. En 1860/62 ces taux étaient respectivement de 215 % pour le département du Nord (second rang départemental derrière les Bouches-du-Rhône) et de 200 % pour le Pas-de-Calais (8° rang départemental), alors que le taux moyen français ne s'élevait plus qu'à 169 %. Déjà à cette date, l'on ne trouvait de taux aussi importants que dans les régions rurales attardées et les régions fortement industrialisées [20] . La fécondité ne se maintint à un tel niveau que dans le département du Pas-de-Calais où, en 1890/92,

le taux brut de reproduction dépassait celui de 1860/62. Un tel taux, qui représentait 1,5 fois le taux moyen français, excluait tout recours à la restriction volontaire des naissances. Celle-ci ne se répandit que tardivement et superficiellement dans le Pas-de-Calais au début du XX^e siècle. La fécondité ne fléchit ni dans le bassin minier, ni dans les campagnes, et en 1910/12, le taux brut de reproduction du Pas-de-Calais était encore égal à 1,4 fois le taux moyen français. Mais dans le département du Nord, la limitation volontaire des naissances fut pratiquée beaucoup plus tôt et connut une certaine diffusion, au moins dans la région de Lille et dans l'Avesnois. Très rapidement à la fin du XIX^e siècle, le taux brut de reproduction du département s'infléchit et se rapprocha du taux français. En 1890/92 le taux départemental était encore 1,2 fois supérieur au taux national, en 1910/12, 1,06 fois seulement.

L'examen des taux de fécondité par âge révèle que pour l'ensemble de la région les taux de fécondité étaient demeurés plus élevés à tous les âges que les taux nationaux correspondants. L'écart était particulièrement important entre 30 et 40 ans. Plus fécondes aux jeunes âges, les femmes de la région le demeuraient plus longtemps. A la veille de la première guerre mondiale, la baisse de la fécondité provint surtout de la baisse de fécondité des jeunes femmes de 20 à 30 ans. Le même phénomène affecta le département du Nord, mais assez peu le département du Pas-de-Calais, et l'écart entre la fécondité de la région du Nord et celle de l'ensemble de la France s'accrut.

Le niveau élevé de la fécondité et sa permanence jusqu'à une période récente expliquent qu'au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, la région du Nord bénéficia toujours d'une population extrêmement jeune. Mais la forte fécondité était contrebalancée par une forte mortalité.

2) Une importante mortalité.

Dans toute la France comme dans toute l'Europe, les taux de mortalité [21] demeurèrent très élevés au cours du XIX^e siècle et ne diminuèrent que lentement. De l'ordre de 26 ‰ au début du XIX^e siècle, il s'élevait encore à 20 ‰ environ vers 1900. La baisse de ces taux fut irrégulière, entrecoupée jusque vers 1880 de brusques regains de mortalité, provoqués par les crises alimentaires, les guerres ou les épidémies. L'évolution de la mortalité dans la région du Nord suivit d'assez près celle de l'ensemble du pays jusque vers 1860. A partir de cette date, les taux de mortalité de la région déclinèrent plus vite que les taux moyens français. Mais l'accentuation des disparités entre les structures par âge enlevait une grande partie de leur signification aux taux bruts de mortalité. Ceux-ci ne donnaient plus qu'un éclairage illusoire sur la mortalité réelle de la région du Nord qui, mesurée par d'autres méthodes, se révélait supérieure à la moyenne française.

La durée de vie moyenne [22] ou espérance de vie à la naissance a été rarement calculée pour la région du Nord au XIX^e siècle. Nous avons retrouvé deux estimations de celle-ci pour la seconde moitié de ce siècle qui donnent des résultats différents, mais

TAUX BRUTS DE MORTALITE : MOYENNE DECENNALE

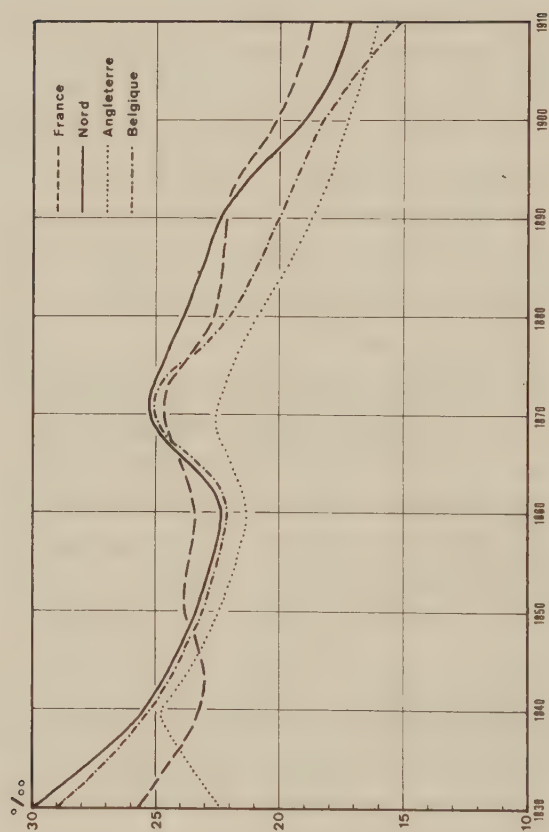


FIG. 33 : EVOLUTION DES TAUX DE MORTALITE AU XIX^e S. : REGION DU NORD, FRANCE, BELGIQUE ET ANGLETERRE.

qui confirment toutes deux la forte mortalité de la région.

V. Turquan, d'après l'âge des décédés entre 1863 et 1893 dans les départements, évaluait à 32 ans la durée de vie moyenne dans le département du Nord, à 35 ans 3 mois dans le département du Pas-de-Calais et à 37 ans 3 mois dans l'ensemble de la France [23] .

E. Bodio donnait pour 1893 les valeurs suivantes : 31 ans 4 mois dans le département du Nord [24] , 35 ans dans celui du Pas-de-Calais et 41 ans 8 mois pour la France entière. Dans ce dernier cas les écarts entre les durées moyennes de vie calculées pour la France entières et la région étaient sans doute excessifs car ils ne concordaient pas avec ce que suggèraient les taux de mortalité par âge. Néanmoins les deux estimations conduisaient à la même constatation : la mortalité était plus élevée dans la région du Nord que dans l'ensemble de la France, et si le département du Pas-de-Calais connaissait une mortalité assez proche de la mortalité moyenne française, le département du Nord par contre figurait parmi ceux dont la mortalité était la plus forte. Dans 4 départements seulement l'espérance de vie était plus courte.

La composition de la population de la région du Nord expliquait en grande partie cette infériorité de la région face à la mort ; d'abord parce que au XIX^e siècle comme aujourd'hui, la mort sévissait davantage parmi les ouvriers que parmi les autres classes sociales, ensuite parce que la mortalité était toujours plus élevée à la ville qu'à la campagne. Région urbaine et région ouvrière, la région du Nord, et particulièrement le département du Nord, était à ce double titre désavantagée par rapport aux autres

régions.

La situation était particulièrement dramatique à Lille. A l'intérieur des enceintes fortifiées qui interdisaient l'expansion spatiale de la ville, la population ouvrière s'était entassée dans des conditions presque incroyables aujourd'hui. Dans l'ensemble les maisons ouvrières étaient très petites, humides et peu aérées. Mais surtout, pour consacrer le plus d'espace possible aux habitations, les propriétaires avaient, en l'absence de règles d'urbanisme, densifié au maximum les parcelles disponibles en bâtissant des logements à l'intérieur même des îlots urbains autour de cours et de courettes qui ne s'ouvraient sur les rues que par des ruelles étroites et profondes. Dès 1830 l'on comptait plus de 100 courées à Lille [25] . Les habitants des courées n'étaient pas pourtant les plus mal logés. A Lille même les caves et les greniers servaient de logements et souvent plusieurs familles s'y entassaient dans la même pièce. Enfin à la saleté et l'humidité des logements, s'ajoutait l'insalubrité générale d'une ville construite sur d'anciens marais et encore parcourue par un réseau de canaux à ciel ouvert qui faisaient office d'égouts.

Les contemporains eux-mêmes étaient saisis d'horreur devant ces logements. Profondément indigné par le spectacle des caves de Lille, V. Hugo leur consacra 72 vers dans "Les Châtiments" [26] , et l'on peut lire dans les rapports des bureaux de secours et de la commission d'intendance sanitaire mis en place pendant l'épidémie de 1832 des descriptions presque insupportables. Dans un de ces rapports, on lit : "Il est impossible de se figurer l'aspect

des habitations de nos pauvres si on ne les a visitées. L'incurie dans laquelle ils vivent attire sur eux des maux qui rendent leur misère affreuse, intolérable, meurtrière.", dans un autre : "Les maisons y sont petites, étroites, humides, peu ou pas aérées et tellement sales et mal tenues qu'il semblerait qu'elles n'ont pas été blanchies depuis plusieurs années. Des caves y sont dépourvues de soupiraux, d'accès difficile et tellement humides qu'on ne peut se figurer qu'elles servent d'abri à des êtres humains." et enfin dans un autre : "Dans leurs caves obscures, dans leurs chambres que l'on prendrait pour des caves, l'air n'est jamais renouvelé, il est infect. Les murs sont plâtrés de mille ordures ; ils sont masqués par les produits de l'expectoration à l'endroit du lit quand il s'en trouve un. S'il existe ce lit, ce sont des planches sales, grasses, collantes dont la couleur et le tissu sont disparus sous une couche de crasse, c'est une couverture qui serait semblable à un tamis si l'humeur épaisse et huileuse dont elle est imprégnée n'en bouchait les pores. Les meubles d'une pareille chambre sont disloqués, vermoulus, tout couverts de saleté accumulée par couches par l'usage de plusieurs générations ... Le sol de l'habitation est encore plus sale que le reste ; partout sont des tas d'ordures, des cendres, des débris de légumes ramassés dans les rues, de paille pourrie, des nids pour animaux de toutes sortes. Aussi l'air n'est plus respirable ..."

A l'hygiène défectueuse s'ajoutait l'affaiblissement physique qu'entraînait une malnutrition fréquente (insuffisance des sucres, des fruits, du lait et de la viande) et la sous-alimenta-

tion qui accompagnait les crises économiques. Dès qu'il y avait mévente le patronat pesait sur les salaires pour maintenir les prix à un niveau compétitif. Même le pain, dans ces conditions, devenait une denrée rare et la nourriture des familles ouvrières se réduisait à quelques pommes de terre. De plus, trop souvent, pour pallier au manque de forces qui résultait d'une nourriture insuffisante, l'on recourait à l'alcool qui aggravait encore la misère.

Enfin l'on exigeait de cette population un travail trop lourd, surtout pour les enfants qui travaillaient en atelier ou en usine dès l'âge de 8 ans et quelquefois même plus tôt (le métier de dentellière s'apprenait à 5 ans). Les journées de travail très longues, généralement sans repos hebdomadaire compensateur, se déroulaient dans des ateliers surchauffés et humides. Adultes et enfants vivaient à leur domicile comme dans leur atelier dans une atmosphère insalubre sans jamais s'exposer au soleil.

Les conditions de travail s'améliorèrent à la fin du siècle, surtout dans les filatures de coton, mais dans l'ensemble la vie des ouvriers du textile lillois fut excessivement pénible et misérable au XIX^e siècle.

L'on conçoit aisément que ce prolétariat urbain était très vulnérable à la maladie. Les maladies d'origine parasitaire intestinales et pulmonaires sévissaient à l'état endémique et périodiquement les épidémies faisaient rage. L'épidémie de choléra de 1832 effraya les notables et les autorités et provoqua la rédaction de multiples rapports à l'aide desquels l'on a pu reconstituer les étapes de la propagation de la maladie [27] . Dès 1826 la

crise économique avait entraîné une diminution des revenus ouvriers au moment où le prix du blé commençait à augmenter. Aussi en 1827 la variole, puis en 1829 le typhus et enfin en 1832 le choléra augmentèrent-ils considérablement la mortalité. Les quartiers les plus pauvres furent les plus touchés par les épidémies qui épargnèrent à peu près les quartiers riches. Les décès furent particulièrement nombreux chez les nourrissons et les ouvrières à domicile confinées continuellement auprès des malades. Après que le prix du pain eût baissé à l'automne 1832, la mortalité diminua et revint dès 1833 à un taux moyen.

La mortalité infantile constituait l'aspect le plus tragique de la surmortalité urbaine. Dès le début du XIX^e s le taux brut de mortalité infantile du département du Nord était supérieur au taux moyen français, et les écarts entre ces deux taux s'accrochèrent [28] lors des épidémies qui sévirent dans le département de 1827 à 1837. C'est ainsi qu'entre 1815 et 1840, période durant laquelle le taux de mortalité infantile de la France ne s'éleva au dessus de 200 % qu'en 1832, le taux de mortalité infantile du département du Nord dépassa presque constamment ce niveau jusqu'en 1838. Le léger mouvement de baisse de la mortalité infantile, certes irrégulier mais néanmoins sensible, qui s'était amorcé en France depuis le début du siècle et qui allait s'amplifier de 1825 à 1845, ne débuta qu'en 1838 dans la région du Nord.

Le département du Nord figurait, ainsi que les autres circonscriptions où l'industrie textile avait pris beaucoup d'ampleur (Haut et Bas-Rhin, Seine-Maritime) parmi les départements

	sexe masculin	sexe féminin	ensemble des sexes
1860-1862	41 %	37 %	39 %
1890-1892	37 %	34 %	35 %
1910-1912	28 %	26 %	27 %

TAB: 20 DECES D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS POUR
100 DECES DE TOUS AGES.

	sexe masculin	sexe féminin	ensemble des sexes
1860-1862	48 %	45 %	47 %
1890-1892	43 %	41 %	42 %
1910-1912	34 %	31 %	32 %

TAB: 21 DECES DE JEUNES DE MOINS DE 20 ANS POUR
100 DECES DE TOUS AGES.

	dép. Nord	dép. P.d.C.	France
1860-62	166	144	167
1890-92	187	150	170
1900-02	140	163	145
1905-07	135	153	139
1910-12	139	143	125

TAB: 22 TAUX BRUTS DE MORTALITE
INFANTILE. Nord-France, 1860-1912.‰.

où les décès d'enfants étaient les plus fréquents, et Lille détenait (avec Rouen) le triste record de ville à la mortalité infantile la plus élevée. Ni dans la Belgique voisine, ni dans le Royaume-Uni ne sévissait à l'époque une telle mortalité infantile.

Avec l'insalubrité des logements, le manque d'hygiène, les eaux de potabilité douteuse et la promiscuité qu'elles entraînaient la forte urbanisation et l'industrialisation du département du Nord étaient responsables de cette situation. Les arrondissements les plus urbanisés (Lille, Dunkerque) étaient ceux où la mortalité infantile était la plus élevée (encore qu'elle fut également très élevée dans certains cantons ruraux de Flandre-intérieure, à cause semble-t-il de mauvaises habitudes en matière d'alimentation des nourrissons). D'autres facteurs contribuaient également à renforcer la mortalité infantile : ainsi la forte illégitimité et l'obligation faite aux filles-mères de confier leurs bébés à des gamines inexpérimentées ou à de vieilles nourrices mal qualifiées (les "faiseuses d'anges") puisque les crèches n'acceptaient pas les enfants naturels, et plus généralement le travail fréquent des mères dans les villes textiles. Le pays minier où les femmes exerçaient moins souvent une activité professionnelle ne connaissait pas alors une mortalité infantile anormalement élevée. Enfin la région toute entière souffrait déjà d'un sous-équipement sanitaire et hospitalier.

Le handicap majeur de la région se situait au niveau de la classe d'âge 1 à 4 ans. L'on enregistrait pour cette classe d'âge des taux de mortalité de 41,3 % dans le département du Nord et de 37,4 % dans celui du Pas-de-Calais contre 36 % pour l'en-

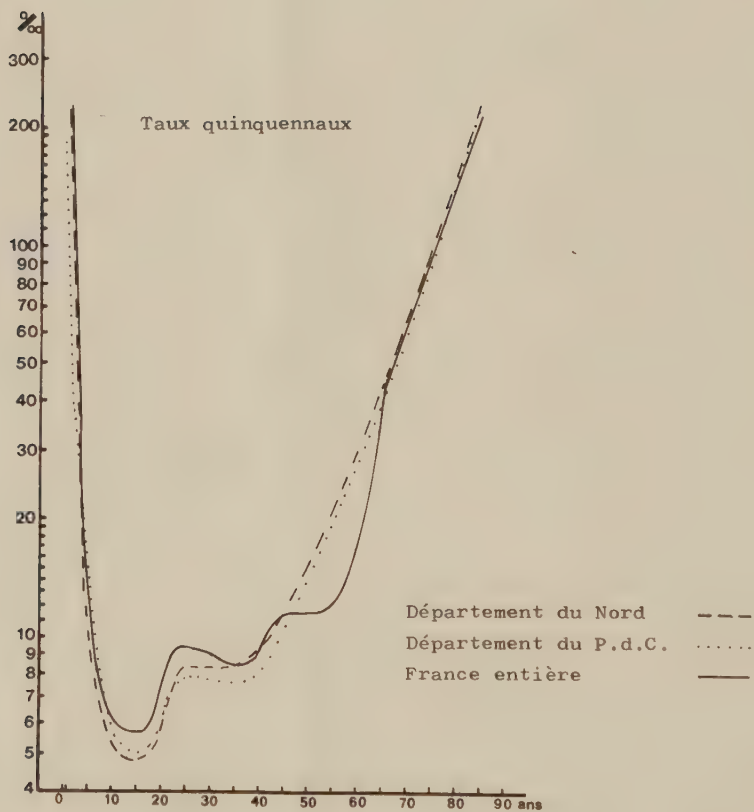


Fig: 34 TAUX DE MORTALITE PAR AGE -1860-1862 ; SEXE MASCULIN.

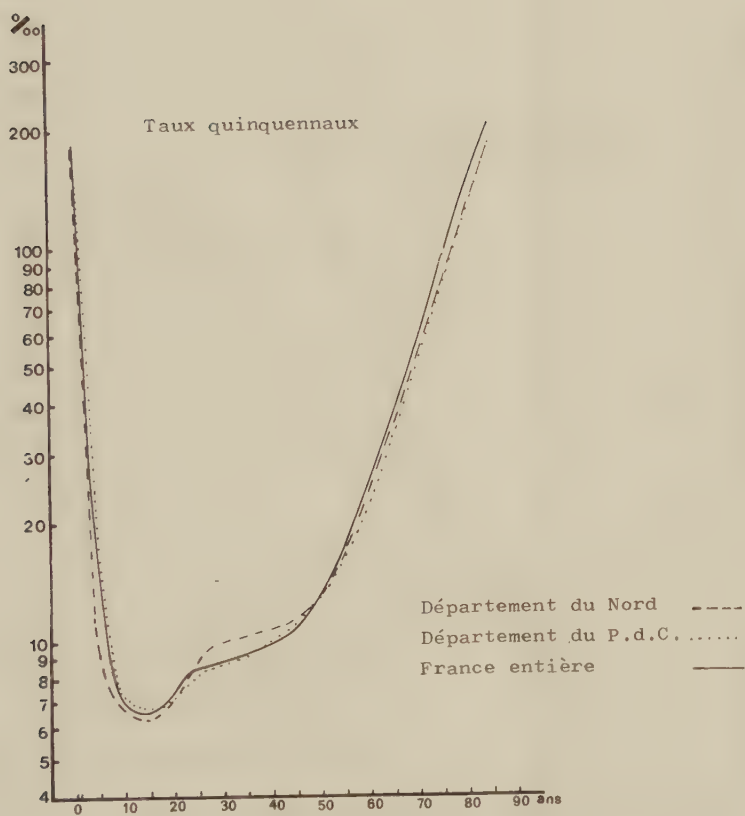


Fig: 35 TAUX DE MORTALITE PAR AGE - 1860-1862 ; SEXE FEMININ.

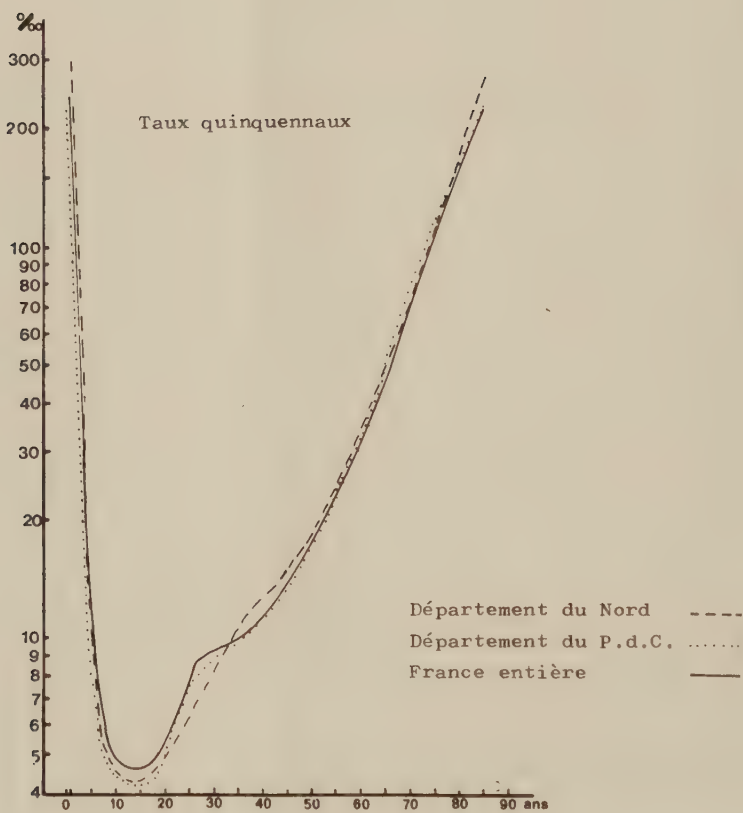


Fig: 36 TAUX DE MORTALITÉ PAR AGE - 1890-1892 ; SEXE MASCULIN.

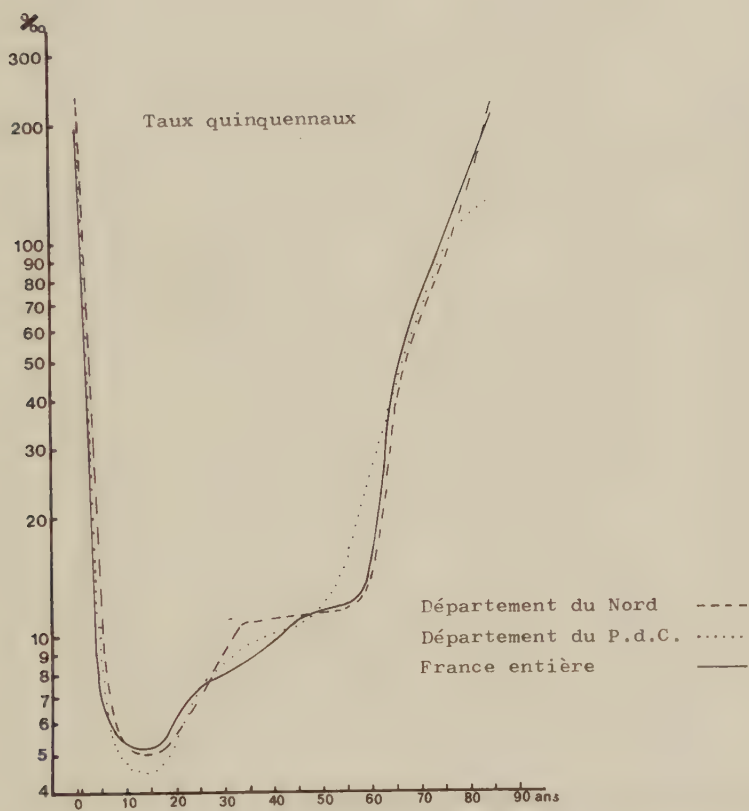


Fig: 37 TAUX DE MORTALITE PAR AGE -1890-1892 ; SEXE FEMININ.

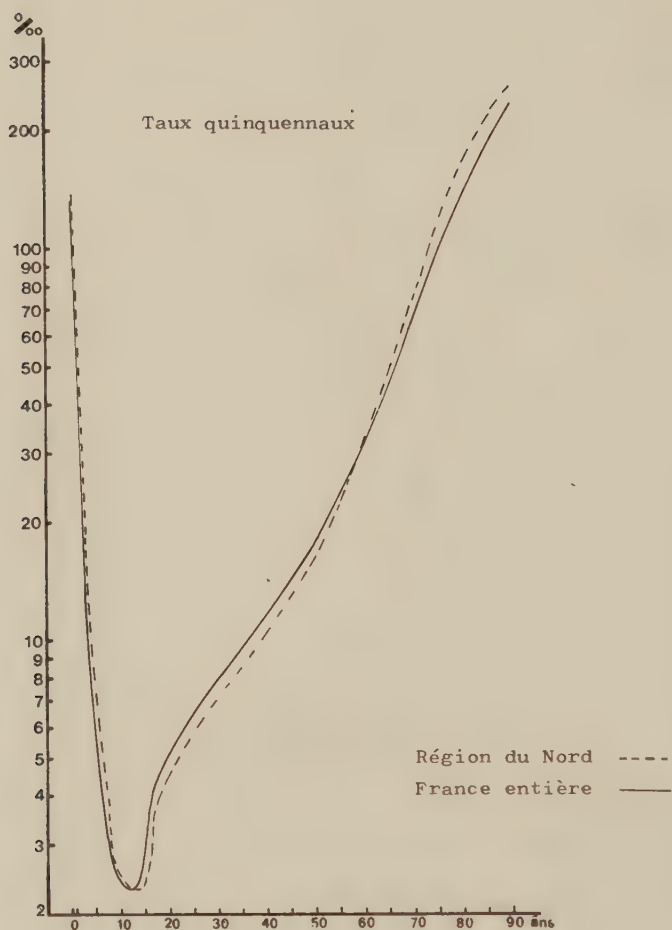


Fig: 38 TAUX DE MORTALITE PAR AGE - 1910-1912 ; SEXE MASCULIN.

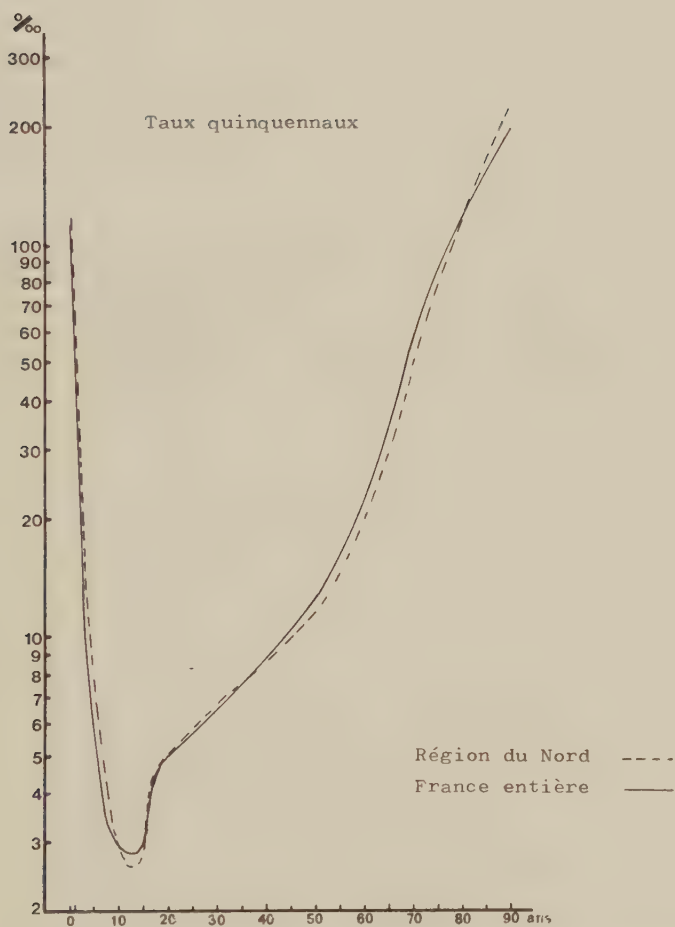


Fig: 39 TAUX DE MORTALITE PAR AGE -1910-1912 ; SEXE FEMININ.

semble de la France. L'examen détaillé de la mortalité infantile renforce cet aspect navrant de la mortalité des enfants dans la région. Le maximum des décès d'enfants âgés de moins d'un an concernait des enfants âgés de plus de trois mois. La mortalité exogène, liée à l'état sanitaire du milieu et aux défauts de l'alimentation du second âge (rôle anormalement important des gastro-entérites parmi les causes de décès), était à l'origine de la majorité des décès d'enfants. C'était la surmortalité des enfants en bas-âge qui était responsable de la faiblesse de l'espérance de vie dans la région du Nord. En 1860-62, sur 100 décès, il y avait dans la région 39 décès d'enfants de moins de 5 ans; en 1890-92, il y en avait encore 35.

Pourtant si la surmortalité des enfants était évidente, il ne faut pas exagérer outre-mesure la surmortalité générale de la population de la région du Nord durant la première moitié du XIX^e siècle, d'une part parce le département du Pas-de-Calais connut une mortalité générale très voisine de celle de l'ensemble de la France ou même assez souvent inférieure, et d'autre-part parce que dans le département du Nord, en dehors des périodes de crise, le taux brut de mortalité n'était que légèrement plus élevé à celui enregistré en moyenne en France. L'examen détaillé des taux de mortalité des classes d'âges de plus de 5 ans ne laissait plus apparaître de surmortalité. Les taux de mortalité des classes d'âges de plus de 5 ans de la région étaient voisins de ceux de l'ensemble du pays, ils leur étaient même légèrement inférieurs avant 60 ans. Certes ils étaient élevés, mais c'était la loi de l'époque.



XIX^o S.

En fait la mortalité ne diminua guère avant la fin du XIX^e siècle. L'on assista au contraire, entre 1860 et 1890, à une recrudescence de la mortalité infantile, générale en France et légèrement amplifiée dans la région du Nord, rançon sans doute du développement industriel et urbain. Fait plus grave, lorsqu'à la fin du siècle la mortalité infantile décrut à nouveau en France, seul le département du Nord connut une décroissance similaire dans la région ; les taux de mortalité infantile diminuèrent beaucoup moins dans le département du Pas-de-Calais qui jusque là avait pourtant été plus favorisé que le département du Nord.

Mais ni dans le Nord, ni dans le Pas-de-Calais, les taux de mortalité infantile ne furent jamais aussi stables d'une année à l'autre que dans la France prise dans son ensemble. Les courbes des taux de mortalité infantile conservèrent, même au début du XX^e siècle, leur allure en dents de scie dont les maxima coïncidaient avec des phases d'épidémie ou de dégradation du climat : ainsi l'on remarque par exemple de brusques aggravations de la mortalité infantile en 1868 (entérite), en 1880 (grippe) et même encore en 1908 dans le seul département du Nord cette fois (entérite) et en 1911 (toxicoses provoquées par un été trop sec).

La mortalité des enfants âgés de 1 à 4 ans était cependant demeurée plus élevée dans la région que dans l'ensemble de la France. Mais l'on n'enregistrait plus en 1910-1912 dans la région du Nord qu'un taux de mortalité de 18,9 ‰ chez les garçons (France entière : 12,9 ‰) contre 35,7 ‰ en 1890-1892.

Tout au cours du XIX^e siècle, la mortalité fut donc importan-

te dans la région du Nord qui souffrit pourtant beaucoup moins qu'on n'a l'habitude de le dire d'une surmortalité exceptionnelle. Toutefois la mortalité des nouveaux-nés et des jeunes enfants y fut toujours anormalement élevée et y déclina moins vite au début du XX^e siècle que dans l'ensemble du pays.

Enfin jamais la mortalité n'oblitéra les effets d'une natalité exceptionnellement forte qui assura à la région l'essentiel de son accroissement démographique.

b) Le solde migratoire.

Le bilan migratoire n'a jamais joué un grand rôle dans l'accroissement de la population de la région du Nord, ainsi que nous l'avons déjà montré. L'importance réelle des migrations a souvent été méconnue : surestimée à la vue de l'importante colonie belge résidant dans la région et en raison de la rapidité de la croissance démographique ou sousestimée devant l'insignifiance des soldes migratoires sur de longues périodes. En réalité, l'immigration belge a compensé l'émigration permanente de la population de la région du Nord vers d'autres régions françaises, notamment la région parisienne. Chaque fois que cette immigration s'est ralentie, le solde migratoire est devenu négatif.

La difficulté d'appréhender ce phénomène provient de l'absence de documents relatifs aux mouvements migratoires. Nous ne possédons aucune évaluation ni de l'immigration, ni de l'émigration, et le bilan migratoire auquel nous nous réfèrons n'est que le bilan

déduit de la confrontation des effectifs de population dénombrés lors des recensements et du mouvement naturel de population enregistré par l'Etat Civil. A partir de 1851 s'ajoute à ces données le dénombrement des étrangers résidents, et à la fin du XIX^e siècle des indications sur le lieu de naissance des habitants. A partir de ces éléments statistiques rares, discontinus et sujets à caution, l'on peut émettre quelques observations :

1) Une population très fermée.

La population de la région du Nord fut sans doute très précocement une population très fermée et elle l'est demeurée jusqu'à aujourd'hui. L'apport migratoire en provenance des autres régions françaises fut toujours extrêmement réduit. L'immigration se borna souvent au cours du XIX^e siècle à une immigration en provenance de la Belgique. Si l'on en juge d'après les déclarations des lieux de naissance, en 1891 la majorité de la population habitait la commune où elle était née. 60,2 % des habitants du département du Nord et 59,5 % des habitants du Pas-de-Calais éalisaient toujours domicile dans leur commune de naissance. 83,5 % des habitants du département du Nord et 87,5 % de celui du Pas-de-Calais étaient nés dans leur département de résidence au moment du recensement. 55 % des habitants du département du Nord étaient nés dans un autre département et 10,1 % à l'étranger. 10,8 % des habitants du département du Pas-de-Calais étaient nés dans un autre département et 1,8 % à l'étranger.

	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD
Anglais	1 107	1 766	2 873	0,6	8,9	1,4
Belges	177 138	16 071	193 209	96,7	80,9	95,1
Allemands	1 515	474	1 989	0,8	2,4	1,0
Hongrois	181	89	270	0,1	0,4	0,1
Yougoslaves						
Espagnols	231	98	329	0,1	0,5	0,2
Italiens	764	632	1 396	0,4	3,2	0,7
Total	183 153	19 877	203 030	100 %	100 %	100 %

TAB: 23 LES ETRANGERS RECENSES DANS LA REGION DU NORD EN 1906.

	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais	
nés dans la commune de résidence	1 057 457	60.2%	535 661	59.5%
nés dans une autre commune du département	408 587	23.3%	252 111	28.0%
nés dans un autre département	95 299	5.5%	97 071	10.8%
nés à l'étranger	177 008	10.1%	15 541	1.7%
étrangers	295 987	16.9%	20 695	2.3%
dont nés en France		38.2%		25.0%
dont belges	289 528	16.5%	16 520	1.8%
population totale	1 756 351	100.0%	900 581	100.0%

TAB. 24 : ORIGINE DES HABITANTS DES DEPARTEMENTS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS AU RECENSEMENT DE 1891.

Comme l'essentiel des échanges migratoires s'était, selon toute vraisemblance, effectué entre les deux départements, l'on conçoit que sur ces faibles pourcentages, il restait peu de place pour un apport en provenance des autres régions françaises. Enfin une part importante de la population étrangère était elle-même née en France. Sur les 16,9 % d'étrangers recensés dans le département du Nord, 38,2 % étaient nés dans ce département, de même que 25 % des étrangers recensés dans le Pas-de-Calais y étaient nés. A la fin du XIX^e siècle l'évolution du nombre des étrangers ne correspondait plus à celle de l'immigration.

A cette époque il y avait seulement moins d'un dixième de la population de la région qui n'en était pas originaire. La population allogène provenait de Belgique. En 1891, les Belges formaient 98 % de la population étrangère du département du Nord et 80 % de celle, bien moins nombreuse, du Pas-de-Calais.

2) L'immigration : tentative d'évaluation.

Avec toutes les réserves qui s'imposent, compte-tenu de ce que nous venons d'énoncer, l'on peut cependant tenter de mettre en parallèle l'évolution du nombre des étrangers et celle du bilan migratoire.

Il est certain que l'apport migratoire, presque exclusivement originaire de Belgique, n'a pas été négligeable et qu'il a contribué, en compensant l'exode rural, au peuplement de la région. En

années R.G.P.	dép. du Nord		dép. du P-d-C.		rég. du Nord	
		%		%		%
1851	80 876	6,7	7 011	0,1	87 887	4,6
1866	184 548	13,3	10 532	1,4	195 080	9,1
1876	249 719	16,4	15 815	2,0	265 574	11,5
1886	305 524	18,3	25 919	3,0	331 443	13,1
1896	259 916	14,3	20 695	2,3	280 611	10,3
1906	191 678	10,1	21 436	2,1	213 114	7,5
1911	180 004	9,2	26 382	2,5	206 386	6,8
1921	173 538	9,2	38 372	3,9	211 910	7,6
1926	233 045	11,8	153 175	13,1	386 220	12,3
1931	222 247	10,9	173 525	14,4	395 772	12,2
1936	171 343	8,5	135 885	11,5	307 228	9,6
1946	120 747	6,3	110 178	9,4	230 925	7,5
1954	115 089	5,5	78 830	6,2	153 916	5,7
1962	118 637	5,2	63 383	4,7	182 020	5,0
1968	130 560	5,4	53 140	3,8	187 700	4,9
1975	160 140	6,4	44 670	3,2	204 810	5,2

Tab. : 25

ETRANGERS PRESENTS DANS LA REGION DU NORD , 1851 - 1975

1851, l'on avait recensé 80 800 étrangers dans la région du Nord dont 77 700 belges, en 1886, année du maximum des effectifs de population immigrée dans le département du Nord au XIX^e siècle, l'on en recensa 305 500 dont 298 000 belges. Il est évident que sans cet apport belge, la population régionale aurait connu un déficit migratoire qui eut annihilé une partie de l'accroissement naturel ou ralenti sa progression.

De 1851 à 1861, les effectifs de la population belge dénombrée dans le département du Nord augmentèrent de 50 000 personnes, le solde migratoire durant la même période s'élevait à + 40 000 personnes, la différence constatée correspondait sans doute en partie aux naissances de ressortissants belges survenues dans le département, mais pour l'essentiel était le signe d'un déficit migratoire de la population d'origine française. A partir de 1861, la disproportion entre le nombre d'étrangers recensés et le solde migratoire apparent s'accrut fortement :

	évolution du nombre des étrangers	solde migratoire apparent
1861-66	+ 51 500	+ 29 000
1866-72	+ 51 900	?
1872-76	+ 14 300	- 9 600
1876-81	+ 26 200	+ 9 300
1881-86	+ 27 600	- 1 700

Tableau 26 : Variation du nombre des étrangers dans le département du Nord - 1861-1886.

L'augmentation des effectifs de la population belge a donc été très importante, sans commune mesure avec ce qu'aurait pu lui procurer son seul excédent naturel. Il y eut donc une immigration importante. Et pourtant le solde migratoire n'a été positif qu'entre 1861 et 1866 et entre 1876 et 1881, mais même durant ces deux périodes intercensuelles le solde migratoire fut très largement inférieur à l'immigration belge.

A partir de 1886, après qu'une nouvelle loi[28bis]eut facilité en 1879 l'acquisition de la nationalité française et que se fut inversé le courant migratoire franco-belge, le bilan migratoire devint fortement déficitaire (solde atteignant - 38 400 habitants entre 1901 et 1906). En outre il est vraisemblable que le mouvement d'exode, qui poussait un certain nombre d'habitants du Nord à émigrer vers la région parisienne, ait affecté une partie de la population belge anciennement implantée dans le département du Nord, mouvement qui aurait contribué également à réduire les effectifs des étrangers du département. En réalité l'immigration belge dans le département du Nord n'avait pas totalement cessé à cette époque, mais elle avait pris une autre forme, de définitive elle devint essentiellement alternante. Le "belge" devint un migrant pendulaire résidant dans une ville ou un village belge proche de la frontière et travaillant en France à proximité de la frontière, mais aussi, grâce au chemin de fer, jusque dans les mines. F. Lentacker estime à 40 000 environ le nombre des travailleurs frontaliers belges vers 1913.

Dans le département du Pas-de-Calais l'immigration étrangère

ne prit jamais une telle ampleur. Le solde migratoire y fut déficitaire jusqu'à l'aube du XX^e siècle, où l'attraction des mines l'emporta sur l'exode rural. A en juger par l'évolution du nombre des étrangers, jamais il n'y eut dans le Pas-de-Calais, comme dans le département du Nord, un apport migratoire d'origine belge capable de compenser la perte des émigrants. En 1886, année où les effectifs de la population étrangère résidente furent les plus importants (25 900), ces derniers ne représentaient que 3 % de la population du département ; et encore faut-il noter qu'un grand nombre d'entre-eux provenait non de Belgique, mais du département du Nord où ils s'étaient préalablement implantés. Le solde migratoire positif constaté de 1896 à 1911 provient selon toute vraisemblance d'un glissement de population minière, provenant des charbonnages du département du Nord, vers les charbonnages du Pas-de-Calais.

3) La population belge dans le Nord au XIX^e siècle.

F. Lentacker a consacré une longue partie de sa thèse aux mouvements migratoires frontaliers et à la population belge implantée dans la région du Nord. Nous ne pourrions ajouter quoi que ce soit à l'immense travail qu'il a fourni et nous nous bornerons à résumer ses observations et à citer quelques extraits de son oeuvre [29] .

Avant 1860 la population belge recensée dans la région du Nord présentait encore toutes les caractéristiques d'une population fraîchement immigrée : le taux de masculinité y était très

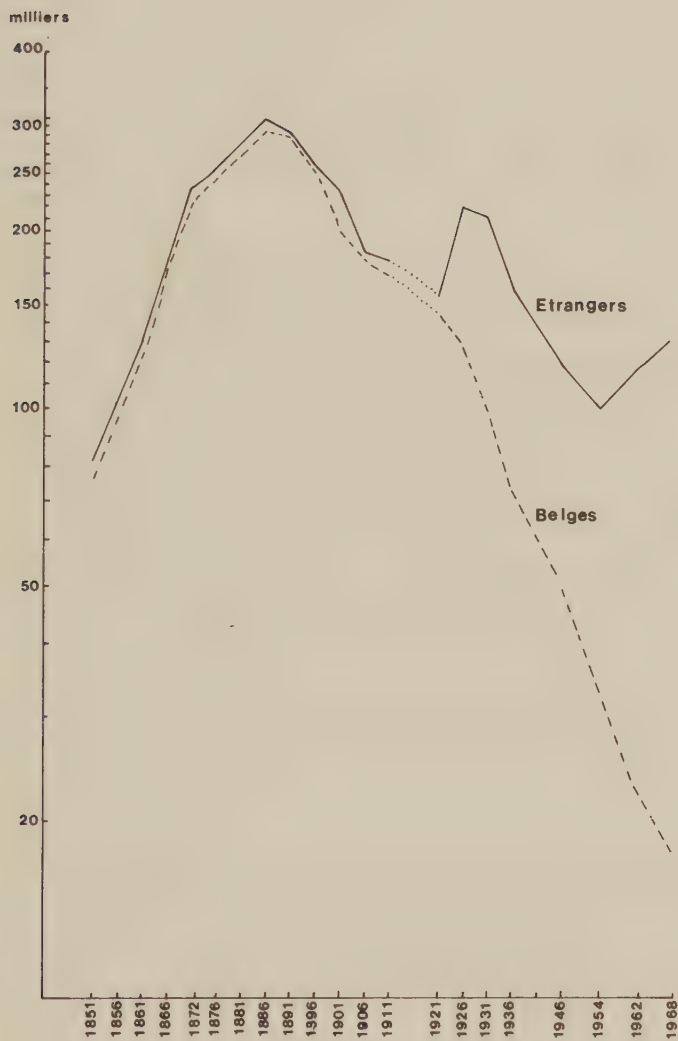


Fig:41 LES BELGES DANS LE DEPARTEMENT DU NORD.

élevé et la structure par âge accusait une prédominance très nette des classes de jeunes adultes. Après 1890, ces caractères avaient disparu et rien ne distinguait plus les structures démographiques de la population belge des structures de la population française. La population belge était définitivement établie et son assimilation avait commencé, facilitée par la loi de 1889 [30] . Elle aurait sans doute été plus avancée encore à la veille de la première guerre mondiale sans le service militaire obligatoire de 3 ans, qui n'encourageait pas les jeunes gens nés en France de parents belges à opter pour la nationalité française à leur majorité.

Considérable certaines années, l'immigration belge a montré des fluctuations qui correspondaient aux crises politiques et économiques de la France ou de la Belgique. Entre 1846 et 1855 l'immigration fut sans doute très importante, avec cependant une vague de retour en 1848, Elle reprit avec vigueur en 1862-1863 puis, après une nouvelle vague de retour en 1870, de 1870 à 1880. A partir de cette date l'immigration s'affaiblit et les retours des immigrants vers leur pays d'origine furent nombreux. La dernière vague d'immigration belge vers la France (1908-1913) conduisit davantage ces nouveaux immigrants vers la région parisienne que vers la région du Nord.

Plusieurs facteurs poussèrent les belges à l'expatriation :
d'abord le marasme économique qui, de 1815 à 1830, frappa le petit peuple des artisans et des ouvriers du textile, puis la décadence de l'industrie linière belge après 1830, et enfin la crise alimen-

taire de 1846-1847. "Jusqu'en 1914, les Flandres restèrent marquées par un sous-développement social caractérisé par un attachement irréductible des familles paysannes à leur logis rural et par la survivance tenace d'industries à domicile en dépit de salaires extrêmement faibles. En contraste avec le reste de la Belgique, les Flandres d'alors (le terme recouvrant aussi bien les deux provinces de Flandre que la partie nord du Hainaut) se distinguaient par un fléchissement démographique et une relative stagnation urbaine tandis qu'elles alimentaient un courant de migrations temporaires et définitives qui trouvait en France son principal débouché." (F. Lentacker) [31] Le "Railllement", journal bruxellois que cite F. Lentacker n'écrivit-il pas en 1906 : "Notre colonie de peuplement, c'est la France." [32] La France offrait de plus hauts salaires et des prix plus bas ainsi que de meilleures conditions de vie et de travail que la Belgique. L'implantation dans la région du Nord présentait l'avantage de permettre aux belges de ne pas s'éloigner de leur terre natale et de leurs familles.

L'accueil réservé aux belges différait selon que l'on se plaçait du point de vue du patron ou de celui de l'ouvrier français.

"Malgré des conditions d'accueil jugées scandaleuses à l'époque, les fabricants encourageaient par tous les moyens l'arrivée des travailleurs belges qu'ils déclaraient indispensables." [33] ... L'afflux de ces derniers, en période de basse conjoncture, offrit des tentations auxquelles résistèrent mal les fabricants. [34] ... En 1857, un fabricant trouvait "indispensable que des ou-

vriers étrangers soient appelés à Roubaix pour entrer en concurrence avec les ouvriers actuels dont les exigences sont intolérables." Un autre allait jusqu'à dire : "plusieurs milliers d'ouvriers qui arriveraient à Roubaix seraient bien accueillis par les patrons car il est urgent qu'une concurrence soit faite aux ouvriers actuels." [35]

Mais les ouvriers français considérèrent souvent avec hostilité ces étrangers, main d'oeuvre concurrente, plus docile parce qu'étrangère et sous la menace constante d'expulsion, moins exigeante en matière de salaire, que les patrons utilisaient pour faire pression sur les salaires des ouvriers français. Lors des crises, des incidents éclatèrent à plusieurs reprises. Surtout après 1890 dans les mines xénophobes du Pas-de-Calais où les belges apparurent, à juste titre, comme des briseurs de grèves. A cette époque, les manifestations d'ostracisme dans le département du Nord étaient plus dirigées vers les frontaliers que vers les belges résidents en général déjà fortement intégrés dans le monde où ils vivaient.

Les relevés effectués par F. Lentacker montrent que les belges immigrés dans la région du Nord provinrent principalement des zones proches de la frontière, puis dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de contrées plus éloignées. La majeure partie de ces immigrants étaient originaires des arrondissements de Courtrai, Roulers et Tielt, de Gand, du nord de la Flandre orientale (arrondissements d'Oudenaerde et d'Alost), du Hainaut belge occidental (Tournai, Ath) et de Flandre occidentale (arrondisse-

ments d'Ypres, Dixmuide, Ostende, Bruges). L'immigration partie du Hainaut belge s'établit de préférence dans le bassin minier du Nord/Pas-de-Calais, celle issue des autres contrées s'établit de préférence dans l'agglomération lilloise.

"Ce sont les cités manufacturières de l'arrondissement de Lille qui ont drainé la plus grande part de l'immigration belge. Leur situation géographique, des relations entretenues de longue date par les fabricants de part et d'autre de la frontière et la vigoureuse expansion du XIX^e siècle expliquent aisément une attraction aussi exceptionnelle. ... Les localités françaises placées à l'extrême frontière, suivant la terminologie adoptée par les douanes, ont accueilli des contingents belges considérables en proportion de leur population : la venue massive, précoce et prolongée du courant migratoire quittant la Belgique caractérise Halluin surtout, mais aussi Comines, Wervicq et Wattrelos. A Roubaix, le flot belge prit consistance après 1815, devint énorme de 1850 à 1880 pour décliner progressivement ensuite. Tourcoing et Armentières connurent une autre évolution : l'immigration belge y tenait un rôle substantiel dans la première partie du XIX^e siècle, mais elle n'atteignit les proportions connues à Roubaix parce que les migrants purent y adopter plus commodément la formule de la résidence temporaire pour les besoins du travail et y conserver leur domicile dans le pays voisin. Lille, avec les communes de Wazemmes et de Fives rattachées en 1859, attira de 1850 à 1890 une immigration belge qui y prit racine ; à partir de 1900, la réduction des éléments belges dans sa population révèle l'impact d'une assimilation rapide et l'affaiblissement des apports

venant de Belgique pour cette ville distante de la frontière d'une douzaine de kilomètres." [36]

"Dans le bassin de Valenciennes, l'apparition des ouvriers belges accompagna les débuts de l'extraction houillère et l'établissement des premières forges. Le rôle des immigrés était notoire dès le XVIII^e siècle. Il s'amplifia tout au long du XIX^e siècle : à chacune des crises économiques et sociales atteignant le Borinage et le pays de Charleroi, sinon même la région de Liège, correspondaient des émigrations en direction des charbonnages et des usines métallurgiques du Valenciennois." [37]

"Le bassin de la Sambre fut encore davantage tributaire de la main d'oeuvre belge qui intervint, dans une moindre mesure, jusque dans l'arrondissement de Douai. Quant aux mines du Pas-de-Calais, elles ont trouvé en Belgique une partie non négligeable de leur personnel..." [38]

L'assimilation de la colonie belge du département du Nord
s'accéléra dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mais elle fut freinée par la ségrégation de l'habitat qui rejetait les belges dans certains quartiers : quartier de l'Epeule à Roubaix ou quartier de Wazemmes à Lille par exemple, et par le particularisme de la langue pour les belges venus du pays flamand, bien que celui-ci ne semble pas avoir constitué "un obstacle sérieux à l'assimilation, quoiqu'on ait pu en dire, à cause du niveau d'instruction très bas de la masse des immigrés entre 1850 et 1880. L'école

française constitua pour cette population, les enfants et même les adultes, le facteur le plus efficace de la francisation."

"Il est hors de doute que les tentations d'irrédentisme linguistique n'ont nullement atteint les masses ouvrières immigrées de Belgique." [39]

Après la loi de 1889 [40] , l'assimilation des belges jusque là entravée par les règlements administratifs et les réticences du patronat, qui craignait de perdre les avantages que lui procurait l'embauche d'une main d'oeuvre étrangère sur qui planait toujours la menace d'une expulsion, fut précipitée. En 1911 l'on comptait 40 000 français par acquisition ou naturalisation dans le département du Nord, d'origine belge pour la plupart, contre un millier seulement 40 ans plus tôt. "Pour l'essentiel de ses effectifs, l'immigration belge du XIX^e siècle était devenue française en 1914." [41]

IV - Le dépeuplement des campagnes.

La dépopulation des campagnes et l'essor urbain furent les principales caractéristiques de l'évolution du peuplement en France au cours du XIX^e siècle. La région du Nord n'échappa pas à la règle commune.

Au début du XIX^e siècle, les ruraux étaient encore assez nombreux dans la population de la région du Nord et formaient de très loin la majorité de la population : 80 % de la population du Pas-de-Calais en 1806, ce qui correspondait à peu près à la moyenne française (81,4 %) et encore 69 % de celle du départe-

POPULATION RURALE					POPULATION URBAINE				
	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	France	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	France	
1806	69.0	80.1	73.5	81.4	31.0	19.9	26.5	18.6	
1831	61.2	75.5	66.9	79.4	38.8	24.5	33.1	20.6	
1846	57.2	73.6	63.4	75.6	42.8	26.4	36.6	24.4	
1856	54.8	71.5	61.0	72.7	45.2	28.5	39.0	27.3	
1861	50.4	71.3	57.9	71.1	49.6	28.7	42.1	28.9	
1872	43.3	68.5	52.0	68.9	56.7	31.5	48.0	31.1	
1876	41.8	65.5	49.9	67.5	58.2	34.5	50.1	32.5	
1881	38.0	65.0	47.1	65.2	62.0	35.0	52.9	34.8	
1886	37.6	61.0	45.5	63.9	62.4	39.0	54.5	36.1	
1891	35.1	60.9	43.8	62.7	64.9	39.1	56.2	37.3	
1896	31.9	58.1	40.7	61.0	68.1	41.9	59.3	39.0	
1901	30.5	54.9	38.7	59.0	69.5	45.2	61.3	47.0	
1906	29.4	50.4	36.7	57.9	70.6	49.6	63.3	42.1	
1911	28.5	46.7	34.9	55.8	71.0	53.3	65.1	44.2	
1921	29.0	44.4	34.5	53.6	71.8	55.6	65.5,	46.4	
1926	25.7	37.4	30.0	51.0	74.3	62.6	70.0	49.0	
1931	24.9	37.6	29.6	48.8	75.1	62.4	70.4	51.2	
1936	24.7	38.0	29.6	47.6	75.3	62.0	70.4	52.4	
1946	24.4	35.5	28.6	46.8	75.6	64.5	71.4	53.2	
1954	21.3	32.2	25.4	44.0	78.7	67.8	74.6	56.0	
1962	16.5	25.6	19.9	37.0	83.5	74.4	80.1	63.0	
1968	10.7	16.4	14.0	30.0	89.3	83.6	86.0	70.0	
1975	10.0	16.0	12.4	28.6	90.0	84.0	87.6	71.4	

1806 à 1954: ancienne définition
1962 à 1975: nouvelle définition

Tab 27 : POPULATION RURALE
ET POPULATION URBAINE en %
1806 - 1975

	population rurale				population urbaine			
	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	FRANCE	dép. Nord	dép. P.d.C.	région NORD	FRANCE
1806	579,7	457,5	1 037,2	23 691	260,4	1113,9	374,3	5 416
1831	605,9	455,6	1 101,6	25 844	384,6	160,9	545,5	6 717
1846	648,4	513,1	1 161,4	26 754	485,2	184,0	669,2	8 647
1856	<u>664,9</u>	510,7	<u>1 175,6</u>	26 194	548,1	203,4	751,5	9 845
1861	656,8	517,3	1 174,1	26 594	647,2	208,3	855,5	10 788
1872	627,6	522,1	1 149,6	24 868	820,8	240,4	1 061,2	11 235
1876	635,3	520,2	1 155,6	24 928	884,9	274,2	1 159,1	11 977
1881	608,8	<u>533,4</u>	1 142,3	24 575	995,0	286,9	1 281,9	13 097
1886	627,9	521,9	1 149,8	24 425	1 042,8	332,9	1 375,7	13 794
1891	609,9	533,3	1 143,2	24 032	1 126,9	342,2	1 469,1	14 311
1896	579,1	527,0	1 106,0	23 491	1 233,2	380,4	1 613,6	15 026
1901	569,1	524,6	1 093,7	23 005	1 298,3	431,9	1 730,2	15 957
1906	556,8	510,8	1 067,7	22 715	1 339,5	502,7	1 842,1	16 537
1911	559,2	499,7	1 058,9	22 096	1 402,9	569,7	1 972,6	17 509
1921	518,5	439,5	958,1	21 004	1 269,7	551,2	1 820,9	18 205
1926	505,3	438,2	943,0	20 759	1 464,6	734,5	2 199,1	19 985
1931	504,3	454,0	958,3	20 414	1 525,4	752,0	2 277,4	21 421
1936	500,6	448,8	949,4	19 935	1 521,8	731,4	2 253,2	21 972
1946	468,0	414,8	882,8	18 952	1 449,7	754,4	2 204,1	21 551
1954	447,8	410,8	858,6	18 830	1 651,0	866,7	2 517,7	23 947
1962	383,8	354,0	737,8	15 195	1 937,8	1 030,9	2 968,7	31 325
1968	261,9	278,3	540,2	14 951	2 182,0	1 137,7	3 319,7	34 827
1975	251,8	268,2	520,0	14 252	2 259,0	1 403,0	3 662,0	38 403

1806 à 1954: ancienne définition
1962 à 1975: nouvelle définition

000: maximum de population
rurale

Tab 28 : POPULATION RURALE
ET POPULATION URBAINE
1806 - 1975

ment du Nord, déjà fortement urbanisée pour l'époque. En 1911 la situation était devenue très différente, la population rurale ne représentait plus que 46 % de la population totale du département du Pas-de-Calais et 28 % de celle du département du Nord, alors qu'elle représentait encore 56 % de la population française.

La part de la population urbaine dans la population totale n'avait cessé de croître de façon permanente depuis 1806. Pourtant bien qu'elle fut plus vigoureuse dans la région du Nord que dans l'ensemble de la France, la croissance de la population urbaine ne s'y était pas opérée, à ces débuts, aux détriments de la population rurale. Si pour la France entière la date du maximum de la population rurale se situe en 1846, elle se situe 10 ans plus tard pour le département du Nord et en 1881 pour le Pas-de-Calais. Jusqu'à une date relativement tardive, du moins en ce qui concerne le Pas-de-Calais, la croissance de la population fut générale, tant rurale qu'urbaine.

Mais les rythmes de croissance des deux types de population différaient profondément. De 1806 à 1856, le nombre des ruraux du département du Nord ne s'accrut que de 10 % tandis que celui des citadins doublait. De 1806 à 1881, la population rurale du Pas-de-Calais augmentait de 16,6 % tandis que la population urbaine augmentait de 156 %.

De même que la croissance de la population rurale avait été modérée au début du XIX^e siècle, sa décroissance à la fin du siècle le fut également. Dans le département du Nord, les effectifs de population rurale diminuèrent de 16 % entre 1856 et 1911. Dans le département du Pas-de-Calais, après être demeurés égaux de

1881 à 1891, ils ne décreurent que de 6,4 % entre 1891 et 1911.

En 1801, on avait recensé 1 037 200 ruraux dans la région du Nord. En 1856, au moment du maximum de la population rurale du département du Nord et du maximum régional, on en avait recensé 1 175 600. En 1881, au moment du maximum de la population rurale du département du Pas-de-Calais, on en dénombrait encore 1 142 300 et en 1911 1 058 900, c'est à dire plus qu'en 1806.

La dépopulation des campagnes de la région du Nord ne fut donc pas un phénomène massif, comparable par exemple à celui qui sévissait en Basse-Normandie. Toutefois à l'intérieur de la région l'on remarquait des différences profondes d'un secteur à l'autre. La Flandre intérieure et le Pévèle par exemple connurent une dépopulation précoce et assez marquée, alors que les communes de l'Artois oriental, du Cambrésis et du Hainaut, qui n'avait connu leur maximum de population rurale qu'à la fin du XIX^e siècle, n'avaient subi qu'une dépopulation peu accentuée à la veille de la première guerre mondiale, d'autant moins qu'une partie de cette dépopulation provoquée par le changement de catégorie d'un certain nombre de communes était purement fictive.

Les mécanismes du dépeuplement rural sont trop bien connus pour que l'on s'y attarde encore. Au XIX^e siècle, l'exode frappa non pas la population des exploitants agricoles, mais le petit peuple des ouvriers-paysans qui, privés de leur activité artisanale complémentaire par la concurrence écrasante des usines, n'eut d'autre ressource que de se faire embaucher par ces usines et pour ce de gagner la ville. La forte fécondité des populations rurales

empêcha que cet exode ne s'accompagna d'une dévitalisation complète des campagnes, bien que comme lors de toute émigration : "ceux qui partent du pays natal, ce sont les jeunes gens qui procrètent et qui créent des familles. Le village garde les vieux, désormais inutiles, attachés jusqu'au bout au sol sur lequel ils veulent mourir." [42]

J. Demangeon explique comment les campagnes de l'Artois et de la Picardie voisine se sont dépeuplées : "Il faut concevoir la dépopulation des campagnes, non pas comme un abandon de la culture, mais comme un exode des ouvriers agricoles privés de leur métier d'hiver par la concurrence de la grande industrie ;... ceux qui partent ne sont pas les laboureurs possédant "du bien" mais les ménagers qui ne possèdent qu'un champ minuscule ou qui n'en possèdent pas, ceux dont la terre ne peut pas toute seule assurer les ressources" [43] "Même quand il a survécu aux crises, le métier rural n'en demeurerait pas moins le jouet de toutes les vicissitudes économiques : incertitude des débouchés, chômages prolongés, transformations d'outillages ; tout rendait la vie précaire à la campagne. De là l'exode des ouvriers agricoles, leur émigration à la suite de leur gagne-pain qui avait fui. La décadence des industries rurales est donc à la source de l'émigration agricole : c'est le départ des ouvriers agricoles qui est le principe de la dépopulation des campagnes." [44]

R. Blanchard explique la dépopulation de la Flandre intérieure en des termes voisins : "Ce ne sont pas des différences de natalité ou de mortalité qui viennent dépeupler telle partie de la

Flandre, et accumuler les hommes dans telle autre. Ces augmentations et diminutions sont presque partout le fait des déplacements de population. [45] ... Les causes du mouvement qui a vidé au profit de la plaine maritime et des grandes agglomérations industrielles les campagnes du centre de la Flandre sont faciles à apercevoir. Les pays frappés sont ceux qui vivaient de l'industrie à domicile associée à une agriculture savante et aléatoire. L'installation des filatures autour de Gand et de Lille réclamait des foules d'ouvriers que la disparition du travail à la main allait fournir. Abandonnant son rouet inutile, la fileuse n'avait plus qu'à venir offrir son travail aux cardes ou aux bancs à broches de la grande usine, et le tisserand qu'à se transformer en tisseur. Il était pénible pourtant à ces paysans d'abandonner le village, le lopin de terre, le travail familial, pour entrer dans l'inconnu de la grande ville et de l'industrie. Mais l'agriculture était moins que jamais capable de fournir le nécessaire à ces hommes privés déjà de la moitié de leurs ressources. La mévente des céréales se prononçait à partir de 1860, et le lin, la plante nourricière, n'était plus d'aucun rapport, écrasé sous la lourde concurrence de la Russie. Il fallut émigrer, partir pour les usines jamais remplies. Ainsi diminua la population à partir de 1840, dans la plaine de la Lys, dans les pays de Cassel... [46] ... C'est donc bien à la disparition ou à la diminution de l'industrie à domicile que sont dues les diminutions de population signalées en plusieurs points de la Flandre intérieure. La dépopulation a frappé là où les rouets et les métiers étaient jadis les plus nombreux."

Si R. Blanchard et J. Demangeon insistent tous deux sur l'at-

tachement des populations rurales à leur maison natale et à leur village, qui s'exprime par la préférence donnée au moins un certain temps aux migrations temporaires ou alternantes, R. Blanchard, en comparant Flandre belge et Flandre française, insiste sur un autre facteur : l'attrait de la ville sur les campagnards : "Si la dépopulation de la Flandre française paraît due, dans la première partie du siècle, aux mêmes causes qu'en Flandre belge, et particulièrement à la disparition des industries à domicile, d'autres causes l'ont maintenue et aggravée, qui n'agissent pas de l'autre côté de la frontière. La prospérité agricole est cependant revenue, et le bien-être ; un rapide voyage de chaque côté de la frontière suffit à montrer que le pays qui se dépeuple est loin d'être le moins prospère des deux. Ce n'est pas non plus l'abaissement de la natalité qui cause le déficit ; les grandes familles demeurent nombreuses. C'est par l'émigration vers la ville que diminuent toutes ces communes rurales. On entend partout ce monotone refrain : les jeunes gens s'en vont, les hommes vers Lille, Dunkerque, Calais, les mines du Pas-de-Calais, les filles en particulier vers le groupe de Lille. Calais, il y a 20 ans, (R. Blanchard a publié sa thèse en 1904) eut la grande vogue ; aujourd'hui la prospérité des houillères attirent plutôt vers Lens et Béthune les émigrants. Or ce déplacement irrésistible, qui menace de vider complètement certaines petites communes comme Wulverdinghe, n'est plus dû à la misère résultant de la disparition du travail à domicile, - ce sont là de vieux souvenirs, presque oubliés -, mais à des causes plus générales. Le

service militaire obligatoire, qui fait vivre tous les jeunes hommes plusieurs années dans les villes, semble être le principal coupable : précisément il n'existe pas en Belgique. La diminution de certaines cultures délicates, qui exigent beaucoup de soins, est une autre cause : le tabac, le lin, le houblon réclamaient une main d'oeuvre abondante, que leur disparition a laissé libre et qui est allée chercher ailleurs un travail plus agréable et mieux payé. Enfin les machines agricoles, venues pour remplacer les travailleurs dont le nombre se raréfiait déjà, ont précipité l'exode : effets de la dépopulation, elles en sont devenues une cause. Déjà ce pays, jadis si peuplé, a besoin de main d'oeuvre étrangère ; les flamands belges viennent chaque année y louer leurs bras. Les cabaretiers se plaignent ; il n'y a plus d'ouvriers pour achalander leurs estaminets... Enfin la campagne se parsème de maisonnettes en ruines, désertées pour les corons de Lens, les courées de Roubaix et de Lille." [47]

Toutes les campagnes de la région du Nord ne se dépeuplèrent pas au cours du XIX^e siècle et J. Demangeon comme R. Blanchard avaient constaté la bonne résistance du Cambrésis et la progression des densités dans la plaine maritime, les lisières du bassin minier, la région de Lille et la frange côtière. Seule une étude petite région par petite région (cf. 2^e partie, ch. 1) permet de préciser le degré de dépopulation qui a affecté les campagnes de la région du Nord au XIX^e siècle.

Ainsi à la veille de la première guerre mondiale, la région du Nord était devenue la première région économique de France, sa

population, déjà très dense avant la Révolution industrielle, avait connu une expansion d'autant plus remarquable dans le contexte français qu'elle devait peu à l'immigration mais reposait essentiellement sur la fécondité.

Mais la forte croissance démographique avait eu comme corollaire une dégradation des conditions de vie et un accroissement de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile.

Ces caractères originaux de la population de la région du Nord, forte fécondité, forte croissance, forte mortalité infantile, devaient se maintenir au cours des périodes ultérieures, mais en subissant un certain nombre de fluctuations dont furent en grande partie responsables les guerres et la crise économique.

Chapitre 2 : orientation bibliographique.

a) Ouvrages et articles généraux :

- ARMENGAUD (A) : La population française au XIX^e siècle. P.U.F, que sais-je ?, n° 1167, 1967.
 - POUTHAS (C) : La population française pendant la première moitié du XIX^e siècle. Paris, 1956.
 - VAN de WALLE (E) : The female population of France in the XIX^e century. Princeton, 1974.
 - C.R. in "Population", 1975 n° 4/5.
 - Evolution de la fécondité en France au XIX^e siècle in "Population", 1975.
 - TUGAULT (Y) : Fécondité et urbanisation. Travaux et documents de l'I.N.E.D., cahier n° 74, Paris, 1975.
- Voir également la bibliographie du chapitre 1, note [01].

b) Ouvrages portant sur la région du Nord durant la période considérée :

- BOUVIER (J) et GILLET (M) : Orientation bibliographique sur l'histoire économique et sociale de la région du Nord aux XIX^e et XX^e siècles. Revue du Nord, 1967.
- DEMANGEON (A) : La plaine picarde. Thèse. Paris, 1905.
- BLANCHARD (R) : La Flandre. Thèse. Lille, Ed. Danel, 1906.
- Le Pas-de-Calais au XIX^e siècle - Encyclopédie. 4 vol. Arras, 1900.
- Lille et la région du Nord. Lille, 1909.
- De WINNE (A) : A travers les Flandres. Gand, 1902.

c) Ouvrages portant sur la démographie de la région du Nord durant la période considérée :

- POUTHAS (C) : L'évolution démographique du département du Nord dans la première moitié du XIX^e siècle. in "Revue du Nord". Mélanges Jacob. 1954.
- BLANCHARD (R) : La densité de population du département du Nord. Lille, Ed. Danel, 1906.
- L'homme, la vie et la mort dans le Nord au XIX^e siècle. Ouvrage collectif présenté par M. Gillet. Publications de l'Université Lille III. Lille, 1972.
- La dépopulation des campagnes dans le Pas-de-Calais. Mémoires de l'Académie d'Arras, 1913.
- Dr. OUI : La mortalité des enfants du premier âge à Lille. Lille, Ed. Danel, 1901.
- CALLON (G) : Le mouvement de la population dans le département du Pas-de-Calais au cours de la période 1821-1920 et depuis la fin de cette période. Boulogne s/mer, 1931.
- HENRY (L) : La mortalité infantile dans le Pas-de-Calais et le Nord. Congrès d'hygiène sociale d'Arras, 1904.
- ROUCOUX (P) : Le mouvement de la population dans le département du Pas-de-Calais au XIX^e siècle. Mémoire, Université de Lille III, 1972.
- BURIEZ, LESAGE, DEWAEPEAERE : Le mouvement de la population, la mortalité infantile et l'enfance illégitime dans le départ-

- tement du Nord au XIX^e siècle. T.E.R. Lille.
- SPAGNOLI (P.G) : La fécondité dans l'arrondissement de Lille au milieu du XIX^e siècle. Revue du Nord, 1977.
 - SPAGNOLI (P.G) : Demographic change in the nineteenth century, Lille area. Thèse. Harvard University, 1974.

Notes additivives.

[01] : Détermination du taux de variation annuel moyen :

$$i = \frac{Pd}{Pf}^{1/n} - 1$$

i = taux de variation annuel moyen

n = période de référence exprimée en années

Pd = Population au début de la période de référence

Pf = Population à la fin de la période.

[02] : Source : Annuaire statistique de la France. 1966.
Résumé rétrospectif.

[03] : Source : MOLS (R) : Dossiers de démographie de la Belgique. 1975. Ed. Derouaux, Liège.
(Tome I : Evolution, répartition et structures de la population)

[04] : Tableau de la croissance de la population belge : 29

	: Population (en : milliers d'hab.)			: Variations en : : %		
	: 1831	: 1900	: 1970	: 1831- : 1900	: 1901- : 1970	
Reg. flamande	: 2 139	: 3 323	: 5 416	: 55,4	: 63,0	:
Reg. wallonne	: 1 506	: 2 804	: 3 159	: 86,1	: 12,6	:
Bruxelles	: 140	: 626	: 1 075	: 347,1	: 71,7	:
	:	:	:	:	:	:
Anvers	: 353	: 828	: 1 553	: 134,6	: 87,6	:
Brabant	: 572	: 1 278	: 2 176	: 123,4	: 70,3	:
Hainaut	: 631	: 1 183	: 1 317	: 87,5	: 11,3	:
Liège	: 371	: 880	: 1 010	: 137,2	: 14,8	:
Limbourg	: 159	: 237	: 652	: 49,1	: 175,1	:
Luxembourg	: 161	: 219	: 217	: 36,0	: - 0,9	:
Namur	: 214	: 345	: 381	: 61,7	: 10,4	:
Flandre orient.	: 741	: 1 021	: 1 310	: 37,8	: 28,3	:
Flandre occid.	: 584	: 760	: 1 054	: 30,1	: 38,7	:
Belgique	: 3 786	: 6 755	: 9 651	: 78,4	: 42,9	:

- [05] : R. Blanchard : La Flandre (op. cit.). P. 370-371.
- [06] : Th. Leuridan : Notes pour servir à l'histoire de Wasquehal.
(Mem. Soc. Emul. de Roubaix. 1885).
- [07] : B. Verhaegen : Contribution à l'histoire économique des Flandres. Louvain, 1961.
- [08] : Cf. A. Demangeon : La plaine picarde (op. cit.).
P. 416-417.
"Les ouvriers ruraux partis, beaucoup de gros cultivateurs se trouvèrent embarrassés pour exécuter leurs travaux agricoles. Le petit cultivateur se suffit à lui-même en main d'oeuvre ; s'il en demande à autrui, ce n'est ni beaucoup ni longtemps. Au contraire, les grandes exploitations, les fermes de sucrerie ont des besoins de main d'oeuvre incompatibles avec les disponibilités locales. Comme les Camberlots ne suffisent pas, on appelle des belges.
Cette immigration d'étrangers ... ne vient en aide qu'à la grande culture privée de bras par l'exode rural. Mais cette arrivée d'étrangers n'affecte pas la masse paysanne ; elle se superpose à elle comme un courant plus léger de la surface, sans y pénétrer, sans s'y confondre."
- [09] : Deux facteurs sont responsables des variations des effectifs de population : le mouvement naturel, le mouvement migratoire.
Le solde du mouvement naturel est la différence entre les naissances et les décès (excédent naturel s'il est positif).
Le solde migratoire est la différence entre les immigrants et les émigrants (excédent migratoire ou déficit migratoire selon qu'il est positif ou négatif).
- [10] : Taux brut de natalité : rapport du nombre des naissances d'une année donnée à la population moyenne de cette année.

Naissances enregistrées pendant l'année X x 1 000

$\frac{1}{2}$ (population au 1^o janv. de l'année X + pop. au 31 déc. de l'année X)

Taux brut de mortalité : rapport du nombre des décès d'une année donnée à la population moyenne de cette année.

Décès enregistrés pendant l'année X x 1 000

$\frac{1}{2}$ (population au 1^o janv. de l'année X + pop. au 31 déc. de l'année X)

Taux d'excédent naturel : Taux brut de natalité moins
taux brut de mortalité.

[11] : Taux annuels moyens de croissance au XIX^e siècle (1801-
1901) : Tab. 30.

Allemagne	: 1,90
Etats-Unis	: 1,46
Région du Nord	: 0,78
Angleterre - Galles	: 0,54
Belgique	: 0,52
France	: 0,14

[12] : Indice de l'effet de la structure par sexe et âge sur la
natalité : c'est le rapport (multiplié par 100) du taux
brut de natalité de la circonscription au taux fictif ob-
tenu en appliquant à la population française les taux de
fécondité annuels de la circonscription. Si la structure
de la population de la circonscription est plus favorable
à la natalité que celle de la France, le taux fictif du
dénominateur est inférieur au taux réel et l'indice, alors
supérieur à 100, met en évidence cette influence favora-
ble.

[13] : Taux brut de nuptialité : proportion de mariages pour
1 000 habitants.

nombre de mariages enregistrés x 1 000

population moyenne de l'année

[14] : Taux de naissances illégitimes (ou taux d'illégitimité) :
Proportion des naissances illégitimes par rapport à l'en-
semble des naissances.

[15] :
Tab. 31

—Taux de natalité illégitime— dans les différents arrondissements du département au XIX ^e siècle									
Années	Avesnes	Cambrai	Douai	Dunkerque	Hazeb.	Lille	Valenciennes	Nord	
1825	7,3%	7,2%	9,3%	8,4%	5,3%	10,6%	11,1%	8,9%	
1835	7,4%	9,1%	11,2%	7,0%	5,7%	11,1%	9,6%	9,3%	
1845	7,1%	9,1%	8,7%	6,0%	5,8%	10,0%	8,3%	8,5%	
1854	7,6%	9,7%	7,8%	6,2%	6,8%	10,7%	7,7%	8,9%	
1865	9,7%	9,8%	8,5%	5,9%	4,8%	11,5%	9,5%	9,6%	
1875	9,0%	9,5%	8,7%	5,0%	6,0%	12,0%	7,7%	9,3%	
1885	10,6%	11,8%	9,5%	6,7%	5,7%	13,6%	9,9%	11,3%	
1895	12,9%	10,9%	11,5%	7,2%	4,9%	14,4%	11,8%	12,1%	
1905	11,8%	10,6%	10,5%	8,2%	5,6%	13,3%	11,6%	11,5%	

Source : Annuaire du Nord cité par A. Lesaege-Dugied :
La mortalité infantile dans le département du Nord de
1815 à 1914. (op. cit.)

Tab. 32.

Taux de natalité illégitime

	: Nord	: France	: Angleterre	: Belgique	:
	:	:	: Galles	:	:
1820 :	9,9	: 6,9	:	:	:
1840 :	8,8	: 7,4	:	:	:
1850 :	8,7	: 7,3	: 6,7	: 8,6	:
1860 :	8,4	: 7,2	: 6,3	: 7,2	:
1870 :	10,2	: 7,4	: 5,6	: 7,1	:
1880 :	10,1	: 7,4	: 4,8	: 7,7	:
1890 :	11,5	: 8,4	: 4,4	: 8,6	:
1900 :	11,9	: 8,8	: 3,9	: 7,4	:
1910 :	10,3	: 8,6	:	:	:

Source : C.H. Dewaepenaere : L'enfance illégitime dans le département du Nord au XIX^e siècle (op. cit.).

- [16] : Villermé : Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques de coton, de laine et de soie. Paris, 1840.
- [17] : Ph. Ariès : Histoire des populations françaises. Paris, 1971.
- [18] : Le taux brut de natalité est un indice imparfait de la fécondité des populations. Pour éliminer l'influence de la structure par âge, on calcule des taux de fécondité par âge, rapports du nombre de naissances issues des femmes d'un groupe d'âge à l'effectif de ces femmes.
Si une génération de femmes, en l'absence de mortalité, avait à chaque âge les taux de fécondité observés pendant la période considérée, ces femmes mettraient au monde au cours de leur vie un certain nombre d'enfants : le nombre moyen d'enfants que l'on en déduit ou somme des naissances réduites permet de calculer le taux brut de reproduction (nombre moyen de filles par femme déduit du précédent en le multipliant par 0,488).
- [19] : Y. Tugault : Fécondité et urbanisation (op. cit.).
- [20] : Id : Tableau C3 : reproduction brute par régions et par localités. P. 122...
Id : reproduction brute par départements. P. 24-25.
- [21] : Taux brut de mortalité : proportion de décès pour 1 000 habitants. Cf. [10].
- [22] : Le taux brut de mortalité étant fortement influencé par la

structure par âge, on calcule des taux de mortalité par âge : rapport du nombre de décédés d'une classe d'âge à la population de cette classe d'âge. On établit également des tables de mortalité en donnant la fréquence des décès entre deux anniversaires par rapport à l'effectif initial de la classe d'âge. A partir des quotients on obtient le nombre des survivants aux différents âges pour une génération fictive soumise à la loi de mortalité du moment, ou table de survie. La durée moyenne de vie ou espérance de vie à la naissance résume au moyen d'un nombre unique la table de survie. C'est un indice synthétique caractérisant la mortalité indépendamment de la structure par âge.

$$\text{espérance de vie à la naissance (} e_0 \text{)} = \frac{(S_1 + S_2 + S_3 + \text{etc...})}{S_0}$$

S_0 = effectif à la naissance

S_1 = survivants à 1 an

S_2 = survivants à 2 ans, etc...

[23] : Dictionnaire administratif de la France et de ses colonies.

[24] : 31 ans 2 mois pour les hommes, 31 ans 6 mois pour les femmes. A l'époque la surmortalité masculine était réduite.

[25] : Dans le quartier Saint-Sauveur, on dénombrait déjà 32 cours en 1769 (cité par P. Deyon : Dénombrements et structures urbaines).
En 1832 Lestiboudois (Rapport général sur l'épidémie de choléra qui a régné à Lille en 1832) dénombrait 2 926 personnes dans seulement 27 cours.
Villermé (Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Paris, 1840) dénombrait 3 000 habitants rue d'Estacades (Saint-Sauveur) sur 24 000 mètres carrés.
Dans l'almanach du commerce, des arts et métiers de Lille (1830) on recense 260 caves habitées dans le premier arrondissement et 230 dans le second.

[26] : V. Hugo : Les chatiments. III, " Joyeuse vie " II.

Millions ! millions ! châteaux, liste civile !
Un jour je descendis dans les caves de Lille ;
Je vis ce morne enfer,
Des fantômes sont là sous terre dans des chambres,
Âmes, courbés, ploés ; le rachis tord leurs membres
Dans son poignet de fer.

Sous ces voûtes on souffre, et l'air semble un toxique ;
 L'aveugle en tâtonnant donne à boire au phthisique ;
 L'eau coule à longs ruisseaux ;
 Presque enfant à vingt ans, déjà vieillard à trente,
 Le vivant chaque jour sent la mort pénétrante
 S'infiltrer dans ses os.

Jamais de feu ; la pluie inonde la lucarne ;
 L'œil en ces souterrains où le malheur s'acharne
 Sur vous, ô travailleurs,
 Près du rouet qui tourne et du fil qu'on dévide,
 Voit des larves errer dans la lueur livide
 Ou soupirail en pleurs.

Misère ! l'homme songe en regardant la femme.
 Le père, autour de lui sentant l'angoisse infâme
 Êtreindre la vertu,
 Voit sa fille rentrer sinistre sous la porte,
 Et n'ose, l'œil fixé sur le pain qu'elle apporte,
 Lui dire : D'où viens-tu ?

Là dort le désespoir sur son haillon sordide ;
 Là, l'avril de la vie, ailleurs tiède et splendide,
 Ressemble au sombre hiver ;
 La vierge, rose au jour, dans l'ombre est violette ;
 Là, rampent dans l'horreur la maigreur du squelette,
 La nudité du ver ;

Là frissonnent, plus bas que les égouts des rues,
 Familles de la vie et du jour disparues,
 Des groupes grelottants ;
 Là, quand j'entr'ai, farouche, aux méduses pareille,
 Une petite fille à figure de vieille
 Me dit : J'ai dix-huit ans !

Là, n'ayant pas de lit, la mère malheureuse
 Met ses petits enfants dans un trou qu'elle creuse,
 Tremblants comme l'oiseau ;
 Hélas ! ces innocents aux regards de colombe
 Trouvent en arrivant sur la terre une tombe
 En place d'un berceau !

Caves de Lille ! on meurt sous vos plafonds de pierre !
 J'ai vu, vu de ces yeux pleurant sous ma paupière,
 Râler l'aïeul flétri,
 La fille aux yeux hagards de ses cheveux vêtue,
 Et l'enfant spectre au sein de la mère statue !
 O Dante Alighieri !

[27] : Cf : M. & C. Engrand : Epidémie et paupérisme : le choléra
 à Lille en 1782.
 in "L'homme, la vie et la mort dans le Nord au XIX^e siècle"
 (op; cit.).

- [28] : Mortalité infantile : proportion des enfants qui meurent avant d'atteindre leur premier anniversaire.
Pour le XIX^e siècle, nous n'avons utilisé que le taux brut de mortalité infantile (ou taux classique) :
décès d'enfants de moins d'un an enregistrés pendant l'année

naissances de l'année

- [28bis] : Sur la population belge et les migrations franco-belges : Cf : J. Jacquet
J. JACQUART : Démographie de la Belgique - 1830-1930. (1937).
C. DESANA : Démographie et industrialisation
in "l'industrialisation en Belgique au XIX^e siècle", in
"l'industrialisation en Europe au XIX^e siècle". C.N.R.S., 1972.
- [29] : F. Lentacker : La frontière franco-belge (op; cit.).
- [30] : Id : P. 222.
- [31] : " : P. 221.
- [32] : " : P. 242.
- [33] : " : P. 241.
- [34] : " : P. 243.
- [35] : " : P. 239-240.
- [36] : " : P. 252.
- [37] : " : P. 252.
- [38] : " : P. 247.
- [39] : " : P. 248.
- [40] : " : P. 237 :
"La loi de 1889 modifia complètement le régime des naturalisations ; son libéralisme, encore accentué par la loi du 22 juillet 1893, était commandé par la situation démographique française et par l'état de l'opinion. L'autorisation de domicile ne fut plus retenue ; l'étranger était en droit d'obtenir la naturalisation après 10 ans de séjour mais il pouvait la solliciter au bout de trois ans seulement et même au bout d'un an si son cas présentait un intérêt à l'appréciation de l'administration ; l'étranger marié à une française obtenait la naturalisation de plein droit après un an de résidence en France ; l'étrangère épousant un français devenait française à moins d'une déclaration formelle de sa part ; pour un ménage étranger, la femme et les en-

fants majeurs pouvaient obtenir la nationalité française sur simple demande au moment de la naturalisation du chef de famille ; les enfants mineurs d'un pareil ménage étaient présumés français jusqu'à leur majorité et le demeuraient ensuite s'ils ne déclinaient pas alors la nationalité française".

[41] : F. Lentacker : Id. P. 252.

[42] : J. Demangeon : La plaine picarde (op. cit.). P. 410.

[43] : Id : P. 405.

[44] : " : P. 407.

[45] : R. Blanchard : La Flandre (op. cit.). P. 499.

[46] : Id : P. 500.

[47] : " : P. 502-503.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE II.

La croissance de la population de la région du Nord au XIX^e s. fut, par son ampleur, sans commune mesure avec celle de la population française. Tandis que la croissance de cette dernière se ralentissait dès 1830 et cessait avant la fin du siècle, celle de la région du Nord, plus proche en cela de la Belgique voisine et des autres pays industrialisés de l'Europe du Nord-Ouest que du reste de la France, s'accélérait dès le milieu du XIX^e s. et demeurerait considérable, à l'échelle française, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Dès 1896 la population de la région Nord/Pas-de-Calais était deux fois plus importante qu'en 1801, alors qu'aujourd'hui encore le doublement des effectifs de la population française de 1801 n'a pas été réalisé.

Cet accroissement, le plus élevé des régions de France après celui de la région parisienne, reposa d'abord sur le seul département du Nord puis, à partir de 1880, essentiellement sur le département du Pas-de-Calais, et entraîna des densités de peuplement très élevées, qu'on ne rencontrait nulle part ailleurs dans la France de province, mais qui demeuraient tout à fait comparables à celles de la Belgique. Des deux côtés de la frontière franco-belge, la croissance démographique avait été corrélative à la croissance d'une puissante industrie reposant sur la trilogie : charbon, fer, textile.

Les migrations contribuèrent très peu à l'augmentation des effectifs de population puisque le bilan migratoire de l'ensemble de la période fut à peu près nul. L'immigration belge, surtout im-

portante avant 1880 dans la région lilloise, compensa simplement les départs depuis la région du Nord vers les autres régions françaises.

La croissance de la population provint uniquement du croît naturel. La baisse de natalité, qui affecta la majeure partie des régions françaises et provoqua dans la seconde moitié du XIX^es. l'effondrement du croît naturel français, fut ignorée par la région du Nord où on assista au contraire à un renforcement de l'excédent naturel en valeur relative comme en valeur absolue, durant cette seconde moitié du XIX^e s.. Cette forte natalité reposa uniquement sur une fécondité exceptionnelle dans le contexte national, donnée fondamentale et permanente du comportement démographique de la région du Nord.

A l'accroissement démographique correspondit une urbanisation intense (en 1911, 66 % de la population de la région du Nord vivait déjà dans des villes, contre 44 % en moyenne en France), mais qui ne provoqua pas, comme dans de nombreuses autres régions, un exode rural massif. La croissance urbaine ne s'opéra que très partiellement au détriment des zones rurales du Nord/Pas-de-Calais dont le maximum de peuplement fut tardif et dont la diminution de population fut lente au cours du XIX^e s..

La guerre de 1914-1918 interrompit brutalement cette hausse jusqu'alors constante des effectifs de la population régionale, et après la guerre les comportements démographiques régionaux s'alignèrent davantage sur le comportement moyen français.

chapitre 3:

DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE: L'IRREGULARITE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE 1914-1954

I - Les conséquences démographiques de la première guerre mondiale.

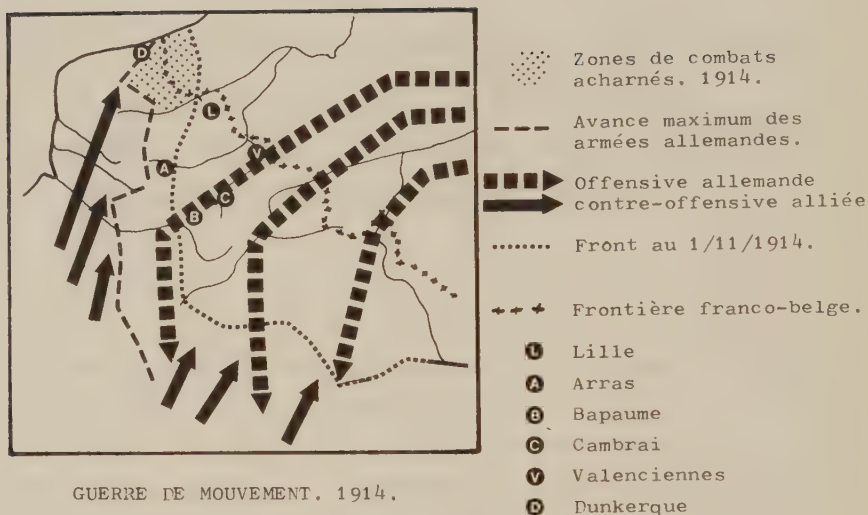
Théâtre d'opérations militaires, la région du Nord fut particulièrement éprouvée par la première guerre mondiale. Les cimetières militaires (français, allemands, anglais, mais aussi canadiens, indiens, portugais, etc...) qui jalonnent le rebord de l'Artois et le Cambrésis, l'ossuaire de Notre-Dame de Lorette et le mémorial de Vimy témoignent toujours de l'âpreté des combats qui s'y déroulèrent. Le tribut payé par la région à la victoire fut très lourd : destructions matérielles de toutes sortes (villages rasés, villes bombardées ; voies ferrées, écluses, usines endommagées ou détruites etc...) et pertes humaines considérables : pertes militaires et, comme dans toutes les régions traversées par le front, pertes civiles. Il est difficile de mesurer le poids du sang versé par chaque région, mais il est certain en tous cas que la région du Nord figura parmi les plus cruellement éprouvées par la mortalité du fait de la guerre.

Le bilan démographique de la période de guerre serait incomplet si l'on n'ajoutait à la mortalité les effets de la dénata-

lité qui sévit alors en France, phénomène d'autant plus sensible dans la région du Nord dont la population avait été jusque là particulièrement féconde. Car il faut rappeler que l'occupation [01] par les allemands de la majeure partie du département du Nord et d'une partie du département du Pas-de-Calais pendant presque toute la durée de la guerre empêcha toute rencontre entre les femmes demeurées dans les zones envahies et leurs époux qui combattaient dans l'armée française. En outre, l'évacuation de la population qui résidait dans les zones opérationnelles, la dégradation des conditions de vie et de logement qui en résultait, sans créer un obstacle aussi décisif à la reproduction, la limitait fortement. Enfin la crainte qu'inspirait la proximité du front et l'incertitude de retrouver le foyer abandonné (exemple parmi d'autres : toutes les maisons ouvrières des compagnies des mines de Lens et de Liévin furent détruites) furent probablement d'autres facteurs de limitation des naissances. A ces facteurs spécifiques des régions envahies, il faut ajouter encore ceux que connaissait toute la France : mariages différés, rareté des permissions des combattants, peur des couples d'être séparés etc...

a) Les pertes de guerre directes et indirectes.

Il est difficile de chiffrer avec exactitude les effets de la guerre sur le mouvement de la population. L'enregistrement du mouvement naturel ne fut pas toujours correctement assuré. Les naissances et les décès des personnes évacuées ne furent pas toujours domiciliés à leur commune d'origine. Néanmoins d'après les

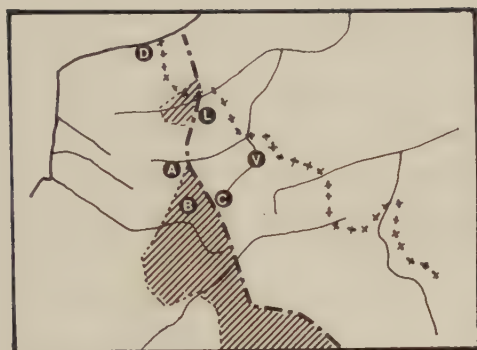


GUERRE DE MOUVEMENT. 1914.



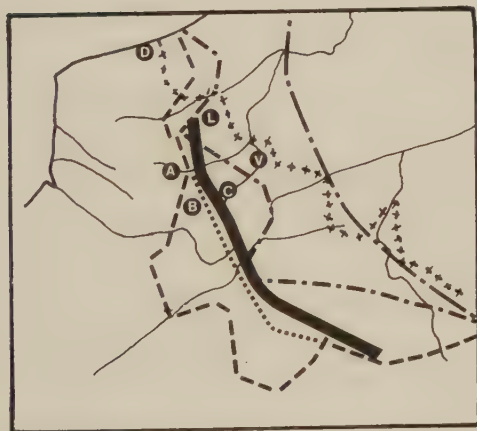
GUERRE DE POSITION. 1914-1917.

FIG. 42 : ZONES DE COMBATS PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE
1914-1917.



--- Front au 21/03/1918.
 Front au 01/06/1918.

OFFENSIVE ALLEMANDE. PRINTEMPS 1918.



— Position fortifiée
 allemande (ligne
 Hindenburg)
 --- Front au 18/07/1918.
 Front au 24/09/1918.
 - . - Front au 15/10/1918.
 ——— Front au 11/11/1918.

OFFENSIVE ALLIEE. ETE/AUTOMNE 1918.

FIG. 43 : ZONES DE COMBATS PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE
 1918.

estimations statistiques relatives à la période de guerre, l'on peut se faire une idée assez juste des conséquences démographiques de la première guerre mondiale dans la région du Nord.

Pour l'ensemble des années 1915 à 1918, l'on a évalué à 305 900 le nombre des décès domiciliés dans la région (y compris les décès des militaires enregistrés à l'Etat-civil), ce qui, par rapport aux quatre années de paix de 1910 à 1913 (205 000 décès) représentait un surplus de mortalité de quelques 100 000 décès (3,3 % de la population totale de la région).

Ce lourd accroissement de la mortalité fut accompagné d'un fléchissement considérable de la natalité. Alors qu'avant la guerre l'on enregistrait encore plus de 70 000 naissances par an, dès 1915, ce nombre diminua de 50 %, bien que la moitié au moins des naissances résulta de conceptions antérieures à la déclaration de guerre. En 1916, 1917 et 1918 le nombre des naissances fut inférieur de près des 3/4 à celui de 1913. Pendant la période 1915-1918 l'on n'enregistra que 112 400 naissances dans toute la région, ce qui représentait un manque de 170 000 naissances par rapport à la période 1910-1913, perte plus lourde que celle des victimes de guerre.

Pour la première fois depuis que l'on disposait de statistiques des naissances, le taux de natalité de la région était devenu inférieur au taux français. Il fut surtout déprimé dans le département du Nord où il s'affaissa jusqu'à 5,1 ‰ en 1918, année du minimum de la natalité du département (10 000 naissances). Dans le département du Pas-de-Calais, la chute de la natalité fut

d'autant plus marquée que les taux y avaient été particulièrement élevés avant la guerre; mais jamais cependant pendant la période de guerre le taux de natalité du département ne devint inférieur au taux moyen français : en 1916, année du minimum de natalité dans le département comme dans la France entière, le taux de natalité du Pas-de-Calais s'élevait encore à 12,7 ‰ (13 500 naissances) contre 9,5 ‰ en moyenne en France (la moitié du taux de 1913).

b) Caractère tardif de la "reprise démographique".

La reprise de la natalité fut plus lente dans le département du Nord que dans l'ensemble de la France. Il faut dire que les mêmes facteurs, qui avaient fait s'effondrer la natalité, avaient été responsables de la chute de la nuptialité. Les taux de nuptialité du département du Nord pendant la période de guerre furent insignifiants. Dans le Pas-de-Calais, ils demeurèrent un peu plus élevés, quoique inférieurs au taux moyen français. En 1919, avec la conclusion des mariages différés, le taux de nuptialité du département du Nord atteignit 30,6 ‰ et en 1920, 39,7 ‰, celui du Pas-de-Calais 24,9 et 33,7 ‰ (France : 28,6 et 31,9 ‰). L'on constate donc que les mariages différés furent conclus un peu plus tardivement dans la région que dans le reste de la France, les dévastations et la crise aiguë du logement en furent sans doute la cause.

Ce même retard se manifesta au niveau de la natalité. Certes dès 1919 le taux de natalité se releva, mais il ne fut que de 11,1 ‰ dans le département du Nord contre 12,6 ‰ en moyenne en France.

Dans le Pas-de-Calais, où la nuptialité fut toujours plus forte, le taux de natalité était déjà remonté à 15,6 ‰ dès 1919.

Mais la région renoua très vite avec son passé nataliste en retrouvant dès 1920 des taux de natalité beaucoup plus élevés que le taux moyen français et que les taux régionaux d'avant-guerre. Le département du Pas-de-Calais, avec 26,7 ‰ n'avait retrouvé que son taux de 1913, mais le département du Nord avec 25,8 ‰ avait retrouvé son taux de 1904 (France entière : 21,4 ‰ , soit son taux de 1895).

c) Le bilan démographique 1911-1921.

Si l'on établit le bilan de la période de guerre en 1921, c'est à dire après que les personnes déplacées aient pour la plupart regagné leur commune de résidence d'avant-guerre, l'on constate que la région du Nord avait perdu 252 000 habitants entre les recensements de 1911 et de 1921. C'est la perte la plus importante en valeur absolue enregistrée par une région française durant cette période. En valeur relative, la diminution de population de la région (-9,0 %) était cependant moindre que celles enregistrées par la Champagne (- 11,5 %), la Picardie (- 13,5 %) et la Lorraine, elles aussi victimes des combats ou même par la région Midi-Pyrénées (- 9,3 %) ou les régions du Massif Central où, aux effets de la guerre, s'ajoutaient ceux de l'exode rural. Mais elle était très supérieure à la moyenne française (-5,5 %). Quand on songe à la forte vitalité démographique de la région du Nord et à l'importance de l'excédent naturel des an-

nées qui précédèrent et suivirent immédiatement la guerre, le bilan du mouvement naturel, pour autant qu'on puisse le déduire de l'Etat-civil, ne peut expliquer seul cette baisse des effectifs, plus que les pertes militaires et le déficit des naissances, un solde migratoire fortement déficitaire semble avoir provoqué la diminution de la population.

De 1911 à 1920 le bilan du mouvement naturel, déduit de l'Etat-civil, n'accusa qu'un déficit de 31 000 personnes (- 1 %). Le solde migratoire et les pertes par fait de guerre non enregistrées à l'Etat-civil auraient donc entraîné une perte de 220 000 habitants, soit de 8 % de la population. Autant que le renforcement de la mortalité et l'affaïssement de la natalité, l'exode définitif d'une partie importante de la population pendant la période de guerre aurait donc été à l'origine de la diminution des effectifs de la population.

II - L'entre-deux guerres.

a) La reconstruction et l'appel à la main d'oeuvre étrangère.

Les lendemains de la première guerre mondiale ouvrirent une période difficile pour l'économie française en général et pour l'économie de la région du Nord en particulier. Les destructions de la guerre avaient endommagé sérieusement l'appareil de production et la conquête des marchés étrangers que les pays non belligérants avaient réalisée à la faveur de la guerre réduisait les débouchés. Cependant la région possédait un atout alors inestimable, que la nation ne pouvait se permettre de négliger : le charbon. La relan-

ce de l'extraction charbonnière et de l'industrie du bâtiment par les besoins de la reconstruction multiplièrent les emplois. Mais les classes d'âge actives avaient été laminées par la guerre et très vite les employeurs eurent recours à de la main d'oeuvre immigrée. L'immigration belge s'étant tarie en dehors de sa zone frontalière, l'on accueillit une main d'oeuvre originaire de pays plus lointains.

Jusque là la forte natalité des départements du Nord et du Pas-de-Calais avec l'adjonction d'un apport migratoire en provenance de la Belgique et de l'apport migratoire d'origine rurale avait permis de satisfaire aux besoins grandissants en main d'oeuvre. L'apport des autres régions françaises et même des départements voisins était extrêmement réduit. Nous avons d'ailleurs signalé que le bilan migratoire de la région sur une longue période était négatif. Les étrangers, comme les français provenant d'autres régions étaient peu nombreux dans la région du Nord hormis les belges dans la région lilloise.

"Il apparaît [02] que les besoins en main d'oeuvre du Nord et du Pas-de-Calais, résultant des transformations industrielles, furent satisfaits jusqu'à la guerre de 1914 presque exclusivement dans le cadre départemental et régional, Belges compris. C'est juste avant 1914, quand la main d'oeuvre commença à manquer dans les campagnes, que l'idée se fit jour de faire appel à une main d'oeuvre plus lointaine.

Il n'est pas possible de savoir comment eût évolué une telle immigration en l'absence de la guerre. Mais celle-ci, par ses rui-

nes humaines et matérielles, vint bouleverser les conditions de la vie économique dans le Nord et le Pas-de-Calais ..."

Les mines étaient particulièrement ravagées. Les allemands avaient systématiquement détruit toutes les installations des concessions du centre du bassin. Les concessions de l'Ouest irrégulièrement exploitées pendant la guerre devaient également subir une remise en état. Or la main d'oeuvre minière faisait défaut. Les mineurs de la zone Est avaient été dispersés par les allemands, beaucoup ne revinrent pas ; les français ne semblaient plus être attirés par le métier de mineur et les mineurs belges avaient regagné leur pays. L'on ne comptait plus, fin 1918, que 56 000 mineurs au lieu de 96 000 avant-guerre.

La concurrence des autres activités sur le marché de l'emploi était vive : le bâtiment devait faire face à la reconstruction de quelques 200 000 immeubles dans la région, l'agriculture devait restaurer quelques 200 000 hectares de terres bouleversées, les chemins de fer étaient plus sollicités que jamais, enfin la fonction publique elle-même devait combler les vides que la guerre avait créés dans les rangs de l'administration. Ainsi non seulement les houillères avaient perdu une grande partie de leurs effectifs, mais une certaine désaffection pour le métier de mineur au profit de tâches moins pénibles risquait de leur faire perdre encore de la main d'oeuvre. Elles procédèrent donc à un appel de main d'oeuvre étrangère immigrée, mais cette fois il fallut recourir à une main d'oeuvre lointaine, essentiellement polonaise.

1) L'immigration polonaise dans la région du Nord [03]

Avant guerre quelques mineurs polonais étaient déjà venus depuis la Ruhr s'installer dans la région du Nord (recensés sous la nationalité allemande ou autrichienne puisqu'il n'y avait plus d'état polonais). Mais c'est surtout après qu'en Septembre 1919 une convention franco-polonaise d'immigration eût été conclue, que les polonais affluèrent en grand nombre en France. Dans l'entre-deux-guerres quelques 500 000 polonais s'établirent en France dont 180 000 environ dans la région du Nord, principalement dans les mines. Des délégations des Houillères en Pologne et dans la Ruhr, occupée par l'armée française, puis la Société générale d'immigration s'occupèrent de l'acheminement des immigrés.

- Origine des polonais immigrés.

Le groupe des polonais immigrés n'était pas homogène, il était composé pour un tiers environ de mineurs venus des mines allemandes de Westphalie, où ils avaient immigré avant guerre, entre 1919 et 1925, date à laquelle le gouvernement allemand fit cesser l'émigration, du moins officielle, des polonais de Westphalie, et pour les 2/3 de polonais venus de Pologne, principalement du bassin de la Vistule.

"Les mineurs de Westphalie représentaient plus de la moitié des polonais établis dans le Bassin [minier]. Ils constituaient une communauté à part, très cohérente, et ils différaient des autres immigrés par leur formation professionnelle, leurs moeurs, le genre de leur culture. Avec leurs propres organisations, leurs sociétés, leurs deux journaux - le Warus Polski de Lille et

le Narodowiec édité par M. Kwiatowski à Lens - ils étaient l'aristocratie" de l'immigration. [04] .

L'élément venu de Pologne "faisait partie des couches de population les plus pauvres et sans aucune formation professionnelle, mais c'était aussi un élément jeune, dynamique et décidé à façonner son destin de ses propres mains, qualité propre à toutes les émigrations économiques. Les matériaux dont nous disposons sur ces premiers immigrants témoignent aussi d'une profonde sensibilité à l'injustice sociale qu'ils accusaient de les avoir forcés à quitter leur patrie. Ce sentiment était d'autant plus fort que bon nombre d'entre-eux avaient participé à la lutte pour l'indépendance de la Pologne. L'établissement dans un pays aussi différent que la France, l'apprentissage d'un nouveau métier, d'une nouvelle manière de vivre, d'une langue et de mœurs nouvelles, tout cela demandait un immense effort d'adaptation..." [05]

"Les deux communautés polonaises étaient reliées par un fort sentiment de solidarité nationale, mais cela n'empêchait pas les différences évoquées, voire les animosités de se manifester. Certes elles s'atténuèrent avec le temps, mais on pouvait encore les apercevoir même pendant les années de guerre..." [06]

- Les effectifs de la population polonaise immigrée.

L'afflux des polonais a été rythmé par la politique d'embauche des houillères. De 1919 à 1923 le nombre des polonais introduits dans les mines augmenta régulièrement jusqu'à atteindre 21000 ou-

Dép. du Nord	1906	1911	1921	1926	1931	1936	1946
Anglais	1107	1259	1804	2075	1678	1248	597
Belges	177138	169083	145290	137124	99432	74628	52320
Polonais	-	-	1321	49581	76444	59499	56866
Allemands	1515	2277	161	3771	4178	3142	553
Hongrois	181	43	10	1574	1985	1102	550
Tchécoslovaques	-	-	122	1730	2280	1470	658
Yougoslaves	-	73	134	1073	1791	1076	854
Espagnols	231	305	773	2192	1573	1110	1039
Portugais	-	7	-	635	860	453	317
Italiens	764	1249	2567	9747	10658	8557	5189
Africains du Nd.	-	32	647	3646	4849	1797	1134
Total/Etrangers	183153	177100	155972	219153	212485	159155	122786
Dép. du P.d.C.	1906	1911	1921	1926	1931	1936	1946
Anglais	1766	1528	3565	3710	2310	1478	707
Belges	16071	19584	24388	22298	14735	10782	8452
Polonais	-	-	3371	90996	115264	88664	88849
Allemands	474	1069	141	5519	6083	5367	438
Hongrois	89	26	2	3186	2397	1160	621
Tchécoslovaques	-	-	216	5381	3979	2581	890
Yougoslaves	-	42	82	2700	336	229	763
Espagnols	98	189	707	1399	790	652	737
Portugais	-	39	-	1376	1206	705	577
Italiens	632	938	1849	6553	5632	4168	2870
Africains du Nd.	-	24	647	1183	731	354	170
Total/Etrangers	19877	25087	36830	146571	162086	120761	108037

Rég. du Nord	1906	1911	1921	1926	1931	1936	1946
Anglais	2873	2787	5639	5785	3988	2726	1304
Belges	193209	188667	169678	159422	114167	85410	60722
Polonais	-	-	4692	140577	191708	148163	145715
Allemands	1989	3346	302	9290	10261	8509	991
Hongrois	270	69	12	4760	4382	2262	1171
Tchécoslovaques	-	-	338	7111	6259	4051	1548
Yougoslaves	-	134	216	3773	5919	3720	2986
Espagnols	329	494	1480	3591	2363	1762	1776
Portugais	-	46	-	2006	2066	1158	894
Italiens	1396	2187	4416	16300	16290	12725	8059
Africains du Nd.	-	56	1658	4829	5580	2151	1304
Total/Etrangers	203030	202187	192802	365724	374571	279916	230763

Source : R.G.P, statistiques générales de France, annuaire rétrospectif de la région du Nord.
(I.N.S.E.E, 1951)

TAB. : ETRANGERS DANS LA POPULATION PRESENTE PAR NATIONALITES. 1906/1946.

vriers polonais en 1923 (soit près de 8 000 familles). Ensuite le recrutement de mineurs polonais diminua jusqu'à cesser complètement en 1927 et 1928. Une dernière embauche de 15 000 ouvriers eut lieu entre 1929 et 1930. L'appel à l'immigration polonaise par les Houillères ne se prolongea pas au delà. Tous les ouvriers immigrés ne demeurèrent pas en France, un certain nombre d'entre eux retourna en Pologne, de son plein gré ou contre son gré, expulsé lors de la récession économique. De 1919 à 1930 les Houillères embauchèrent ainsi plus de 80 000 ouvriers polonais accompagnés de près de 30 000 familles, dont les 2/3 pour le Pas-de-Calais.

Pendant les années de crise les étrangers furent les principales victimes et "dans le cadre d'une politique restrictive à l'égard des étrangers, le gouvernement imposa aux houillères de rapatrier un certain nombre d'ouvriers polonais. Celles-là essayèrent de préserver l'avenir en fixant une priorité dans les départs selon l'ordre suivant : célibataires, ménages sans enfants, familles.

Les rapatriements atteignirent de 1933 à 1936 :

ouvriers	7687
femmes et enfants	<u>11235</u>
Total	18922

Certains polonais quittèrent alors d'eux-mêmes les mines, pour prendre un emploi dans l'agriculture. Il devint possible à nouveau, à partir de 1937, de réemployer des mineurs français en chômage et des mineurs polonais occupés dans l'agriculture." [07.

Le nombre des Polonais présents dans la région fut très vite (compte-tenu de la forte natalité d'un groupe très jeune qui avait gardé la grande fécondité de son pays d'origine) largement supérieur à celui des immigrés. En 1921, l'on dénombrait 4 700 Polonais dans la région, pour la plupart immigrés avant 1914. En 1926 les Polonais étaient 140 000 (dont les 2/3 dans le Pas-de-Calais), en 1931 192 000 (soit 6 % de la population de la région et plus de la moitié des étrangers). Après les départs dûs à la crise économique et la naturalisation (sorte d'assurance contre l'expulsion) de quelques milliers de Polonais, il en demeurait 148 000 en 1936 et à peu près autant en 1946.

- La composition de la population polonaise immigrée.

A l'origine il y avait disparité des sexes et distorsion dans la distribution des âges dans le groupe des Polonais immigrés. Mais celles-ci se sont peu à peu effacées avec le temps. Par contre pendant très longtemps et durant toute la période de l'entre-deux-guerres la répartition socio-professionnelle resta à peu près inchangée.

"L'immigration polonaise avait pour but bien déterminé de recruter avant tout des travailleurs pour les mines. On n'est donc pas surpris de voir qu'en 1926 les mineurs représentaient 72 % des hommes actifs dans le Nord et 93 % dans le Pas-de-Calais." [08] Ces proportions n'évolueront guère jusque vers les années 50 en dépit des fluctuations de l'effectif des Polonais dans la région.

A la veille de la dernière guerre, les Polonais représentaient

à peu près le tiers des effectifs des Houillères et sont pour 80 à 90 % des mineurs de fond. "Le travail de la mine accapare tous les hommes, et les Polonais sont même mineurs de fond dans une proportion de 90 % ; dans bien des tailles, ils ont la majorité. Il en va de même dans les cités, où les compagnies minières les ont regroupés en masse." [09]

On trouvait encore un effectif de Polonais assez important dans l'agriculture et dans l'industrie lourde du département du Nord, mais leur nombre ne pouvait être comparé à celui des mineurs. Les commerçants et artisans polonais devinrent un peu plus nombreux au fur et à mesure que le nombre des Polonais augmentait. Mais ils n'assuraient guère que le fonctionnement des services de première nécessité, à l'usage de leurs compatriotes.

Quant-aux femmes polonaises, elles participaient aux activités qui étaient celles des femmes de mineurs : travail à la mine ou dans les industries du textile et de l'habillement de l'agglomération lilloise qui recrutaient leur main d'oeuvre dans le bassin minier par cars ou trains spéciaux. Cependant la majorité d'entre-elles, comme la plupart des femmes de mineurs, n'exerçaient aucune activité professionnelle. Il faut remarquer en outre qu'elles étaient assez nombreuses dans l'agriculture (servantes de fermes).

- La concentration géographique des immigrés polonais et ses conséquences.

, L'afflux massif des Polonais dans les Houillères provoqua



FIG. 44 : LA REPARTITION DES ETRANGERS DANS LA REGION DU NORD EN 1936.

une concentration considérable des éléments de cette nationalité. En 1931 on avait recensé 136 000 étrangers dans l'arrondissement de Béthune, pour plus de 90 % de Polonais. Dans certaines communes, ils forment la majorité de la population : à Aniche, à Sallaumines, à Ostricourt. Ailleurs ils forment 30 à 40 % de la population. On appelait même Bruay-en-Artois "capitale polonaise" ou "Czestochowa".

Cette concentration géographique fut encore renforcée par la politique des Houillères, appuyées en cela par les autorités consulaires polonaises, qui consista à regrouper les ouvriers polonais en cités spécifiquement polonaises.

"Dans le cadre de leur politique générale ils (les dirigeants des Houillères) édifièrent de véritables cités nouvelles contrastant avec la monotonie et la vétusté des anciens corons, et ils y installèrent les nouveaux venus. Les pavillons individuels ou doubles, sont entourés de jardins où les mineurs, souvent d'origine rurale, purent s'adonner au jardinage et à l'élevage des oies ou du porc. La décoration intérieure de leurs maisons put prendre spontanément le caractère traditionnel et leur vie s'organiser en territoire français selon les normes de leur propre pays.

Cherchant ainsi à favoriser l'adaptation des immigrants, les dirigeants des Houillères poursuivaient aussi sans doute des fins politiques ; ils espéraient ainsi soustraire les Polonais à l'influence des syndicats et du milieu ouvrier français, les laissant soumis à l'influence de leurs cadres et de leur culture traditionnelle. Ce souci rejoignait d'ailleurs celui du gouvernement polonais, qui voyait dans la constitution de tels îlots, un moyen

de maintenir le particularisme local." [10]

Si sur le plan syndical, après le Front-populaire, des accords purent s'établir entre ouvriers polonais et syndicats français et l'influence de la CGT se répandre, sur le plan culturel le milieu polonais demeura un milieu fermé. En 1939 la communauté polonaise restait homogène et avait peu changé depuis son implantation : "Elle donne l'impression d'une population déplacée ou de passage, prête à repartir s'il le faut comme une fraction l'avait déjà fait de Westphalie, et si la situation en Pologne le permet : c'est un nouvel avatar de la dispersion du peuple polonais qui ne peut entamer sérieusement le sentiment d'appartenance profonde à la nation polonaise." [11] Et si de nombreux polonais s'enrolèrent en 1939 dans l'armée française et participèrent activement à la Résistance, généralement dans leurs organisations propres d'ailleurs, on ne peut guère savoir si c'était pour défendre le pays d'accueil ou la Pologne. Pour eux il s'agissait sans doute consciemment ou inconsciemment du même combat.

Le sentiment patriotique et les conditions optimales de vie en vase clos qu'avaient organisée les Houillères étaient extraordinairement propices à l'établissement d'une vie collective. "On assiste donc à la naissance d'une "petite Pologne" : on y conserve soigneusement, outre la langue, les traditions nationales à tous les niveaux, dans le mode de vie (la cuisine, l'habillement, le travail agricole des femmes ...) comme dans le culte de "Dieu et la Patrie", symbolisé par la fête du 3 Mai ou le pèlerinage à la Vierge de Czestochowa transféré à Notre-Dame de Lorette. L'en-

cadrement ne fait pas défaut, et ce petit monde a ses notables, avec les commerçants qui vendent les produits polonais et font parfois office d'interprètes, les chefs naturels que sont les prêtres [12] , pour qui on a bâti des églises, enfin les instituteurs payés par les compagnies [13]. Tout un réseau d'associations et le développement d'une presse souvent transférée de Westphalie, entretiennent la vie de la communauté : associations sportives comme les Sokols, associations de femmes ou d'ouvriers, dont beaucoup sont à vocation catholique. Les conditions exceptionnelles de ce transfert, les facilités offertes, renforcent donc, autant qu'il est possible, la cohésion d'un groupe au sentiment national déjà très fort, et opposent à toute tentative d'assimilation des barrières extrêmement fortes." [14]

On comprend mieux qu'au début de l'installation des Polonais les contacts avec les Français furent difficiles. Mais avec le temps les relations devinrent plus faciles. Les ouvriers polonais touchaient le même salaire que les français et bénéficiaient des mêmes avantages sociaux. Ils ne les concurrençaient donc pas, au contraire ils furent toujours les premiers touchés par le chômage. Ceci contribua à effacer les antagonismes entre Polonais et Français qui craignaient toujours une concurrence déloyale de la main d'oeuvre étrangère. De bonnes relations s'établirent au niveau du travail qui facilitèrent l'adaptation des Polonais et leur fixation, prélude à une assimilation qui se produira plus tard, à la seconde ou la troisième génération, après la seconde guerre mondiale.

2) Les autres étrangers.

Moins nombreux qu'avant-guerre, les Belges formaient encore en 1921 la première colonie étrangère de la région du Nord avec 170 000 personnes, dont 145 000 dans le département du Nord, toujours concentrées dans la région lilloise. Mais leur nombre devait décroître régulièrement après la guerre. En 1926 les Belges n'étaient plus que 160 000, en 1931 114 000, en 1936 85 000 et, après la seconde guerre mondiale, en 1946 60 700. Si le nombre des Belges diminua rapidement, ce ne fut pas à la suite de retours vers la Belgique (le terme retour était-il d'ailleurs adéquat puisque la majeure partie de cette population était née en France ?), mais à la suite d'acquisitions de la nationalité française par option à la majorité ou naturalisation, signe de l'achèvement d'une assimilation déjà réalisée de fait avant-guerre.

La diminution du nombre des Belges dans la population résidente coïncida d'ailleurs avec l'augmentation du nombre des naturalisés de la région du Nord : 37 800 en 1921, 52 900 en 1936, et 93 700 en 1946. La structure par âge vieillie du groupe belge à la veille de la seconde guerre mondiale trahissait également l'arrêt de l'immigration ou plus exactement son changement de forme. De définitive, l'immigration belge vers le Nord de la France était devenue quotidienne. Certes il y avait avant-guerre déjà des travailleurs frontaliers, peut-être 30 000, demeurant en Belgique, en général à proximité de la frontière, et travaillant en France principalement dans le textile de la région lilloise.

Mais "ce fut au cours des années euphoriques de 1920 à 1930 que se produisit le grand afflux frontalier vers les usines du

Population totale	Nés français	Naturalisés	Etrangers	TOTAL
1906	2 648 619	39 941	203 030	1 891 590
1911	2 767 304	43 746	202 187	301 237
1921	2 535 641	37 841	192 802	2 766 284
1926	2 647 236	41 267	255 983	3 122 500
1931	2 794 066	44 204	359 056	3 212 841
1936	2 847 623	52 952	279 916	3 180 491
1946	2 741 686	93 716	230 763	3 066 165

Par sexe	Nés français	Naturalisés	Etrangers	TOTAL
1906 M	1 308 184	13 936	103 807	1 425 929
F	1 340 435	26 003	99 223	1 465 661
1911 M	13 660 070	15 189	106 377	1 487 836
F	1 401 234	28 557	95 810	1 525 601
1921 M	1 208 098	9 611	107 604	1 325 313
F	1 327 543	28 230	85 198	1 440 071
1926 M	1 299 811	11 042	206 004	1 519 857
F	1 412 698	30 225	159 720	1 602 583
1931 M	1 335 613	13 915	219 576	1 569 104
F	1 458 453	30 289	154 995	1 643 737
1936 M	1 362 820	17 194	155 907	1 535 921
F	1 484 803	-35 758	124 009	1 644 570
1946 M	1 305 506	35 158	122 730	1 463 394
F	1 436 180	58 558	108 033	1 602 771

TAB. 34 : POPULATION SELON LA NATIONALITE. 1906/1946.

Nord et du Nord-Est. Le rétablissement de l'économie à la sortie de la guerre et la relance industrielle firent augmenter les besoins de main d'oeuvre bien au delà des possibilités de recrutement que pouvait offrir une population française atteinte par quatre années de guerre et par la dénatalité. Le mouvement frontalier connut pendant cette période les conditions les plus favorables : aux transports par trains, tramways et vicinaux belges s'ajoutèrent l'usage du vélo et bientôt celui des camionnettes puis des autocars ; la vie demeurait bon marché en Belgique par rapport à la France ; et le change fut établi à l'avantage du franc français." [15]

Il est difficile d'apprécier le nombre des frontaliers : F. Lentacker cite diverses évaluations variant de 70 000 à 100 000 voire 150 000 pour 1930. Quelque soit l'effectif exact de ces frontaliers, il était considérable. L'immigration définitive des Belges dans le Nord avait cessé, c'était maintenant la zone frontalière belge qui connaissait un essor démographique grâce au développement industriel du département du Nord.

Sous la pression de l'opinion et des syndicats français, la crise économique provoqua le reflux des frontaliers belges. Mais ceux-ci demeurèrent toujours nombreux (au moins une trentaine de mille) même pendant la guerre et l'occupation.

Cette mutation de l'immigration belge eut pour effet de réduire le nombre des Belges résidant en France à mesure que leur assimilation devenait totale. En 1921 les Belges représentaient encore 88 % des étrangers recensés dans la région du Nord et 93 %

des étrangers du département du Nord, soit 8,1 % de la population totale de ce département. En 1936 ils ne représentaient plus que 30,5 % des étrangers recensés dans la région du Nord et 2,7 % de sa population totale tandis que les Polonais représentaient 52,9 % des étrangers et 4,6 % de la population totale. Pourtant dans le département du Nord ils demeurèrent plus nombreux que les Polonais jusqu'au recensement de 1946.

Outre les Polonais, des immigrés de nationalités jusque là à peine représentées dans la région s'installèrent. On y trouvait de petits contingents d'Anglais (en général des militaires ayant contracté un mariage en France pendant ou à l'issue de la première guerre mondiale), d'Allemands (principalement dans les mines), de Hongrois, de Tchécoslovaques, de Yougoslaves, d'Espagnols, de Portugais, de Nord-africains, contingents peu nombreux disséminés dans la région. Seule la colonie italienne avait pris quelque importance. De 4 400 en 1921, le nombre des italiens passa à 16 300 en 1926 pour retomber à 12 700 en 1936, la crise économique ayant provoqué comme chez tous les étrangers des retours au pays d'origine. On les trouvait dans les zones industrielles (mines et industrie métallurgique), et ils étaient manoeuvres dans le bâtiment ou saisonniers dans l'agriculture.

L'évolution du nombre des étrangers dans la région durant l'entre-deux-guerres refléta assez bien les fluctuations de l'économie. Pendant la période de reconstruction économique qui sui-

vit la première guerre mondiale, on fit massivement appel à la main d'oeuvre étrangère et aux frontaliers, et en 1931 on recensa 396 000 étrangers dans la région (12,2 % de la population). Mais lorsque la crise économique réduisit les besoins de main d'oeuvre on encouragea ou on provoqua le départ des ouvriers étrangers. En 1936, on ne recensait déjà plus que 307 000 étrangers (9,6 % de la population).

b) Le ralentissement de la croissance démographique.

L'afflux des travailleurs immigrés avait compensé au lendemain de la guerre les pertes par émigration de la période de guerre, mais très vite le bilan migratoire redevint négatif et le demeura définitivement. L'expansion démographique du XX^e siècle dans la région du Nord est donc due entièrement à l'excédent naturel.

Dans l'entre-deux-guerres, l'excédent naturel demeura aussi élevé sinon plus qu'au cours de la seconde partie du XIX^e siècle, en dépit du recul de la natalité, pourtant moins rapide dans la région du Nord que dans le reste de la France.

1) La permanence d'une natalité élevée.

Alors que le renouveau de natalité des années 1920 et 1921 ne fut qu'un feu de paille dans l'ensemble de la France (où dès 1922 le taux de natalité était redevenu inférieur à 20 ‰ , réduisant le croît naturel à + 1,8 ‰) dans la région du Nord les taux demeurèrent plus élevés et le croît naturel plus important.

le taux de natalité du département du Nord s'élevait encore à 22,1 ‰ en 1922 (plus que le taux moyen français à son maximum de 1920) et le croît à 6,9 ‰. Dans le Pas-de-Calais, où depuis le milieu du siècle précédent la natalité avait été très forte, le taux de natalité continua à croître jusqu'en 1923 où il s'éleva à 28,8 ‰, assurant un excédent naturel de + 12,9 ‰.

Pendant toute la période à laquelle nous nous attachons maintenant, le département du Pas-de-Calais devait détenir le record départemental de la natalité. Si le département du Nord ne pouvait prétendre à une telle performance, il conserva néanmoins un taux de natalité fort honorable et un croît naturel appréciable.

Dans ces deux départements, comme dans l'ensemble de la France, on ne conserva pas longtemps de tels taux de natalité. Pour l'ensemble de la France, dès 1924 le taux de natalité était redescendu en dessous de 19 ‰, en 1928 en dessous de 18 ‰, en 1933 en dessous de 17 ‰. Pendant la grande dépression démographique qui dura de 1936 à 1942 il se maintint même en permanence en dessous de 15 ‰ et son minimum fut enregistré en 1939 : 14,6 ‰. Dès 1935 ce taux était devenu inférieur au taux de mortalité.

Jamais on n'enregistra des résultats comparables dans la région du Nord. Certes les taux de natalité diminuèrent fortement, mais jamais ils ne devinrent inférieurs aux taux de mortalité, le solde du mouvement naturel fut toujours positif.

Le comportement des deux départements qui composent la région fut cependant très différent. Dans le département du Nord le taux de natalité déclina jusqu'à se rapprocher du taux moyen français ; dans le département du Pas-de-Calais il demeura toujours légèrement supérieur à ce dernier.

Jusqu'en 1931 le taux de natalité excéda 20 ‰ dans le département du Nord et le croît naturel 5 ‰, bien qu'en 1929 déjà (alors que la nuptialité ne présentait aucun changement depuis quelques années) une baisse se fût produite, en liaison sans doute avec les difficultés économiques de 1928. Entre 1932 et 1936 le taux de natalité s'effondra très rapidement jusqu'à 15,9 ‰ et ne retrouva qu'un niveau à peine plus élevé jusqu'en 1939. Cette chute de natalité a été provoquée bien entendu par une chute de la fécondité, conséquence directe de la chute de nuptialité consécutive à la crise économique, et renforcée après 1934 par l'arrivée à l'âge du mariage des classes creuses de la première guerre mondiale.

Dans le département du Pas-de-Calais le taux de natalité commença à décroître à partir de 1924, mais en 1926 il s'élevait encore au dessus de 26 ‰. En 1932, il descendit au dessous de 24 ‰ mais en 1934 la crise économique le faisait descendre à 20 ‰ et de 1935 à 1936 il oscilla entre 19,6 et 20,4 ‰, taux fortement diminués par rapport aux taux antérieurs (d'avant 1930) mais supérieurs au taux moyen français de 1922.

Le nombre des naissances enregistrées dans le département du Pas-de-Calais jusqu'en 1931 représentait à peu près l'effec-

Périodes	% de la pop. du Nord dans la pop. fçse en début de période	% de l'excédent naturel français
1831-1836	5,0	4,7
1836-1841	4,9	8,0
1841-1846	5,1	6,4
1846-1851	5,1	5,8
1851-1856	5,1	17,0
1856-1861	5,2	17,4
1861-1866	5,4	12,3
1866-1872	-	-
1872-1876	5,9	18,0
1876-1881	6,0	20,9
1881-1886	6,2	26,0
1886-1891	6,3	60,4
1891-1896	6,5	248,3
1896-1901	6,8	55,2
1901-1906	6,9	37,6
1906-1911	7,2	103,7
1911-1921	-	-
1921-1926	7,1	33,2
1926-1931	7,7	44,5
1931-1936	7,7	51,0
1936-1946	-	-
1946-1954	7,6	12,2
1954-1962	7,9	12,0
1962-1968	7,9	10,7
1968-1975	7,6	10,7

TAB. 35 : PARTS DE LA REGION DU NORD DANS LA POPULATION FRANCAISE
ET L'EXCEDENT NATUREL FRANCAIS.

tif d'avant-guerre (28 à 30 000 naissances par an), à son niveau le plus bas entre 1934 et 1939 il représentait encore 80 % de cet effectif. Dans le Nord où la natalité avait décru depuis le début du siècle, le nombre des naissances en 1936 correspondait à 66 % de celui de 1900-1902 (à peu près la même proportion que pour la France entière).

L'excédent naturel qui résultait de cette natalité plus élevée que celle que l'on enregistrait dans la France entière, était d'autant plus important que les taux de mortalité de la région du Nord étaient assez réduits, inférieurs au taux moyen français. Dans le département du Nord, de 1919 à 1921, le taux de mortalité fut inférieur à 14 ‰, de 1923 à 1939 il demeura inférieur à 15 ‰ sauf en 1929 où un hiver particulièrement rude renforça la mortalité et en particulier la mortalité infantile. Dans le Pas-de-Calais, la mortalité fut plus fluctuante, encore très élevée jusqu'en 1924 (15 à 16 ‰) elle diminua ensuite et oscilla entre 13,3 et 14,6 ‰ jusqu'en 1939, sauf en 1929 où le taux de mortalité remonta à 15,5 ‰ pour les mêmes raisons que dans le département du Nord. Le taux moyen de mortalité en France était bien plus élevé, de 17,7 ‰ en 1921 il diminua lentement jusqu'à n'être que légèrement supérieur à 15 ‰ à la veille de la dernière guerre mondiale.

Mais ces taux bruts ne reflètent pas la réalité de la mortalité. L'avantage du Nord en matière de mortalité n'était qu'illusoire. Populations traditionnellement plus jeunes que celle de la France entière, la population du département du Nord et qui

plus est celle du Pas-de-Calais étaient moins soumises au phénomène de la mortalité. La réalité paraît bien différente si on n'utilise plus le taux brut de mortalité (intéressant par ailleurs car déduit du taux de natalité, il permet de chiffrer l'excédent naturel) mais les taux de mortalité par âge ou les taux comparatifs de mortalité établis en affectant les taux de mortalité par âge de populations différentes à une même population-type, ce qui permet de faire abstraction de la structure par âge des populations des territoires comparés. Le département du Nord jouit d'une situation à peine privilégiée par rapport à celle de la France entière durant la période de l'entre-deux-guerres.

le rapport $\frac{\text{taux comparatif de mortalité - France entière}}{\text{taux comparatif de mortalité - département du Nord}}$ don-

ne des résultats légèrement supérieurs à 1 : 1,09 et 1,08 pour les périodes 1920-1922 et 1925-1927 et 1,02 pour 1930-1932 et 1935-1937. Le même rapport donne pour le département du Pas-de-Calais : 1 pour les périodes 1920-1922 et 1925-1927, 0,98 pour la période 1930-1932 et 0,95 pour la période 1935-1937. Le très léger avantage du département du Nord s'était quasiment estompé dès 1930. Dans le département du Pas-de-Calais qui n'avait connu cet avantage, la mortalité réelle devint au contraire plus élevée que celle de la France prise globalement après cette date.

Comme avant la première guerre mondiale le département du Nord et plus encore celui du Pas-de-Calais connaissaient une mortalité élevée aux jeunes âges , non seulement avant 1 an mais jusque vers 10 ans et même 20 ans. On observe ce phénomène sur les courbes des taux de mortalité par âge de 1920 à 1937, aussi bien

Années	Département du Nord	Département du Pas-de-Calais	France entière
1920	89	96	98
1921	98	131	116
1922	94	90	86
1923	92	110	96
1924	82	90	84
1925	88	98	88
1926	94	110	96
1927	86	100	83
1928	88	104	91
1929	102	117	95
1930	89	96	78
1931	74	85	75
1932	82	97	77
1933	89	103	75
1934	74	86	69
1935	72	91	69
1936	74	92	67
1937	73	85	65
1938	66	92	65
1939	71	90	63
1940	117	110	91
1941	105	124	73
1942	85	109	71
1943	80	104	75
1944	83	103	76
1945	107	110	108
1946	79	92	73
1947	85	107	67

TAB. 36 : TAUX BRUT DE MORTALITE INFANTILE. 1920/1947. [02]

pour le sexe masculin que pour le sexe féminin. L'écart entre les taux de mortalité aux jeunes âges de la population de la région et de la population française s'aggrava d'ailleurs après les années 30 et explique l'évolution que nous avons soulignée au paragraphe précédent. Cette infériorité de la région (par rapport au reste de la France) face à la mort des enfants et des jeunes était certes partiellement compensée par une situation plus favorable de la mortalité aux âges adultes et aux grands âges. Mais dans une région à forte natalité comme la région du Nord et principalement le département du Pas-de-Calais, cet avantage comptait peu face à l'importance de la mortalité infantile.

En 1920 pourtant la région ne connaissait pas une mortalité infantile beaucoup plus élevée que celle de la France entière : 89 ‰ dans le département du Nord, 96 ‰ dans le département du Pas-de-Calais, 98 ‰ en France ; 92 ‰ dans le département du Nord pour la période 1920-1922, 106 ‰ dans le département du Pas-de-Calais, 104 en France. Mais alors que durant la période de l'entre-deux-guerres, la mortalité infantile décroissait fortement en France, elle ne déclinait que médiocrement dans la région du Nord qui prenait ainsi un retard considérable. Dans le département du Nord le recul de la mortalité infantile fut relativement plus régulier (quoiqu'entrecoupé encore de périodes de recrudescence) que dans le département du Pas-de-Calais où les fluctuations des taux demeurèrent importantes. En 1929 par exemple, le taux de mortalité infantile du Pas-de-Calais remonta à 121 ‰. Ce département n'avait pourtant connu jusqu'à la fin du XIX^e siècle qu'une morta-

lité infantile modérée, au XX^e siècle il détenait le triste record départemental de mortalité infantile. Ce renversement de situation était à mettre en relation avec l'industrialisation et l'urbanisation. Dans la région du Nord les décès d'enfants étaient plus nombreux dans les villes que dans les campagnes, signe des mauvaises conditions de vie des urbains, mais aussi et surtout d'un sous-équipement médical, qui s'aggrava encore au cours de la première moitié du XX^e siècle, et d'une absence d'hygiène à rattacher au faible niveau culturel du prolétariat urbain. En dépit de sa natalité très forte, le pays minier n'était pas la région la plus frappée par la mortalité infantile ; la gratuité des soins médicaux et la salubrité des logements permettaient de la limiter. Mais sur le littoral et surtout à Boulogne et à Calais (103 ‰ à Calais en 1926, 95 ‰ à Boulogne la même année, 85 ‰ en 1930 et 63 en 1935), les taux de mortalité infantile étaient considérables. Ils étaient également très élevés dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing en dépit d'un meilleur équipement hospitalier et d'une natalité moindre.

A la veille de la dernière guerre mondiale, alors que le taux moyen français de mortalité infantile était descendu à 65 ‰ pour la période 1937-1939 (63 ‰ en 1939), le taux de mortalité infantile du département du Nord s'élevait encore pour la même période à 71 ‰, et celui du Pas-de-Calais à 89 ‰ (90 ‰ en 1939, soit un taux que la France n'avait plus connu depuis 10 ans).

SEXE MASCULIN 1920-1922

Taux pour 10 000.

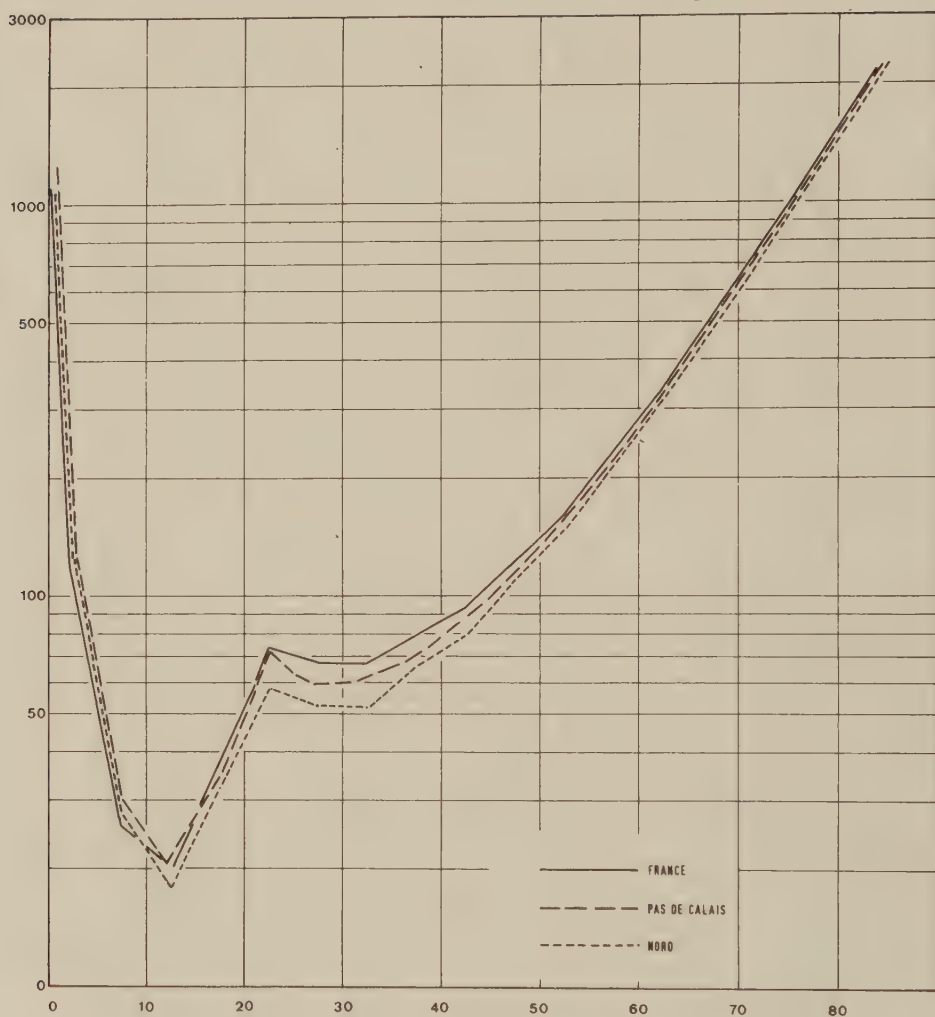


FIG. 45 : TAUX DE MORTALITE PAR AGE. SEXE MASCULIN. 1920/1922.

SEXE FEMININ 1920-1922

Taux pour 10 000.

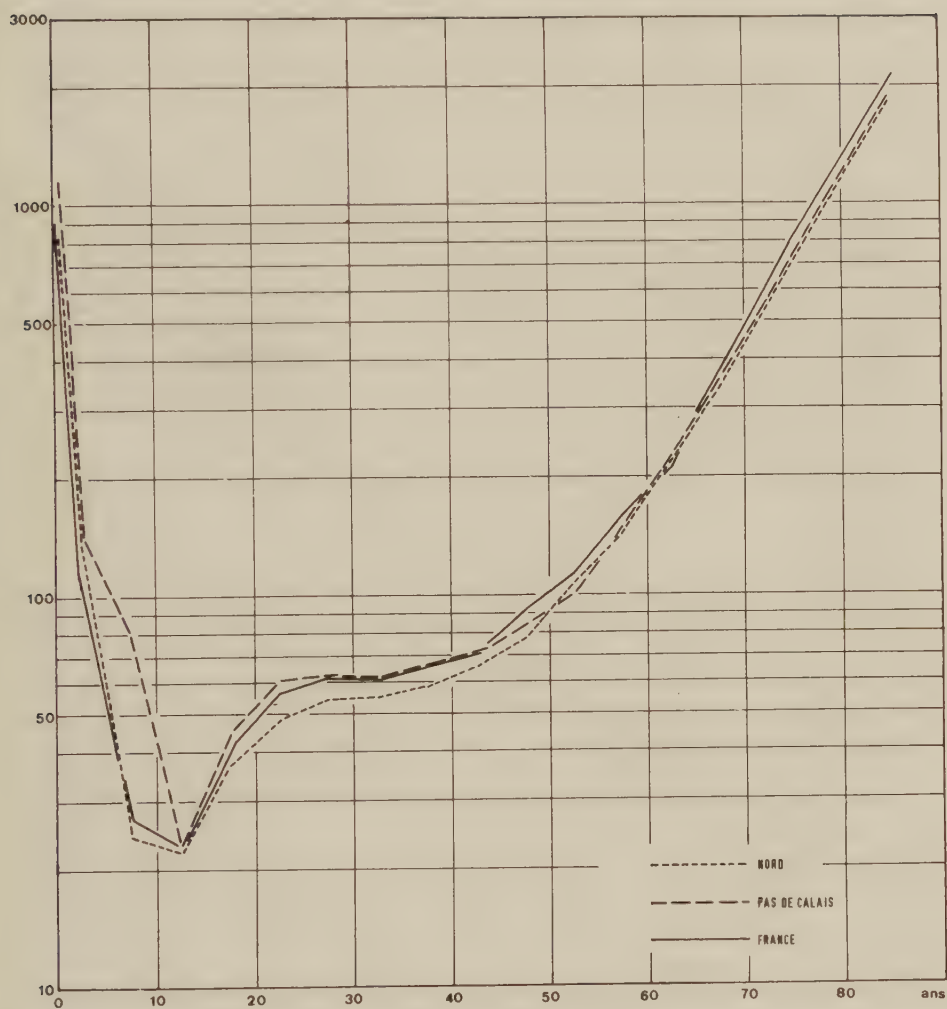


FIG. 46 : TAUX DE MORTALITE PAR AGE. SEXE FEMININ. 1920/1922.

SEXE MASCULIN 1935-1937

Taux pour 10 000.

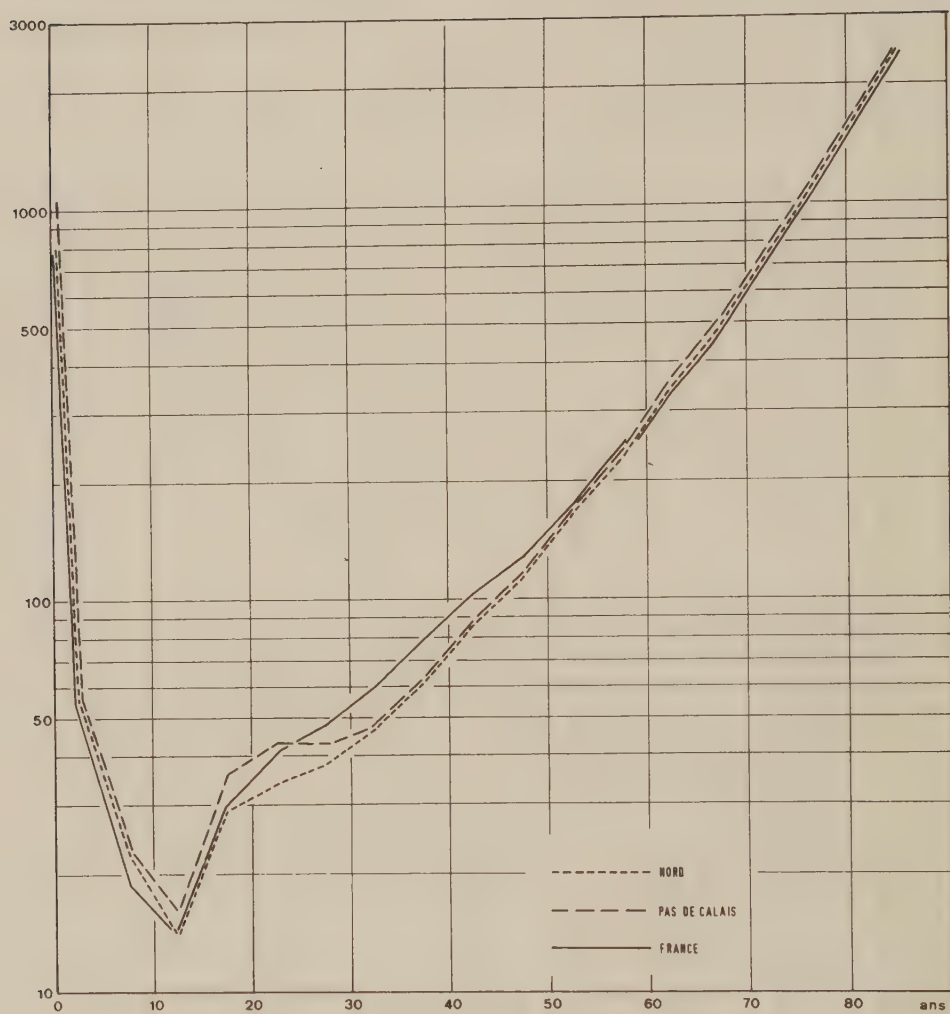


FIG. 47 : TAUX DE MORTALITE PAR AGE, SEXE MASCULIN, 1935/1937.

SEXE FEMININ 1935-1937

Taux pour 10 000.

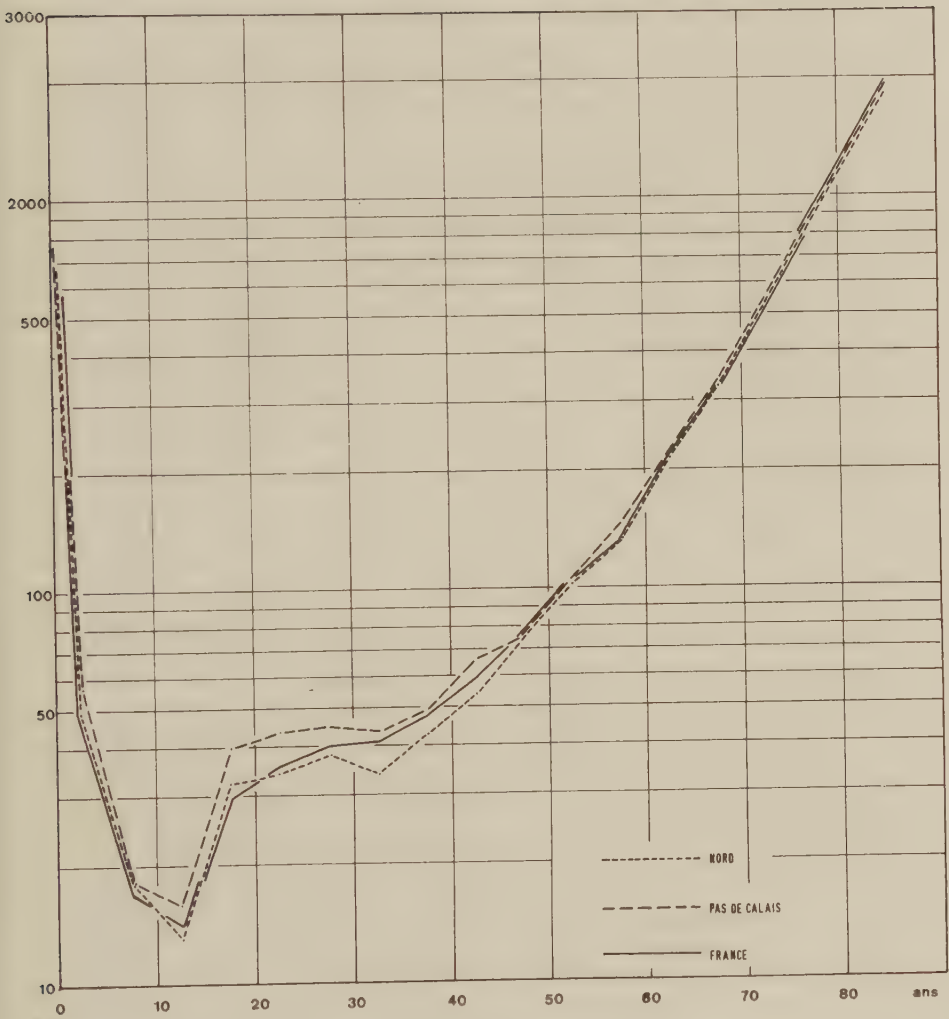


FIG. 48 : TAUX DE MORTALITE PAR AGE. SEXE FEMININ. 1935/1937.

L'étude de la mortalité générale dont les taux bruts sont très influencés par la structure par âge ne reflétait pas autant les différences régionales en matière d'équipement et d'hygiène. La mortalité diminuait à peine et se maintint à un niveau élevé pour la région (quoique très inférieur au niveau moyen français) dans les arrondissements d'Avesnes et de Cambrai (14,5 ‰ et 15,3 ‰ en 1936) , mais ces deux arrondissements étaient les plus vieillis et connaissaient les taux de natalité les plus faibles de la région. La situation était à peu près la même dans l'arrondissement de Dunkerque où la mortalité infantile était en outre très forte. Les arrondissements de Douai, Valenciennes et Béthune (12 à 13 ‰ en 1936) devaient eux leur faible taux de mortalité à la grande jeunesse de leur population. Sur le littoral du Pas-de-Calais où l'espérance de vie devait pourtant être faible, ne serait-ce qu'à cause de la très forte mortalité infantile, le taux brut de mortalité était à peine plus élevé car là aussi la population était très jeune.

La concordance des faibles taux de mortalité générale et des taux de natalité élevés assurait à quelques régions un important excédent naturel. L. Naudeau s'extasiait en 1931 devant la fécondité "extraordinaire" de la région du Nord et particulièrement de la zone littorale et du bassin minier. "Le Boulonnais maritime, écrivait-il, est aujourd'hui de toutes les régions de France celle où la natalité est demeurée la plus active. Les parties les plus fécondes de la Bretagne elle-même se comparent difficilement à cet exceptionnel atelier de procréation". Boulogne, en particulier le quartier St-Pierre, quartier des pêcheurs,

les petites villes de pêcheurs du Portel et d'Etaples connaissaient des taux de natalité remarquables pour l'époque : plus de 33 ‰ à Etaples pour la période 1927-1931 par exemple. Calais également bénéficiait d'une fécondité très élevée. Mais dans toutes ces villes la mortalité infantile atteignait elle-aussi des taux records. Le littoral du département du Nord connaissait une situation à peu près analogue.

Le bassin minier connaissait lui aussi une natalité élevée, particulièrement autour de Béthune et de Lens où vers 1930 les taux dépassaient 28 ‰. La prolificité du mineur français avait incontestablement diminué, mais le mineur polonais avait de nombreux enfants et assura le maintien d'une forte natalité. Vers l'Est du bassin, là où les immigrés polonais étaient moins nombreux, la natalité était moins élevée. Dans les arrondissements de Douai et de Valenciennes le taux de natalité s'élevait à 24 ‰ pour la période 1929-1932.

Le bassin métallurgique de la Sambre d'Aulnoye à Maubeuge ou Jeumont, les petits centres industriels de Trélon et de Fourmies connaissaient également une natalité très forte.

Le littoral et les bassins industriels et miniers étaient donc les principaux foyers de natalité de la région et ils le sont demeurés. Il est à remarquer qu'il s'agit dans tous les cas de mondes relativement fermés, à mentalité originale où règne, malgré les dangers qu'offre la profession, une certaine sécurité (logement pour les mineurs, certitude d'une retraite pour les mineurs comme pour les inscrits maritimes, ainsi que la conviction que la mer et la mine offriront toujours du travail aux

enfants, si nombreux soient-ils) ; mais aussi de mondes aux horizons bornés dont la vie se déroule, sans ouverture, dans un cadre local à morale propre, où l'enfant est très bien accueilli. Ainsi le particularisme local, les traditions familiales, une certaine insouciance, la foi catholique chez les pêcheurs du littoral et chez les Polonais du bassin minier, le manque d'ambition sociale sans doute et la faible activité des femmes avaient contribué au maintien d'une natalité comparable à celle du siècle précédent.

Dans les autres secteurs géographiques de la région la natalité était beaucoup moins élevée, bien qu'en général supérieure à la moyenne française. Dans l'Artois elle était plus élevée vers l'Ouest que vers l'Est où les taux s'apparentaient à ceux du Cambrésis, les plus bas de la région du Nord. Le Cambrésis subissait une certaine baisse de fécondité depuis la fin du siècle précédent et celle-ci s'était accentuée. Le comportement des populations rurales s'apparentait à celui des populations rurales du Vermandois et de Picardie, voisin du comportement général français, à savoir malthusien. La grande agriculture et les problèmes de succession qu'elle entraînait favorisaient sans doute davantage que l'agriculture flamande la restriction des naissances. Car les plaines de Flandre étaient demeurées un peu plus prolifiques, aussi bien dans le Pévèle-Mélantois que dans la Flandre intérieure. Mais la mortalité infantile y exerçait toujours de grands ravages (13 % autour d'Hazebrouck et de Wormhoudt vers 1930).

Quant-à l'agglomération lilloise, elle ne conservait qu'une

natalité moyenne : 21 ‰ pour l'agglomération lilloise, 18 et 19 ‰ pour les agglomérations de Tourcoing et de Roubaix en moyenne durant la période 1929-1932. Seule la grande bourgeoisie était demeurée prolifique ; le monde ouvrier et surtout celui des employés, des petits cadres et des artisans et petits commerçants avaient adopté une attitude plus malthusienne. Les conditions de logement dans la métropole (l'on comptait encore 1 295 courées à Roubaix en 1931) améliorées seulement dans quelques quartiers grâce aux efforts des municipalités ou à quelques initiatives patronales, les difficultés permanentes de la vie des ouvriers lillois ou roubaisiens travaillant dans des conditions presque aussi pénibles qu'au siècle précédent, la fréquence du travail des femmes dans le textile (et la fréquence des grossesses difficiles qui en résultait) n'encourageaient pas à la procréation. Le milieu urbain très différent de celui des villes du littoral ou du pays minier n'exerçait pas non plus le même encouragement à la fécondité. La crise économique y fut également plus durement ressentie que dans le pays minier.

2) L'influence de la grande crise économique sur la démographie.

La dépression économique de l'entre-deux guerres frappa lourdement et durablement la région du Nord dans les années 30. La crise fut particulièrement ressentie dans le textile où elle frappa l'agglomération lilloise et plus encore les centres textiles moins importants. De 1927 à 1938 l'industrie de la dentelle à Calais ne connut plus qu'une activité insignifiante ; dès 1930 le chiffre d'affaires ne représentait plus que 10 ‰ de celui de 1925.

L'industrie du tulle à Caudry fut en grande partie paralysée dès 1930. La métallurgie à Lille et dans les bassins de la Sambre et de l'Escaut connut un sérieux ralentissement de son activité en 1931 et 1932 et ne reprit d'expansion qu'après 1937 avec le développement de l'industrie de guerre. La crise fut moins profonde dans les houillères. Elle fut surtout sensible à partir de 1931 lorsque la sidérurgie diminua ses commandes et que la production ne représenta plus que 30 % du niveau connu avant la crise, niveau qu'elle retrouva dès 1936. En 1937 les mines réembauchaient. Des autres industries, peu furent épargnées et la crise économique atteignit par contrecoup les secteurs du commerce et des transports.

Dans presque toutes les branches d'activité économique l'on procéda à des compressions de personnel. Mais il est difficile de mesurer l'étendue du chômage ; il n'y avait pas encore d'organisme centralisateur comparable à l'actuelle Agence Nationale pour l'Emploi, et la définition du chômeur variait d'un bureau municipal de chômage à un autre. Quelques estimations permettent cependant d'apprécier l'importance de la dépression dans quelques secteurs particulièrement touchés : dans le tulle et la dentelle à Calais, dès fin 1926, 25 % des ouvriers et ouvrières étaient en chômage complet et autant en chômage partiel. Toujours à Calais, en 1936, on comptait 5 100 chômeurs complets (soit 1/100^e de l'effectif supposé des chômeurs en France). A Caudry en 1934, comme à Fourmies, 10 % des actifs étaient au chômage complet. La même proportion se rencontrait à Roubaix et à Tourcoing. En 1932,

45 % des actifs furent mis au chômage à Maubeuge et 25 % dans le Valenciennois (arrêt des commandes du matériel de chemin de fer). A ce chômage complet s'ajoutait un chômage partiel, généralisé dans presque toutes les branches d'activité.

Les difficultés économiques frappèrent surtout les travailleurs les moins bien armés pour leur défense collective : les femmes en règle générale, les immigrés et les frontaliers (A Lille, Roubaix-Tourcoing et dans le bassin de la Sambre). Ainsi les Houillères licencièrent des femmes, renvoyèrent en Pologne un certain nombre d'immigrés, supprimèrent les trains de ramassage du Ternois et de la Canche (ainsi les campagnes furent elles aussi touchées par la crise), mirent à la retraite un certain nombre d'ouvriers et d'employés et cessèrent toute embauche.

Une crise d'une telle envergure fut durement ressentie dans le monde des ouvriers et des petits employés habitués à vivre au jour le jour sans aucune réserve. Certes il s'agissait d'un prolétariat accoutumé à l'insécurité (menace du chômage technique ou conjoncturel, menace de la maladie ou de l'accident, menace de l'arbitraire patronal) en dépit des quelques progrès apportés par une législation sociale timidement appliquée. Dès que le chômage, la maladie ou un accident privait le chef de famille de son salaire, la situation des familles ouvrières, souvent nombreuses, devenait très précaire. A Roubaix pendant la crise, les femmes acceptèrent assez facilement la suppression de leur emploi afin de préserver les emplois masculins jugés indispensables à la satisfaction des besoins élémentaires des familles. Il fallut sou-

vent passer de 2 salaires à un seul. Dans ces conditions, comment aurait-on pu accepter l'accroissement du nombre des enfants ? A Calais, le taux de natalité s'effondra (ce qui eut pour effet de faire baisser le taux de mortalité infantile), à Roubaix il passa de 17 % en 1931 aux débuts de la crise à 14 % en 1936.

Certes la législation sur les assurances sociales (1928) et sur les allocations familiales (1932) avait esquissé l'instauration d'une solidarité nationale, mais les systèmes de protection sociale différaient fortement d'une firme à l'autre, d'une branche d'activité à une autre. Ainsi dans la sidérurgie et surtout dans les houillères, l'ouvrier jouissait d'une protection sociale très avancée. Les sociétés de secours minières assuraient retraite, soins gratuits, prise en charge des accidentés et des veuves. Les sociétés minières accordaient logement et chauffage gratuits, s'occupaient des loisirs des enfants, assuraient des allocations familiales. L'on comprend ainsi plus aisément pourquoi la fécondité était plus élevée dans le pays minier que dans l'agglomération lilloise. Même pendant la crise l'insécurité ne régna que dans le milieu des Polonais, seuls menacés de licenciement (et encore les Houillères tentèrent-elles de préserver au maximum les chefs de familles des mesures d'expulsion). Aussi la natalité demeura-t-elle bien plus élevée dans le Pas-de-Calais où la population minière était relativement nombreuse, que dans le département du Nord où elle subit une réduction comparable à celle que l'on enregistra en France de 1930 à 1939.

Périodes	dép. du Nord		dép. du P.d.C.		Rég. du Nord	
	E.N.	S.M.	E.N.	S.M.	E.N.	S.M.
1831-1866	287,5	+119,2	124,1	- 30,1	411,5	+ 84,9
%	29,0	+ 12,0	18,9	- 4,6	25,0	+ 5,2
1872-1911	547,7	- 61,4	323,6	- 16,6	871,3	- 50,0
%	37,8	- 4,2	42,5	- 2,3	39,4	- 2,3
1921-1936	167,6	+ 66,5	174,4	+ 14,1	343,0	+ 80,6
%	9,5	+ 3,8	17,6	+ 1,4	10,5	+ 2,5
1946-1975	586,7	- 9,1	417,6	-193,3	1004,2	-202,9
%	30,6	- 0,5	35,7	- 16,5	32,5	- 6,6
1831-1975	1589,5	+115,2	1039,7	-225,9	2630,0	- 87,4
%	160,4	+ 11,6	158,2	- 34,4	159,7	- 5,3

Sources : R.G.P et statistiques du mouvement naturel

TAB.37 : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET SOLDE DU MOUVEMENT MIGRATOIRE
PAR GRANDES PÉRIODES - RÉGION DU NORD. 1831/1975.

Nous avons signalé à plusieurs reprises les mesures d'expulsion prises à l'encontre des travailleurs immigrés (et les licenciements prioritaires des frontaliers belges). Entre 1933 et 1936, 18 900 ressortissants polonais immigrés dans la région du Nord furent rapatriés (soit 7 700 ouvriers et 11 200 accompagnants). D'autres étrangers regagnèrent spontanément leur pays d'origine ou furent expulsés. Mais les étrangers ne représentaient qu'une petite partie des émigrants de la région. Compte-tenu des naturalisations, le nombre des étrangers diminua de quelques 70 000 personnes de 1931 à 1936. Or durant la même période, la région avait perdu 124 000 personnes par déficit migratoire. En fait le déficit migratoire qui avait frappé la région du Nord dès la fin du XIX^e siècle, n'avait été interrompu que grâce à l'afflux massif des étrangers dans les mines (1921-1926). Dès la période intercensennale 1926-1931, l'on enregistrait de nouveau un solde migratoire négatif. De 1926 à 1936 la région aurait perdu par suite de migrations quelques 147 000 habitants.

L'immigration au lendemain de la première guerre mondiale avait compensé l'émigration de la période de guerre. Mais ses effets furent partiellement annulés par la reprise de l'émigration lors de la crise économique. De 1921 à 1936, le solde migratoire ne laissa apparaître qu'un excédent de 80 000 habitants qui comblait à peine le déficit migratoire de la période 1911-1921.

3) La mesure de la croissance :

En dépit de l'inversion du mouvement migratoire après 1926, la

population de la région du Nord connut de 1921 à 1936 une augmentation de 423 700 habitants, soit de 15 %. Dans le même temps, la population française augmentait de 2 394 000 habitants, soit de 6,1 %. La croissance de la population de la région du Nord pendant cette période représentait donc 18 % de la croissance de la population française. En valeur absolue, comme en valeur relative deux régions seulement connurent une croissance supérieure : la région parisienne (+ 1 103 200 habitants, soit + 19,4 %, presque la moitié de la croissance démographique de la France pendant cette période) et la région Provence-Côte-d'Azur (+ 632 500 h, soit + 14,5 %, 23 % de la croissance démographique de la France). La croissance de ces trois régions représentait à elle seule 90 % de la croissance française. Les régions Rhône-Alpes, Lorraine, Alsace, Picardie assurèrent une part bien moindre de l'augmentation de la population nationale. Haute et Basse-Normandie, Champagne, Aquitaine et Languedoc ne participèrent que faiblement à la croissance et la Franche-Comté de manière insignifiante. Les régions Centre, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Limousin, Auvergne, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées et Bourgogne virent leur population diminuer.

Ainsi entre les deux guerres, la région du Nord demeura une des régions de France où la croissance démographique fut la plus forte. Mais cette croissance n'avait pas les mêmes origines que celle de la population de la région parisienne ou celle de la région Provence-Côte-d'Azur. Dans ces régions l'excédent naturel ne joua qu'un rôle dérisoire dans la croissance. La région parisienne

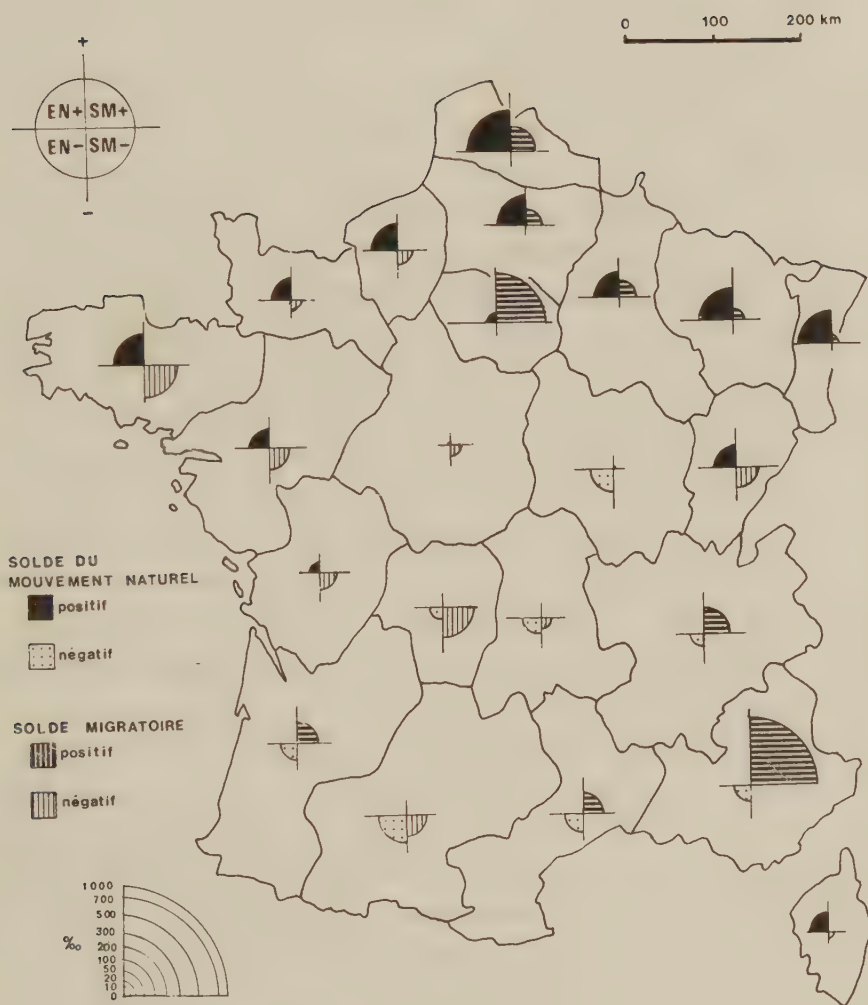


FIG. 50 : FACTEURS DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET DES MIGRATIONS - Valeur relative - Régions françaises. 1921/1936.

ne s'accrut pas de 50 000 habitants par solde du mouvement naturel (soit 4,5 % de sa croissance totale) et la région Provence-Côte-d'Azur perdit 25 000 habitants de ce fait. La région du Nord par contre connut un excédent naturel de 343 000 habitants (81 % de sa croissance).

Aucune autre région française ne connut pendant la période 1921-1936 un excédent naturel qui en valeur absolue put être comparé à celui de la région du Nord, puisque la région Lorraine au second rang pour le croît naturel ne dut à ce dernier qu'un accroissement de 165 000 habitants. En valeur relative, le croît naturel de la région du Nord était également supérieur à celui de toute autre région : 12,3 % contre 9,8 % pour la Lorraine et 2,2 % pour la France entière. L'excédent naturel de la seule région du Nord compensa largement le déficit des naissances sur les décès des 8 régions qui connurent un solde du mouvement naturel négatif (- 253 000 habitants). La région du Nord joua donc pendant l'entre-deux-guerres un rôle déterminant dans la croissance démographique française.

Si l'on décompose la croissance mesurée entre recensements, la région du Nord connut une croissance très forte entre 1921 et 1926 où elle enregistra un gain de 413 200 habitants, soit une augmentation de 13,8 % (2,5 % par an), la croissance la plus forte qu'elle ait jamais enregistrée. Pendant cette courte période intercensennale, la croissance découla plus de l'excédent migratoire que du croît naturel. L'excédent de l'immigration sur l'émigration atteignit l'effectif de 277 600 individus, alors que

l'augmentation du nombre des étrangers (en partie assurée par le croît naturel) ne porta que 175 000 individus, ce qui supposait un gain, exceptionnel pour la région, de 100 000 individus sur les autres régions françaises, gain dû en grande partie il est vrai à des retours tardifs d'évacués de la première guerre mondiale dans leur commune d'origine. Cette croissance exceptionnelle, imputable pour les 2/3 au solde migratoire, fut de courte durée. Dès la période intercensennale 1926-1931, la situation changea, la croissance n'assura plus qu'une progression de 93 400 habitants, soit + 3 % (+ 0,6 % par an), à peine supérieure à celle de la population française (+ 2,3 %). Déjà le solde migratoire était redevenu négatif (- 22 900 personnes, soit - 0,7 %). Seul un important excédent naturel (+ 116 300 personnes, soit + 3,7 % contre 0,6 % en France) permit le maintien d'une croissance sensible. Mais dès la période intercensennale suivante, 1931-1936, la population diminua. Le solde migratoire était devenu tel (- 147 000 personnes, soit - 4,8 %) que l'excédent naturel, lui-même en diminution, ne pouvait plus le compenser (+ 91 100 personnes, soit + 2,8 %, contre 0,4 % seulement en France). La région perdit alors 33 000 habitants, soit 1,1 % de sa population (- 0,2 % par an).

Cette évolution fut provoquée davantage par un renversement des flux migratoires que par la variation de l'excédent naturel qui demeura toujours, comme nous l'avons déjà signalé, très élevé dans le contexte français. La diminution du croît naturel y fut beaucoup moins rapide que dans l'ensemble du pays, aussi la région du Nord contribua-t-elle de plus en plus fortement au rem-

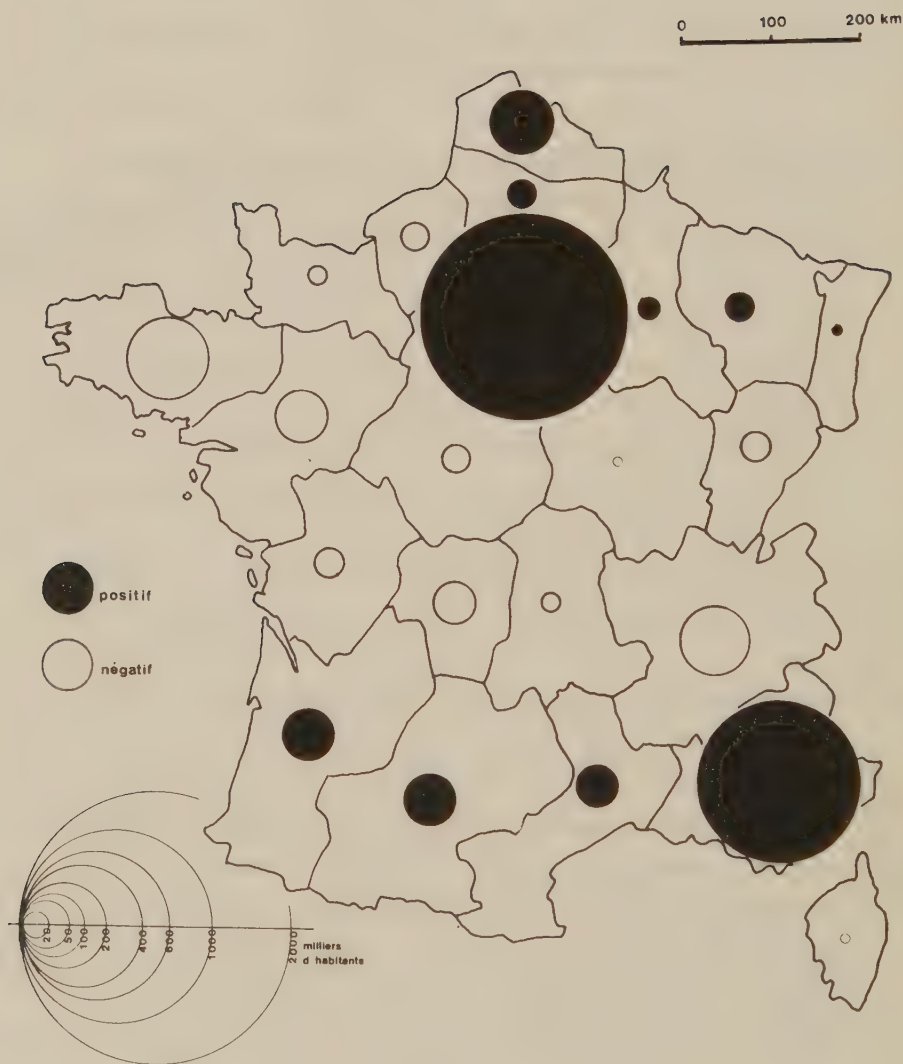


FIG. 51 : SOLDE MIGRATOIRE. Régions françaises. 1921/1936.

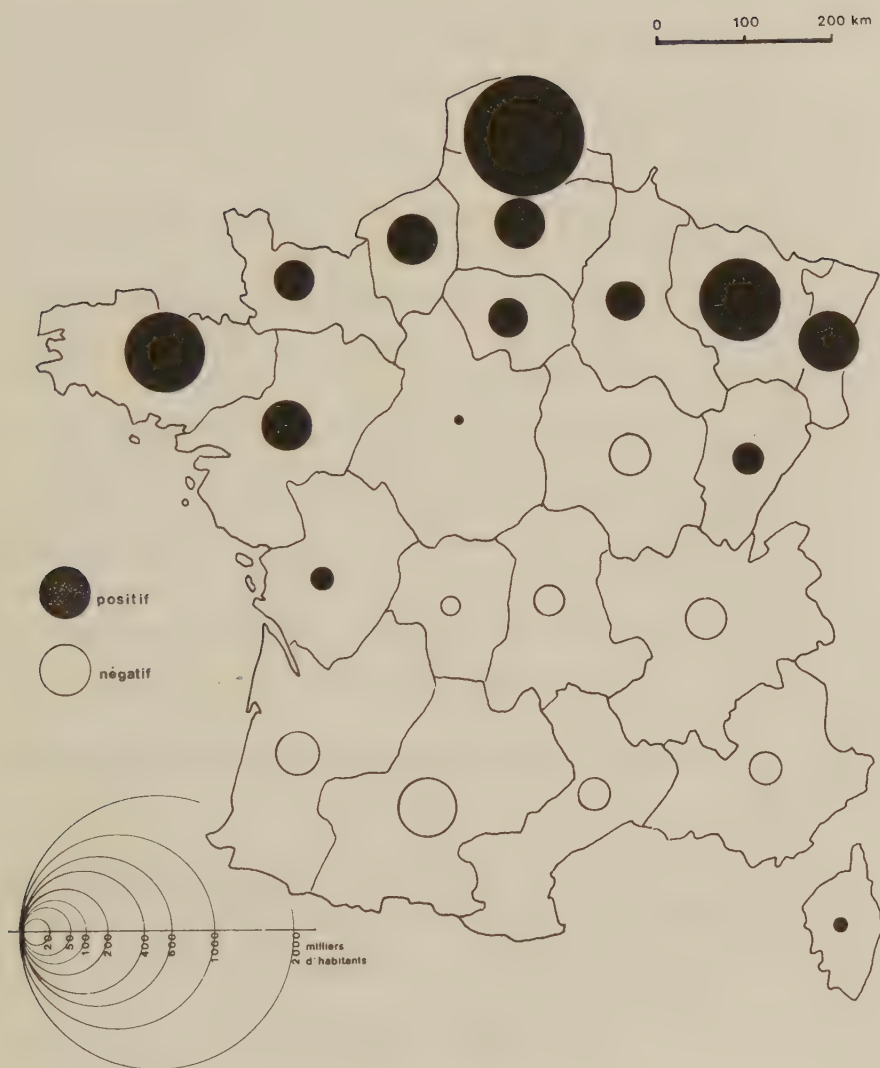


FIG. 52 : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL. Régions françaises. 1921/1936.

placement sinon à l'accroissement de la population française. Pendant la période 1921-1926, la région du Nord avait contribué pour 33,2 % au croît naturel français, pendant la période 1926-1931 elle y contribua pour 44,5 % et enfin pour la période 1931-1936 pour 51 %.

Parmi les quelques régions dont l'accroissement naturel permit de limiter l'affaîssement démographique de la France : Lorraine (+ 19,4 % de l'excédent naturel français de la période 1921-1936), Bretagne (+ 17,8 %), Alsace (+ 10,9 %), Picardie (+ 8,3 %), Haute-Normandie (+ 7,3 %), Pays-de-la-Loire (+ 6,3 %) etc..., la région du Nord (+ 40,4 %) joua un rôle privilégié. Elle fut la seule à opposer une certaine résistance à la baisse générale de la fécondité, en dépit de la crise économique qui la frappait pourtant violemment. Aussi en 1936 la région comptait-elle 3 202 632 habitants dont 2 022 436 dans le département du Nord et 1 180 196 dans celui du Pas-de-Calais (qui avait perdu 26 000 habitants entre 1931 et 1936).

III - La population de la région du Nord et la seconde guerre mondiale.

La seconde guerre mondiale eut des conséquences moins lourdes pour la population de la région du Nord que la première. Cependant en 1946 on n'y recensa plus que 3 086 890 habitants, soit 115 742 de moins qu'en 1936 (- 3,6 %).

L'invasion de 1940 avait provoqué dans la région, comme dans

toutes celles qui avaient été traversées par le front de 1914-1918, un mouvement de panique et d'exode, et une partie de la population ne devait pas regagner la région. Il est difficile d'autre part d'évaluer le nombre des départs vers la zone libre pendant la guerre. Il apparaît cependant probable que le solde migratoire, sans aucun doute déficitaire entre 1936 et 1940, le demeura pendant la période de guerre. Enfin dès 1945 un petit nombre de Polonais regagna la nouvelle Pologne. Toujours est-il que le solde migratoire déduit de la confrontation des naissances et décès domiciliés dans la région, de l'évaluation des décès par fait de guerre (militaires, résistants, civils déportés ou fusillés ou victimes des bombardements) et du dénombrement des recensements de 1936 et de 1946 s'élevait à - 100 000 personnes environ, soit - 3,1 ‰ de la population.

L'excédent naturel qui ne pouvait déjà plus compenser le déficit migratoire pendant la précédente période intercensitaire le put encore moins pendant la période 1936-1946. Jusqu'en 1939 il demeura largement excédentaire dans le Pas-de-Calais et sensiblement dans le département du Nord. Mais de 1940 à 1943 dans le Nord et en 1941 seulement dans le Pas-de-Calais, le relèvement de la mortalité et l'affaïssement simultané de la natalité permirent aux décès de devenir plus nombreux que les naissances.

En 1939, on enregistrait encore dans le département du Nord un taux de natalité de 16,2 ‰ et un taux de mortalité de 14,5 ‰. Mais en 1940 le taux de mortalité (y compris les décès des militaires) s'élevait brutalement à 18,5 ‰ tandis que le taux de

Ecart entre les taux de variation intercensennale des populations (1911 - 1946)

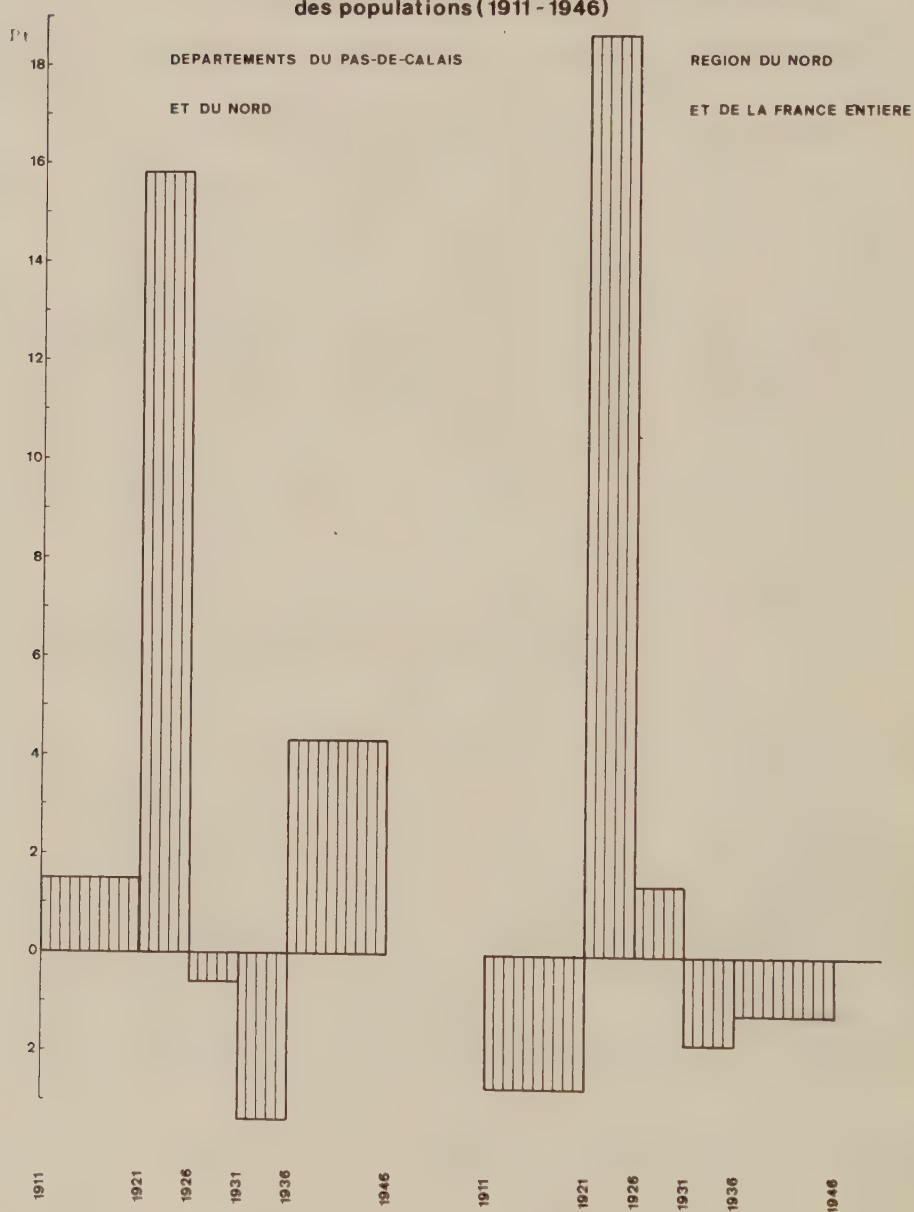


FIG. 53 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENSNALE ANNUELS MOYENS. REGION DU NORD/FRANCE, DPT P.d.C/DPT NORD, 1911-1946.

Ecart entre les taux de variation intercensennale des populations (1911-1946)

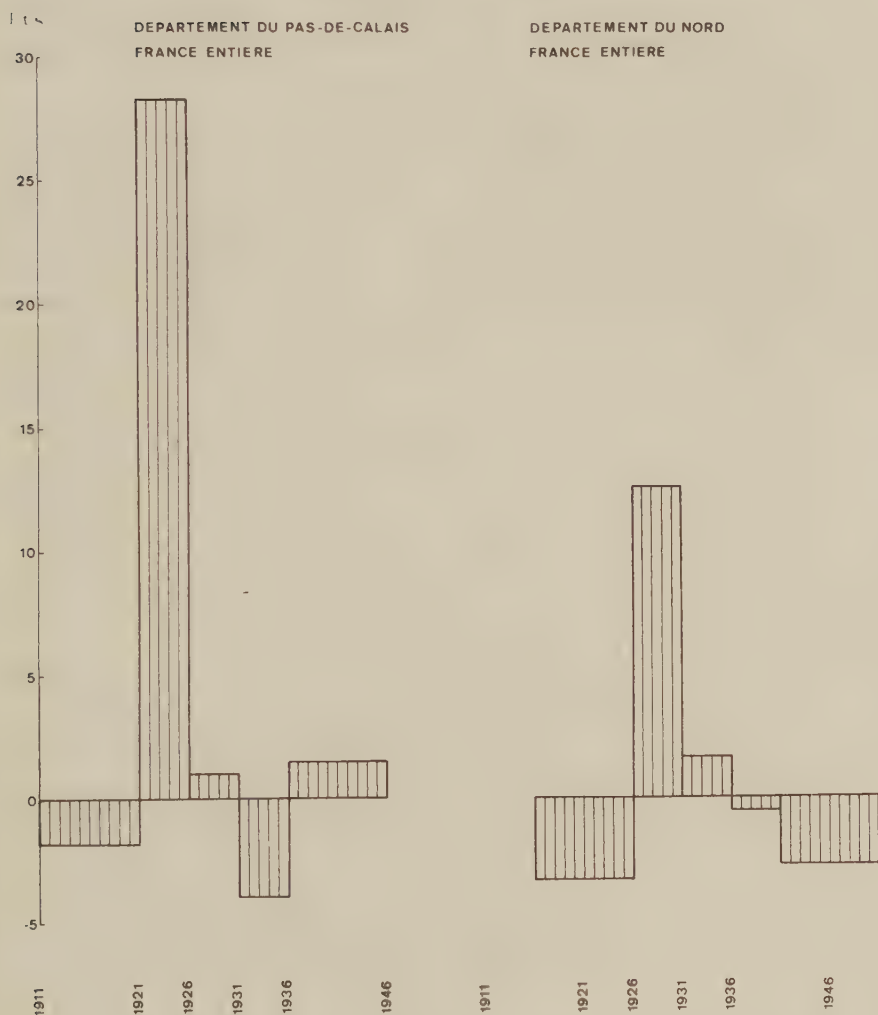


FIG. : 54 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSALE ANNUELS
MOYENS, DPT. du P.d.C FRANCE, DPT. du NORD FRANCE, 1911-1946.

natalité s'effondrait à 13,2 ‰. En 1941 le taux de mortalité descendit à 16,4 ‰ et oscilla autour de 16 ‰ jusqu'en 1943. Le taux de natalité fléchit également en 1941 (10,8 ‰). Mais dès 1942 il remontait à 14,1 ‰ et en 1943 il retrouvait un niveau supérieur à celui des décès : 16,1 ‰, niveau de 1939.

Dans le département du Pas-de-Calais, jamais les taux de natalité ne descendirent à un niveau aussi bas. En 1939 le taux de natalité s'y élevait encore à 20,1 ‰ et en 1940 il ne descendit qu'à 18,4 ‰. En 1941 pourtant il connut une forte baisse et tomba à 13,5 ‰, pour la première fois il devint inférieur au taux de mortalité (14,5 ‰). Ce dernier qui s'était accru dès 1940 (+ 18,1 ‰) demeura en général moins élevé que dans le département du Nord. Aussi le taux de natalité remonta à 16,8 ‰ dès 1942 et à 18,4 ‰ en 1943 permit le maintien d'un excédent naturel positif sauf en 1941 (où le département perdit 1 100 habitants par solde du mouvement naturel négatif). La perte du département du Nord fut plus lourde : - 22 926 personnes de 1940 à 1942 (- 1 ‰).

Dans les deux départements le retour à des taux de natalité élevés en 1943 avait été précédé par une forte reprise de la nuptialité en 1942. Le même phénomène s'était produit dans l'ensemble de la France, mais il ne fut suivi en 1943 que d'un taux de natalité plus modeste : 15,7 ‰. La diminution de la nuptialité en 1943 et 1944 fut moins sensible dans le département du Nord, et à peine dans le département du Pas-de-Calais, cela explique en partie le fait que les taux de natalité aient continué à s'accroître.

tre plus rapidement dans la région du Nord que dans l'ensemble du pays en 1944 et 1945 (pour la France entière, le taux de natalité n'était que de 16,2 ‰, comme en 1933) permettant cependant d'équilibrer une mortalité qui commençait à décroître.

Commencée pendant la guerre ainsi que dans l'ensemble du pays, la reprise de natalité fut plus marquée dans la région du Nord et plus précoce. Le solde du mouvement naturel ne fut négatif qu'au début de la guerre alors qu'il le fut en France de 1935 à 1944. La dénatalité de la population régionale avait été moins forte et la reprise fut d'autant plus importante. En 1944 le taux de natalité du département du Nord atteignait 17,3 ‰, celui du Pas-de-Calais 19,1 ‰.

IV - L'après-guerre : 1946 - 1954.

a) Le baby-boom.

En 1946, après que les retours des prisonniers de guerre eussent permis la reconstitution des couples et que les mariages différés eussent été célébrés, la natalité s'amplifia encore.

En 1946, l'on enregistrait en France un taux de natalité de 20,9 ‰ et un effectif de 840 000 naissances (effectif de 1908, taux de 1905). Le baby-boom fut beaucoup plus spectaculaire encore dans le département du Nord avec un taux de natalité de 24,4 ‰ et l'enregistrement de 46 000 naissances, et dans le département du Pas-de-Calais avec un taux de natalité de 27,4 ‰ et l'enregis-

trement de 32 000 naissances, chiffre jamais atteint jusque là dans le département. La région avait retrouvé le nombre de naissances qu'elle enregistrait à la fin du XIX^e siècle.

Mais ce fut dès 1947 que l'on atteignit en France le taux maximum de natalité de l'après-guerre : 21,3 ‰ (le taux de 1920), tandis qu'on ne devait l'atteindre qu'en 1949 dans les départements du Nord (25,3 ‰) et du Pas-de-Calais (28,6 ‰). La baisse du taux de natalité qui avait commencé dès 1948 dans l'ensemble de la France ne débuta vraiment dans la région qu'en 1951. Le taux de natalité qui était redevenu inférieur à 20 ‰ en moyenne en France dès 1951, était toujours largement supérieur à cette valeur dans la région en 1954.

Une telle natalité régionale ne pouvait reposer que sur une fécondité élevée. En 1946-1947 il naquit en moyenne 2,9 enfants par femme d'âge fécond contre 3,3 dans le département du Nord et 3,6 dans celui du Pas-de-Calais. En 1953-1955 il en naissait encore 3,1 dans le département du Nord, 3,4 dans celui du Pas-de-Calais et seulement 2,7 en moyenne en France.

L'écart mesuré entre les taux bruts de reproduction du département du Nord et de la France dans son ensemble correspondait à celui que l'on mesurait à la fin du XIX^e siècle (167 % pour le département du Nord en 1890-1892, 148 % pour la France entière ; 165 % pour le département du Nord en 1946-1947, 145 % pour la France entière). La différence traditionnelle de comportement démographique, qui s'était atténuée dans la première partie du XX^e siècle, était donc réapparue. Il n'en était pas tout à fait de même en ce qui concernait le département du Pas-de-Calais, celui-ci ayant toujours conservé une fécondité très forte.

Il est toujours difficile de discerner les causes d'une fécondité élevée. Un chapitre ultérieur étant consacré à cette question nous nous bornerons ici à résumer quelques observations :

D'abord l'on constate que la nuptialité était plus importante et plus précoce dans la région du Nord que dans l'ensemble du pays. Célibat moins fréquent, mariages plus précoces, avec comme corollaire une fécondité également plus précoce, expliquent déjà en partie la forte fécondité. Il faut ensuite y ajouter les effets de la structure socio-professionnelle. L'abondance des ouvriers, classe généralement plus féconde que les classes moyennes, contribuait sans doute à assurer une fécondité élevée.

L'on peut cependant formuler deux remarques :

- 1) rendre la nuptialité responsable de la fécondité ne fait que déplacer le problème,
- 2) l'on observe que, dans la région du Nord, la fécondité élevée n'est pas le seul apanage de la classe ouvrière. L'on constate en effet que depuis 1936 au moins (les sources statistiques disponibles ne nous permettent guère de pousser nos investigations en deçà) la fécondité était plus forte pour chaque groupe socio-professionnel dans la région du Nord que dans le reste de la France.

Il y a donc un comportement original des populations régionales en matière de fécondité que les origines jacobines et centralisatrices françaises font souvent sous-estimer. La tradition régionale et l'accueil fait aux enfants dans le Nord, habitué, comme les pays néerlandophones voisins, aux familles nombreuses, la voca-

tion maternelle des femmes encouragée par la tradition familiale régionale, la faiblesse de l'activité professionnelle des femmes, l'image que l'on se faisait traditionnellement du couple et de la famille dans la région, l'acceptation sinon l'encouragement aux unions précoces et enfin la gratuité longtemps fréquente des logements en cités ouvrières étaient autant de facteurs explicatifs du comportement régional dans le domaine familial.

Une telle fécondité s'accompagne toujours d'une grande jeunesse de la population. La région du Nord ne faisait pas exception à la règle. Les jeunes y furent toujours beaucoup plus nombreux que dans l'ensemble de la France et leur part dans la population augmenta fortement avec la reprise démographique de l'après-guerre. Mais une partie de cet ouvrage étant consacrée aux questions de structure par âge, nous n'exposerons pas ici les transformations de cette structure.

b) Lent recul de la mortalité et permanence d'une forte mortalité infantile.

Bien que la structure par âge de la population de la région du Nord fut plus jeune que celle de la France prise dans son ensemble, situation qui aurait du contribuer à affaiblir les taux bruts de mortalité de la région, ceux-ci furent toujours supérieurs aux taux moyens français après 1946. On se trouvait là face à une situation nouvelle témoignant d'une aggravation relative de l'inégalité face à la mort entre la population de la région et celle de la France entière.

Certes nous avons vu que la région n'avait jamais été favorisée en matière de mortalité, mais une légère amélioration de sa situation sanitaire, imputable en grande partie à l'amélioration des conditions de logement dans le bassin minier et même dans l'agglomération lilloise, avait été réalisée dans l'entre-deux-guerres. Le retard, dans les années 30, ne provenait plus que de la mortalité infantile.

Au lendemain de la guerre le recul de la mortalité fut moins rapide dans la région que dans le reste de la France. Ce phénomène, qui était déjà apparu avant-guerre au niveau de la mortalité des enfants, se généralisa à tous les âges. Mais c'était toujours en matière de mortalité infantile que l'écart était le plus important. En 1947 le taux brut de mortalité infantile, qui s'élevait à 67 ‰ en moyenne en France, s'élevait encore à 85 ‰ dans le département du Nord et à 107 ‰ dans le département du Pas-de-Calais. En 1954, alors qu'il était descendu à 36 ‰ en moyenne en France, il était encore de 50,4 ‰ dans le département du Nord et de 64,3 ‰ dans celui du Pas-de-Calais ; soit un retard de 7 ans par rapport à la situation moyenne française en ce qui concernait le Pas-de-Calais et de 6 ans en ce qui concernait le département du Nord. La mortalité infantile était une fois et demie plus élevée dans la région que dans la France entière et 1,2 plus élevée que dans la Picardie voisine, qui figurait pourtant au second rang des régions françaises par l'importance de sa mortalité infantile.

Parmi les 7 agglomérations de plus de 100 000 habitants

dont la mortalité infantile était en 1954 supérieure à la mortalité infantile moyenne française, on trouve les trois grandes agglomérations de la région du Nord, et si l'agglomération lilloise se situait au 6^o rang de ces agglomérations, Dunkerque (56 %) et Roubaix (51,4 %) se situaient aux deux premiers rangs.

Avec une telle mortalité infantile et une telle mortalité générale il n'était pas surprenant que la région du Nord connût une espérance de vie à la naissance très inférieure à celle de la France entière. Pour l'ensemble des sexes, dans une seule région l'espérance de vie à la naissance était plus brève que dans la région du Nord (65,6 ans) : en Bretagne (65,5 ans), mais cela était dû à une surmortalité masculine encore plus accusée que dans le Nord ; pour le seul sexe féminin l'espérance de vie de la population de la région du Nord était la plus courte : 68,9 ans contre 71,2 ans en moyenne en France.

c) Excédent naturel et solde migratoire.

Mais la jeunesse de la population permettait de limiter le taux brut de mortalité et de décaiser un important excédent naturel, compte-tenu de la forte natalité.

Néanmoins, bien que le Nord fût la région qui connût la plus forte natalité, elle était surclassée à la fin de la période que nous étudions (rançon de sa forte mortalité) par la Lorraine et la Haute-Normandie en ce qui concernait les taux d'excédent naturel. Ceux de la population de la région du Nord étaient cependant très élevés : supérieurs à 10 % par an de 1946 à 1950 dans

le département du Nord et encore supérieur à 9 ‰ en 1954 ; supérieurs à 13 ‰ par an de 1946 à 1950 dans le département du Pas-de-Calais (atteignant même 15,4 ‰ en 1950) et encore supérieur à 13 ‰ en 1954 après être descendu à 12,5 ‰ en 1953.

En valeur absolue la région du Nord bénéficia entre 1946 et 1954 d'un solde du mouvement naturel de population de + 303 100 habitants soit en valeur relative un accroissement de + 9,8 ‰ (1,2 ‰ par an).

Cependant la croissance de la population régionale fut limitée par un solde migratoire demeuré déficitaire. On n'a guère assisté en effet à une ruée vers les mines et les installations industrielles de la région du Nord au lendemain de la seconde guerre mondiale comme au lendemain de la première. Il y eut cependant une période d'excédent migratoire vraisemblablement entre 1946 et 1948 dont les effets furent annulés par la reprise de l'émigration après 1948. En 1954 on estimait que la région avait perdu 15 000 habitants par déficit migratoire depuis 1946, soit 0,45 ‰ de sa population, ramenant ainsi la croissance à 9,4 ‰ (1,1 ‰ par an).

Une des causes du déficit migratoire résidait dans le ralentissement de l'immigration étrangère. Celle-ci avait au cours du XIX^e siècle (Belges) et dans l'entre-deux-guerres (Polonais) compensé un déficit migratoire permanent de la population régionale de souche française, résultant de la permanence d'un important courant continu d'émigration vers Paris. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, on n'assista pas à une nouvelle arrivée massive de travailleurs étrangers.

Années de recensement	Nés dans le Département du Nord	Nés dans le Département du Pas-de-Calais.	Nés dans un autre département français	Nés en France.
1926	42 045	12 584	6 458	61 087
1931	26 903	21 737	6 383	55 023
1936	30 262	27 204	5 774	63 240
1946	44 001	44 447	10 344	58 792

TAB. 38 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES HABITANTS DE LA REGION DU NORD.

En 1946 on recensa 230 925 étrangers dans la région du Nord, soit 76 300 de moins qu'en 1936, et en 1954 on n'en recensa plus que 176 850, soit encore une diminution de 54 000. En réalité la réduction était moindre puisqu'entre 1946 et 1954 étaient entrés dans la région environ 17 000 "musulmans français" originaires d'Algérie, non recensés parmi les étrangers à l'époque.

Une grande partie de la population étrangère établie dans la région du Nord l'était depuis longtemps. En 1946, sur 100 étrangers, 43 étaient nés en France dont 38 dans la région du Nord. Faute d'immigration le nombre des étrangers diminuait par assimilation. En 1936 on comptait 53 000 naturalisés dans la région, en 1946 94 000 et en 1954 114 000. Les Belges, jadis si nombreux dans le département du Nord, n'étaient plus que 34 000 en 1954. Mais 29 600 naturalisés étaient nés en Belgique (42 % des naturalisés) et on ne peut compter tous les français par acquisition de nationalité française sans naturalisation d'origine belge. Les Polonais eux-mêmes avaient fini par être assimilés. Déjà avant-guerre, les enfants des Polonais immigrés, qui connaissaient mieux leur langue d'adoption que leur langue maternelle, avaient pris les habitudes de vie des Français , mais l'espoir d'un retour en Pologne avait freiné leur assimilation. Après-guerre, un petit nombre d'entre-eux, souvent les cadres des mouvements polonais, ont regagné la Pologne, mais la grande majorité est demeurée sur place. La nouvelle Pologne n'exerçait plus la même fascination dès lors que le retour signifiait diminution du niveau de vie. Peu à peu le groupe s'assimila : en 1954, 16 530

naturalisés de la région étaient nés en Pologne, et les enfants des immigrés polonais, ne se considérant plus comme Polonais, optaient à leur majorité pour la nationalité française. L'on ne peut établir l'origine de tous les naturalisés nés en France, mais presque tous étaient de nationalité belge ou polonaise. 44 254 étrangers d'origine, naturalisés et demeurant en 1954 dans le département du Nord, étaient nés en France.

Le nouvel apport migratoire consistait en Italiens : 22 190 en 1954 contre 8 000 seulement en 1946, en Allemands : 5 500 en 1954 contre 991 en 1946 et surtout Nord-africains (Marocains et Algériens-musulmans) 18 000 environ contre 1 300 en 1946.

Les étrangers qui formaient 9,6 % de la population de la région du Nord en 1936, n'en représentaient plus que 7,5 % en 1946 et 5,2 % en 1954. Les naturalisés qui formaient 1,7 % de la population régionale en 1936, en représentaient par contre 3,4 % en 1954.

Ainsi privée de l'apport migratoire étranger, la région se fermait plus que jamais.

V - La région du Nord parmi les régions françaises.

En dépit du caractère négatif du solde migratoire, la région du Nord retrouva un taux de croissance élevé après la seconde guerre mondiale. En 1954 on y recensa 3 376 272 habitants, soit 7,9 % de la population française, au lieu de 7,7 % en 1946. La population de la région du Nord, immédiatement après la guerre, avait recommencé à croître plus rapidement que la population française grâce à sa remarquable vitalité démographique. Entre

1946 et 1954 la région participa encore pour 12,2 % à l'accroissement naturel de la population française, accroissement supérieur de une fois et demie à l'importance des effectifs de la population régionale par rapport à la population française. Aucune autre région, hormis la région parisienne, n'assura en valeur absolue un tel accroissement (mais celui de la région parisienne : 17 % correspondait à la part de la région dans la population française : 17,1 %).

Le comportement démographique de la région du Nord après-guerre, la rangeait à la tête des régions à forte natalité devant la Lorraine, les Normandie, la Picardie et la Champagne, et en 1954 le département du Pas-de-Calais détenait encore, comme avant-guerre, le taux record de natalité (24,6 %) devant la Moselle, le Calvados et les Ardennes. Cependant la région du Nord n'était ni la région dont les familles étaient les plus nombreuses, ni celle dont le taux de reproduction était le plus élevé, mais elle figurait parmi les régions à forte fécondité, celles du "croissant de fertilité" qui, des Pays-de-la-Loire à la région du Nord en passant par la Picardie et la Normandie, et du Nord à la Franche-Comté en passant par la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, assurait l'essentiel de la reproduction de la population française.

Avec ces régions (et la première parmi elles compte-tenu de l'importance de son croît naturel en valeur absolue) la région du Nord participa fortement au rajeunissement de la population française.

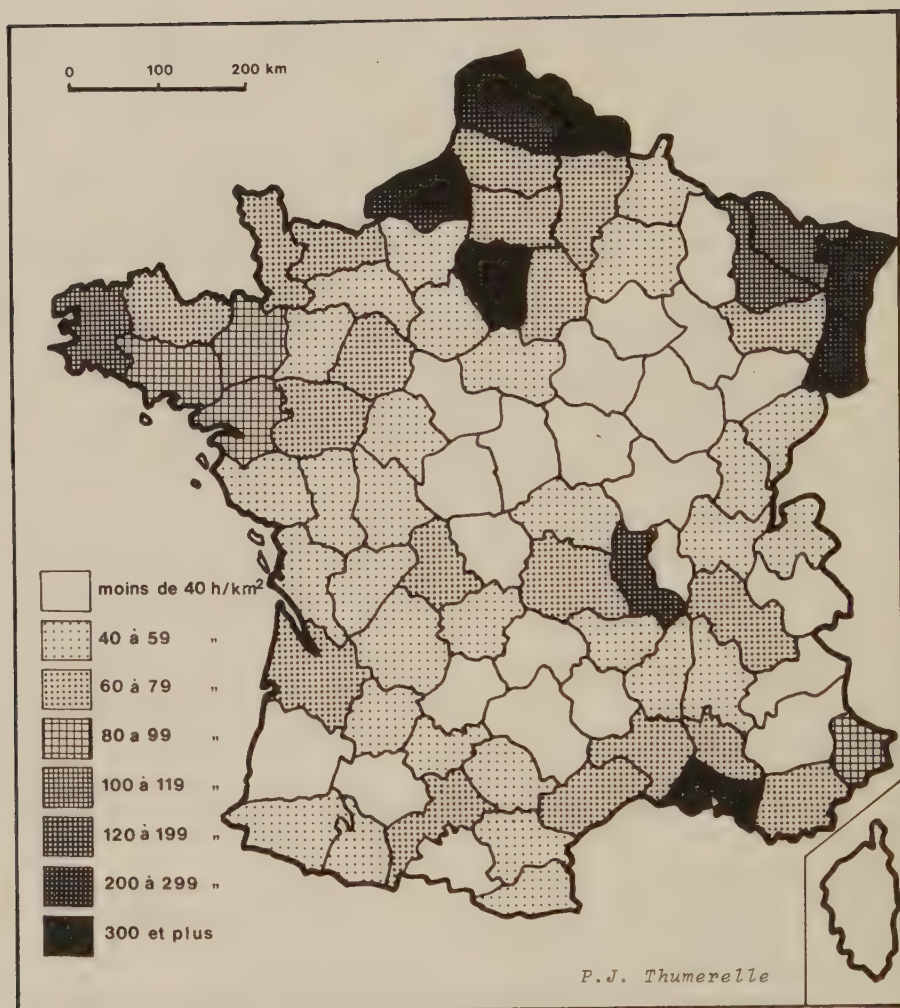


FIG: 55 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT. FRANCE, 1936.

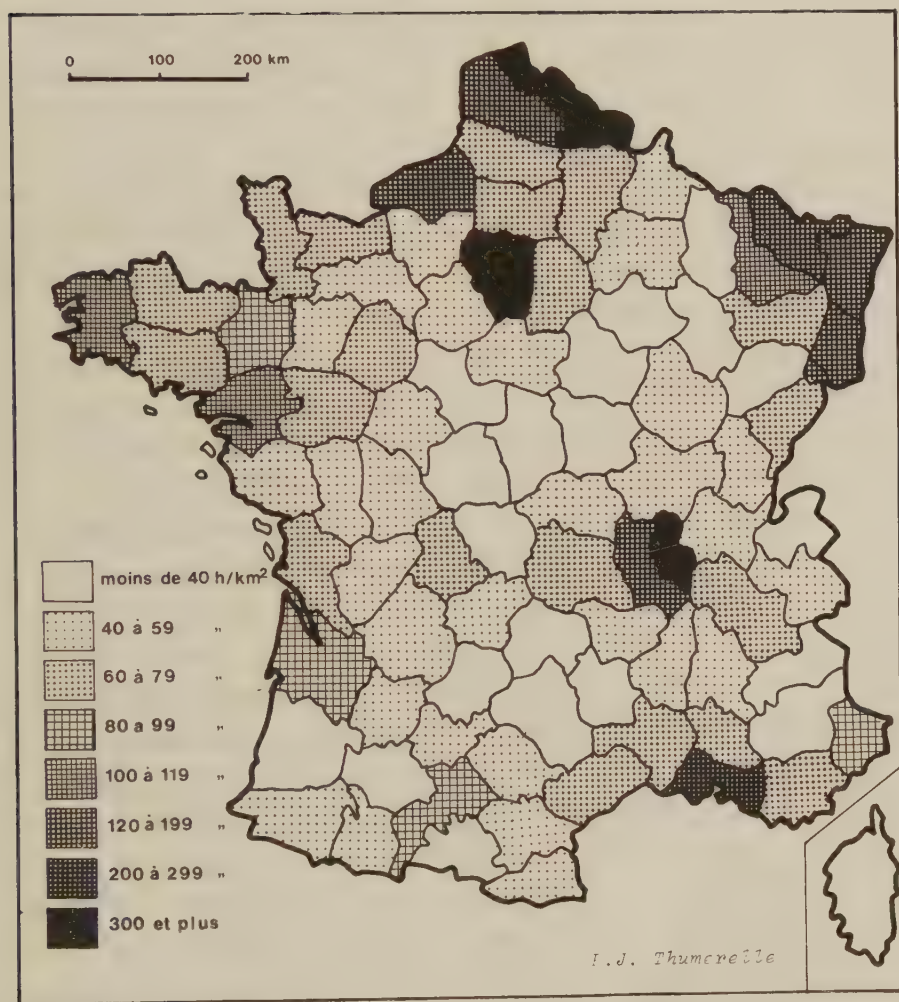


FIG: 56 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1954.

Ce croît de la population régionale, plus rapide que la croissance démographique française, contribua à renforcer les différences entre les densités du peuplement de la région et celles de la France.

En 1921 l'on comptait 224 h/km^2 dans la région du Nord contre 71 en France, en 1931 261 h/km^2 dans la région du Nord contre 75 en France et en 1954, 273 h/km^2 dans la région contre 77,6 en France. La région comptait près de 200 h/km^2 de plus que la moyenne française, 3,5 fois plus (contre 3 fois en 1901). Le département du Nord, avec 366 h/km^2 , connaissait une densité de population sans commune mesure avec celles des départements français autres que ceux de la région parisienne. Même ceux-lui du Pas-de-Calais, avec 192 h/km^2 , supportait une densité anormalement élevée. Ces densités étaient demeurées plus proches des densités belges (260 h/km^2 pour l'ensemble de la Belgique, 330 pour le pays flamand et 156 pour la région wallonne) que des densités départementales françaises. Aussi sur une carte des densités de population, la région du Nord demeurait-elle relativement isolée et paraissait toujours appartenir davantage au monde du Bénélux et de la Rhénanie qu'au monde français.

En 1954, dans 6 départements seulement, la densité dépassait 180 h/km^2 (dont le Nord au 2° rang derrière la région parisienne et le Pas-de-Calais au 6° rang derrière le département des Bouches-du-Rhône). Dans 84 % des départements les densités étaient redevenues inférieures à 100 h/km^2 ou n'avaient jamais atteint ce chiffre. Dans 40 % des départements elles étaient in-

férieures à 50 h/km^2 et dans 10 % enfin elles étaient inférieures à 30 h/km^2 . Un petit nombre de départements seulement connaissait donc des fortes densités, et parmi eux les deux départements de la région du Nord.

Les contrastes entre départements fortement peuplés et départements faiblement peuplés s'étaient même encore accentués puisque de 1911 à 1936, dans 3 départements sur 4 exactement on avait enregistré une diminution de la densité de population, et entre 1936 et 1946 dans 42 % des départements. De 1946 à 1954, en dépit de la reprise démographique, les densités avaient encore diminué dans 1 département sur 4.

Une telle évolution a renforcé les concentrations de population en quelques pôles. Dans la région parisienne, la densité du département de la Seine est passée de $8\,654 \text{ h/km}^2$ en 1911 à $10\,337$ en 1936 et, la croissance de la population de ce département s'étant ralentie au profit de celle du département de la Seine-et-Oise, à $10\,739 \text{ h/km}^2$ en 1954 ; la densité du département de la Seine-et-Oise est passée quant-à elle de 144 en 1911 à 250 h/km^2 en 1936 et à 302 h/km^2 en 1954. C'est ce dernier département qui a connu la croissance la plus rapide en valeur absolue et en valeur relative entre 1911 et 1954.

La région du Nord a été le second pôle de croissance aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative, aussi bien entre 1911 et 1954 qu'entre 1936 et 1954. Entre 1936 et 1954 la population régionale s'est accrue de 5,4 %, alors que celle de la région parisienne s'accroissait de 7,8 % et celle de la Lorraine

(au 3^o rang régional en valeur absolue et en valeur relative) de 4,8 %. Pendant cette période, ni la région Rhône-Alpes (qui ne connut qu'un accroissement de 0,6 %), ni la région Provence-Côte-d'Azur (- 6 %) ne participèrent à la croissance de la population française.

A l'échelon départemental, un certain nombre de départements connurent, en valeur relative, un accroissement plus rapide que les départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais parmi les départements à forte densité, ces deux derniers demeurèrent en tête derrière la Seine-et-Oise pour l'ensemble de la période. La forte fécondité de la population régionale était bien entendu responsable de cette situation puisque entre 1921 et 1936 l'excédent naturel de la région correspondait à 42 % de l'excédent naturel français et qu'entre 1946 et 1954 il correspondit encore à 12,2 % de cet accroissement en dépit de la reprise générale de natalité.

Enfin au lendemain de la guerre, entre 1946 et 1954, la région du Nord, dont le solde migratoire était négatif, figurait toujours parmi les régions qui connurent les croissances les plus fortes (+ 289 400 habitants) derrière la région parisienne (+7 719 300 dont 295 000 par excédent migratoire) et avant la région Provence-Côte-d'Azur (+ 201 200 habitants dont 116 700 par excédent migratoire). A l'échelon départemental, le département du Nord se maintint au 3^o rang des départements français pour la croissance, derrière la Seine et la Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais arrivait lui au 4^o rang.

Il n'était donc pas étonnant que le département du Nord fut toujours le deuxième département français par la densité de sa population après le département de la Seine et avant les départements du Rhône et de la Seine-et-Oise, en 1954, et que la région du Nord portât 4 des dix principales agglomérations urbaines françaises (Lille, Roubaix-Tourcoing, Lens et Valenciennes) et 7 des 38 agglomérations françaises de plus de 100 000 habitants (les 4 précédentes, + Dunkerque, Douai et Bruay-en-Artois). Avec 759 000 habitants, l'ensemble Lille-Roubaix-Tourcoing formait même la seconde agglomération urbaine de France, avant Lyon (740 000 habitants) et Marseille (689 000 habitants).

Une des grandes originalités de la région du Nord avait toujours résidé dans l'importance de son peuplement urbain. C'était là un trait ancien que nous avons déjà mis en valeur et qui s'était renforcé dans la première moitié du XX^e siècle.

Pourtant les effectifs de la population rurale de la région étaient demeurés assez stables entre les deux guerres. On comptait encore en 1921 958 000 ruraux (ce qui aurait suffi à assurer à la région une densité de 78 h/km^2 , soit une densité encore supérieure à la densité moyenne française), on en comptait le même nombre en 1931 et 949 000 en 1936. L'exode rural frappait un certain nombre de communes de la région, mais l'ensemble des zones rurales conservait sa population et résistait assez bien à l'attraction urbaine : les villes ne prélevèrent sur la campagne que

des effectifs de population correspondant en gros à leur croît naturel, ce qui ne les empêcha pas de connaître une croissance rapide. En 1921 on n'avait recensé que 1 821 000 citadins, et 10 ans plus tard on en recensa 2 277 400. Mais en 1936, la population urbaine, qui avait davantage souffert de la crise économique que les campagnes, ne s'élevait plus qu'à 2 253 200 habitants. Ces effectifs représentaient 70,4 % de la population régionale. Le département du Nord demeurait plus urbanisé (75,3 % de population urbaine) que le département du Pas-de-Calais (62 %) dans une France qui ne comprenait encore que 52,4 % de population urbaine.

Cependant au lendemain de la guerre, la population des campagnes de la région du Nord ne put compenser par son croît naturel l'émigration vers les villes de la région et vers l'agglomération parisienne. En 1954 la population de la région ne comptait plus que 871 600 ruraux (soit 120 000 de moins qu'en 1946 et 77 800 qu'en 1936), si l'on continue à considérer comme rurales toutes les communes de moins de 2 000 habitants agglomérés. La diminution était trop importante pour s'expliquer par le seul changement de catégorie d'un certain nombre de communes (au demeurant assez limité), il y avait donc bien eu accélération de l'exode rural. Parallèlement la croissance démographique urbaine s'amplifiait. Il y avait 2 517 700 citadins dans la région du Nord en 1954 contre 2 204 100 en 1946. La population urbaine formait alors 74,3 % de la population régionale (74,6 % si l'on

considère l'ensemble de la population des agglomérations, y compris celles des communes de moins de 2 000 habitants), 78,7 % de la population du département du Nord et 67,8 % de celle du département du Pas-de-Calais. La population urbaine française ne représentait encore alors que 56 % de la population totale.

En dépit des guerres et de la crise économique, le croît naturel de la région du Nord avait assuré à cette dernière une expansion démographique continue, plus rapide que celle de l'ensemble de la population française. Cette expansion n'avait profité qu'aux villes de la région, mais les campagnes étaient demeurées densément peuplées et leur densité moyenne (95 h/km²) était toujours supérieure à la densité moyenne de la population française toute entière.

NOTES ADDITIVES :

- [01] : "C'est en 1915 que s'installe l'occupation allemande dans les territoires occupés de Belgique et de France. Pour Falkenhayn, ceux-ci doivent être exploités au maximum pour procurer au Reich de l'argent, du ravitaillement et de la main d'oeuvre. Aussi l'administration allemande se fait-elle chaque jour plus tracassière : contrôles incessants, transferts de main d'oeuvre, déportation des suspects, contributions de guerre, confiscation des objets rares (or, cuir, laine), mise en régie des entreprises (mines du Nord, textiles de Roubaix etc.).
- La population supporte mal ce régime d'exception."
- Extrait de : La grande encyclopédie Larousse, Article Guerre mondiale (première). P. Dufourcq.
- [02] : A. Girard : Français et immigrés. Travaux et Documents de l'I.N.E.D, Cahier n° 19. P. 446.
- [03] : Sur la question des immigrés polonais. Cf :
- C. Kaczmarek : L'émigration polonaise en France après la guerre. 1928.
 - A. Wylezynska : L'émigration polonaise en France. Alençon, 1929.
 - S. Wlocewski : L'établissement des Polonais en France. Paris, 1936.
 - R. Poignant : Etude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais. in Population. 1949. P. 157.
 - A. Girard & J. Stoetzel : Français et immigrés. Travaux et Documents de l'I.N.E.D. Cahiers 19 et 20. P.U.F., 1953 et 1954.
 - en particulier : - Mineurs polonais dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. N° 19. P. 445 à 531.
 - Les Polonais dans le Nord et le Pas-de-Calais. N° 20. P. 183 à 214.
 - Z. Rapacki : Le problème de l'émigration polonaise en France. Arras. Société d'Edition du Pas-de-Calais, 1957. 28 p. Extrait de Revue socialiste, Octobre 1957.
 - H. Janowska : Polska emigracja zarobkowa we Francji. 1919-1939. Varsovie, 1964.
 - C. Wisniewski : Assimilation de la main d'oeuvre polonaise dans la région du Nord. 1919-1939. Lille. Faculté des Lettres, 1969.
 - Actes du colloque de l'Université Lille III, 2 et 3 Novembre 1974. "La communauté polonaise et la seconde guerre mondiale". in Revue du Nord n° 226. 1975. P. 397 à 482.
 - en particulier : - J. Michel : La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France. P. 403.

- J. Zielinski : le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France. 1944-1947. P.421.
- J. Zamojski : la participation des Polonais à la résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord (1940-1944). P.435.

[04] : J. Zamojski. Op. cit. en [03]

[05] : Id.

[06] : Id.

[07] : A. Girard. Op. cit. en [03]

[08] : Id.

[09] : J. Michel. Op. cit. en [03]

[10] : A. girard. Op. cit. en [03]

[11] : J. Michel. Op. cit. en [03]

[12] : Primitivement envoyés par l'épiscopat polonais, les aumôniers polonais furent soumis à l'autorité, du moins théorique, des évêques français. On ne constitua pas de paroisses polonaises et les aumôniers furent administrativement rattachés à des paroisses françaises où ils partageaient les lieux de culte avec les curés titulaires.

[13] : La loi française interdisait de dispenser un enseignement primaire en langue étrangère. On trouva un accommodement en autorisant les compagnies des mines à ouvrir des écoles privées sous la direction d'un maître français. Dans ces écoles, l'enseignement était assuré pour moitié en français et pour moitié en polonais. Dans la pratique, l'enseignement en français occupa généralement un horaire supérieur à l'enseignement en polonais.

[14] : J. Michel. Op. cit. en [03]

[15] : F. Lentacker : La frontière franco-belge (bib) P. 275-276.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE III.

Théâtre d'opérations militaires, traversée par le front et partiellement occupée par les Allemands de 1914 à 1918, la région du Nord souffrit énormément de la première guerre mondiale. Pertes civiles et militaires, effondrement de la natalité, exode de population provoquèrent une diminution de 9 à 10 % du nombre des habitants.

Pour satisfaire aux besoins en main d'oeuvre indispensable à la remise en état des houillères, on fit largement appel, de 1919 à 1925, à l'immigration polonaise qui s'établit principalement dans le centre du pays minier. Aux cotés des Polonais s'établirent des contingents bien moins importants d'immigrés appartenant à d'autres nationalités, notamment d'Italiens. Par contre l'immigration définitive d'origine belge prit fin.

L'afflux de ces travailleurs immigrés ne fit que compenser les pertes par émigration de la période de guerre, car très vite avec le développement de la grande dépression économique de l'entre-deux-guerres, le bilan migratoire redevint négatif et le demeura définitivement. Au XX^e comme au XIX^e s., l'expansion démographique de la région du Nord reposa finalement entièrement sur l'excédent naturel.

La reprise de natalité qui suivit la première guerre mondiale fut plus vigoureuse et plus durable dans la région du Nord que dans l'ensemble de la France. Les taux de natalité fléchirent dans les années 30, mais jamais toutefois ils ne devinrent infé-

rieurs aux taux de mortalité, et demeurèrent très largement supérieurs aux taux moyens français. Comme durant la période précédente, leur niveau élevé provint du maintien d'une fécondité plus forte que dans l'ensemble de la France. Aussi, aucune autre région française ne connut pendant la période 1921-1936 un excédent naturel qui, en valeur absolue, pût être comparé à celui de la région du Nord.

La seconde guerre mondiale eut des conséquences moins lourdes pour la région que la première, elle perdit cependant près de 4 % de sa population de 1936 à 1946. Au lendemain de cette période, la région du Nord retrouva les taux de natalité qui l'avaient caractérisée au cours du siècle précédent. Le "baby-boom" y prit des proportions exceptionnelles et se prolongea bien plus longtemps qu'en moyenne en France. La croissance de la population régionale fut donc très forte de 1946 à 1954, bien que tempérée par la persistance d'une mortalité infantile anormalement élevée et celle du déficit migratoire.

L'aggravation de ce déficit au cours de la période ultérieure devait compromettre l'expansion de la population régionale et amener une rupture avec l'évolution démographique qui s'était poursuivie presque sans discontinuité depuis le XVIII^e s.

	Département Pas-de-Calais	Département Nord	Région Nord	France
1821 - 1826	5.2	12.6	9.6	6.6
1826 - 1831	3.8	5.6	5.0	6.4
1831 - 1836	2.8	7.4	5.6	6.2
1836 - 1841	6.2	11.4	9.4	4.0
1841 - 1846	3.2	9.2	6.6	6.8
1846 - 1851	- 0.8	4.2	2.4	2.0
1851 - 1856	5.8	9.4	8.0	1.4
1856 - 1861	3.2	15.0	10.5	3.6
1861 - 1866	7.0	13.6	11.2	3.6
1866 - 1872	2.5	6.7	5.2	- 1.8
1872 - 1876	10.5	18.5	11.8	5.3
1876 - 1881	6.6	11.0	9.4	4.2
1881 - 1886	8.4	8.4	8.4	2.8
1886 - 1891	4.8	8.0	6.8	0.8
1891 - 1896	7.2	8.6	8.2	1.0
1896 - 1901	10.8	6.0	7.6	2.8
1901 - 1906	12.0	3.0	6.0	1.8
1906 - 1911	11.0	7.0	8.4	1.6
1911 - 1921	- 7.4	- 8.9	- 8.3	- 5.6
1921 - 1926	36.0	20.2	26.2	7.6
1926 - 1931	5.6	6.2	6.0	4.6
1931 - 1936	- 4.2	- 0.8	- 2.0	- 0.2
1936 - 1946	- 0.9	- 5.2	- 3.6	- 2.4
1946 - 1954	11.6	11.8	11.8	7.0
1954 - 1962	7.0	10.5	9.1	10.0
1962 - 1968	3.8	9.0	7.2	11.2
1968 - 1975	0.6	5.4	3.6	8.3

TAB. 39 : VARIATIONS INTERCENSENNALES DE POPULATION
Taux annuel moyen, ‰.

chapitre 4 :

LA FIN DE L'EXPANSION DEMOGRAPHIQUE ET LES INCERTITUDES DU PRESENT 1954-1975

Les dernières années ont apporté un changement profond dans la situation démographique de la région du Nord. Alors que depuis plus de deux siècles la région avait connu une forte croissance qu'avaient à peine interrompue les guerres et la crise économique des années 30, elle a enregistré depuis les années 60 une stagnation puis une régression rapide de sa croissance. Enfin il semblerait que depuis 1976 la population ait même diminué.

I - Le renversement de l'évolution démographique.

a) L'évolution des effectifs de population de 1954 à 1975.

Au cours des années 50 le taux de croissance démographique de la région du Nord devint inférieur au taux de la France entière. Pendant la période 1946-1954 ce taux s'élevait encore à 9 % dans la région contre 6 % en moyenne en France. Mais entre 1954 et 1962 il descendit à 7,8 % alors qu'il dépassa 8 % en moyenne en France, et l'écart entre le taux français et le taux régional continua à se creuser en défaveur de ce dernier pendant les périodes intercensuelles suivantes. Entre 1962 et 1968 la région du Nord n'enregistra plus qu'une augmentation des effectifs de population de 4,3 % contre 6,8 % en France, et entre 1968 et 1975, 2,5 % contre 5,9 %. Supérieur au taux de croissance

Variations intercensuelles de population-Taux annuels moyens (‰)

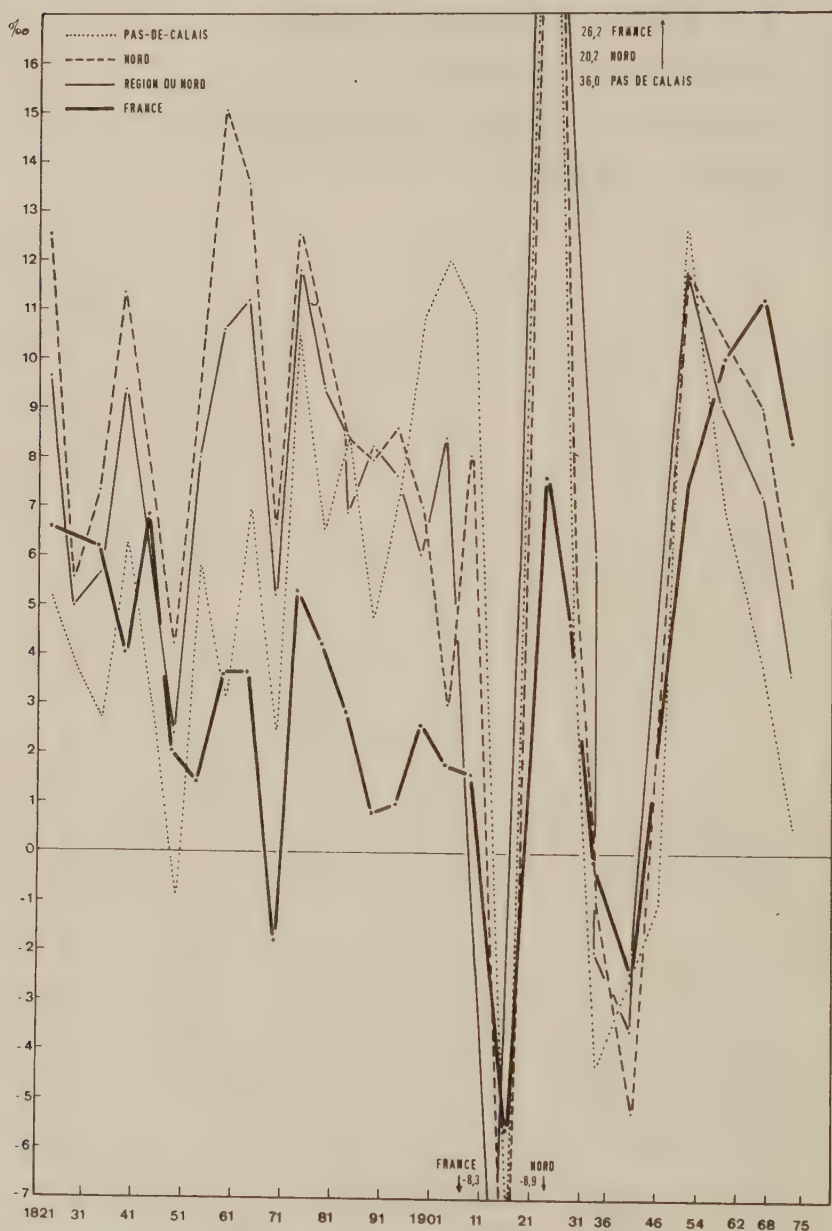


FIG. 57.

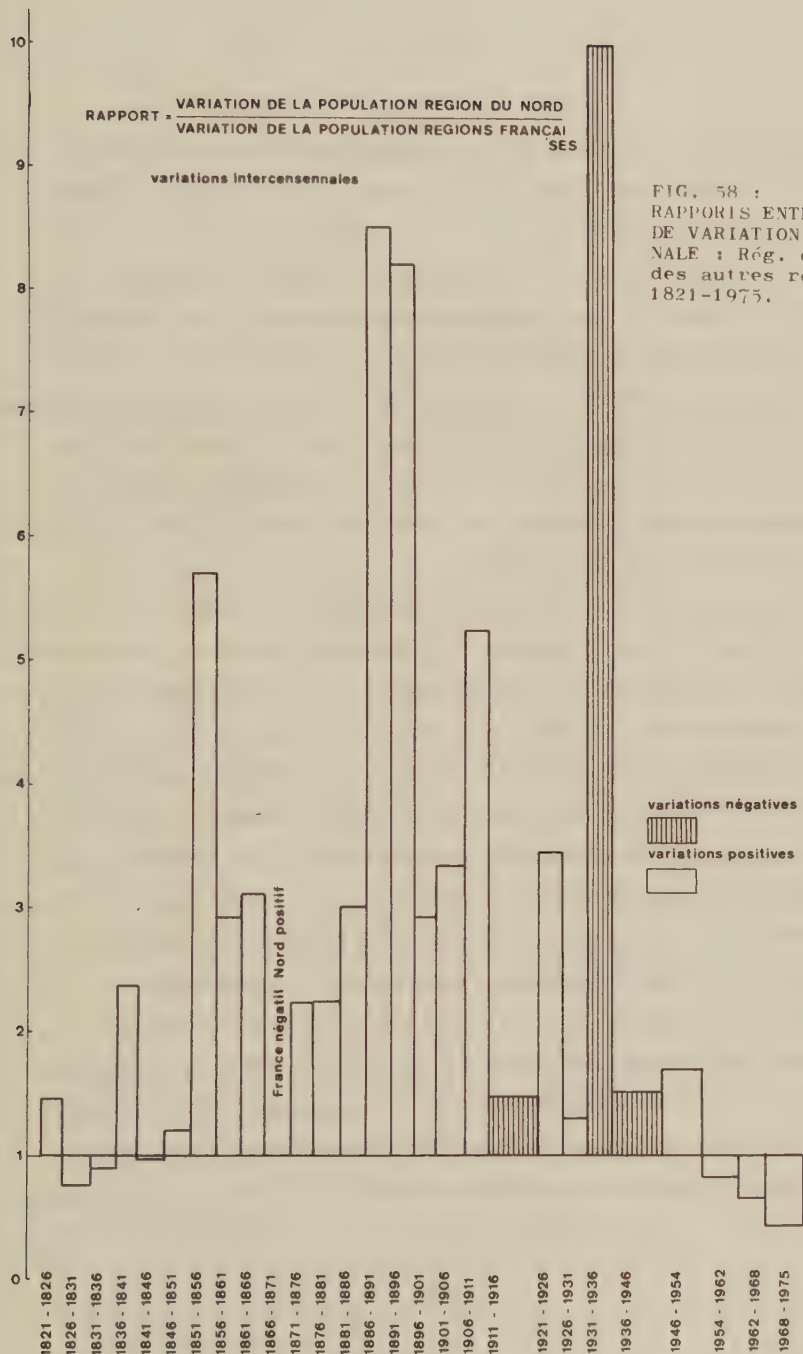


FIG. 58 :
 RAPPORTS ENTRE LES TAUX
 DE VARIATION INTERCENSEN-
 NALE : Rég. du Nord-ens.
 des autres rég. franç.
 1821-1975.

national au lendemain de la dernière guerre, le taux régional lui était devenu inférieur de 32 % entre 1962 et 1968 et de 58 % entre 1968 et 1975.

Pour l'ensemble de la période 1954-1975, la population de la région du Nord n'augmenta donc que de 15,9 %, tandis que l'ensemble de la population française s'accroissait de 23,0 %. Si la région avait eu un taux de croissance démographique semblable au taux moyen français, sa population se serait accrue de 776 542 habitants au lieu de 537 501 enregistrés, ce qui fait apparaître une différence de 239 041 habitants (plus que la population de la ville de Lille).

Faible il y a 20 ans, l'écart entre les rythmes d'évolution de la population française et de la population de la région du Nord s'est progressivement creusé. Entre 1954 et 1962 on enregistra un taux de croissance annuel moyen de 0,94 % dans la région du Nord et de 1 % pour la France entière. L'écart était très faible, mais entre 1962 et 1968 il s'accrut fortement puisque le rythme de croissance s'accélérait en France (1,1 % par an en moyenne) en grande partie par suite du retour des rapatriés d'Algérie, qui ne furent que peu nombreux à s'établir dans le Nord, alors qu'il se ralentissait dans la région (0,7 % par an). Enfin entre 1968 et 1975 à la diminution du taux de croissance annuel moyen de la population de la France (0,8 %), provoqué à la fois par le ralentissement de l'immigration étrangère et par l'affaiblissement de la fécondité, correspondit un véritable effondrement du taux de croissance de la population de la région

du Nord, diminué de moitié par rapport à la période précédente (0,36 %).

La population régionale qui comptait 3 337 272 habitants en 1954 en comptait 3 913 773 en 1975. Le cap des 4 millions d'habitants dont le franchissement avait été prévu par l'INSEE, n'avait pas été atteint.

Les deux dernières décennies avaient amené un renversement complet de la tendance qui avait prévalu jusque là, à savoir une croissance de la population de la région du Nord toujours plus rapide sur de longues périodes que celle de la population de la France entière.

L'affaiblissement du taux de croissance de la population régionale n'a pas été ressenti avec la même intensité dans les deux départements de la région. Il a été nettement plus faible dans le département du Nord que dans celui du Pas-de-Calais.

Dans le département du Nord l'augmentation des effectifs de population fut encore très forte entre 1954 et 1962 (1,1 % par an), supérieure à l'augmentation relative des effectifs de la population française, tandis que celle des effectifs de la population du Pas-de-Calais (0,8 % par an) lui était déjà inférieure. Cependant au cours de la période 1962-1968, le taux de croissance s'affaiblissait dans le département du Nord (0,9 % par an) et diminuait de moitié dans le département du Pas-de-Calais (0,4 %). Enfin entre 1968 et 1975 le taux de croissance démographique du Pas-de-Calais diminuait encore de 90 % par rapport à son niveau de la période précédente, n'assurant plus qu'une augmentation insignifiante des effectifs de la population

Ecart entre les taux de variation intercensitaire des populations : 1946-1975

DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS
FRANCE ENTIERE

DEPARTEMENT DU NORD
FRANCE ENTIERE



FIG. 59 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENNALE ANNUELS MOYENS. Dép. du P.d.C./France ; dpt./France, 1946-1975.

Ecart entre les taux de variation intercensennale des populations : (1946-1975)

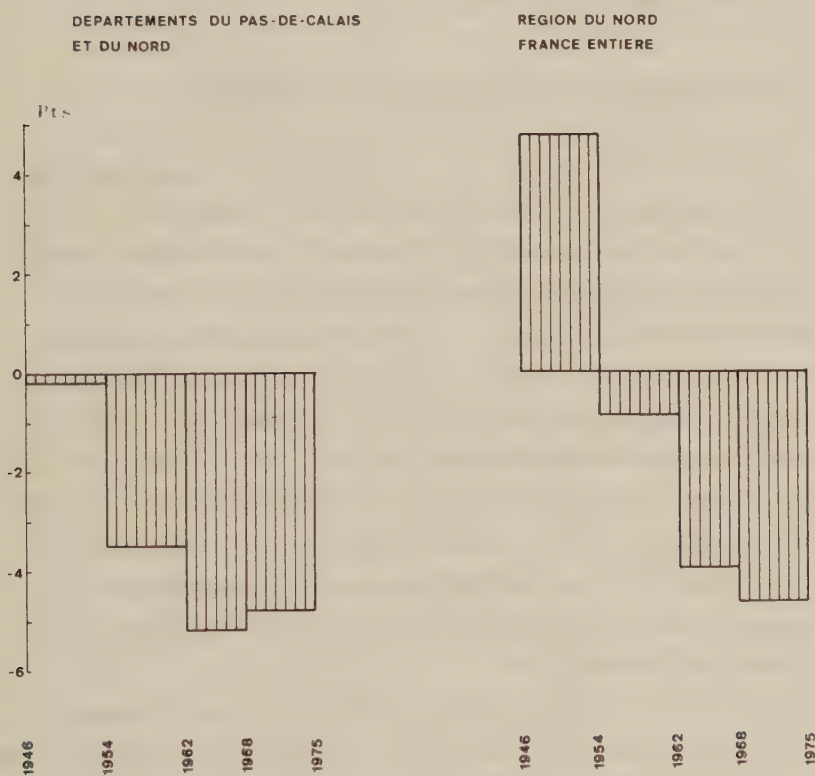


FIG. 60 : ECARTS ENTRE LES TAUX DE VARIATION INTERCENSENNALE ANNUELS MOYENS. Dpt. du P.d.C. dpt. du Nord ; rég. du Nord/France. 1946-1975.

départementale (16 fois moindre que celle de la France entière en valeur relative). Dans le département du Nord la chute du taux de croissance fut moins brutale, mais le taux de variation annuel moyen de la période 1968-1975 ne fut plus que de 0,5 %. Plus encore que le département du Nord, c'est celui du Pas-de-Calais qui a été responsable de la détérioration des taux de croissance démographique de la région.

b) Le maintien d'un excédent naturel important.

L'abaissement des taux de croissance ne fut guère provoqué par un abaissement du taux de croît naturel. Entre 1950 et 1959 on enregistrait un excédent de 35 000 à 37 000 naissances sur les décès. Après une légère diminution de l'excédent naturel entre 1960 et 1962, on retrouvait une situation semblable entre 1963 et 1966. Après cette date, l'excédent naturel décrut de manière sensible jusqu'en 1969 où on n'enregistra plus qu'un excédent de 28 743 naissances sur les décès. Mais entre 1970 et 1972 l'excédent naturel assura de nouveau un accroissement de plus de 32 000 personnes par an. Ainsi calculée à moyen terme, la diminution du croît naturel fut peu sensible, n'amenant qu'une différence de quelques 5 000 personnes par an entre le début des années 50 et le début des années 70.

La diminution du croît naturel dans la région ne commença véritablement qu'en 1974, mais elle fut très rapide : 28 600 personnes en 1974, 22 500 en 1975, 17 800 en 1976. La chute de la na-

talité fut trop tardive pour qu'on puisse lui imputer raisonnablement la responsabilité du renversement de la tendance de l'évolution démographique.

1) Une natalité demeurée plus forte que la natalité française.

En effet le nombre annuel des naissances demeura relativement stable entre 1954 et 1973, oscillant entre 73 et 77 000, et le taux de natalité ne descendit jamais en dessous de 19 ‰ avant 1974. La région du Nord fut toujours, comme au lendemain de la guerre, la région qui connaissait le taux brut de natalité le plus élevé.

L'évolution des taux de natalité de la région et de la France entière fut grossièrement parallèle. La région du Nord connut comme la France une évolution irrégulière dans le détail de la natalité depuis les années 50 (cf. chapitre précédent), avec des cycles de baisse entrecoupés de courts cycles de retour à une natalité plus forte, mais dont la tendance générale est une tendance à la baisse, fortement marquée au cours des dernières années. Pourtant la natalité de la région demeura une des plus fortes de France. Et si l'écart entre les taux de natalité de la France entière et de la région du Nord se réduisit quelque peu il demeura néanmoins important. Pendant la période 1951-1955 le taux de natalité de la région du Nord était 1,23 fois plus élevé que le taux de natalité de la France entière. Pendant la période 1956-1960 il n'était plus que 1,18 fois plus élevé et pendant les périodes 1961-1965 et 1966-1970, 1,15 fois plus élevé. Pendant la

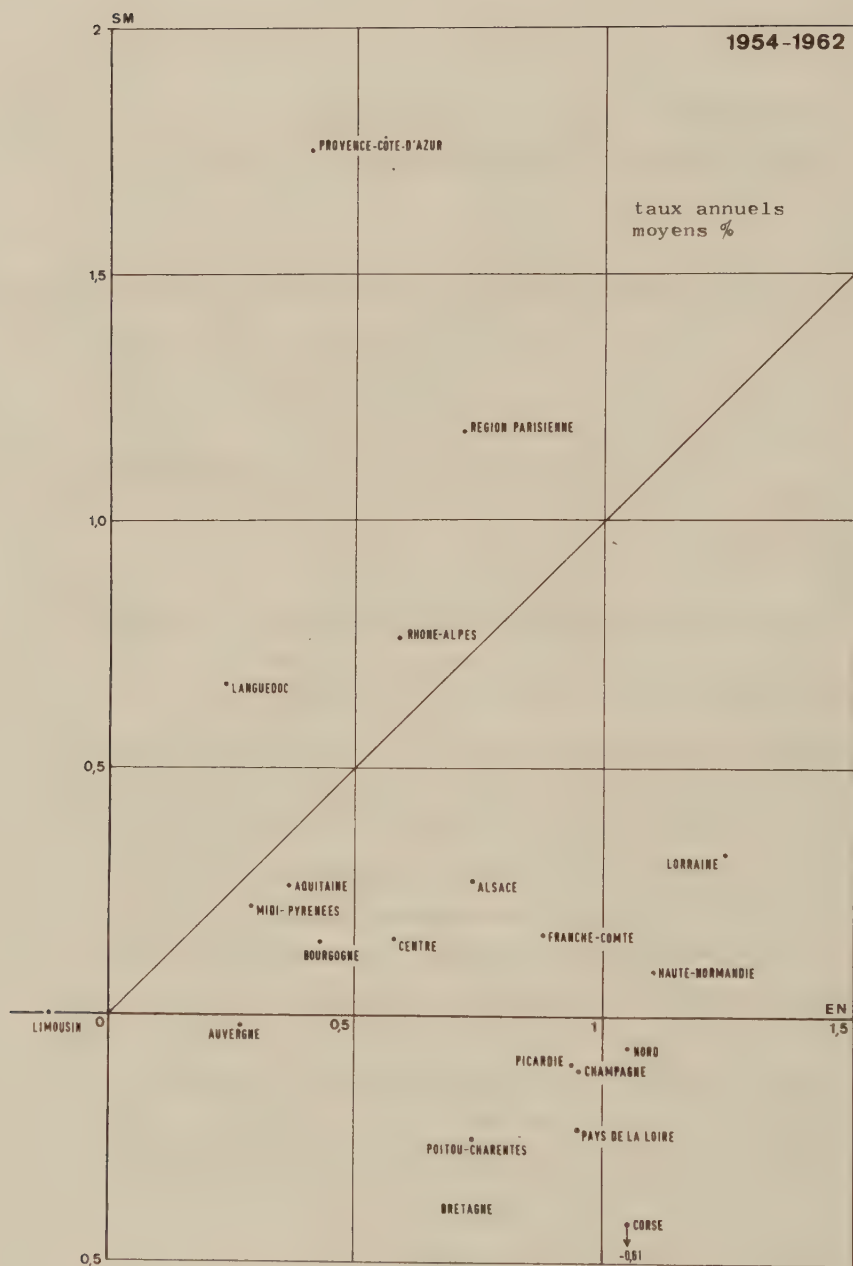


FIG. 61 : GRAPHE DES FACTEURS DE VARIATION (excédent naturel-
solde migratoire). Rég. françaises. 1954-1962.

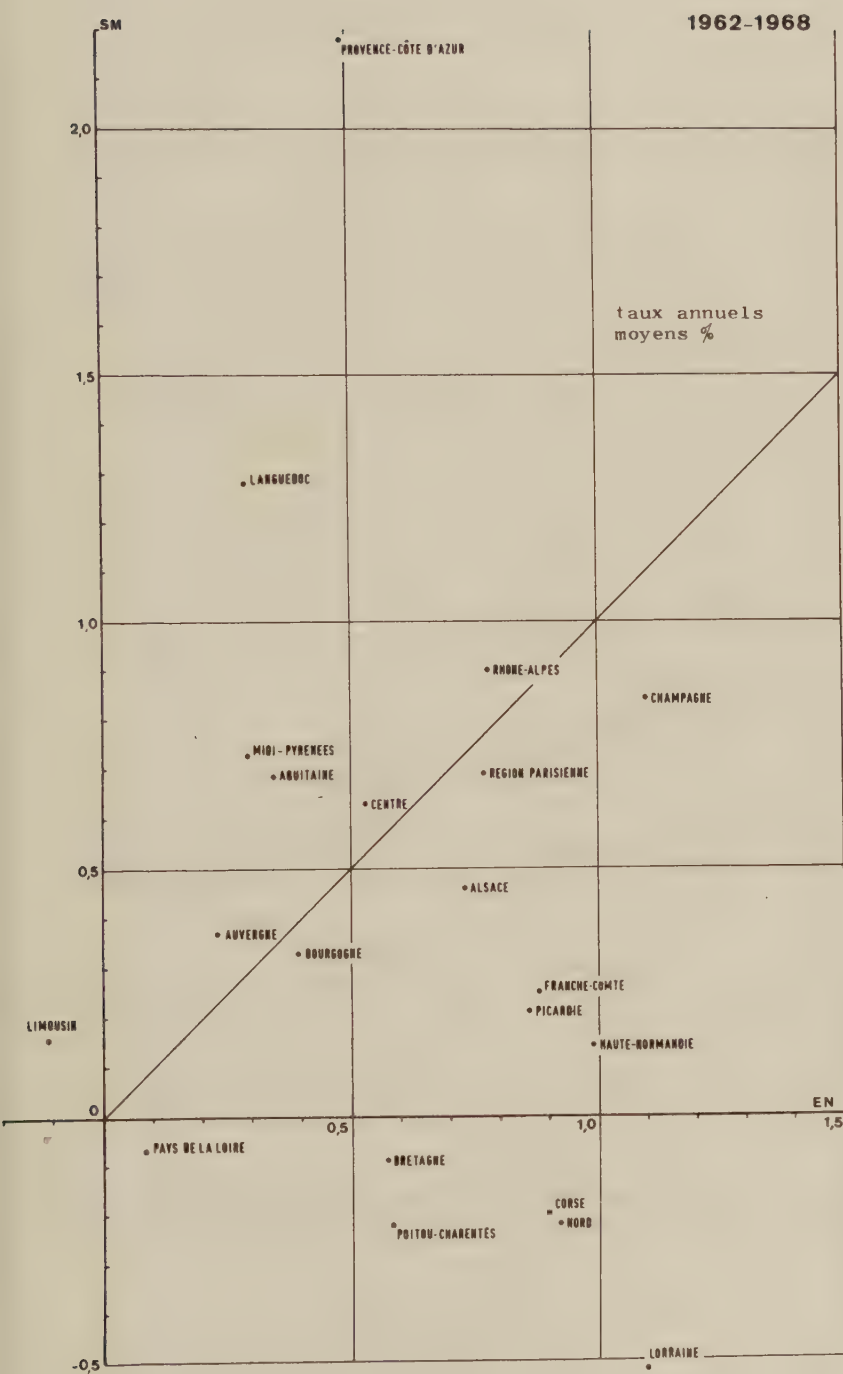


FIG. 62 : GRAPHE DES FACTEURS DE VARIATION (excédent naturel-solde migratoire), Rég. françaises, 1962-1968.

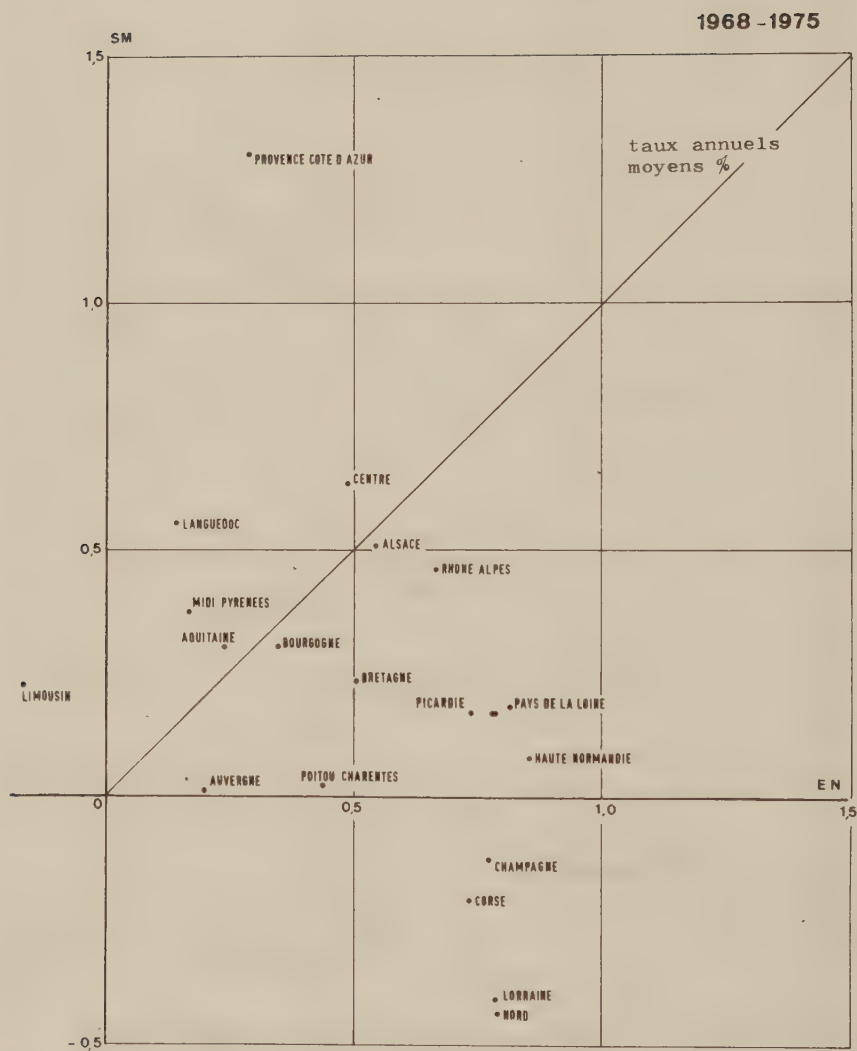


FIG. 63 : GRAPHE DES FACTEURS DE VARIATION (excédent naturel/ solde migratoire). Rég. françaises. 1968/1975.

Taux annuels moyens %

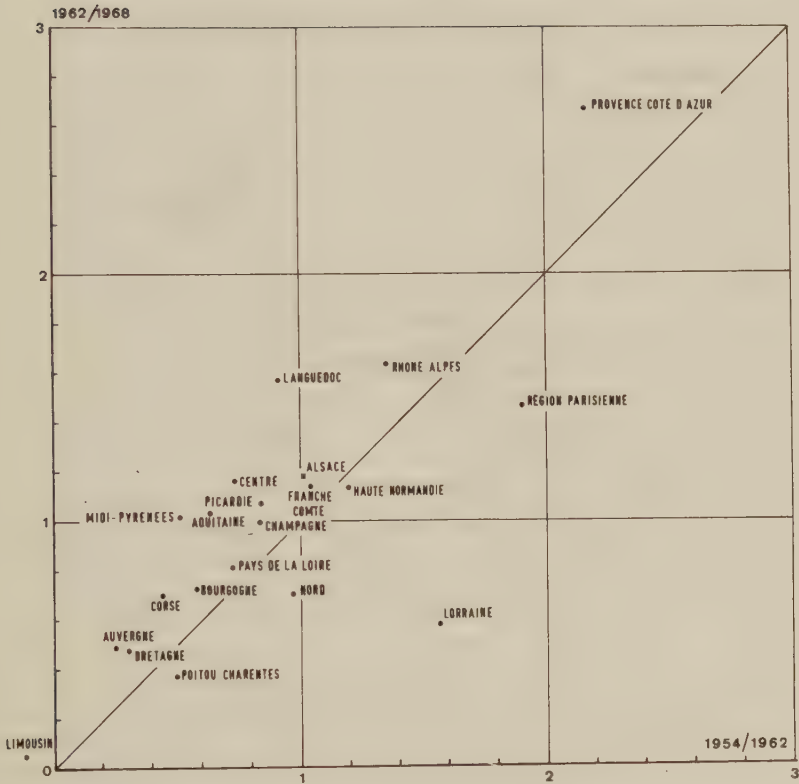


FIG. 64 : TENDANCES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE. Rég. françaises.
1954-1962 / 1962-1968.

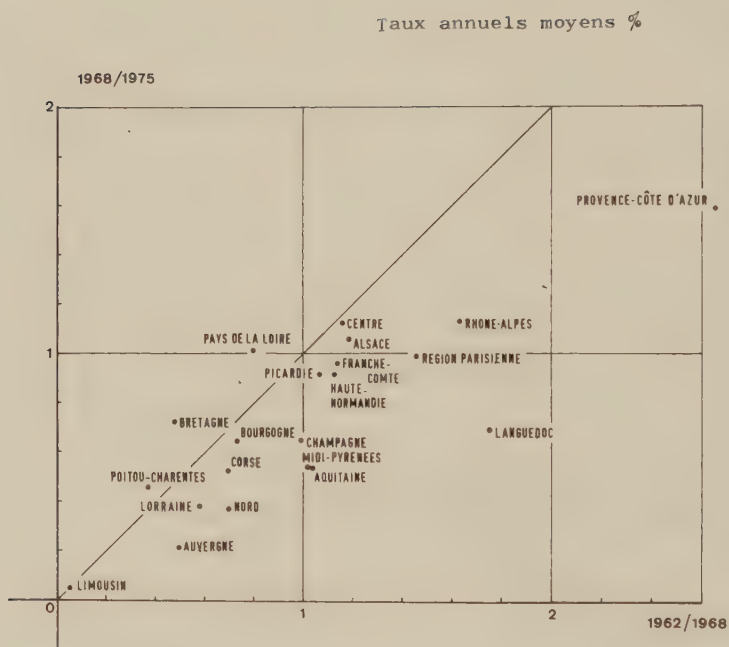


FIG. 65 : TENDANCES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE. Rég. françaises.
1962-1968/1968-1975.

période 1951-1955, le taux de natalité de la région du Nord était 1,23 fois plus élevé que le taux de natalité de la France entière. Pendant la période 1956-1960, il n'était plus que de 1,18 plus élevé et pendant les périodes 1961-1965 et 1966-1970, 1,15 fois plus élevé. Pendant la période 1971-1975 il redevint 1,18 fois plus élevé. En 1976, année où ont été enregistrés les taux de natalité les plus bas de l'après-guerre, le taux de natalité de la région du Nord était encore 1,18 fois plus élevé que celui de la France entière. Ainsi si en valeur absolue, l'abaissement général des taux de natalité a permis de rapprocher un peu le taux régional du taux moyen français, en valeur relative les écarts entre les taux sont demeurés constants.

Comme nous le verrons plus loin (cf. 3^e partie, ch. III) cette natalité élevée reposait essentiellement sur une fécondité plus forte. Jusqu'en 1968 la somme des naissances réduites [01] dans la région du Nord demeura supérieure à 3 et largement supérieure à la moyenne française. Entre 1954 et 1966 cette somme oscilla entre 3,07 et 3,35 (1964). La chute de la fécondité observée en France dès 1964 ne s'amorça dans la région qu'en 1966-1967. Depuis lors les évolutions régionale et nationale furent parallèles, mais l'écart relatif entre la somme des naissances réduites par femme à l'échelon du pays et de la région se maintint pratiquement, identique à celui qui caractérisait les taux de natalité.

La baisse de fécondité s'accéléra à partir de 1971, et dès 1974 la fécondité de la population française n'était plus suffi-

sante pour assurer (dans l'hypothèse d'une population stable) le remplacement des générations, en 1976 on ne comptait plus que 1,84 naissances par femme en âge de procréer en France. La fécondité de la région du Nord traditionnellement plus élevée demeurerait encore, en 1976, suffisante pour assurer le renouvellement des générations avec 2,13 naissances par femme.

Les difficultés du pays minier particulièrement ressenties dans le département du Pas-de-Calais avaient contribué à accélérer la chute de la fécondité régionale. Département "champion de la fécondité" en 1962, le Pas-de-Calais ne l'était plus au recensement de 1968. Dès 1965, sa natalité était devenue inférieure à celle du département du Nord et l'écart continue à s'accroître. Si les taux actuels de reproduction brute et de natalité du département du Nord sont décalés de 6 ans avec les taux moyens français, ceux du Pas-de-Calais ne le sont que de 2 ans. Ce département, si longtemps différent démographiquement de la France entière, tend de plus en plus à s'aligner sur la moyenne française alors que le département du Nord maintient davantage son originalité.

2) La permanence d'une forte mortalité.

A la natalité plus élevée qu'en France, a continué à correspondre une mortalité plus forte. En dépit de la plus grande jeunesse de sa population, la région du Nord connaît toujours un taux de mortalité plus élevé, et l'écart entre les taux tend à s'aggraver, puisque le taux brut de mortalité, qui était en 1954

1,01 fois plus élevé dans la région qu'en France, l'était de 1,03 fois en 1962, de 1,04 fois en 1968 et de 1,07 fois en 1975.

Le nombre de décès exprimé par une moyenne mobile sur 5 ans montre, qu'en valeur absolue, il n'a que très légèrement progressé au cours des dernières années, reproduisant la tendance générale de la situation française.

Mais si l'on fait abstraction de la structure par âge, l'on s'aperçoit qu'il n'y a guère eu d'amélioration de la mortalité dans la région du Nord. Les taux comparatifs de mortalité, calculés pour les départements et les régions en 1954, 1962 et 1968 en utilisant comme population type la population française [02] , sont à cet égard très significatifs. Depuis 1962, seule la Bretagne possède un taux comparatif de mortalité supérieur à celui de la région du Nord. Si en 1954 la région du Nord avait eu une structure par âge identique à celle de la France et non plus jeune, elle aurait connu un taux de mortalité de 13,8 ‰ au lieu de 12,6 ‰, soit 1,11 fois plus élevé que le taux moyen de mortalité de la population française. En 1962 le taux comparatif de mortalité de la région du Nord (13,2 ‰) était 1,17 fois plus élevé que le taux de mortalité de la France, en 1968, 1,18 fois (13,2 ‰ également).

Depuis 1954 les faibles progrès enregistrés en matière de mortalité dans la région ont donc été moins importants que ceux enregistrés en moyenne en France. Mais, dans la région, cette amélioration provient presque exclusivement de la diminution de la mortalité infantile dont le taux rectifié [03] décline régulièrement d'année en année, passant de 60 ‰ en 1954 à

35,1 ‰ en 1962, à 22,5 ‰ en 1968 et à 17,7 ‰ en 1976. La régression de la mortalité infantile a été plus rapide dans la région que dans le reste de la France, mais elle y demeure toujours plus élevée. Le taux rectifié de mortalité infantile de la région était en 1954 1,47 fois plus élevé que le taux moyen français, en 1962 il l'était encore 1,37 fois, en 1968 1,26 fois. L'écart, toujours considérable, se comblait. Mais il semble se creuser à nouveau, puisqu'en 1976 l'on constatait à nouveau que le taux de mortalité infantile avait moins diminué dans la région que dans le reste de la France et était redevenu 1,34 fois supérieur au taux moyen français. Un retard de 5 à 6 ans persiste toujours entre la situation de la mortalité infantile de la région et celle de la France.

L'abaissement des taux de mortalité infantile ne s'est accompagné que d'un abaissement des taux de mortalité aux jeunes âges et surtout aux très jeunes âges. La mortalité s'est aggravée au delà de 35 ans entre 1962 et 1968, à l'inverse de ce qui a été constaté pour la France entière. Et en 1968, pratiquement à tous les âges, sauf entre 5 et 19 ans, la mortalité était plus élevée dans la région du Nord que dans le reste de la France.

En 1954 la durée moyenne de vie d'un habitant de la région du Nord était de 65,6 ans, en 1968 elle était de 68,8 ans. Il y avait donc eu progrès très net, mais l'écart avec le reste de la France était demeuré constant, puisqu'en 1954 comme en 1968 la durée moyenne de vie dans la région ne représentait que 96,5 ‰ de la durée moyenne de vie de l'ensemble de la France. Cependant,

signe que la mortalité infantile demeurait plus élevée que la mortalité générale, l'espérance de vie à 1 an d'un habitant de la région du Nord en 1968 était plus proche de la moyenne française (97,1 % de l'espérance de vie à 1 an pour la France entière).

En 1968 (moyenne 67-68-69) le pays minier contribuait pour beaucoup à cette forte mortalité puisque les agglomérations minières du Nord et du Pas-de-Calais figurent parmi les agglomérations françaises dont les durées moyennes de vie des habitants étaient les plus courtes. Les agglomérations du littoral et de la vallée de la Sambre n'étaient guère mieux loties. L'agglomération lilloise connaissait une situation nettement plus favorable sauf à Roubaix et Tourcoing. Enfin la mortalité demeurait plus faible dans les communes rurales, encore que celles de la région du Nord connussent également une situation plus défavorisée que l'ensemble des communes rurales françaises.

Les causes de cette surmortalité de la population de la région du Nord au cours de la dernière décennie et la façon dont celle-ci se manifeste seront étudiées au cours de la troisième partie de cet ouvrage. Une hygiène et une nutrition plus défectueuses que dans le reste de la France, survivance de vieilles habitudes tenaces dans une population dont le niveau culturel et le niveau d'instruction sont demeurés plus faibles que pour la moyenne française, les conditions de vie et les logements trop souvent dépourvus de sanitaires, d'eau courante et de tout-à-l'égout, l'insuffisance des équipements sociaux et médicaux et de la surveillance médicale, enfin un niveau de vie assez bas dans l'ensemble de la population, ont toujours expliqué le retard de

la région du Nord en matière de mortalité. Les efforts récemment réalisés, en particulier dans le domaine de l'équipement médical, n'ont jamais suffi à combler le handicap ancien.

3) La mesure de l'excédent naturel.

Jusqu'en 1974 où le taux de natalité fléchit fortement, l'excédent naturel demeura élevé dans la région du Nord. La constance du taux brut de mortalité et les faibles oscillations du taux brut de natalité assurèrent une certaine régularité du taux d'excédent naturel. Sa diminution fut lente, parallèle à celle du taux de natalité.

En 1954 on enregistrait encore un excédent naturel de 10,4 ‰ et jusqu'en 1960 ce taux demeura supérieur à 10 ‰. De 1962 à 1966 il fut toujours compris entre 9 et 10 ‰. Après une diminution sensible en 1967 et 1968, provoquée par une augmentation de la mortalité plus que par la baisse de la natalité, il se maintint entre 8,3 et 8,6 ‰ jusqu'en 1972. A partir de cette date, le taux diminua assez rapidement de 7,9 ‰ encore en 1973 à 4,5 ‰ en 1976.

Pendant toute la période 1954-1975 non seulement l'excédent naturel demeura proportionnellement plus élevé dans la région du Nord que dans l'ensemble du pays, mais la part de la région dans l'excédent naturel français, après avoir diminué, s'est renforcée au cours des dernières années. En moyenne entre 1954 et 1962, l'accroissement naturel de la région du Nord représenta 12,0 % de l'accroissement naturel français, entre 1962 et 1968, 10,8 %, entre 1968 et 1975, 10,7 %, mais en 1975 l'excédent naturel de la

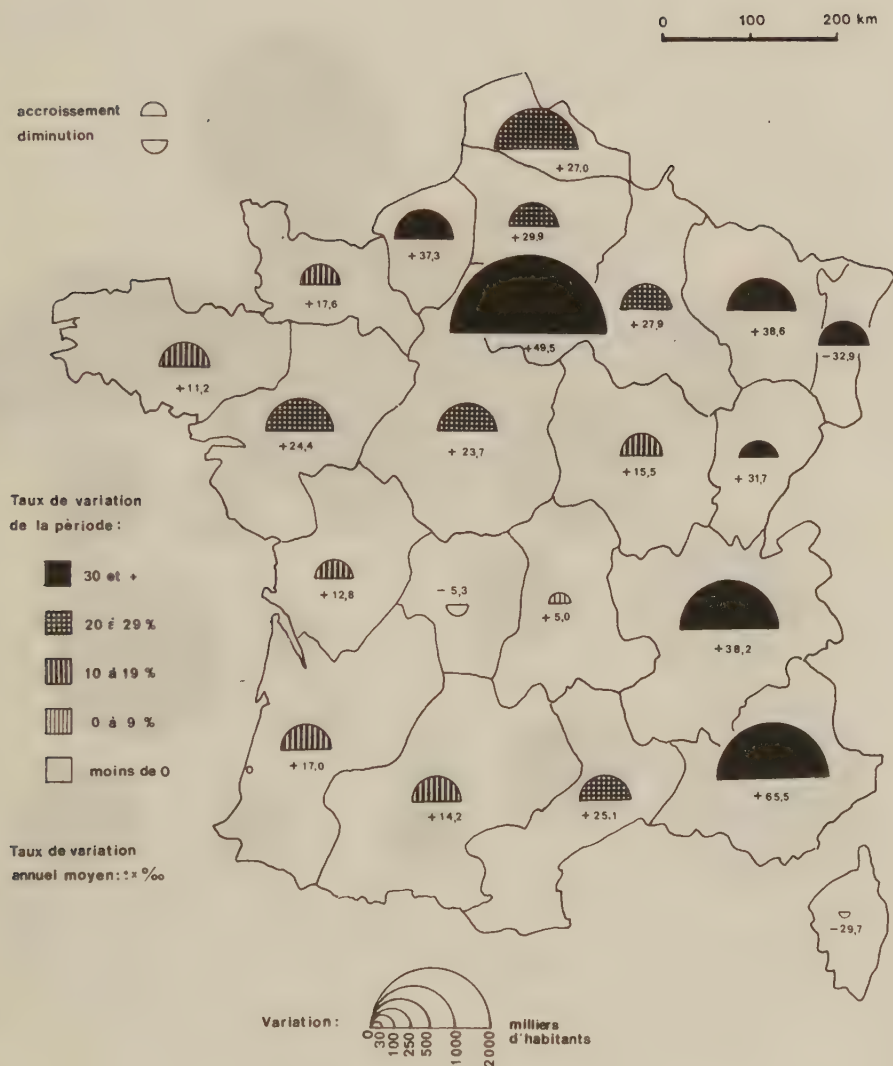


FIG. 66 : VARIATION DES POPULATIONS REGIONALES. 1946/1975.

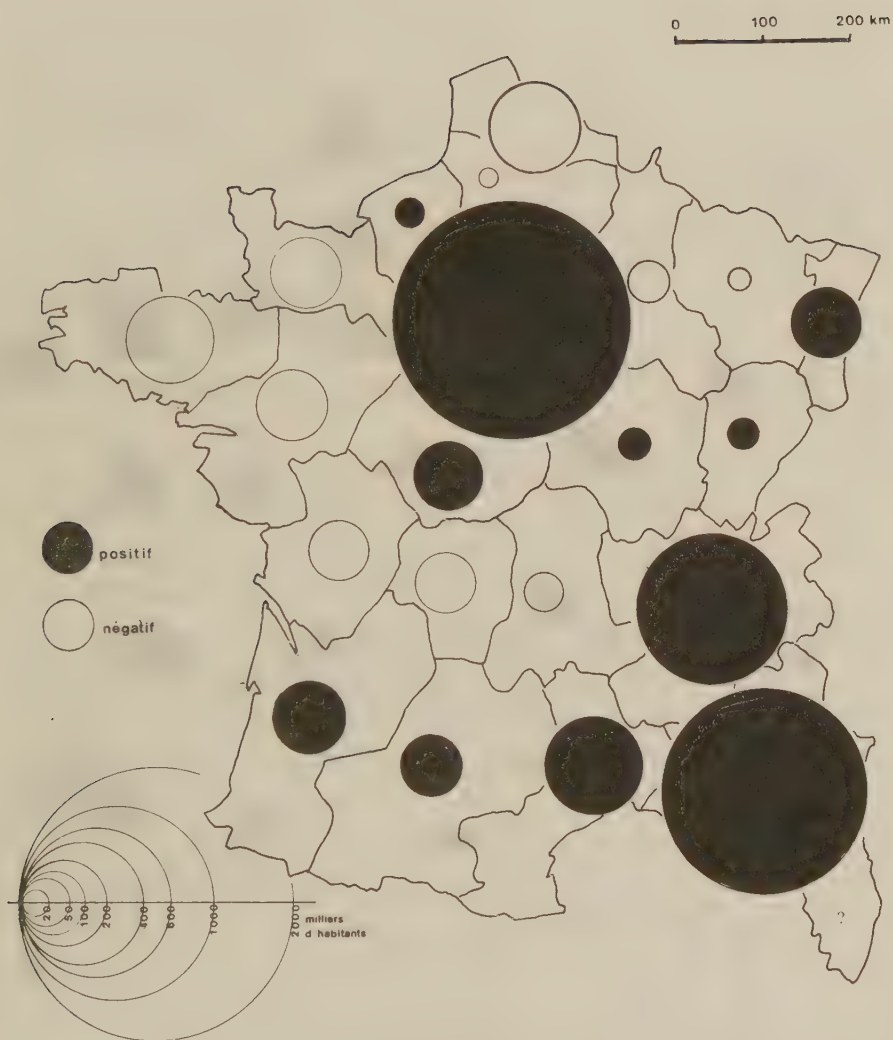


FIG. 68 : SOLDE MIGRATOIRE. Régions françaises. 1946/1975.

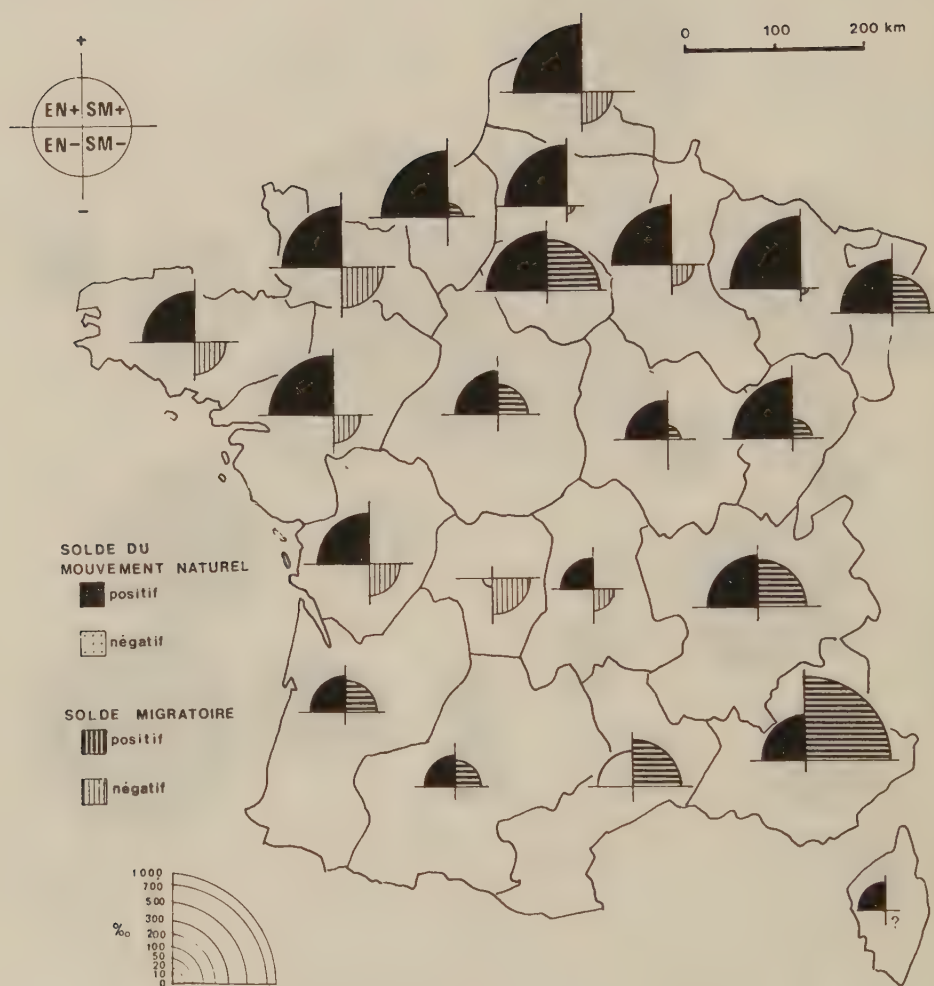


FIG. 69 : FACTEURS DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE : SOLDE DU MOUVEMENT NATUREL ET DES MIGRATIONS - Valeur relative - Régions françaises, 1946/1975.

région du Nord représentait de nouveau 12,2 % de l'excédent naturel français et en 1976 11 % (alors que la population de la région du Nord ne représente elle que 7,5 % de la population française).

Entre 1954 et 1962 la population de la région s'est accrue de 281 400 habitants par croît naturel, entre 1962 et 1968 de 204 100 habitants, entre 1968 et 1975 de 215 600 habitants, soit de 701 100 habitants sur l'ensemble de la période (+ 20,8 % contre + 14,8 % pour la France entière).

c) La détérioration du solde migratoire.

A un tel excédent naturel n'a correspondu qu'une croissance somme toute assez médiocre et de plus en plus réduite : + 262 100 habitants encore entre 1954 et 1962, + 157 700 entre 1962 et 1968 et seulement 96 200 entre 1968 et 1975.

Une part de plus en plus grande de l'excédent naturel a été chaque année amputée par un solde migratoire déficitaire. Déjà entre 1946 et 1954 la région avait perdu 15 300 habitants par solde migratoire négatif et cette perte a crû régulièrement ensuite. Entre 1954 et 1962 la région a perdu 19 300 habitants par excédent de l'émigration sur l'immigration, entre 1962 et 1968, 48 400 habitants, et entre 1968 et 1975, 119 400. De - 0,6 ‰ par an entre 1946 et 1954 le solde migratoire est passé à 0,7 ‰ par an entre 1954 et 1962, à 2,1 ‰ par an entre 1962 et 1968 et enfin à 4,6 ‰ par an entre 1968 et 1975.

La détérioration du solde migratoire s'est précipitée à par-

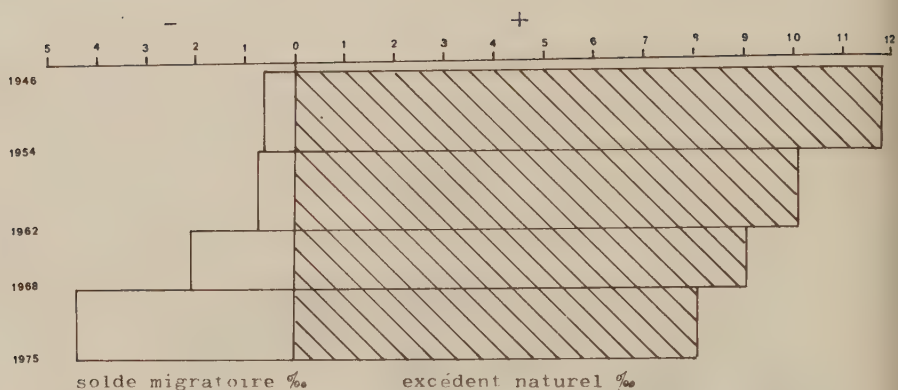


Fig. 70 : COMPOSANTES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE, Région du Nord 1946-1975.

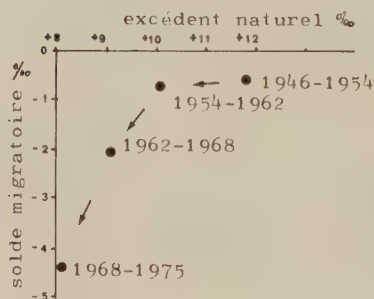


Fig. 71 : TENDANCES DE L'EVOLUTION DES FACTEURS DE VARIATION DES EFFECTIFS DE LA POPULATION DE LA REGION DU NORD, 1968/1975.

Périodes	Solde du mouvement naturel			Solde migratoire			Variation du nombre d'hab.		
	1000 h.	%	% annuel moyen	1000 h.	%	% annuel moyen	1000 h.	%	% annuel moyen
1901-1906	+122,4	+4,33	+0,85	- 36,6	-1,26	-0,25	+ 85,8	+3,07	+0,60
1906-1911	+105,8	+3,63	+0,72	+ 15,9	+0,54	+0,10	+121,7	+4,18	+0,82
1911-1921	- 31,3 (a)	-10,3	-0,10	-220,8 (b)	-7,94	-0,75	-252,1	-8,97	-0,86
1921-1926	+135,6	+4,88	+0,96	+277,6	+8,9	+1,53	+413,2	+13,78	+2,49
1926-1931	+116,3	+3,70	+0,73	- 22,9	-0,7	-0,14	+ 93,4	+3,0	+0,59
1931-1936	+ 91,1	+2,81	+0,56	-124,1	-3,9	-0,78	- 33,0	-1,09	-0,20
1936-1946	+ 32,9	+1,03	+0,10	-147,0	-4,76	-0,47	-114,1	-3,73	-0,37
1946-1954	+303,1	+9,83	+1,18	- 15,3	-0,45	-0,06	+287,8	+9,38	+1,12
1954-1962	+281,4	+8,33	+1,01	- 19,3	-0,53	-0,07	+262,1	+7,80	+0,94
1962-1968	+204,1	+5,57	+0,91	- 48,4	-1,27	-0,21	+155,7	+4,25	+0,70
1968-1975	+215,6	+5,65	+0,81	-119,4	-3,1	-0,44	+ 96,2	+2,52	+0,36

(a) : 1911-1921 - y compris les décès pour faits de guerre enregistrés à l'état civil

(b) : " " - solde migratoire très aléatoire

Sources : R.G.P et statistiques du mouvement naturel.

TAB. 40 : SOLDE MIGRATOIRE ET EXCEDENT NATUREL 1901/1975. REGION DU NORD.

	1801	1831	1861	1872	1881	1891	1901	1906	1911	1921	1926	1931	1936	1946	1954	1962	1968	1975	
11 Région Parisienne	4.8	5.2	6.1	7.5	8.3	9.5	10.3	11.6	12.4	12.9	14.5	15.1	16.0	16.2	16.3	17.1	18.2	18.6	18.8
21 Champagne	3.6	3.7	3.4	3.2	3.2	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	2.7	2.8	2.7	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5
22 Picardie	4.4	4.4	4.2	4.1	4.0	3.9	3.7	3.6	3.7	3.5	3.2	3.4	3.3	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
23 Haute-Normandie	3.6	3.4	3.2	3.1	3.1	3.0	3.0	2.9	3.0	2.9	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0
24 Centre	5.1	4.9	4.9	4.8	4.9	4.8	4.8	4.6	4.7	4.5	4.4	4.3	4.1	4.1	4.3	4.1	4.0	4.0	4.1
31 Nord	4.5	5.0	5.1	5.4	5.9	6.2	6.5	6.9	7.2	7.3	7.1	7.7	7.7	7.6	7.6	7.9	7.9	7.6	7.5
41 Lorraine	4.5	4.6	4.6	4.2	4.1	4.1	4.1	4.3	4.5	4.7	4.3	4.4	4.5	4.5	4.5	4.6	4.7	4.6	4.4
42 Alsace	2.7	2.9	2.9	2.9	2.8	2.7	2.7	2.8	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.8	2.9
43 Franche-Comté	2.8	2.8	2.6	2.4	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
51 Basse-Normandie	4.9	4.6	4.2	4.0	3.7	3.4	3.2	3.0	3.0	2.8	2.8	2.7	2.6	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.5
52 Pays de Loire	6.0	6.3	6.3	6.2	6.2	6.0	5.9	5.8	5.8	5.6	6.6	6.3	5.2	5.2	5.5	5.4	5.3	5.2	5.3
53 Bretagne	6.5	6.3	6.3	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3	6.5	6.3	6.2	5.9	5.7	5.7	5.8	5.5	5.2	5.0	4.9
74 Limousin	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.5	2.4	2.4	2.3	2.2	2.1	1.9	1.9	1.9	1.7	1.8	1.5	1.4
83 Auvergne	4.3	4.3	4.1	3.9	4.0	3.9	3.9	3.7	3.7	3.5	3.4	3.3	3.2	3.1	3.1	2.9	2.7	2.6	2.5
54 Poitou-Charentes	4.2	4.2	4.1	4.0	3.9	3.9	3.8	3.6	3.7	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2	3.3	3.3	3.1	3.0	2.9
72 Aquitaine	6.3	6.3	6.1	5.9	6.0	5.8	5.7	5.6	5.6	5.2	5.0	4.8	4.6	4.6	4.9	4.6	4.4	4.4	4.8
73 Midi-Pyrénées	7.2	7.4	7.1	6.7	6.6	6.4	6.0	5.5	5.5	5.2	5.0	4.8	4.6	4.6	4.9	4.6	4.4	4.4	4.3
26 Bourgogne	4.8	4.6	4.6	4.4	4.4	4.4	4.2	4.0	4.0	3.8	3.6	3.5	3.4	3.3	3.3	3.2	3.1	3.0	3.0
82 Rhône-Alpes	6.5	7.1	7.5	8.9	9.0	8.9	8.9	8.8	8.9	8.6	8.8	8.8	8.7	8.6	8.5	8.5	8.6	8.9	9.1
91 Languedoc	3.7	3.8	3.9	3.8	3.9	3.9	3.9	3.8	3.9	3.6	3.8	3.8	3.7	3.6	3.5	3.4	3.3	3.4	3.3
92 Provence Côte d'Azur	3.5	3.6	3.7	4.1	4.1	4.1	4.1	4.5	4.7	4.7	4.9	5.2	5.7	6.1	5.5	5.6	6.1	7.2	7.0
(Provence-Côte d'Azur, Corse exclue)																			
Source : R.G.P. (annuaire retrospectif INSEE 1966) + RGP 1968 et 1975.																			

TAB. 41 : PART DE LA POPULATION DE CHAQUE REGION DANS LA POPULATION FRANCAISE AUX DIFFERENTS RECENSEMENTS.

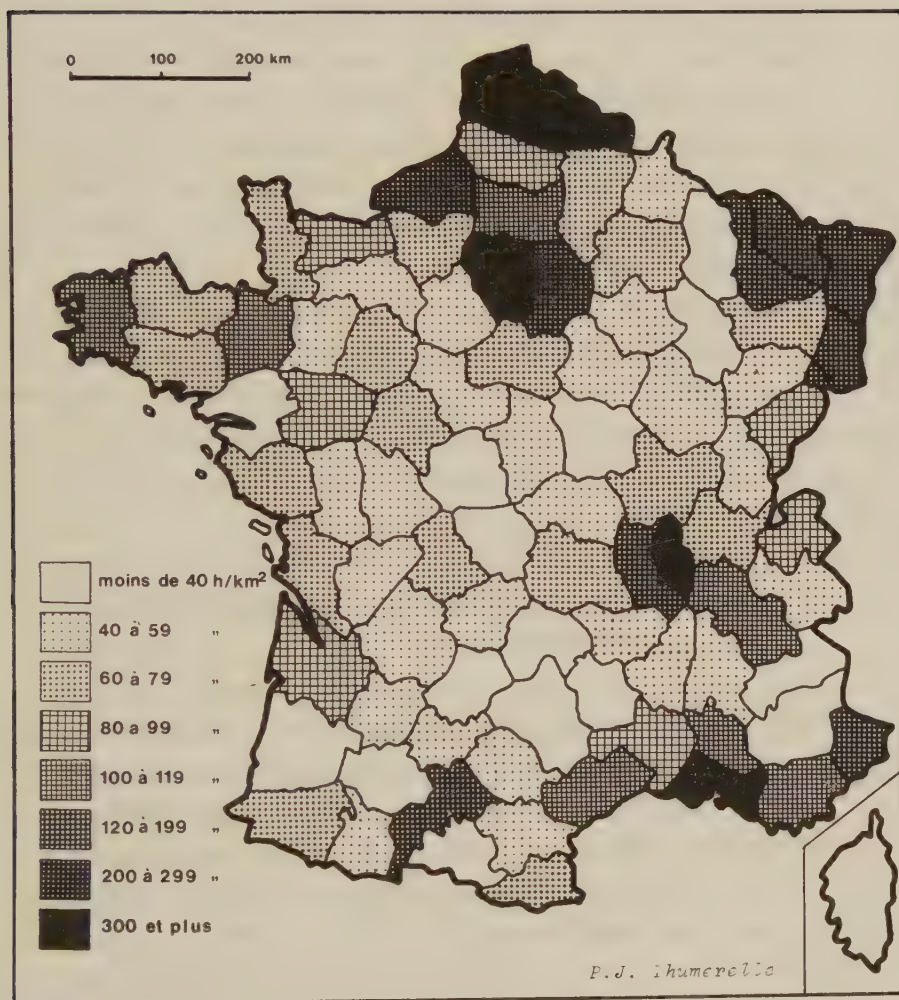


FIG: 72 CARTE DES DENSITÉS PAR DÉPARTEMENT, FRANCE, 1975,

tir de 1965 et la région perdit 35 800 habitants pour la seule année 1968. Les années suivantes connurent un déficit moindre : - 6 000 en 1969 et - 5 000 en 1971, mais en 1970, 1972, 1973 le déficit s'élevait de nouveau pour atteindre 14 000 à 19 000 par an, et depuis il s'est aggravé : - 26 000 en 1974, - 18 000 en 1975, - 21 000 en 1976 - soit en moyenne de 1968 à 1976 une perte d'environ 20 000 habitants par an (- 0,5 %).

En 1976 où l'excédent naturel a été ramené à 17 800 habitants à cause de la baisse de la natalité, la région a donc connu une diminution de population de quelques 3 000 personnes. L'excédent naturel qui avait suffi à éponger le déficit migratoire jusqu'en 1975 n'est plus assez élevé depuis 1976 pour compenser ce déficit qui ne cesse de croître.

II - Aux origines de la stabilisation des effectifs de population : les difficultés de l'emploi.

Les difficultés croissantes qu'éprouvent les jeunes à trouver un emploi expliquent en grande partie le déficit migratoire.

Réapparu en 1962, le chômage n'a cessé depuis d'être une menace pour la population active de la région du Nord. La lenteur de la conversion des activités traditionnelles et l'afflux des jeunes (plus important dans une région à forte natalité comme le Nord que dans le reste de la France) avaient déjà fortement détérioré la situation de l'emploi avant que la crise économique récente n'aggrave brutalement le chômage à partir du second semes-

tre de 1974 et n'en fasse le problème le plus crucial de la région.

La difficulté de toute étude de la question de l'emploi et du chômage réside dans la définition des termes. Qu'est-ce-qu'un actif ? Qu'est-ce-qu'un chômeur ? Au préalable de toute étude de l'emploi il faut répondre à ces questions. En France, l'INSEE considère comme active toute personne qui, lors des recensements ou des enquêtes annuelles sur l'emploi et l'activité, déclare occuper un emploi ou être sans emploi et en rechercher un. C'est ainsi que l'on opère généralement une distinction entre la population active ayant un emploi et la population active disponible à la recherche d'un emploi. Cette dernière catégorie de population est celle des chômeurs au sens large du terme. Elle comprend des catégories très variées de personnes : [04]

- actifs vrais privés de leur emploi et assistés par l'Etat ou les Assédic [05] .
- actifs marginaux (par exemple : retraités cherchant un emploi complémentaire, femmes cherchant un travail occasionnel ou à temps partiel, etc...)
- jeunes à la recherche d'un premier emploi
- femmes cherchant à s'insérer ou à se réinsérer dans la vie professionnelle après avoir élevé leurs enfants.

Cette définition large de la population disponible à la recherche d'un emploi est celle qui cerne le plus la réalité. Mais on ne peut estimer cette population qu'au moment des recensements généraux de population rectifiés par des enquêtes complémentaires sur l'emploi.

Aussi, pour suivre de plus près l'évolution du volume des emplois, nous a-t-il fallu utiliser d'autres statistiques : les évaluations faites par l'INSEE des emplois occupés d'après les déclarations des entreprises, et, pour suivre l'évolution du chômage, les statistiques des Assécic et les statistiques mensuelles des demandes et des offres d'emplois établies par l'Echelon régional du Ministère du Travail et l'Agence nationale pour l'Emploi. Cette dernière statistique ne tient compte que des demandeurs d'emploi inscrits auprès des agences locales et elle sous-estime la réalité du chômage. Si l'on en juge par les écarts entre la population disponible à la recherche d'un emploi établie par l'INSEE et la population des demandeurs d'emploi non satisfaits au moment du recensement de 1968, cette dernière statistique sous-estime d'environ un tiers le nombre des chômeurs. Elle est néanmoins très commode pour suivre les variations conjoncturelles du chômage.

a) Un chômage déjà important avant la crise actuelle.

1) L'accroissement régulier du chômage.

Depuis une dizaine d'années, on assiste à un accroissement du chômage dans la région. Peu élevé au début des années 60 (10 à 12 000 demandes d'emploi non satisfaites par an), celui-ci s'est aggravé régulièrement mais modérément jusqu'en 1966, en suivant les variations conjoncturelles ressenties à travers tout le pays, et liées au retour des rapatriés, puis au premier plan de stabilisation de 1963 dont les effets se sont surtout fait sentir

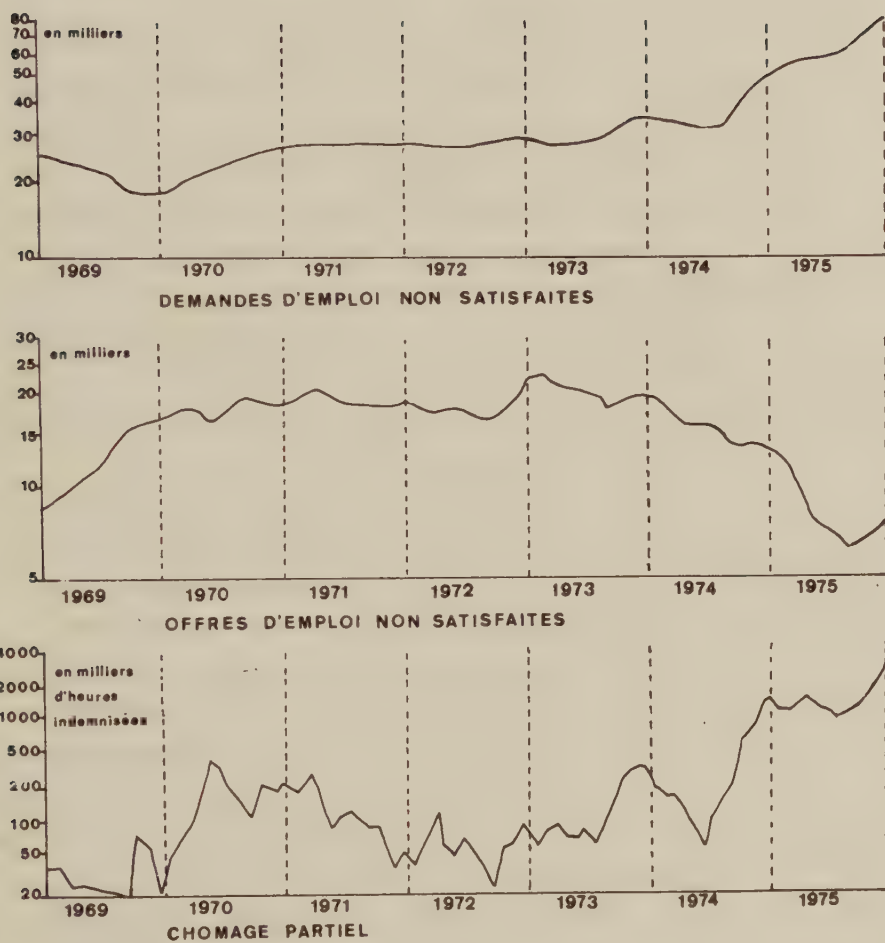


FIG. 73 : LE MARCHE DU TRAVAIL DE LA REGION NORD
1969/1975.

en 1967 et jusqu'en 1968.

Le nombre des chômeurs a doublé par rapport aux années précédentes au cours de l'année 1967 et l'on compta alors dans la région du Nord plus de 25 000 demandeurs d'emploi non satisfaits, chiffre qui devait être largement dépassé durant toute l'année 1968. Certes, l'aggravation du chômage a été générale en France durant toute cette période, mais le Nord a été particulièrement touché en raison des difficultés liées à sa mutation économique. La reprise générale de l'activité en 1969 a quelque temps amélioré cette situation, mais l'amélioration fut de courte durée et le nombre des demandeurs d'emploi resta de toute manière supérieur à ce qu'il était jusqu'au début de 1967.

Dès le début de 1970, le chômage redevenait une menace, et depuis il n'a cessé de croître régulièrement chaque année. Fin 1969, on comptait de nouveau plus de 20 000 demandeurs d'emploi, fin 1970 on en comptait 28 500, fin 1971, 29 000, fin 1972, 30 500 et après un nouveau bond au cours du second trimestre de 1973, le nombre des demandeurs d'emploi devenait supérieur à 36 000 au 31 décembre 1973. Ainsi, d'année en année, après une brève et timide amélioration en 1969, le nombre des demandeurs d'emplois n'a cessé d'augmenter depuis 1965. En moins de 10 ans, il a été multiplié par 4. Il ne faut donc pas rendre la crise économique récente responsable des difficultés de l'emploi dans la région du Nord ; elles lui étaient bien antérieures.

2) Les nouveaux demandeurs d'emploi : les femmes, les jeunes.

Pendant cette période où le chômage s'est aggravé, la composition des demandeurs d'emploi a évolué. Le nombre des chômeurs masculins de plus de 25 ans n'a augmenté que lentement. Ce sont deux autres catégories de demandeurs d'emploi qui ont connu des difficultés grandissantes d'insertion sur le marché du travail : les femmes et les jeunes.

Certes, femmes et jeunes se sont inscrits plus facilement auprès des agences de l'emploi qu'ils ne le faisaient pendant les périodes précédentes, et l'aggravation du chômage de ces catégories est un peu moins importante qu'il n'apparaît à la lecture des chiffres. Mais celle-ci n'en traduit pas moins une détérioration des conditions d'emploi.

De 1969 à juin 1973, la part des femmes parmi les demandeurs d'emploi est passée de 27 à 51 %, et à la fin de 1973, le nombre des demandes d'emploi féminines (18 800) non satisfaites était supérieur à celui des demandes masculines (17 200). Il s'agit en premier lieu d'un accroissement des demandes d'emploi émanant de jeunes femmes et de jeunes filles, et qui tient à l'augmentation générale du taux d'activité féminine, mais aussi d'un accroissement des demandes d'emploi des femmes de plus de 25 ans. Cette situation traduit la modification de la mentalité féminine régionale : d'une part un nombre sans cesse accru de femmes renonce au rôle de femme au foyer qui leur était traditionnellement dévolu dans la région du Nord, d'autre part il semble que le phénomène qui consistait jusqu'ici à faire peser essentiellement

sur la main d'oeuvre féminine les suppressions d'emplois en cas de rétraction économique, parce que celle-ci acceptait assez facilement cette situation afin de préserver l'emploi masculin (en particulier dans le textile), joue moins désormais et que les femmes tiennent beaucoup plus que jadis à la préservation de leur emploi.

Enfin, cette aggravation du chômage féminin est liée à la réduction permanente du nombre des travailleurs du textile, et la faible tertiarisation de l'économie régionale ne permet pas encore, en dépit d'une croissance rapide des activités de service et des activités administratives, d'offrir, en nombre suffisant, les emplois de bureau de plus en plus sollicités par la jeune main d'oeuvre féminine. Souffrant à la fois de leur condition de femmes et de celle de débutantes, les jeunes filles ont encore plus de difficultés que les jeunes hommes à s'insérer dans la vie professionnelle. Depuis la fin de 1969, le nombre des demandeuses d'emploi non satisfaites de moins de 25 ans est supérieur à celui des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, et l'écart s'est constamment élargi, approchant de 5 000 dès la fin de 1973 et ayant dépassé ce chiffre depuis.

Avant 1970, le chômage des jeunes existait, mais il était très inférieur à celui des adultes, et de plus il était conjoncturel et surtout saisonnier. Les jeunes s'inscrivaient comme demandeurs d'emploi (mais moins spontanément qu'aujourd'hui) à la fin de leur scolarité, c'est à dire au cours des troisièmes trimestres de l'année civile, et la plupart d'entre-eux trouvaient

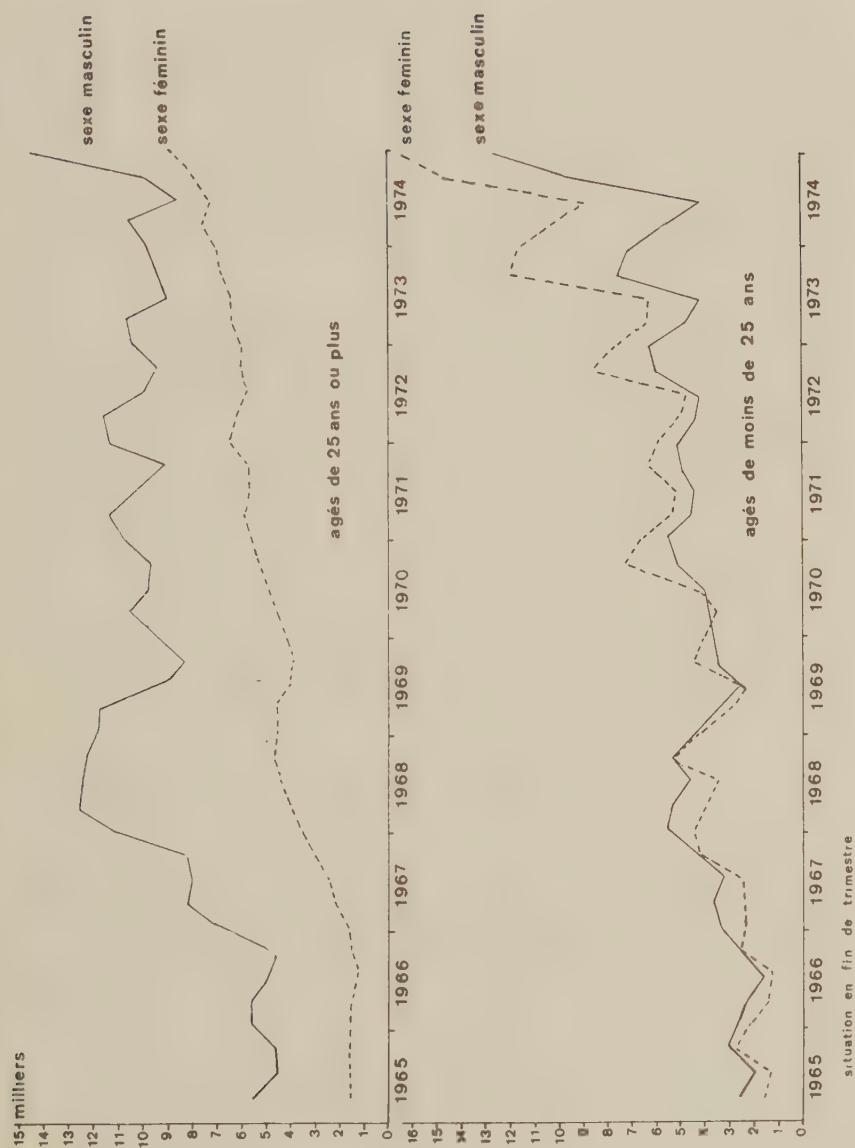


FIG. 74. LES DEMANDEURS D'EMPLOI NON SATISFAITS DE LA REGION NORD. Par sexe et par âge.

1965 1974

du travail au cours du quatrième trimestre, après la période des congés. Depuis les difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail se sont aggravées. A la fin de 1973, non seulement le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans des deux sexes avait dépassé celui des adultes de plus de 25 ans, mais la durée moyenne du chômage des jeunes augmentait. Alors que les attentes d'un premier emploi excédant trois mois étaient rares, elles tendent à devenir la règle générale.

Ces difficultés de l'entrée des jeunes dans la vie active ne sont pas spécifiques à la région du Nord, mais elles y sont particulièrement aiguës.

Enfin, pendant cette période qui a précédé la crise économique actuelle, les difficultés rencontrées pour retrouver un emploi se sont aggravées pour les plus âgés des chômeurs. Mais il s'agit là d'un phénomène général, et, comme dans l'ensemble du pays, le nombre des demandeurs d'emploi de plus de 55 ans n'a guère diminué que par le jeu des retraites anticipées.

3) Un chômage supérieur à celui de la moyenne française.

Si l'on fait le bilan de la période qui a précédé la crise actuelle de l'emploi, on est amené à souligner l'importance qu'avait déjà pris le chômage dans la région. Il est hasardeux de faire des comparaisons avec les autres régions françaises car les agences locales pour l'emploi n'avaient pas partout la même densité d'implantation que dans la région du Nord, et une partie de l'augmentation du chômage dans certaines régions est sans doute

fictive, puisqu'elle ne correspond qu'à un meilleur recensement des demandeurs d'emploi dans les dernières années.

Toutefois il convient de remarquer que si l'on prend comme mesure du taux de chômage : - soit le rapport des demandeurs d'emploi non satisfaits (en se souvenant que ce chiffre ne recouvre pas toute la réalité du chômage) à la population active totale,

- soit le rapport des actifs disponibles à la recherche d'un emploi à la population active totale (en sachant que ces nombres ne sont que des évaluations en dehors des périodes de recensements), ce taux est constamment supérieur dans la région du Nord au taux moyen enregistré en France, et ce depuis plus de 10 ans.

La région du Nord a donc été constamment une région défavorisée sur le plan de l'emploi au cours de ces dernières années. Les raisons de ce retard sont évidentes : l'économie régionale souffre d'un manque de dynamisme.

b) L'origine du chômage.

Jamais au cours des dernières années l'économie régionale n'a créé suffisamment d'emplois pour satisfaire aux besoins d'une main d'oeuvre de plus en plus abondante. Les offres d'emploi supplémentaires ont été de moins en moins nombreuses tandis que les demandes croissaient. L'expansion n'a jamais été générale et la croissance de certains secteurs d'activité économique n'a

TAB. 42 :

Demandes d'emplois non satisfaites

(Moyenne de chaque année)

Par C.A.E. et C.S.P.

	1965	1968	1971	1974
Manutention	3 497	8 563	8 646	11 499
Textile	1 311	3 071	2 777	2 910
Bâtiment	981	2 719	1 882	1 603
Transformation des métaux	717	1 739	1 541	1 897
Bureaux	1 721	3 320	4 261	7 580
Manoeuvres	3 132	6 669	8 265	12 867
Personnel spécialisé	4 883	9 898	9 585	11 849
Personnel qualifié	2 453	8 464	8 358	11 488
Cadres techniques	376	934	1 191	1 646

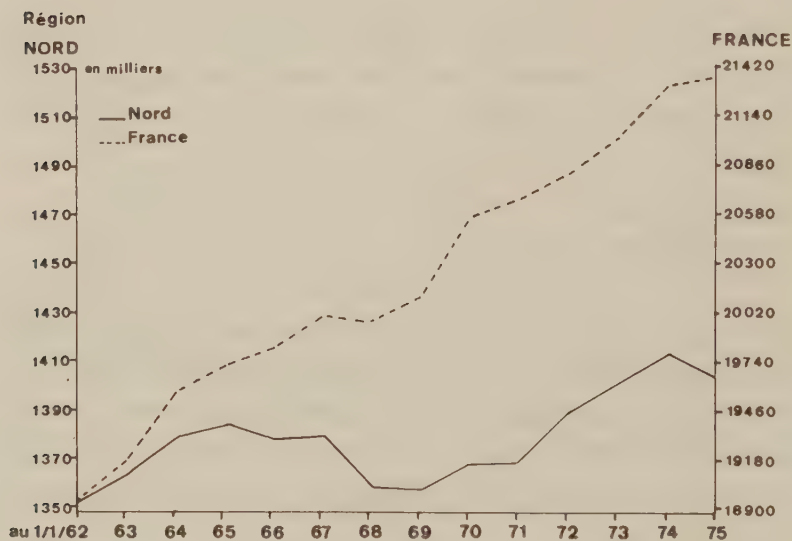


FIG. 75 : EVOLUTION DE L'EMPLOI - 1962/1975.

servi qu'à compenser le déclin d'autres secteurs. Le bilan de ce chassé-croisé a été maigre.

1) Une économie encore dominée par l'industrie :

Longtemps la région du Nord s'est enorgueillie de la puissance de son industrie. Et il fallut que les secteurs d'activité sur lesquels reposait l'économie entrent en crise les uns après les autres pour que les responsables s'émeuvent vraiment et prennent conscience du retard que la région accumulait d'année en année. Au milieu du XX^e siècle la région possédait encore des structures industrielles héritées du XIX^e siècle dont la transformation ou la conversion avaient trop tardé.

En 1954 l'industrie (y compris mines et bâtiment-travaux publics) fournissait 730 419 emplois (55 % des emplois), en 1962 elle en fournissait 709 600 (54 %) et en 1968 encore 683 000 (51 %). on est ainsi frappé au vu de ces statistiques par l'importance que revêtait dans la région du Nord le secteur industriel. En 1968 encore, plus de la moitié des actifs travaillaient dans l'industrie. Si l'on ne tient pas compte des actifs agricoles (car la région ne possède que relativement peu d'actifs agricoles par rapport à la moyenne française : 13 % en 1954, 7,8 % en 1968), la puissance du secteur industriel était aussi éclatante : 55,6 % des actifs non agricoles de la région du Nord étaient employés dans le secteur secondaire contre 47 % en moyenne dans l'ensemble de la France. Or de nos jours, alors que la croissance des emplois tertiaires est forte et régulière,

la croissance des emplois industriels est devenue quasi-nulle, les progrès techniques assurant régulièrement des gains de production qui restreignent les besoins en main d'oeuvre par une production accrue.

Ce qui était plus grave encore pour la population active régionale, c'est qu'une grande partie des emplois industriels étaient fournis par des secteurs en récession. En 1968 encore, les trois branches industrielles traditionnelles de la région employaient plus de la moitié des actifs de l'industrie : les mines de charbon [06] qui employaient encore 7,2 % des actifs (France : 1,3 %), le textile [07] : 9,8 % (France : 2,7 %), la sidérurgie et la métallurgie [08] : 13 % (France : 3 %). Parallèlement les industries de construction mécanique, de construction électrique étaient largement sous-représentées dans la région par rapport à l'ensemble du pays. L'industrie du bâtiment et des travaux publics elle-même n'employait que 8,5 % des actifs régionaux contre 10,4 % dans la France entière. L'essentiel des emplois était donc toujours fourni par des industries en récession ou en train de réaliser une mutation technologique diminuant fortement leurs besoins en main d'oeuvre.

De 1954 à 1970 les effectifs employés par les Houillères (HBNPC) avaient diminué de plus de moitié, passant de 145 000 à environ 60 000 personnes. Les effectifs du textile et annexes (169 706 personnes en 1954) étaient réduits à 127 600 en 1968. Les effectifs de la production et de la première transformation des métaux passaient de 130 300 à 74 400 en 1968. De 1954 à 1962 les trois "piliers" de l'économie de la région du Nord ont sup-

primé 51 000 emplois, et de 1962 à 1968, 66 900 emplois.

Pour faire face à la gravité de la situation, de grands établissements industriels ont été créés (90 établissements de 1962 à 1968) mais ils n'ont fourni en moyenne que 2 600 emplois par an environ. Jamais ces implantations nouvelles n'ont pu combler les diminutions d'emplois des charbonnages, de la métallurgie lourde et du textile.

La diversification des activités industrielles, accélérée par les opérations de reconversion de l'industrie régionale, n'avait toujours pas suffi vers 1968 à briser le poids des activités traditionnelles et à limiter les effets de leur récession sur le marché de l'emploi. Seul le secteur tertiaire a fourni des emplois nouveaux en grand nombre.

Or ce dernier était toujours faiblement représenté dans la région du Nord, puisqu'en 1968 il n'occupait que 37,8 % de l'ensemble des actifs contre 44,8 % en moyenne en France, et 44,4 % des actifs non agricoles contre 53 % dans la France entière. Ce n'étaient pas les activités commerciales qui provoquaient le décalage, car, en valeur relative, les effectifs employés par les commerces de gros comme les commerces de détail équivalaient à ceux de la moyenne française, mais par contre les secteurs des banques, des assurances, des loisirs, des services rendus aux particuliers comme des services rendus aux entreprises, de la santé et des transmissions. Les services publics eux-mêmes étaient relativement indigents. La région souffrait toujours d'un sous-équipement administratif, médical et social évident.

l'AR. 43 : EMPLOIS OCCUPES DANS LA REGION DU NORD - PAS-de-CALAIS
Par C.A.E.

	1962		1968		1974	
	En milliers	En %	En milliers	En %	En milliers	En %
Agriculture	129	9.7	106	7.8	86	6.1
Energie	126	9.5	104	7.7	65	4.6
Industries de transformation	490	37.0	475	35.0	502	35.5
dont : Textile, annexes et habillem.	183	13.8	162.6	12.0	144.4	10.2
Siderurgie et premiere trans- formation des metaux	78.1	5.9	74.2	5.5	85.4	6.0
Construction mecanique	62.0	4.6	60.5	4.5	65.2	4.6
Construction electrique	12.4	0.9	13.4	1.0	18.4	1.3
Construction automobile	4.3	0.3	4.9	0.4	13.5	1.0
Ind. agricoles et aliment.	54.0	4.1	55.0	4.0	56.5	4.0
Bâtiment et Travaux Publics	102.4	7.7	100.0	7.4	123.0	8.7
Transports et Télécommunications	72.9	5.5	71	5.2	75	5.3
Tertiaire	404.9	30.5	475	35.0	568	40.2
dont : Commerces et services privés	303.6	22.9	330	24.3	382	27.0
Administr. et Collectivités	101.3	7.6	145	10.7	186	13.2
ENSEMBLE REGION NORD-PAS-de-CALAIS	1 325	100	1 358	100	1 413	100

2) Une reconversion difficile :

Depuis 1968, les choses ont bien entendu fortement évolué. Si on mesure l'évolution globale des emplois, ceux-ci sont sensiblement devenus plus nombreux. De 1962 à 1967, le nombre d'emplois offerts avait augmenté légèrement, mais après les diminutions de 1967 et 1968 il avait retrouvé son niveau de 1962. Avec la reprise d'activité qui a caractérisé les années 1969 à 1973 le nombre des emplois a augmenté jusqu'à atteindre 1 387 000 fin 1973, soit 59 000 emplois de plus qu'en 1968. Mais le nombre des emplois occupés a diminué depuis et au 1^{er} janvier 1975 on ne comptait plus que 20 000 emplois de plus qu'en 1968.

Seul le tertiaire a constamment progressé, mais à un rythme sensiblement égal au rythme moyen français, c'est à dire insuffisant pour réduire le retard de la région dans ce secteur. Néanmoins seul ce secteur d'activité a été créateur d'emplois supplémentaires. Cependant la croissance de l'emploi tertiaire a été moins rapide entre 1968 et 1975 qu'entre 1962 et 1968 (1,9 % par an en moyenne contre 2,1 %). Cela est dû à la diminution rapide du nombre des petits commerces dans la région. Par contre la croissance des administrations et des services publics et para-publics s'est poursuivie à un rythme élevé qui assure un certain comblement du retard de la région en ce domaine. De 1968 à 1975 il apparaît que les effectifs civils de l'Etat ont augmenté de 29,8 %, ceux des collectivités locales de 28,9 %, ceux de la Sécurité Sociale de 53,5 %. En 1962 les services publics n'employaient que 96 000 personnes dans la région, en 1968 ils en emplo-

yaient 122 000, en 1976, 162 300. La croissance des services privés s'est également accélérée, sauf dans ces derniers temps en ce qui concerne les services rendus aux entreprises et les services domestiques. Le développement a surtout été rapide dans les services financiers (banques, assurances) et l'immobilier (+ 7 % par an). Quant à la branche des transports et télécommunications, elle stagne depuis une dizaine d'années. Du 1^{er} janvier 1968 au 1^{er} janvier 1976, l'ensemble du secteur tertiaire aurait fourni 88 000 emplois nouveaux (58 000 dans le secteur privé et 30 000 dans le secteur public et les collectivités).

Mais pendant le même temps 30 000 emplois étaient supprimés dans le secteur industriel et 40 000 dans l'agriculture.

Pourtant seuls les charbonnages et le textile étaient encore en crise, la reprise des activités sidérurgiques et métallurgiques, avec le développement du complexe portuaire et industriel de Dunkerque, ayant fourni un grand nombre d'emplois (plus de 10 000), mais dans un secteur géographique très localisé il est vrai. Quant à la progression des autres branches, parfois notable, elle n'a pu procurer que quelques milliers d'emplois nouveaux. Les industries d'équipement avaient procuré 17 800 emplois de 1969 à 1973 avant d'en perdre à nouveau 3 000 de 1974 à 1976. Les industries de biens intermédiaires (textile et habillement dans le Pas-de-Calais, sidérurgie à Dunkerque) ont procuré 25 700 emplois de 1969 à 1974, mais en ont perdu 7 000 depuis. Les industries de consommation ont connu une certaine stabilité, le développement de la construction automobile permettant de compenser la bais-

se des effectifs employés par le textile. Les zones industrielles en conversion ont été les principales bénéficiaires des implantations industrielles récentes (conversion du bassin minier, déconcentration de la zone de Lille). Le nombre des implantations nouvelles a été moins élevé que pendant la période 1962-1968 surtout après 1972, mais les usines nouvellement créées ont procuré davantage d'emplois, en grande partie grâce à la présence de l'industrie automobile.

Ces créations d'emplois nouveaux n'ont pu compenser les suppressions d'emplois entraînées par la fermeture d'un grand nombre d'établissements entre 1968 et 1975. Déjà entre 1962 et 1968, plus de 20 000 emplois avaient été supprimés par la seule fermeture des établissements industriels de plus de 100 salariés et 23 500 entre 1968 et 1975. L'essentiel des disparitions d'emplois provient de la fermeture d'usines textiles (plus de 33 000 emplois supprimés de 1968 à 1975). Enfin nous avons vu que les charbonnages ont réduit de 40 000 personnes leurs effectifs.

La plupart des secteurs industriels avaient donc fait preuve d'un certain dynamisme (du moins de 1969 à 1973, avant qu'en 1974 la crise économique ne provoque à nouveau une contraction des effectifs employés), mais il aurait fallu une expansion combien plus vigoureuse pour compenser le déclin des Houillères et du textile. La politique de conversion a été peu opérante, puisqu'à ce titre n'ont été créés que 5 000 emplois dans les constructions mécaniques, 8 500 dans l'automobile et quelques milliers dans le textile, l'habillement et les industries diverses.

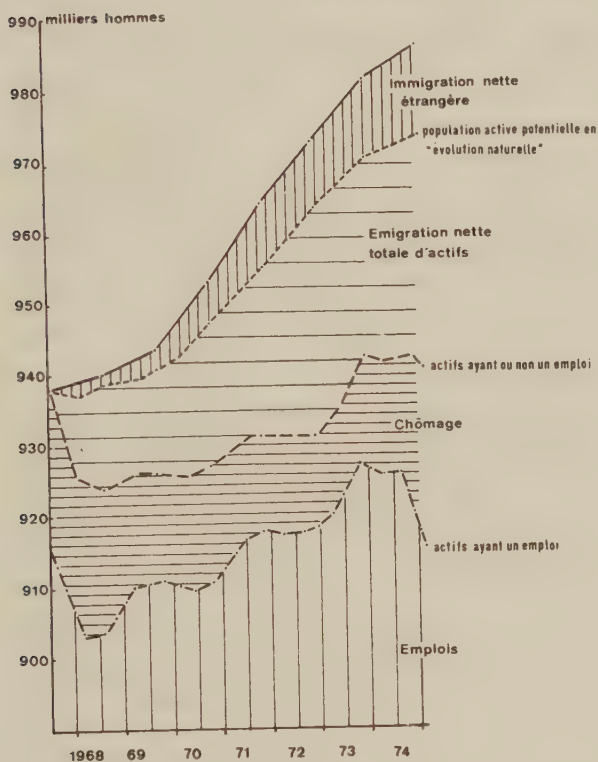
Le bilan des pertes et des créations d'emplois nouveaux est donc maigre, et encore n'a-t-on pas tenu compte jusqu'ici de la perte des emplois agricoles bien plus rapide que ne l'avaient prévue les instances régionales et que ne l'avait estimée l'INSEE. En définitive, en huit ans, du 1^o janvier 1968 au 1^o janvier 1976, le nombre des emplois non agricoles n'a augmenté que de 50 000 environ dans la région. Aussi la région du Nord, qui fournissait 6,8 % des emplois nationaux en 1968, n'en fournirait-elle plus, estime-t-on, que 6,4 % en 1976.

3) La montée des jeunes.

La faiblesse de la progression du nombre des emplois a été d'autant plus ressentie que la population régionale est extrêmement jeune. La région ayant toujours été une terre de grande natalité, les nouvelles générations arrivant sur le marché de l'emploi y sont relativement plus nombreuses qu'elles ne le sont en moyenne en France. Au recensement de 1975, la population de 17 à 24 ans (celle des jeunes demandeurs d'emploi) représentait 13 % de la population française, contre plus de 15 % de la population de la région du Nord. Au recensement de 1968 les jeunes de 10 à 18 ans (ceux qui ont eu entre 17 et 24 ans entre 1968 et 1975) correspondaient à 33,1 % de la population totale de l'ensemble de la France et à 43,1 % de la population totale de la région du Nord. Ces derniers chiffres rendent encore plus évidents que les précédents les énormes besoins en emplois nouveaux de la région pendant la période 1968-1975.

**emploi, chômage et mouvements migratoires
dans la Région du Nord-Pas-de-Calais
1968 - 1974**

SEXE MASCULIN



source: INSEE, Profils Nord-Pas-de-Calais.

FIG. 76 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE POTENTIELLE, DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI. SEXE MASCULIN. 1968 1975.

Entre les deux recensements, du seul fait de l'évolution naturelle et de la structure par âge (sans tenir compte de la variation des taux d'activité), le potentiel en main d'oeuvre a augmenté de 110 000 personnes et nous avons vu combien était dérisoire l'augmentation du nombre des emplois offerts. Du seul fait de l'arrivée à l'âge professionnel des générations nombreuses de l'après-guerre, la région s'est trouvée en déficit d'emplois.

4) Un potentiel de main d'oeuvre féminine inemployé :

A ce déficit, il faut ajouter la permanence de la sous-activité féminine. Si en valeur relative le nombre des jeunes actives (18 à 25 ans) est à peu près le même dans la région que dans l'ensemble de la France, la situation change radicalement pour les femmes âgées de plus de 25 ans : 70 % des femmes de 25 à 65 ans n'exercent aucune activité contre 63 % en France. Et si l'on ne tient compte que de la population non agricole, le nombre des actives est inférieur de 10 % dans la région à ce qu'il est en France.

Cela signifie que dans le département du Nord et plus encore dans le département du Pas-de-Calais, l'insuffisance des emplois féminins a favorisé la tradition du maintien de la femme au foyer (ceci contribuant parallèlement par ailleurs au maintien d'une forte fécondité). Mais s'il y a, compte-tenu de la tradition, une inactivité féminine volontaire dans la région, il y a sans nul doute une inactivité féminine subie ; en effet, devant la difficulté de trouver un emploi, beaucoup de femmes ont re-

noncé à chercher du travail.

Ce renoncement s'atténue cependant puisqu'on a assisté au cours des dernières années à une augmentation sensible des taux d'activité féminine. Les taux d'activité féminine tels qu'ils découlent du recensement de 1975 montrent un net accroissement de l'activité féminine régionale de 25 à 40 ans, le maximum se situant entre 25 et 29 ans (54,4 % en 1975 contre 40,9 % en 1968). Néanmoins au delà de 20 ans, à tous les âges, les taux d'activité féminine demeurent inférieurs dans la région aux taux moyens français, même si les nouvelles générations féminines recherchent davantage que leurs aînées des emplois et les gardent après leur mariage et la naissance de leurs enfants.

Compte-tenu de l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre accru de jeunes et du maintien de plus en plus fréquent en activité des femmes de plus de 25 ans, les ressources nouvelles en main d'oeuvre ont été largement supérieures dans la région aux emplois nouveaux de l'industrie et du tertiaire. Au cours des dernières années, l'expansion économique régionale a été insuffisante pour faire face aux besoins en emplois supplémentaires. Le déficit en matière d'emploi est devenu chronique. C'est là l'origine du déficit migratoire permanent de la région.

c) La crise de 1974-1976 :

La crise économique succédant en 1974 à la période d'expansion de 1969 à 1973 a donc touché une région déjà en proie, de-

puis une vingtaine d'années, à une crise permanente de l'emploi, crise qui s'était aggravée au cours des cinq dernières années.

1) La dégradation rapide du marché de l'emploi.

De 1969 à 1974, bien que le rythme des créations d'emplois n'ait pas correspondu à la progression des besoins, il y avait eu toutefois création de quelques 10 000 à 11 000 emplois nouveaux par an. A partir de 1974 il y a eu suppression de 9 800 emplois, en 1975, de 13 300.

Une catégorie de travailleurs qui jusqu'ici, n'avait connu qu'un chômage limité (le chômage frappant, comme nous l'avons déjà exposé, surtout les jeunes et les femmes), a été frappée à son tour : celle des hommes de plus de 25 ans. Et si, parmi eux, les manutentionnaires et les manoeuvres fournissent, comme auparavant, la plus grande masse des chômeurs, des ouvriers qualifiés, des employés et même des techniciens et des cadres figurent en grand nombre dans leurs rangs. Les catégories les plus productrices, les plus qualifiées, les forces vives de l'activité ont été frappées à leur tour par le chômage.

La crise a donc aggravé le chômage en l'étendant à l'ensemble des travailleurs au lieu de le confiner à des catégories considérées, à tort ou à raison, dans une société qui s'accommode vaille que vaille du manque d'emplois, comme marginales. Or le chômage des actifs masculins est un facteur déterminant de l'émigration.

Toutes les branches d'activité n'ont pas subi la crise éco-

nomique avec la même force. Les effectifs ont surtout diminué dans le textile et l'habillement (- 7 500 emplois par an), soit parce que la crise a amplifié leurs difficultés, soit parce que certains chefs d'entreprises ont profité d'un contexte général de réduction de main d'oeuvre pour opérer des licenciements qui se seraient, peut-être, sans la crise, échelonnés davantage dans le temps. La baisse s'est poursuivie en 1975. L'industrie du bâtiment qui avait fourni une bonne part des emplois nouveaux au cours des dernières années, a vu aussi ses effectifs se réduire (- 6 600 en 1974 et - 2 100 en 1975). Les charbonnages ont ralenti le rythme de la réduction de leurs effectifs, mais la baisse de l'activité industrielle ayant provoqué une mévente du charbon, n'a pas favorisé ce ralentissement, 3 000 emplois ont encore été supprimés dans les charbonnages en 1974 et 2 300 en 1975. Les industries de transformation et la sidérurgie, qui avaient assez bien résisté à la crise en 1974, licencièrent à leur tour en 1975. L'ensemble des branches : énergie (charbon exclu), industries agricoles et alimentaires, céramique et matériaux de construction, verre, construction électrique et électronique, chimie et caoutchouc, bois et ameublement, papier et carton, presse-édition-polygraphie et industries diverses licencia 5 500 personnes en 1975. La sidérurgie et l'industrie de première transformation des métaux en licencia 3 100. Seules les industries mécaniques créèrent 1 500 emplois en 1974 et 2 300 en 1975. Le secteur industriel perdit 12 900 emplois en 1974 et 19 200 en 1975. En 1976 il perdit encore, selon toutes probabilités, 2 100 emplois.

Seul le tertiaire est demeuré créateur d'emplois en dépit de la diminution des effectifs des commerces. L'ensemble du tertiaire a fourni 6 800 emplois en 1974 et 9 100 en 1975. Mais la progression a été fortement ralentie et elle s'est à peine accélérée en 1976 (+ 9 900 emplois).

La détérioration du marché de l'emploi a été plus prononcée durant le second trimestre de 1974 que durant le premier et s'est aggravée en 1975. Au 30 juin 1974, on comptait 29 000 demandes d'emploi non satisfaites dans la région, au 30 septembre 1974, 42 000 et au 31 décembre, 54 000 ; au 31 mars 1975, 57 000, au 31 juillet, 61 700, au 30 septembre, 70 000 et au 31 décembre, 75 000 . La progression du chômage a été constante. En 1976, après une légère baisse du nombre des demandes d'emploi non satisfaites au cours du second et du troisième trimestres de l'année, le nombre des demandeurs d'emploi non satisfaits est remonté à 70 900 en décembre 1976 et dépasse ce chiffre début 1977.

Parallèlement au développement du chômage total, la crise a multiplié les cas de chômage partiel. Le nombre d'heures de chômage partiel indemnisées a été en moyenne de 140 000 par mois en 1973, il était de 619 000 en octobre 1974, de 1 465 000 en décembre 1974, et après une légère baisse au début de 1975, il atteignait 1 582 000 en avril (ce qui correspondait à un horaire hebdomadaire de 36 heures pour 93 000 salariés). Depuis, il est redescendu au dessous du million d'heures jusque fin 1976 où il était remonté à 1 034 000 heures.

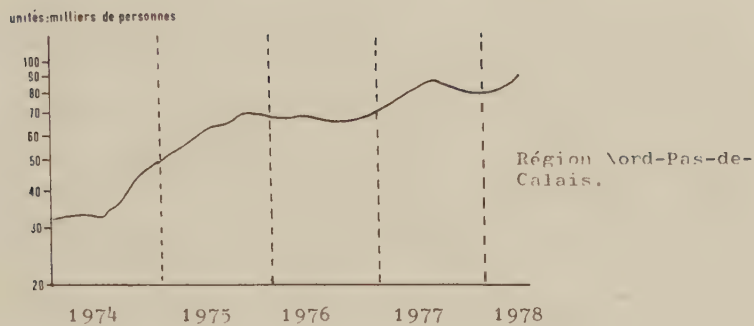


Fig: 77 . DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES. 1974-1978

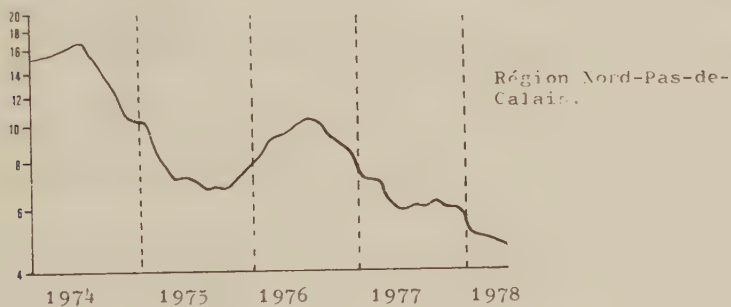


Fig: 78 . OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES. 1974-1978.

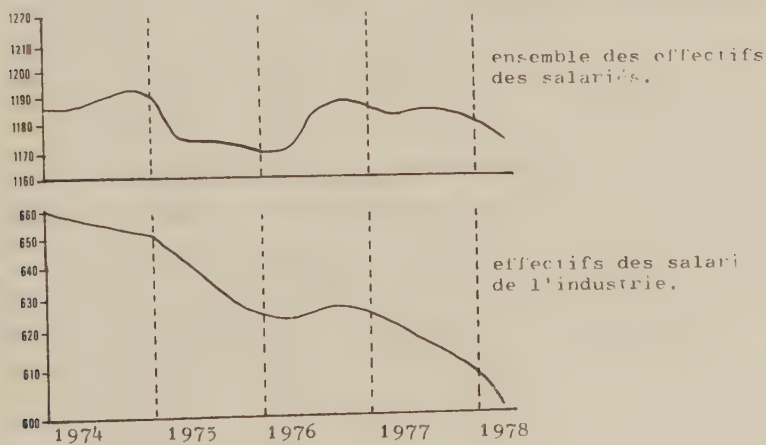


Fig: 79 . EVOLUTION DU NOMBRE DES EMPLOIS. 1974-1978.
Région Nord-Pas-de-Calais.

2) Aucun redressement en vue dans l'immédiat.

Aucun élément ne permet encore d'envisager un redressement de la situation. Les signes de reprise sont lents à apparaître et l'évolution contradictoire. La quasi-totalité des secteurs a été touchée par la crise. La consommation a baissé jusqu'au milieu de l'année 1975 et la reprise de consommation amorcée à partir de cette date a pris fin en 1976 (sauf en ce qui concerne l'automobile, ce qui expliquerait la progression du nombre des emplois dans cette branche). La stagnation de la demande et l'encadrement du crédit ne favorisent pas la reprise, d'autant plus que les stocks sont importants dans tous les secteurs, et partout supérieurs à la normale des dernières années. En 1975, 10 % seulement des entreprises utilisaient à plein leurs capacités de production.

Les quelques mesures de relance économique de 1976 n'ont pas dissipé le climat d'incertitude qui règne encore dans maintes entreprises régionales, d'autant plus que nombre d'entre-elles connaissent des difficultés de trésorerie datant d'avant la crise ou apparues avec elle. Les carnets de commande se sont dégarnis en 1975, et en 1976 le niveau des commandes n'avait toujours pas retrouvé la normale des dernières années. La situation est un peu meilleure dans les industries de biens de consommation (où le textile connaît toujours des difficultés) que dans les industries de biens d'équipement où la situation continue à se dégrader, en particulier dans la sidérurgie et la métallurgie lourde (fermeture probable en 1977 des usines Usinor de Trith-St-Léger et Louvroil). L'ensemble de la production, après avoir augmenté

au cours de la première moitié de l'année 1976, a faibli de nouveau dès la fin de cette même année et la baisse s'est poursuivie au début de 1977. Aussi nombre de chefs d'entreprises demeurent-ils dans l'expectative et attendent-ils d'avoir diminué leurs stocks, rempli leurs carnets de commandes ou renfloué leur trésorerie avant de relancer l'activité de leur secteur.

Les premiers signes d'un redémarrage de la production en 1976 n'ont pas été durables et n'ont guère eu d'effets sur l'emploi. Dans de nombreuses branches d'activité, le personnel était sous-employé, les premiers effets de la reprise (là où elle est apparue) ont été de le réemployer pleinement. Il ne pourra y avoir de notable augmentation des offres d'emploi avant la résorption du chômage partiel et la certitude d'une reprise durable de l'activité.

Les 5 000 emplois nouveaux créés en 1976 n'ont eu que peu d'effets sur le marché du travail, puisque chaque année le nombre des demandeurs d'emploi augmente avec l'arrivée d'un nouveau contingent de jeunes sur ce marché.

Ce n'est pas dans les mois ou même dans les quelques années à venir que le problème du chômage sera résolu dans la région du Nord, ni que l'activité féminine pourra y augmenter.

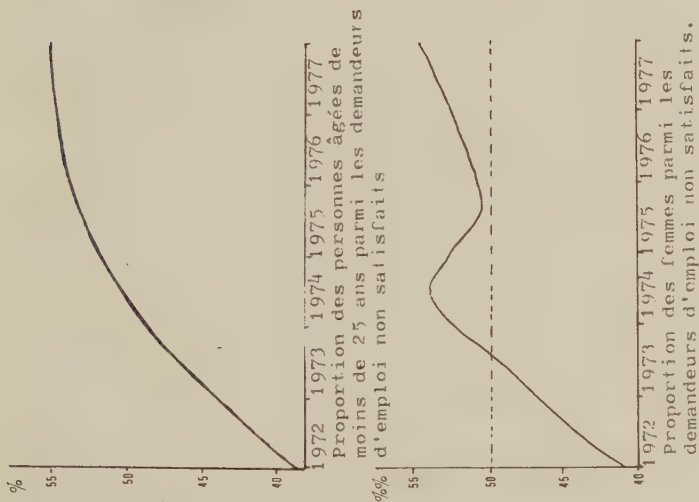
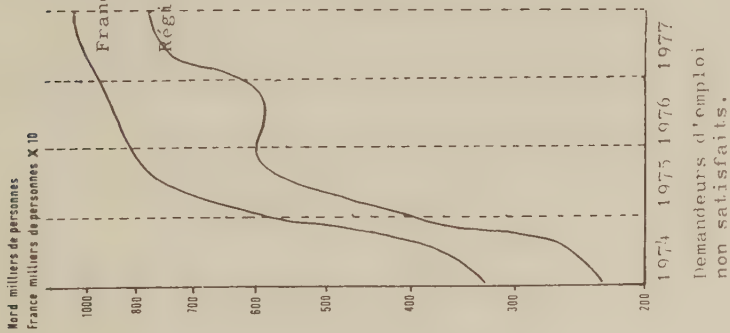
3) Horizon 1981 : des perspectives peu brillantes en matière d'emploi.

On ne peut d'ailleurs, à la vue des résultats des dernières années, qu'être pessimiste en ce qui concerne l'évolution au cours

des 5 années à venir.

On est très loin d'avoir simplement satisfait aux prévisions du VI° plan en matière d'emploi régional, prévisions pourtant déjà inférieures aux besoins recensés : déficit de 17 000 emplois dans l'automobile par rapport aux prévisions, déficit de 3 000 emplois dans l'industrie alimentaire, déficit de 3 000 emplois dans la chimie, baisse des effectifs employés plus rapide que prévue dans l'industrie textile et annexes (- 18 000 au lieu de - 7 000), diminution du nombre des emplois dans le bâtiment et les travaux publics au lieu de l'augmentation escomptée, etc... En résumé, on enregistre un déficit global de 40 000 emplois par rapport aux prévisions du plan.

Aussi le poids économique de la région du Nord ne peut-il que diminuer, et cela ne pourra que se poursuivre. Non seulement les résultats médiocres obtenus au cours du VI° plan permettent de le présager, mais les calculs de tendance de l'INSEE le confirment. L'INSEE a établi plusieurs scénarios (horizon 1981) en matière d'emploi régional. Dans l'hypothèse la plus favorable, qui suppose la reprise de la croissance économique et l'accentuation de l'action volontaire de conversion de l'industrie régionale par implantation d'industries nouvelles et le maintien d'une forte croissance du secteur tertiaire, 53 000 emplois seulement seraient créés en 6 ans. Dans l'hypothèse la plus défavorable (environnement économique défavorable et ralentissement des aides au développement régional), le nombre des emplois pourrait encore être réduit de 20 000 par rapport à son niveau du 1° janvier 1975. Or



Courbes de tendance, ajustées selon le procédé des points médians.

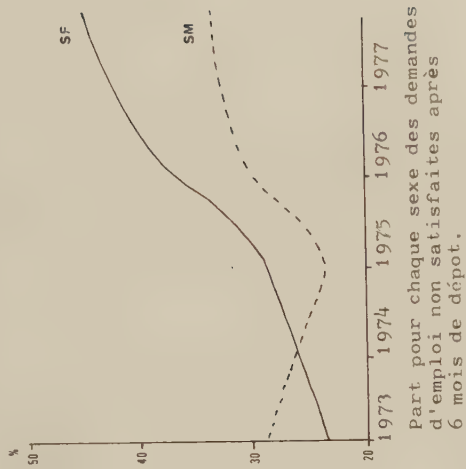


Fig. 80 : AGGRAVATION RECENTE DES DIFFICULTÉS DE L'EMPLOI, 1974-1977. Région du Nord.

il faut prévoir que chaque année, par le seul jeu du mouvement naturel, 20 000 personnes de plus arriveront sur le marché du travail. Même dans l'hypothèse de croissance la plus favorable, la région du Nord ne pourra fournir d'emploi à plus de la moitié d'entre-elles. Et l'on n'a même pas envisagé de modification des taux d'activité féminine.

A moins d'émigrer, dans l'hypothèse la plus favorable, 5 % environ de la population active régionale sera maintenue au chômage. L'abaissement de l'âge de la retraite n'aurait, de nombreuses études l'ont démontré, qu'un effet très limité sur ce chômage. Emigration, sous-activité et chômage persisteront donc dans la région. La crise de l'emploi a été aggravée, mais non provoquée par la conjoncture actuelle, et elle lui survivra.

La responsabilité des industries traditionnelles dans la crise est désormais fortement diminuée puisque la diversification des activités industrielles a commencé à se réaliser. Depuis 1968 une bonne moitié du handicap de la région du Nord a été comblée : les charbonnages ne représentaient plus en 1976 que 6 % de l'emploi régional et l'industrie textile que 13,6 %. Mais la région ne dispose pas encore, loin s'en faut, d'une structure industrielle dynamique et la diversification des activités ne s'est pas accompagnée d'un accroissement du volume global des emplois industriels. Enfin le retard régional dans certains secteurs du tertiaire, en particulier dans les secteurs culturels et sociaux, persiste toujours.

4) La corrélation entre chômage et émigration : la région du Nord, un important réservoir de main d'oeuvre.

La région du Nord, incapable de fournir du travail à tous ses jeunes actifs, est devenue en quelques années un des plus importants réservoirs de main d'oeuvre de France. Certes elle a toujours été une terre d'émigration, sauf durant quelques périodes privilégiées de relance de l'industrie lourde et des Houillères au lendemain de la guerre. Mais le déficit migratoire s'est brutalement aggravé. Les études de l'INSEE sur l'évolution conjoncturelle de l'emploi montrent qu'il y a relation à défaut de corrélation étroite entre le déficit des emplois masculins (or les créations récentes d'emplois dans le tertiaire correspondent en grande partie à des emplois féminins, alors que les suppressions d'emplois dans le secteur industriel affectent surtout les emplois masculins) et l'émigration.

L'aggravation du solde migratoire correspond à l'aggravation du décalage entre les emplois masculins offerts et la demande.

L'intensification de l'émigration risque d'avoir de graves effets à long terme sur l'équilibre régional, car ce sont les éléments les plus jeunes, c'est à dire en âge de procréer, qui s'en vont. Le vieillissement de la région, qui jusqu'ici était une des plus jeunes de France, risque de s'accélérer. Ce sont aussi les éléments les plus qualifiés de la population active qui partent le plus facilement, et ceci est grave dans une région qui souffre déjà d'une sous-qualification de sa main d'oeuvre.

Faute de pouvoir retenir ses jeunes, et qui plus est les plus qualifiés d'entre-eux, la région du Nord risque de perdre sa vitalité démographique et le dynamisme qui lui reste.

d) Les aspects régionaux de la crise.

1) L'accentuation des déséquilibres régionaux.

Le bilan de l'emploi que nous venons de faire à l'échelon régional cache des évolutions très différenciées à l'échelon local. A l'échelon régional, par exemple, les emplois perdus par le textile paraissent en partie compensés par les emplois créés dans la sidérurgie et la pétrochimie. Mais les premiers ont été supprimés dans le secteur de Lille-Roubaix-Tourcoing, les autres créés dans celui de Dunkerque. Cet exemple est révélateur de l'extrême variabilité de la situation de l'emploi d'un échelon local à un autre.

Dans certaines zones, on compte moins d'un emploi pour 4 personnes résidentes. C'est le cas de la grande banlieue lilloise, zone "dortoir" des actifs travaillant à Lille, mais c'est aussi le cas d'une grande partie du bassin minier, du Pévèle-Mélantois et d'une bonne partie des campagnes de l'Est de la région. Par contre, d'autres zones sont plus favorisées : ce sont évidemment celles qui comptent les villes les plus importantes (Lille-Roubaix-Tourcoing, Dunkerque, Arras, Saint-Omer, Cambrai). Les déséquilibres entre emplois et populations actives donnent lieu à d'incessantes migrations quotidiennes (que nous étudierons dans la

NOMBRE DE DEMANDES D'EMPLOIS NON SATISFAITES EN JANVIER 1975
POUR 100 ACTIFS NON AGRICOLES EN 1974

	Sexe masculin	Sexe féminin	Ensemble
LILLE	3.0	3.7	3.3
HAZEBROUCK	4.2	6.4	5.1
DUNKERQUE	2.5	9.2	4.2
DOUAI	3.6	8.6	5.1
VALENCIENNES	2.0	6.6	3.2
CAMBRAI	4.0	6.4	4.2
SAMBRE - AVESSNOIS	3.8	8.4	5.2
ARTOIS - TERNOIS - MONTREUILLOIS	3.6	8.0	5.0
BOULOGNE	4.7	7.8	5.7
CALAIS	5.7	10.8	7.5
SAINT - OMER	2.0	4.2	2.8
BETHUNE - BRUAY	3.3	7.0	4.4
LENS	4.7	12.2	6.6
BERCK - ETAPLES	6.5	7.1	6.7
REGION NORD-PAS-DE-CALAIS	3.4	6.3	4.4

TAB. 44 : CHOMAGE PAR ZONE D'EMPLOI AU 1/01/1975.

troisième partie de cet ouvrage, dans le cadre des sous-régions) et provoquent des transferts de population à travers la région (que nous étudierons dans la deuxième partie), d'autant plus que le mouvement naturel des populations correspond rarement à l'évolution des emplois.

1974 et 1975 ont été des années assez particulières où le nombre des emplois a diminué dans la plupart des zones. Dans certaines d'entre-elles, la baisse n'a été que conjoncturelle, dans d'autres elle a aggravé une situation déjà sombre. Seules les zones de Dunkerque et de Saint-Omer ont offert davantage d'emplois en 1974. Les zones de Flandre-intérieure, de la Sambre, de l'Artois, de Lille et de Lens ont souffert par contre des plus fortes diminutions d'emplois masculins. Les autres zones, dont la plupart des zones minières, ont connu une relative stabilité.

Mais si l'on fait le bilan des dix dernières années, l'on se rend compte que dans deux zones seulement le nombre des emplois a augmenté de manière sensible. Ce sont celles de Lille et de Dunkerque, encore que le nombre des emplois créés à Lille paraît se très réduit par rapport au million d'habitants que représente cette agglomération. Ailleurs, les créations d'emplois ont été rares. Pourtant, l'activité féminine a progressé là où se sont implantées de nouvelles industries de transformation, davantage adaptées à ce type de main d'oeuvre : Pays noir en général et vallée de la Sambre. Inversement l'activité féminine a régressé là où le textile dominait : zones de Lille et de Calais.

2) La zone de Lille menacée par le chômage.

La zone de Lille a connu une évolution diversifiée en matière d'emploi : c'est le premier bassin de main d'oeuvre (avec 462 000 emplois occupés en 1975) de la région. De 1962 à 1968, l'augmentation des emplois dans cette zone a dépassé les possibilités de la population active résidente, et la zone de Lille a accueilli un grand nombre de migrants alternants et d'immigrants définitifs provenant principalement de la Flandre-intérieure, du Pévèle-Mé-lantois et du bassin minier. De 1968 à 1975 il semble que cette situation a évolué. La zone de Lille reçoit moins d'immigrants définitifs et son solde migratoire est devenu négatif (- 10 200 pour la zone d'emploi de Lille). L'accroissement des emplois (+ 45 300) a été supérieur à l'accroissement de la population active résidente, mais en fait, insuffisant par rapport à l'accroissement de la population active de la zone de recrutement de Lille. Les difficultés d'emploi apparues en 1974-75 dans la métropole (à Roubaix et Tourcoing principalement) vont probablement persister. Les activités tertiaires qui devraient normalement continuer à se développer dans une métropole pourraient à peine combler les suppressions prévisibles d'emplois industriels (textile, mécanique, industries diverses). Mais ce n'est que récemment que la zone de Lille, jusqu'ici attractive, est devenue terre d'émigration.

3) Poursuite de l'exode des actifs du pays minier.

Le déficit des emplois est bien plus considérable dans l'ensemble du pays minier, aussi bien dans le Douaisis que dans la

BILAN DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE MAIN-D'OEUVRE PAR ZONES

Z O N E S	Accroissement naturel des ressources de main d'oeuvre résidente (en milliers)			Evolution des emplois offerts dans la zone (en milliers)			Ecart entre l'accrois- sement des ressources de main-d'oeuvre et l'évolution de l'emploi offert (en milliers)		
	1962-68	1968-74	1962-74	1962-68	1968-74	1962-74	1962-68	1968-74	1962-74
Arras	4.0	5.3	9.3	+ 4.1	+ 8.4	+12.5	+ 0.1	+ 3.1	+ 3.2
Bassin minier Ouest	8.3	8.9	17.2	- 6.1	- 1.2	- 7.3	-14.4	-10.1	-24.5
Boulogne	5.1	5.1	10.2	+ 0.4	+ 5.0	+ 5.4	- 4.7	- 0.1	- 4.8
Berck - Montreuil	2.0	2.8	4.8	+ 0.9	+ 1.1	+ 2.0	- 1.1	- 1.7	- 2.8
Saint - Omer	1.9	3.1	5.0	+ 2.7	+ 3.8	+ 6.5	+ 0.8	+ 0.7	+ 1.5
Calais	3.3	4.5	7.8	+ 1.0	+ 0.8	+ 1.8	- 2.3	- 3.7	- 6.0
Lens	15.2	14.4	29.6	+ 1.4	-10.1	-8.7	-13.8	-24.5	-38.3
PAS-DE-CALAIS	39.8	44.1	83.3	+ 4.4	+ 7.8	+12.2	-35.4	-51.9	-87.3
Lille	4.3	29.7	34.0	+13.3	+28.4	+41.7	+ 9.0	- 1.3	+ 7.7
Valenciennes	6.8	12.3	19.1	- 3.4	+ 5.1	+ 1.7	-10.2	- 7.2	-17.4
Sambre - Avesnois	2.8	7.1	9.9	- 4.9	+ 5.7	+ 0.8	- 7.7	- 1.4	- 9.1
Cambrésis	1.3	4.9	6.2	+ 1.0	+ 0.2	+ 1.2	- 0.3	- 4.7	- 5.0
Douaisis	7.3	9.1	16.4	+ 1.2	+ 1.3	+ 2.5	- 6.1	- 8.8	-14.9
Dunkerque-Bergues	6.2	7.1	13.3	+ 3.2	+15.6	+18.8	- 3.0	+ 8.5	+ 5.5
Flandre - Lys	2.1	2.9	5.0	0	+ 0.9	+ 0.9	- 2.1	- 2.0	- 4.1
NORD	30.0	73.1	103.1	+10.4	+57.2	67.6	-19.6	-15.9	-35.5
R E G I O N	69.8	117.2	186.4	+14.8	+65	+79.8	-55.0	-67.8	-122.8

TAB. 45 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE MAIN D'OEUVRE POTENTIELLE ET DES EMPLOIS PAR ZONE. 1962/1974.

zone centrale (Lens) et dans l'Ouest. L'émigration définitive des actifs de cette zone a été considérable et n'a été freinée que par le développement des migrations quotidiennes principalement vers les nouvelles zones industrielles et vers Lille.

La politique de reconversion n'a pas été assez énergique pour assurer l'implantation d'activités nouvelles qui auraient pris le relais de l'industrie charbonnière. L'émigration se poursuivra vraisemblablement dans le pays minier, et le chômage et le sous-emploi devraient persister, avec toutefois une certaine diminution de la sous-activité féminine.

4) L'expansion de Saint-Omer et de Dunkerque.

La zone de Dunkerque, par contre, a connu entre 1968 et 1975 un très net développement industriel et il est vraisemblable qu'elle a accueilli à peu près 16 000 actifs supplémentaires provenant de zones moins favorisées, et fourni 17 000 emplois nouveaux. La crise récente a relativement peu touché cette zone où il faut s'attendre à une poursuite de l'accroissement du nombre des emplois avec le développement prévu de la chimie. Mais la zone de Dunkerque continuera à souffrir dans les années à venir d'un déficit relatif des emplois féminins.

Sur le reste du littoral, la situation n'est pas aussi brillante. Dans les zones de Calais et de Boulogne, le nombre des emplois offerts s'est accru moins rapidement que le nombre des actifs. La situation s'est améliorée à Boulogne, mais demeure assez critique à Calais où les emplois industriels continuent à diminuer (difficultés des tulles et dentelles). La zone de Berck-Mon-

treuil a cessé tout récemment d'être une zone d'émigration.

Dans la zone de Saint-Omer l'évolution de l'emploi est relativement équilibrée : le nombre des emplois créés suffit à absorber l'accroissement naturel des ressources de main d'oeuvre et lui est même supérieur puisque l'on voit se développer, autour de la ville, un système de migrations alternantes. Assez peu touchée par la crise conjoncturelle actuelle, cette zone devrait continuer à assurer des taux d'activité satisfaisants à sa population active résidente masculine et féminine dans les années à venir.

5) Difficultés en matière d'emploi du reste de la région.

Le reste de la région comprend des zones à dominante rurale ponctuées de quelques petites villes en général assez dynamiques, et des agglomérations de taille moyenne.

L'exode rural et la diminution des emplois agricoles continuent à caractériser les campagnes les plus isolées.

L'Artois et le Ternois ont connu longtemps un fort déficit en matière d'emploi. Mais celui-ci a été diminué par le développement des emplois industriels masculins dans quelques petits centres et surtout à Arras.

Dans l'Avesnois, plus industrialisé et dans la vallée industrielle de la Sambre, la dégradation du nombre des emplois masculins amorcée entre 1962 et 1968 s'est aggravée et semble devoir se poursuivre, accompagnée d'une émigration sensible des actifs.

Par contre dans le Cambrésis le déficit est moindre.

Enfin dans la zone Flandre-vallée de la Lys, l'on n'a enregistré qu'un léger développement de l'emploi. Mais cette

zone est depuis longtemps une zone de recrutement de main d'oeuvre pour la région lilloise. Près de la moitié des nombreux migrants alternants de cette zone vont quotidiennement travailler dans la métropole. Aussi le taux d'activité y est-il élevé, bien que le nombre d'emplois offerts y soit inférieur à celui des actifs résidents.

Les problèmes de l'emploi et de l'activité devant être à nouveau revus ultérieurement dans le cadre des régions (3^e partie, ch. II), nous n'avons voulu esquisser ici qu'un rapide tour d'horizon pour attirer l'attention sur les déséquilibres régionaux qui persistent dans le Nord, cela afin de mieux comprendre les différences d'évolution du peuplement et d'expliquer les mouvements migratoires.

Seules quelques zones ont pu poursuivre leur croissance démographique, la plupart des autres subissent au contraire et continueront vraisemblablement à subir une forte émigration d'actifs.

En 1969, le "rapport d'orientation pour la régionalisation" du VI^e plan, évoquant ce problème, estimait que les prévisions du plan en matière d'emploi régional étaient insuffisantes et ne permettraient pas de redresser le courant migratoire. Le déficit migratoire pourrait être de l'ordre de 300 000 habitants entre 1968 et 1985. Une telle émigration dirigée essentiellement vers la région parisienne " ne correspondrait ni aux souhaits de la région, ni à la politique d'aménagement du territoire" concluait le rapport. Or non seulement les objectifs du VI^e plan n'ont pas

Janv. 1974	35,0
Avr. 1974	31,0
Juil. 1974	33,8
Oct. 1974	40,3
Janv. 1975	54,5
Avr. 1975	58,1
Juil. 1975	62,7
Oct. 1975	75,0
Janv. 1976	72,7
Avr. 1976	69,2
Juil. 1976	67,7
Oct. 1976	68,3
Janv. 1977	71,6
Avr. 1977	82,5
Juil. 1977	89,9
Oct. 1977	84,9
Janv. 1978	81,7
Avr. 1978	91,4

TAB. 46 : DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES en début de trimestre. Source : Direction régionale du Travail et de la Main d'oeuvre de Lille. en milliers de demandes Corrigées des variations saisonnières.

Années	Région	France
1965	0,8	0,6
1966	0,8	0,6
1967	1,4	0,9
1968	1,9	1,1
1969	1,4	0,9
1970	1,9	1,1
1971	1,9	1,4
1972	2,1	1,5
1973	2,5	1,9
1974	3,0	2,5
1975	5,3	4,3
1976	5,0	4,4
1977	6,4	5,4

TAB. 47 : TAUX DE CHOMAGE en Sept. de chaque année.

Source : Direction régionale du Travail et de la Main d'oeuvre de Lille.
% du nombre des demandeurs en fin de mois par rapport au nombre d'actifs.

		Avr. 77	Juil. 77	Oct. 77	Janv. 78
Nord	S.M.	3,8	4,0	4,6	4,5
	S.F.	7,5	8,0	9,0	8,2
P.d.C	S.M.	4,2	4,3	5,0	5,1
	S.F.	9,6	9,8	11,8	11,0

TAB. 48 : AGGRAVATION DES TAUX DE CHOMAGE EN 1977. (situation au 1^o de chaque mois)

été atteints, mais l'émigration, comme on le craignait, s'est amplifiée et il n'est pas exclu que de 1968 à 1985 le solde migratoire ne porte cette diminution de population à plus de 300 000 personnes. Cette situation devient d'autant plus préoccupante que l'excédent naturel s'est de son côté fortement amenuisé. A l'insuffisance des emplois, va donc selon toutes probabilités correspondre une diminution de la population. [09]

NOTES ADDITIVES :

- [01] : Somme des naissances réduites : Indicateur de fécondité du moment - Nombre d'enfants que mettrait au monde chaque femme si tout au long de sa vie féconde elle connaissait les taux de fécondité par âge du moment.
- [02] : Taux comparatif de mortalité : Le taux brut de mortalité est une moyenne pondérée des taux de mortalité par âge, les coefficients de pondération étant les proportions définissant la structure par âge de la population. Il est donc possible de reconstruire les taux bruts de mortalité des populations que l'on veut comparer sur la base d'une structure par âge commune, celle de la population choisie comme population-type, en l'occurrence ici la population française. Les taux obtenus sont comparables, d'où leur appellation de taux comparatifs de mortalité. Cf. R. Pressat : L'analyse démographique. Op. cit. P. 140-142.
- [03] : Taux brut et taux rectifié de mortalité infantile :
Taux brut de mortalité infantile : Rapport en une année donnée du nombre des décès d'enfants de moins d'un an à l'effectif des naissances vivantes.
Taux rectifié de mortalité infantile : Taux de mortalité infantile calculé comme précédemment mais en tenant compte des faux mort-nés.
Faux mort-né : enfant né vivant, mort avant sa déclaration à l'état-civil.
- [04] : La définition du chômeur préconisée par le Bureau International du Travail (BIT) : Sont considérés comme chômeurs toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié et qui, un jour ou une semaine spécifiés, entrent dans les catégories suivantes :
a) Travailleurs disponibles dont le contrat d'emploi a pris fin ou a été temporairement interrompu, se trouvant donc sans emploi et en quête de travail rémunéré ;
b) Personnes à même de travailler (sauf maladie bénigne) durant la période spécifiée qui n'ont jamais eu d'emploi auparavant ou dont la dernière position dans la profession n'était pas celle de salarié (par exemple : les anciens employeurs, etc...) ou qui avaient cessé de travailler volontairement et sont en quête de travail rémunéré ;
c) Personnes sans emploi, normalement à même de travailler immédiatement qui ont pris leurs dispositions en vue de commencer à travailler dans un nouvel emploi à une date postérieure à la période spécifiée ;
d) Personnes mises à pied temporairement ou pour une durée indéfinie sans rémunération.

[05] : Assedic : Régime d'assurance-chômage, auquel sont assujettis tous les employeurs du secteur privé industriel ou commercial utilisant les services d'un ou plusieurs salariés liés par contrat de travail, et depuis le 1^{er} janv. 1977 les employeurs agricoles (par l'intermédiaire de la Mutualité Sociale Agricole). En sont exclus le secteur public et nationalisé (à l'exclusion de la régie Renault), les régies départementales ou communales, les sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités locales ont une participation majoritaire, les collectivités locales, les établissements publics à caractère administratif, les gens de maison, les représentations et organismes étrangers ou internationaux.

[06] : Charbonnages : L'industrie houillère, longtemps prépondérante dans la région du Nord par le grand nombre de ses salariés, a vu son importance décroître inéluctablement. Sa disparition à plus ou moins brève échéance est due à deux facteurs : l'épuisement des réserves, déjà très accentué à l'Ouest du bassin, et la faiblesse des rendements (en 1968, avec 56 % des effectifs employés par les charbonnages français, les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais n'extraient que 44 % de la houille française). Aussi un plan de liquidation des mines de la région du Nord fut établi. A partir de 1967 la régression, déjà très sensible auparavant, s'est fortement accélérée et s'est étendue à tout le bassin. Elle a abouti à une très forte réduction des effectifs employés. A l'issue du 6^e plan l'hypothèse moyenne ne prévoit plus que 8 500 mineurs (horizon 1985).

[07] : Textile : Confrontée à une concurrence internationale accrue (Pays du Marché Commun et pays du Tiers-Monde) et souffrant de la perte du marché colonial protégé, l'industrie textile de la région du Nord a traversé une difficile crise d'adaptation et de modernisation. Nombre d'établissements n'ont pu survivre. Les raisons de ces disparitions sont multiples : difficultés à pratiquer des prix concurrentiels, manque de capitaux propres nécessaires à la modernisation, gestion familiale inadaptée, ralentissement général de l'activité, concurrence accrue, et surtout difficultés de trésorerie et de financement des investissements. Disparitions et fusions au sein de grands groupes (accompagnées de fermetures et de licenciements en règle générale) se sont multipliées depuis 20 ans et surtout au cours des dix dernières années.

[08] : Production et première transformation des métaux : La modernisation des installations sidérurgiques et de première transformation des métaux ferreux (laminage, tréfilerie etc...) et la constitution du groupe Usinor, se sont accompagnées d'une forte réduction des emplois dans cette branche. Avec la mise en service des installations du complexe de Dunkerque-Mardyck, Usinor a procédé à un nouveau recrutement à Dun-

kerque qui fut longtemps supérieur aux licenciements dans l'Est du département du Nord. Mais ces derniers l'ont emporté à nouveau depuis 1975, avec des licenciements ou des menaces de licenciements à Trith-Saint-Léger, Louvroil, Denain et Jeumont.

- [09] : Cf. P.J. Thumerelle : Vers un déclin démographique dans la région du Nord ? Les Pays-Bas français, annuaire 1977. Rekem (Belgique). P. 108-120.

RESUME ET CONCLUSION DU CHAPITRE IV.

La période récente a amené une rupture avec l'évolution démographique que connaissait depuis fort longtemps la région du Nord. Les taux de croissance de sa population ont constamment diminué depuis les années 50, bien que l'excédent naturel y soit demeuré important et largement supérieur à la moyenne française. Les taux de natalité et de fécondité de la région du Nord figurent toujours parmi les plus élevés des régions françaises et s'ils ont suivi le mouvement général de baisse qui affecte tout le monde occidental, c'est avec retard et dans une proportion moindre.

La disparition de la croissance démographique est uniquement imputable à la détérioration des soldes migratoires qui s'est précipitée depuis 1965. Les difficultés de l'emploi qui se sont fortement aggravées dans la région depuis 10 ans sont évidemment à l'origine de cette situation.

Réapparu dans le Nord/Pas-de-Calais depuis 1962, le chômage s'est régulièrement accru jusqu'aujourd'hui, en raison de la conjoncture économique générale, mais surtout des difficultés économiques propres à la région. Jamais au cours des quinze dernières années l'économie régionale, trop longtemps dominée par les industries traditionnelles héritées du XIX^e siècle, en récession ou en mutation, n'a créé suffisamment d'emplois pour satisfaire aux besoins d'une main d'oeuvre de plus en plus abondante, compte-tenu de la montée des jeunes, particulièrement nombreux dans la région du Nord et qui forment la majorité des chômeurs.

La crise économique récente, en aggravant le chômage et en l'étendant à l'ensemble des travailleurs, a précipité l'émigration.

D'après les estimations de l'INSEE, il semble que celle-ci aurait pris une telle ampleur que l'excédent naturel, lui même réduit par la baisse de la fécondité, n'aurait pu la compenser et que la population de la région du Nord, pour la première fois depuis plus de deux siècles (en dehors des périodes de guerre) aurait diminué en 1976 et en 1977.

Devant cette situation, la question se pose de savoir si le déclin démographique qui s'amorce est susceptible de réduire les déséquilibres entre demandes et offres d'emplois et de permettre une amélioration des conditions de vie dans la région, ou s'il est annonciateur d'un déclin plus général.

